Étude d'impact de l'aménagement foncier agricole, forestier et environnemental de la commune de CHARMOIS DEVANT-BRUYERES



Février 2026

INITIATIVE, Aménagement et Développement
4, passage Jules Didier 70000 VESOUL
Tél. : 03 84 75 46 47 - Fax : 03 84 75 31 69 - Email : initiativead@orange.fr
RCS : Vesoul D 339 752 644 - SIRET : 339 752 644 00015 - APE : 7112B
Tél : 03 81 83 53 29 - Email : initiativead25@orange.fr

SOMMAIRE

INTRODUCTION 4

VOLET 1 - ANALYSE DE L'ETAT INITIAL - 10

1. CONTEXTE FONCIER ET AGRICOLE 11
2. CONTEXTE HUMAIN 25
3. CONTEXTE ENVIRONNEMENTAL 38
4. MISE A JOUR DE L'OCCUPATION DES SOLS 70
5. RAPPEL DES PRESCRIPTIONS DE L'ETUDE PREALABLE 72
6. RAPPEL DE L'ARRETE PREFECTORAL DES PRESCRIPTIONS ENVIRONNEMENTALES 83

VOLET 2 –PRESENTATION DE L'OPERATION D'AMENAGEMENT FONCIER 91

1. PERIMETRE 91
2. PARCELLAIRE 91
3. TRAVAUX CONNEXES 92

VOLET 3 – IMPACTS PERMANENTS, TEMPORAIRES, DIRECTS ET INDIRECTS OCCASIONNES 94

1. IMPACTS DU PERIMETRE D'AMENAGEMENT FONCIER RETENU 94
2. IMPACTS DU PARCELLAIRE 95
3. IMPACTS DES TRAVAUX CONNEXES 118
4. RECAPITULATIF DES IMPACTS SUR L'EAU ET LES MILIEUX AQUATIQUES 128
5. BILAN SUR LE RESPECT DES PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE PREFECTORAL 129

VOLET 4 – EFFETS CUMULES AVEC D'AUTRES PROJETS CONNUS 133

VOLET 5 – JUSTIFICATION DU CHOIX DU PROJET 134

1. JUSTIFICATION DU CHOIX DU PROJET 134
2. SOLUTIONS DE SUBSTITUTION RAISONNABLES 135

VOLET 6 – MESURES ERC ET MESURES COMPLEMENTAIRES 138

1. MESURES D'EVITEMENT ET MESURES REDUCTRICES 138
2. MESURES COMPENSATOIRES 139
3. MESURES COMPLEMENTAIRES 139
4. IMPACTS RESIDUELS 143
5. BILAN ET ESTIMATION DES DEPENSES 143
6. SUIVI DES MESURES ET MOYENS DE CONTROLES PREVUS 144

VOLET 7 – COMPATIBILITE AVEC LES PLANS, SCHEMA ET PROGRAMMES CONCERNANT LA COMMUNE 145

1. COMPATIBILITE AVEC LE DOCUMENT D'URBANISME 145
2. COMPATIBILITE AVEC LES SDAGE, SAGE ET CONTRAT DE MILIEUX 145
3. COMPATIBILITE AVEC LES PGRI, PPRI ET AUTRE PLANS DE LUTTE CONTRE LES INONDATIONS 147

4. COMPATIBILITE AVEC LE SRADDET **147**
5. COMPATIBILITE AVEC LA TRAME VERTE ET BLEUE DU SRADDET **149**
6. COMPATIBILITE AVEC LES ORGFH DE LORRAINE **151**
7. COMPATIBILITE AVEC LE PLAN PAYSAGE VALLEE DE LA VOLOGNE **152**
8. INCIDENCES SUR LE RESEAU NATURA 2000 **153**

VOLET 8 – ANALYSE DES METHODES UTILISEES **155**

VOLET 9 – DIFFICULTES RENCONTREES **156**

ANNEXE **157**

NOM ET ADRESSE DU DEMANDEUR :

- **Demandeur** *:*

Commission Communale d'Aménagement Foncier de Charmois-devant-Bruyères (88)

- **Représentant du demandeur** *:*

M. le Président
Conseil Départemental des Vosges

Contact :
M. MOSTER Céline
Courriel : cmoster@vosges.fr
Tel : 03 88 76 68 94

Conseil Départemental des Vosges
Direction de l'Attractivité des Territoires
Service Agriculture et Forêt
8 Rue de la Préfecture
88088 EPINAL Cedex 9

- **Renseignements techniques** *:*

Contact :
Mme Sanou Marjolaine
Tel : 03.84.75.46.47
Courriel : initiativead@orange.fr

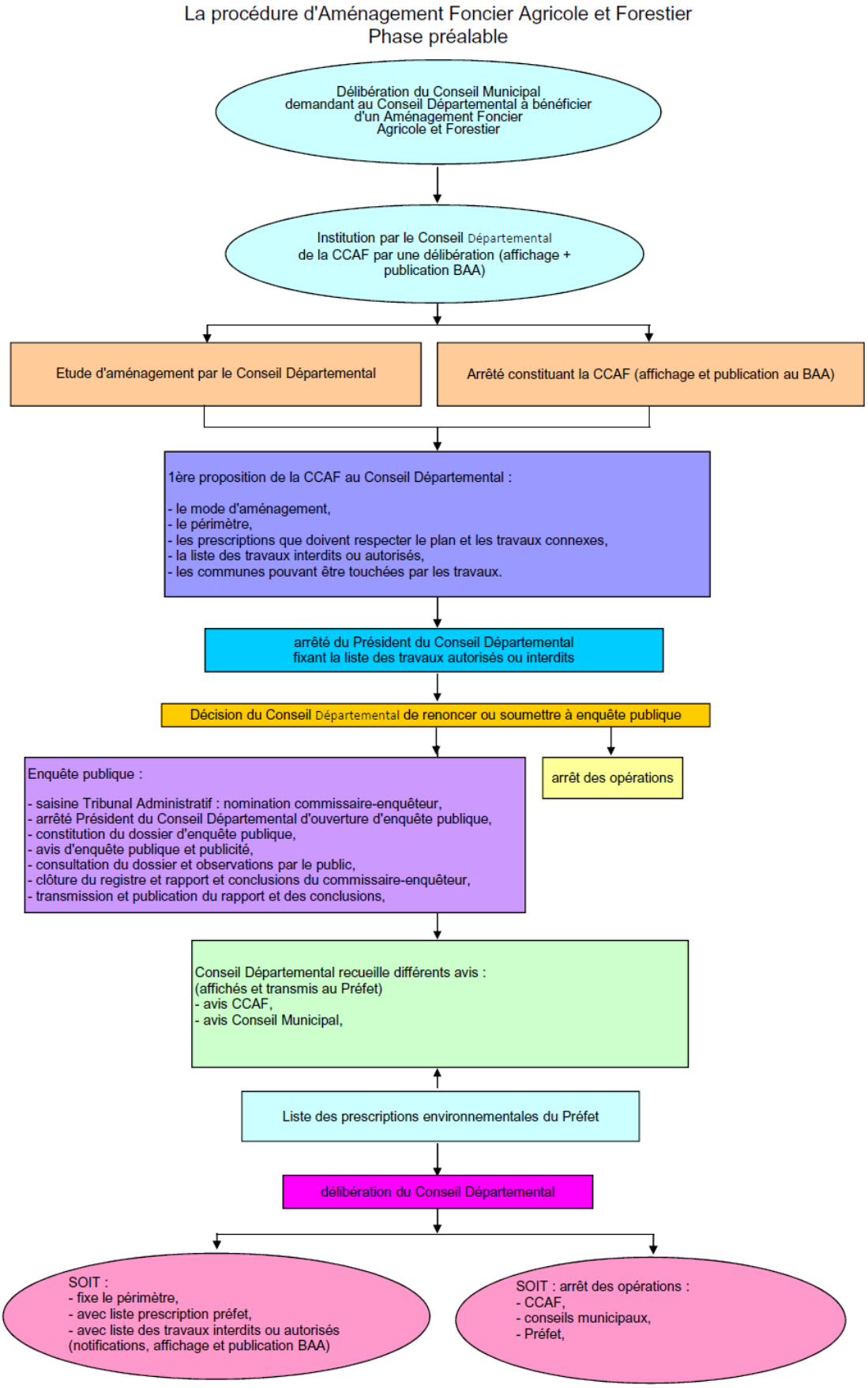
Bureau d'études INITIATIVE A&D
4, passage Jules Didier
70 000 VESOUL

Contact :
M. Guntz Patrice
Tel : 03 88 58 00 00
Courriel : patrice.guntz@unpointsix.fr

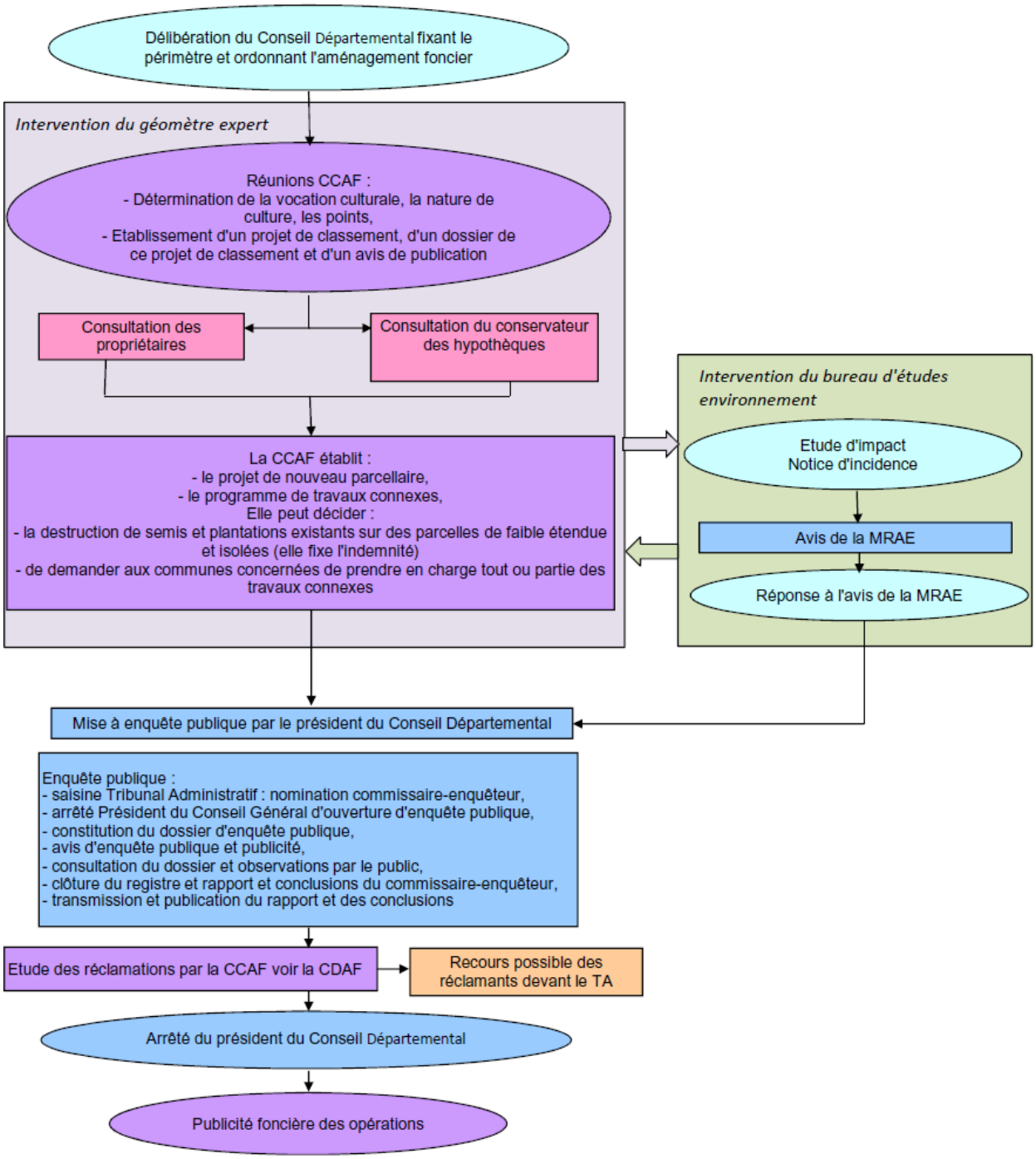
Cabinet Un Point Six
PAEI du Giessen
6, rue de l'Altenberg CS 80 008
67608 SELESTAT Cedex

INTRODUCTION

- ***Rappel de la procédure***



La procédure d'Aménagement Foncier Agricole et Forestier
Phase Opérationnelle



Historique de la procédure sur la commune de CHARMOIS-DEVANT-BRUYERES

La commune de Charmois-devant-Bruyères a sollicité le Conseil Départemental des Vosges pour la mise en place d'un aménagement foncier agricole, forestier et environnemental sur son territoire, comme l'y autorise l'article L.121-1 du Code Rural et de la pêche maritime.

Après en avoir délibéré en commission permanente, l'assemblée départementale s'est prononcée favorablement à cette demande et a décidé d'instituer la commission communale d'aménagement foncier (CCAF) de Charmois-devant-Bruyères. L'arrêté départemental daté du 25 octobre 2022 décide de la constitution de la CCAF. Lors de sa première séance en date du 7 décembre 2022, la CCAF a délibéré favorablement sur l'opportunité de lancer un aménagement foncier et a demandé au Département d'engager une étude préalable à l'aménagement foncier.

Dans ce contexte, le bureau Initiative A&D a été missionné par le Conseil Départemental des Vosges pour la réalisation de l'étude préalable d'aménagement foncier. Cette étude a été réalisée en 2023. Elle a servi de base et a été complétée pour aboutir au présent document.

Lors de sa séance du 14 novembre 2023, la CCAF a proposé de soumettre le projet d'aménagement foncier à l'avis du Conseil départemental, étape préalable à la mise à enquête publique. Le Président du Conseil Départemental des Vosges a pris un arrêté (n°11675/DAT/SAF du 18 décembre 2023) portant ouverture de l'enquête publique la procédure **d'aménagement foncier agricole, forestier et environnemental sur le territoire communal de Charmois-devant-Bruyères avec des extensions sur les communes de La Baffe, Le Roulier et Chenimenil.**

L'enquête publique relative au mode et au périmètre d'aménagement foncier s'est tenue du 12 janvier 2024 au 12 février 2024 inclus. Le commissaire enquêteur, M. Robert CHOUX, dans son rapport du 7 mars 2024 a émis un avis favorable au projet d'aménagement foncier.

La CCAF a étudié les réclamations, lors de sa séance du 22 mars 2024 et a retenu le mode, le périmètre d'aménagement foncier et les prescriptions environnementales (établies dans le volet environnement de l'étude préalable) qui devront être respectées une fois la procédure ordonnée.

Un arrêté préfectoral n°2024 – 115 du 2 mai 2024 fixe les prescriptions environnementales.

La délibération du 21 juin 2024 de la commission permanente du Conseil Départemental ordonne l'opération d'aménagement foncier et en fixe le périmètre.

Le cabinet Un Point Six, représenté par Monsieur Guntz, géomètre expert, a été chargé de la mise en œuvre de l'aménagement foncier. Il a dans un premier temps aidé la CCAF à réaliser le classement des parcelles incluses dans le périmètre d'aménagement foncier.

La CCAF a décidé de la mise à consultation du classement des terres lors de sa séance du 27 mars 2025. La consultation des propriétaires s'est effectuée du 27 mars au 29 avril 2025.

Le cabinet de géomètres a ensuite établi avec la CCAF un projet de nouvelle distribution parcellaire ainsi qu'un programme de travaux connexes. De même que pour le classement, le géomètre a procédé à la consultation des propriétaires les 13 et 14 janvier 2026.

Sur le plan réglementaire :

Au titre de l'article R.122-2 du Code de l'environnement, les opérations d'aménagement foncier agricole, forestier et environnemental sont soumises au cas par cas dans le cadre de l'évaluation environnementale.

Le contenu de l'étude d'impact est régi par les articles R.122-5 du code de l'Environnement et R121-20 du Code Rural et de la Pêche Maritime. L'article R122-5 modifié par décret n°2023-13 du 11 janvier 2023 (article 1) se définit comme suit :

1° Un résumé non technique des informations prévues ci-dessous. Ce résumé peut faire l'objet d'un document indépendant ;
2° Une description du projet, y compris en particulier :
– une description de la localisation du projet ;
– une description des caractéristiques physiques de l'ensemble du projet, y compris, le cas échéant, des travaux de démolition nécessaires, et des exigences en matière d'utilisation des terres lors des phases de construction et de fonctionnement ;
– une description des principales caractéristiques de la phase opérationnelle du projet, relatives au procédé de fabrication, à la demande et l'utilisation d'énergie, la nature et les quantités des matériaux et des ressources naturelles utilisés ;
– une estimation des types et des quantités de résidus et d'émissions attendus, tels que la pollution de l'eau, de l'air, du sol et du sous-sol, le bruit, la vibration, la lumière, la chaleur, la radiation, et des types et des quantités de déchets produits durant les phases de construction et de fonctionnement.
3° Une description des aspects pertinents de l'état actuel de l'environnement, dénommée "scénario de référence", et de leur évolution en cas de mise en œuvre du projet ainsi qu'un aperçu de l'évolution probable de l'environnement en l'absence de mise en œuvre du projet, dans la mesure où les changements naturels par rapport au scénario de référence peuvent être évalués moyennant un effort raisonnable sur la base des informations environnementales et des connaissances scientifiques disponibles ;
4° Une description des facteurs mentionnés au III de l'article L. 122-1 susceptibles d'être affectés de manière notable par le projet : la population, la santé humaine, la biodiversité, les terres, le sol, l'eau, l'air, le climat, les biens matériels, le patrimoine culturel, y compris les aspects architecturaux et archéologiques, et le paysage ;
5° Une description des incidences notables que le projet est susceptible d'avoir sur l'environnement résultant, entre autres :
a) De la construction et de l'existence du projet, y compris, le cas échéant, des travaux de démolition ;
b) De l'utilisation des ressources naturelles, en particulier les terres, le sol, l'eau et la biodiversité, en tenant compte, dans la mesure du possible, de la disponibilité durable de ces ressources ;
c) De l'émission de polluants, du bruit, de la vibration, de la lumière, la chaleur et la radiation, de la création de nuisances et de l'élimination et la valorisation des déchets ;
d) Des risques pour la santé humaine, pour le patrimoine culturel ou pour l'environnement ;
e) Du cumul des incidences avec d'autres projets existants ou approuvés, en tenant compte le cas échéant des problèmes environnementaux relatifs à l'utilisation des ressources naturelles et des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement susceptibles d'être touchées. Ces projets sont ceux qui, lors du dépôt de l'étude d'impact :

– ont fait l'objet d'une étude d'incidence environnementale au titre de l'article R. 181-14 et d'une enquête publique ;
– ont fait l'objet d'une évaluation environnementale au titre du présent code et pour lesquels un avis de l'autorité environnementale a été rendu public.

Sont exclus les projets ayant fait l'objet d'un arrêté mentionnant un délai et devenu caduc, ceux dont la décision d'autorisation est devenue caduque, dont l'enquête publique n'est plus valable ainsi que ceux qui ont été officiellement abandonnés par le maître d'ouvrage ;

f) Des incidences du projet sur le climat et de la vulnérabilité du projet au changement climatique ;
g) Des technologies et des substances utilisées.
La description des éventuelles incidences notables sur les facteurs mentionnés au III de l'article L. 122-1 porte sur les effets directs et, le cas échéant, sur les effets indirects secondaires, cumulatifs, transfrontaliers, à court, moyen et long termes, permanents et temporaires, positifs et négatifs du projet ;
6° Une description des incidences négatives notables attendues du projet sur l'environnement qui résultent de la vulnérabilité du projet à des risques d'accidents ou de catastrophes majeurs en rapport avec le projet concerné. Cette description comprend le cas échéant les mesures envisagées pour éviter ou réduire les

incidences négatives notables de ces événements sur l'environnement et le détail de la préparation et de la réponse envisagée à ces situations d'urgence ;
7° Une description des solutions de substitution raisonnables qui ont été examinées par le maître d'ouvrage, en fonction du projet proposé et de ses caractéristiques spécifiques, et une indication des principales raisons du choix effectué, notamment une comparaison des incidences sur l'environnement et la santé humaine ;
8° Les mesures prévues par le maître de l'ouvrage pour :
– éviter les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine et réduire les effets n'ayant pu être évités ;
– compenser, lorsque cela est possible, les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine qui n'ont pu être ni évités ni suffisamment réduits. S'il n'est pas possible de compenser ces effets, le maître d'ouvrage justifie cette impossibilité.
La description de ces mesures doit être accompagnée de l'estimation des dépenses correspondantes, de l'exposé des effets attendus de ces mesures à l'égard des impacts du projet sur les éléments mentionnés au 5° ;
9° Le cas échéant, les modalités de suivi des mesures d'évitement, de réduction et de compensation proposées ;
10° Une description des méthodes de prévision ou des éléments probants utilisés pour identifier et évaluer les incidences notables sur l'environnement ;
11° Les noms, qualités et qualifications du ou des experts qui ont préparé l'étude d'impact et les études ayant contribué à sa réalisation ;
12° Lorsque certains des éléments requis ci-dessus figurent dans l'étude de maîtrise des risques pour les installations nucléaires de base ou dans l'étude des dangers pour les installations classées pour la protection de l'environnement, il en est fait état dans l'étude d'impact.

Le dossier d'étude d'impact de l'aménagement foncier sert de dossier d'évaluation environnementale sous réserve qu'il comporte les informations définies à l'article R.414-19 du Code de l'environnement.

L'analyse de l'état initial de la commune a été réalisée en 2023. Une vérification des données a été réalisée en janvier 2026. Elle n'a pas fait apparaitre de modifications de l'occupation des sols.

Aussi le premier volet de l'étude d'impact sera constitué par l'état initial de la pré-étude d'aménagement foncier, en conformité avec l'article R121-20 du Code Rural et de la Pêche Maritime. Dans le présent document, seules seront reprises, à titre de rappel, et mises à jour, les grandes caractéristiques de l'étude préalable.

Les différents volets de cette étude d'impact ont été réalisés en se basant sur les données de l'étude préalable, à partir des observations de terrains effectuées en 2023, des contacts pris avec les différents intervenants de cette opération, de l'examen du nouveau plan parcellaire et du plan des travaux connexes.

La présente étude est déposée dans le cadre de l'autorisation environnementale unique. Dans le détail, les réglementations suivantes peuvent être concernées par le projet :

- Loi sur l'Eau :

Les opérations mentionnées à la rubrique 5.2.3.0 de la nomenclature « Eau » concernant **les travaux décidés par la commission d'aménagement foncier** (écoulement des eaux nuisibles, retenue et distribution des eaux utiles, etc., (Code de l'environnement, art. R. 214-1) **sont soumis à autorisation au titre de la loi sur l'eau**. Aussi, le présent rapport comporte les différents éléments constitutifs d'un Dossier Loi sur l'Eau.
Compte-tenu des travaux connexes réalisés et de la nouvelle distribution parcellaire, aucune autre rubrique de la nomenclature n'est concernée.

- Espace boisé classé :

Charmois-devant-Bruyères dispose d'une Carte Communale approuvé en 2005. Compte tenu de son ancienneté, c'est actuellement le Règlement National d'Urbanisme qui règlemente la construction sur cette commune.
Le périmètre d'aménagement foncier ne comporte aucun boisement identifié en tant qu'Espace Boisé Classé.

- Défrichement :

Le projet d'aménagement foncier ne prévoit aucun déboisement au programme des travaux connexes.
D'après l'article L 342-1 du Code forestier, les défrichements intervenant en partie dans des bois de surface supérieure à 4 ha, **le porteur de projet n'est pas soumis à une demande d'autorisation préalable de défrichement.**

- Monuments historiques :

Aucun Monument Historique ou périmètre de protection d'un Monument Historique ne grève le territoire de Charmois-devant-Bruyères. Le programme des travaux connexes n'est donc pas soumis à l'avis d'un Architecte des Bâtiments de France.

- Périmètres de protection de captage :

Différents secteurs de la commune sont concernés par des périmètres de protection de captages d'eau potable. Un de ces périmètres est partiellement inclus dans le périmètre d'aménagement foncier. Le parcellaire et le programme des travaux connexes devront respecter l'arrêté de DUP des captages concernés.

Les auteurs de cette étude d'impacts sont, au sein du bureau d'études Initiative Aménagement et Développement :

- Marjolaine Sanou, Écologue, 28 ans d'expérience,
- Thomas Lebon, Ingénieur agronome, pédologue, hydrogéologue, 22 ans d'expérience.

VOLET 1 -
ANALYSE DE L'ETAT INITIAL -

Comme il a été signalé dans l'introduction, ce volet a été traité dans l'étude préalable à l'aménagement foncier réalisée en 2023 par le bureau d'études Initiative Aménagement & Développement.

Ci-après sont reprises les principales caractéristiques du territoire communal issues de cette étude préalable (mises à jour) ainsi que les recommandations émises. Pour plus de précisions, il conviendra de se référer au rapport d'étude préalable.

Présentation générale :

La commune de Charmois-devant-Bruyères est localisée au centre du département des Vosges, à 10,5 km à l'Est d'Epinal. Elle appartient à la communauté de communes de Bruyères, Vallons des Vosges qui compte 34 communes.

Les communes limitrophes de Charmois-devant Bruyères sont :
- Aydoilles au Nord,
- Le Roulier à l'Est,
- Docelles au Sud-Est,
- Cheniménil au Sud,
- La Baffe à l'Ouest.

La commune de Charmois-devant Bruyères comptait 384 habitants en 2020 pour une superficie de 661 ha.

Le réseau hydrographique est composé du Ruisseau d'Argent, qui traverse le territoire, et de deux de ses petits affluents qui matérialisent une partie des limites communales Ouest et Sud.

Le territoire de la commune se découpe en deux entités topographiques :
- Des zones de relief peu prononcé, bosselé et occupé par la forêt,
- Une zone de plateau légèrement incliné vers l'Ouest comportant les espaces agricoles et les zones urbanisées.

L'urbanisation est composée d'un bourg principal implanté au milieu du territoire, ainsi que d'un hameau, Pont Bresson, qui s'étale le long de la RD159 en limite Nord du ban communal. Enfin, quelques constructions isolées sont réparties sur le territoire.

1. CONTEXTE FONCIER ET AGRICOLE

1.1. SITUATION FONCIERE

Structure globale des propriétés :

Le parcellaire de la commune de Charmois-devant-Bruyères se compose de 2790 parcelles pour une superficie totale cadastrée de 646 ha 29 a 96 ca. Cette superficie diffère de quelques hectares de la surface totale (663 ha 05 a 72 ca) en raison de la surface de voirie communale et départementale, ainsi que les cours d'eau qui ne sont pas comptabilisés au niveau du cadastre.

468 comptes de propriété sont recensés :

- 196 comptes correspondent à des comptes mono-parcellaires (116 avec un seul propriétaire, 80 avec des propriétaires multiples) pour une superficie de 32 ha 42 a 66 ca ;
- 272 comptes sont pluri-parcellaires et regroupent une superficie de 452 ha 12 a 69 ca ;

Les propriétaires mono-parcellaires représentent 42 % des comptes de propriété, mais ne concernent que 5 % de la superficie de la zone d'étude.
La majorité de la surface correspondant à des comptes pluri-parcellaires, une refonte du parcellaire peut améliorer la structure des propriétés si celles-ci sont morcelées.
Il est donc plus pertinent de traiter les données en séparant la zone agricole, de la forêt et de l'espace bâti.

1.1.1. Analyse de la propriété foncière agricole

En zone agricole, 276 comptes de propriété sont recensés :

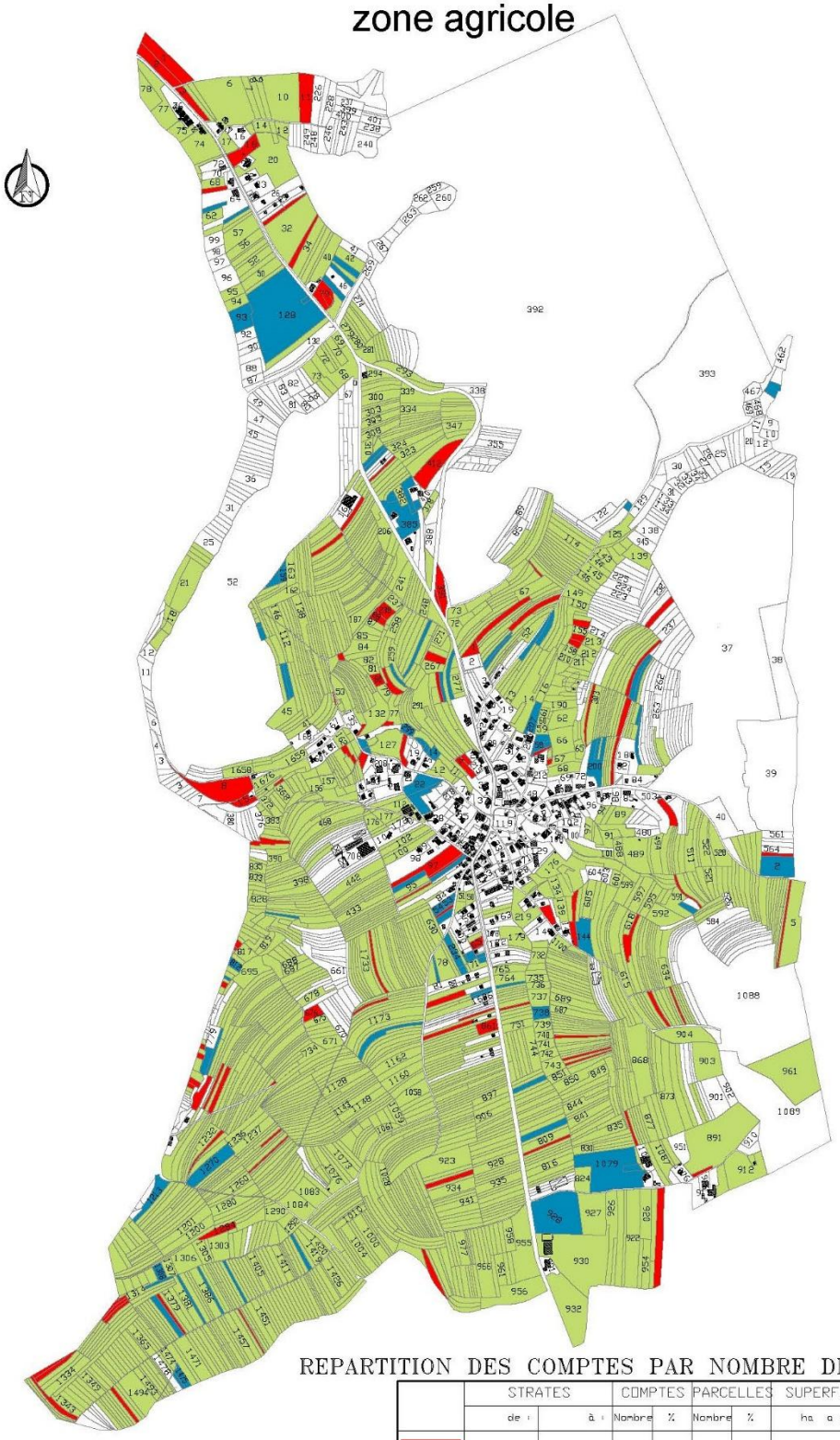
- 108 comptes correspondent à des comptes mono-parcellaires pour une superficie de 16 ha 65 a 70 ca soit 5 % de la surface ;
- 168 comptes sont pluri-parcellaires et regroupent une superficie de 311 ha 89 a 94 ca (soit 95 % de la surface) pour 1892 parcelles.

Les propriétaires mono-parcellaires représentent 39 % des comptes de propriété, mais ne concernent que 5 % de la superficie de la zone d'étude et 5 % des parcelles.

Une carte des propriétés mono et bi-parcellaires est présentée en page suivante. Les propriétés mono et bi-parcellaires sont dispersées sur l'ensemble de l'espace agricole.

La majorité de la surface agricole correspondant à des comptes pluri-parcellaires, une refonte du parcellaire peut donc améliorer la structure des propriétés si celles-ci sont morcelées.

Carte de répartition des comptes par nombre de parcelles
zone agricole

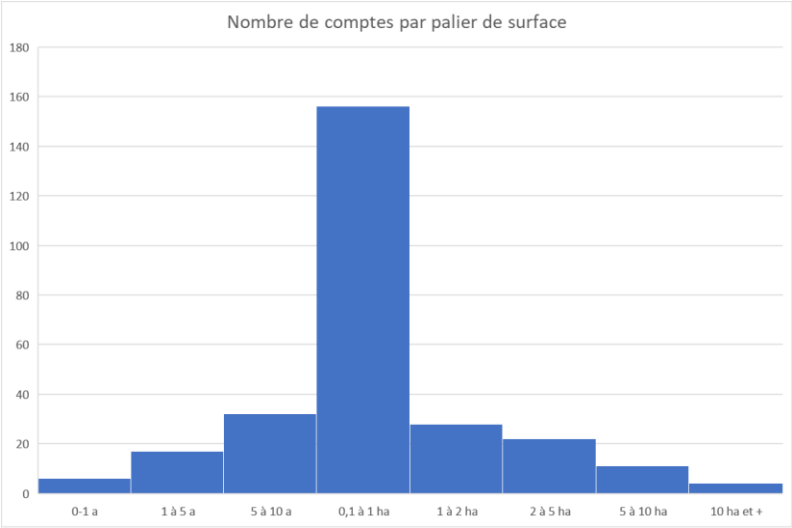


REPARTITION DES COMPTES PAR NOMBRE DE PARCELLES

	STRATES		COMPTES		PARCELLES		SUPERFICIES	
	de	à	Nombre	%	Nombre	%	ha a ca	%
	1	1	108	39	108	5	16 65 70	5
	2	2	46	16	90	5	20 32 12	6
	3	maximum	123	45	1802	90	291 57 62	89

En zone agricole, la surface moyenne d'un compte de propriété est de 1,19 ha.
Pour les comptes monoparcellaires, la surface moyenne de compte est égale à la surface moyenne de parcelle, soit 0,15 ha.
La surface moyenne d'un compte pluriparcellaire est de 1,86 ha, avec une surface moyenne de parcelle de 0,16 ha. Les comptes pluriparcellaires se composent en moyenne de 11 parcelles.
L'ensemble des comptes monoparcellaires représente une superficie de 16,66 ha, les comptes bi-parcellaires 20,32 ha et les comptes pluriparcellaires 291,58 ha. Ces derniers représentent donc la majeure partie de la surface agricole.

Lorsqu'on analyse la répartition des propriétés agricoles par classes de superficie, on constate que :



- 76 % des comptes de propriété (soit 211 comptes) concernent une surface inférieure à 1 ha ;
- ces comptes de propriété de moins d'un hectare représentent une surface totale de 61,99 ha, soit 18,9 % de la superficie de la zone agricole ;
- la classe de superficie la plus représentée, et de façon très nette concerne des propriétés de 10 ares à 1 ha : 156 comptes de propriété pour une surface cumulée de 58,8 ha ;
- les 11 comptes de 5 à 10 ha et les 4 comptes de plus de 10 ha représentent 160,88 ha soit presque la moitié de la superficie agricole.

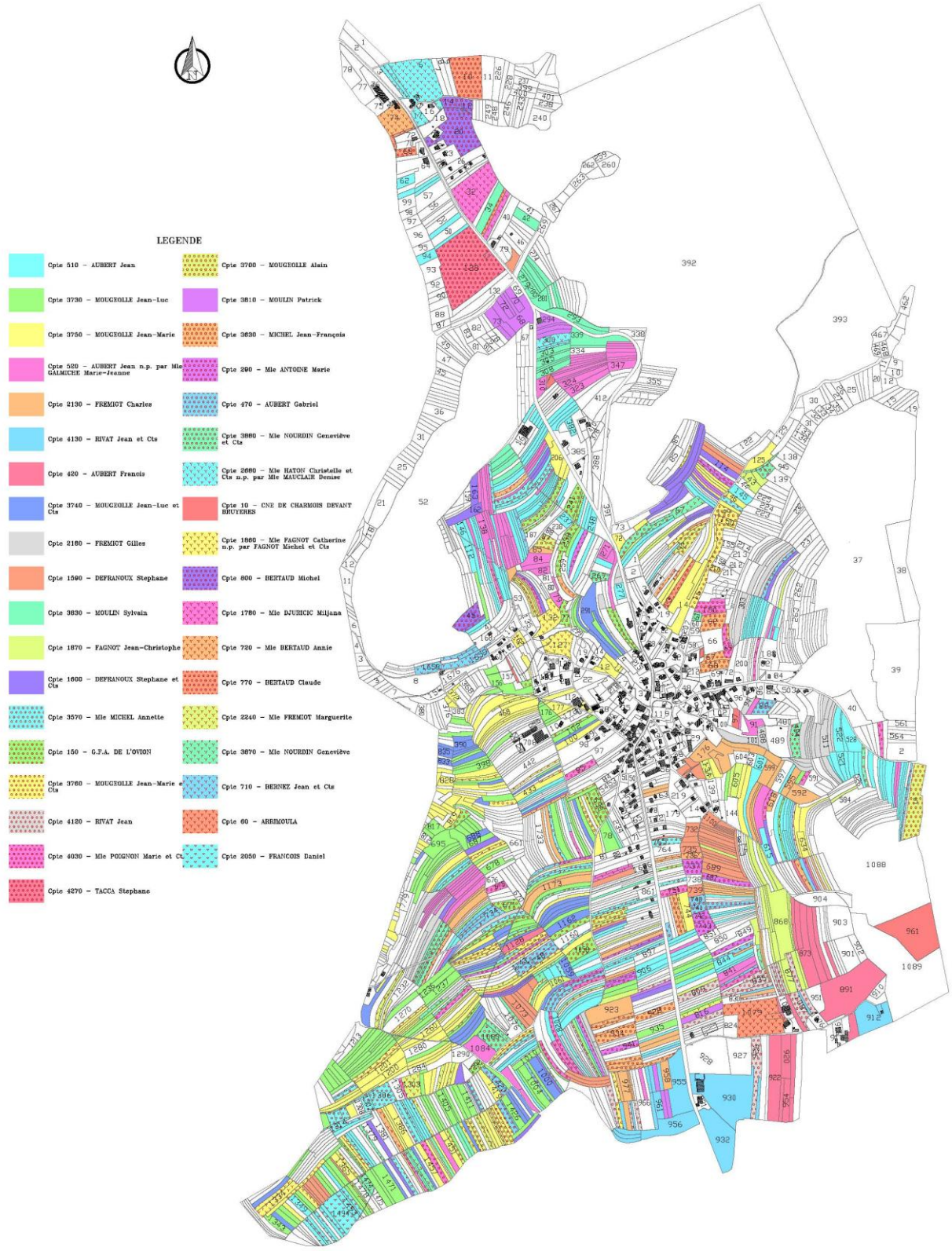
Les îlots de propriété agricoles :

Les propriétés agricoles se répartissent en 1174 îlots. Le nombre moyen de parcelles par îlot est de 1,7 et le nombre moyen d'îlots par compte est de 4,25.
La surface moyenne d'un îlot est de 27 a 99 ca.
140 comptes de propriété (soit 51%) se composent d'un îlot unique d'une ou plusieurs parcelles. Donc inversement, **49 % des comptes de propriété de la zone agricole se composent de plusieurs îlots qu'un aménagement foncier pourrait regrouper.**

Cartographie des propriétés agricoles

Différentes cartes des propriétés ont été établies : carte des propriétés mono et bi-parcellaires (ci-avant) et carte des plus gros propriétaires agricoles (ci-après).

Carte des propriétaires agricoles de plus de 2 ha



La carte des principales propriétés agricoles montre que ces dernières sont plutôt dispersées, que certains îlots de plusieurs parcelles pourraient fusionner en une seule, que de nombreuses parcelles ou îlots de propriété sont enclavés (sans desserte). Certaines propriétés sont constituées de multiples îlots qui pourraient être pour partie (ou totalement) regroupés.

⇨ Dans ce contexte, un aménagement foncier peut significativement améliorer la structure foncière de l'espace agricole du ban communal.

1.1.2. Analyse de la propriété foncière forestière

En zone forestière, 194 comptes de propriété sont recensés :

- 93 comptes correspondent à des comptes mono-parcellaires pour une superficie de 14 ha 93 a 20 ca ;
- 101 comptes sont pluri-parcellaires et regroupent une superficie de 258 ha 45 a 17 ca pour 373 parcelles.

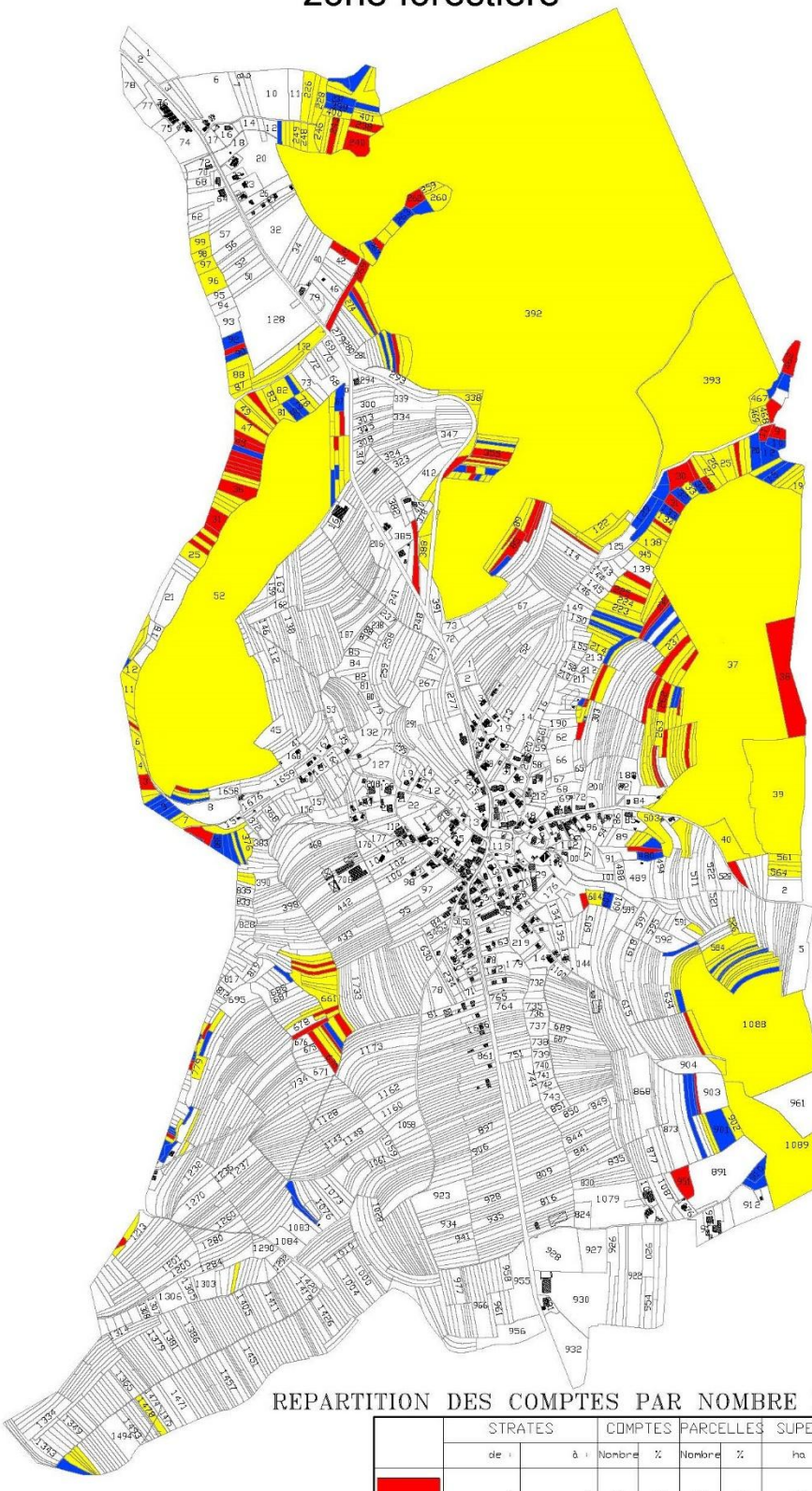
Les propriétaires mono-parcellaires représentent 48 % des comptes de propriété, mais concernent seulement 5 % de la superficie de la zone d'étude forestière.
Les propriétés mono et bi-parcellaires (sur le plan ci-après) sont disposées en lisière des massifs forestiers mais également groupées en petits bois au sein de l'espace agricole.
95 % de la surface forestière correspond à des comptes pluri-parcellaires, qui pourraient pour certains être regroupés dans le cadre d'un aménagement foncier.

En zone forestière, la surface moyenne d'un compte de propriété est de 1,41 ha.
Pour les comptes mono-parcellaires, la surface moyenne de compte est égale à la surface moyenne de parcelle, soit 0,16 ha.

La surface moyenne d'un compte pluri-parcellaire est de 2,56 ha, avec une surface moyenne de parcelle de 0,69 ha. Les comptes pluri-parcellaires se composent en moyenne de 4 parcelles avec en moyenne 1,78 îlots de parcelles par compte.
Ces valeurs sont assez élevées et pourraient traduire une assez bonne structuration de l'espace forestier, puisque les comptes sont importants en surface, se composent de peu de parcelles et sont peu morcelés (2 îlots en moyenne).

Ces moyennes masquent toutefois une grande disparité de surface entre les parcelles de forêt communale qui sont peu nombreuses et de très grande taille, et les parcelles de bois privé qui sont de taille beaucoup plus modeste.

Carte de répartition des comptes par nombre de parcelles zone forestière

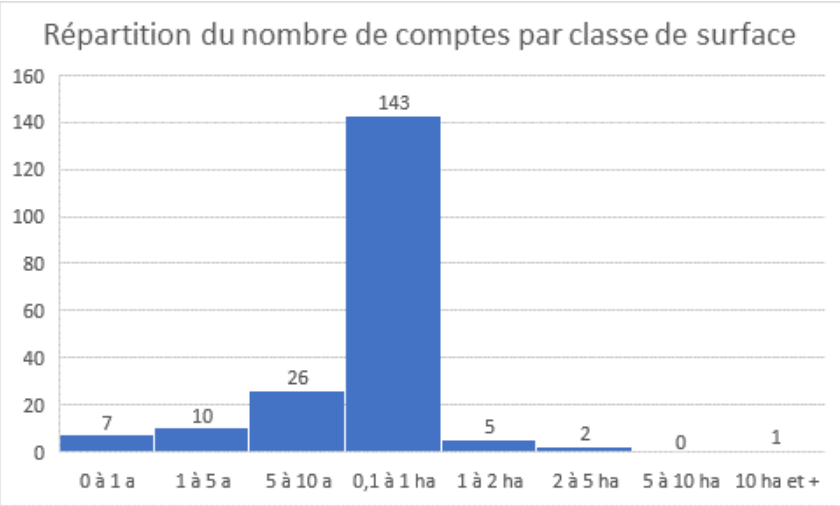


REPARTITION DES COMPTES PAR NOMBRE DE PARCELLES

	STRATES		COMPTES		PARCELLES		SUPERFICIES	
	de :	à :	Nombre	%	Nombre	%	ha a ca	%
	1	1	93	48	93	20	14 93 20	5
	2	2	48	25	96	21	12 00 63	4
	3	maximum	53	27	277	59	246 44 34	90

Lorsqu'on analyse la répartition des propriétés forestières par classes de superficies (..ha..a..ca), on constate que :

- 98% des comptes de propriété (soit 191 comptes) possèdent une surface inférieure à 2 ha ;
- L'ensemble des comptes de propriété de moins d'un hectare ne représentent qu'une surface de 42 ha 28 a 63 ca, soit seulement 18 % de la superficie boisée ;



- la classe de superficie la plus représentée (en nombre de comptes) concernent des propriétés de 10 ares à 1 ha : 14 comptes de propriété pour une surface de 46 ha 91 a 01 ca, ;
- l'unique compte de plus de 10 ha correspond à la forêt communale de Charmois-devant-Bruyères et représente près de 76,8 % de la superficie forestière. La commune est donc le propriétaire majoritaire en surface.

Les îlots de propriété forestiers :

Les propriétés forestières se répartissent en 347 îlots. Le nombre moyen de parcelles par îlot est de 1,34 et le nombre moyen d'îlots par compte est de 1,79.
La surface moyenne d'un îlot est de 78 a 78 ca.
115 comptes de propriété (soit 59%) se composent d'un îlot unique d'une ou plusieurs parcelles. Donc à contrario, **41 % des comptes de propriété se composent de plusieurs îlots qu'un aménagement foncier pourrait regrouper.**

Cartographie des propriétés forestières

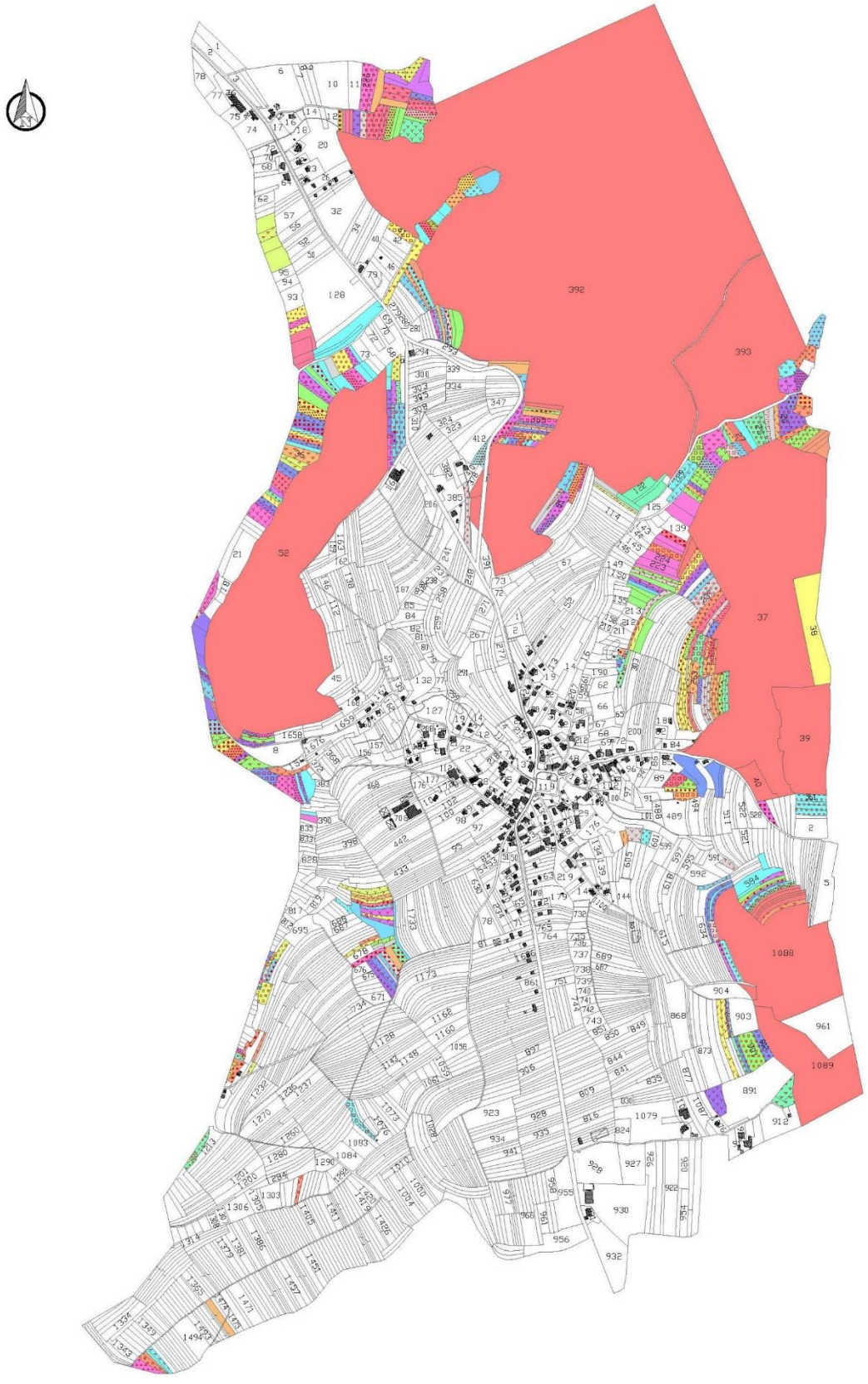
Différentes cartes des propriétés ont été établies : carte des propriétés mono et bi-parcellaires (page 14 du présent rapport), carte des propriétaires forestiers de plus d'un hectare et carte de tous les propriétaires forestiers (ci-après).

La carte des propriétés foncières forestières montre qu'à l'exception de la commune de Charmois-devant-Bruyères, la multitude des petits propriétaires présente des îlots dispersés, composés d'une ou plusieurs parcelles qui pourraient être pour partie (ou totalement) regroupés.

⇨ **La propriété foncière forestière se compose de grands massifs communaux bien regroupés ne nécessitant pas de restructuration. Par contre, les lisières de ces massifs sont composées de nombreuses petites parcelles formant les îlots dispersés. Dans ce contexte, un aménagement foncier incluant les lisières de forêt pourrait apporter une bonne amélioration des îlots de forêt privée. Par ailleurs la desserte de ces parcelles pourrait être grandement améliorée.**

Il sera donc proposé d'inclure les parcelles de bois privés au périmètre d'aménagement foncier.

Carte de l'ensemble des propriétaires forestiers (194 comptes)



1.2. SITUATION DE L'AGRICULTURE

Données générales :

La commune de Charmois-devant-Bruyères est comprise dans l'aire géographique des appellations d'origine protégée (AOP-AOC) Miel de sapin des Vosges et Munster.

Elle est également concernée par les IGP (Indication Géographique Protégée) Emmental français Est-Central, Bergamotes de Nancy et Mirabelles de Lorraine.

La comparaison entre les recensements agricoles de 2010 et de 2020 fait apparaître une diminution du nombre d'exploitations (de 7 en 2010 à 5 en 2020), avec un nombre stable d'exploitations de taille moyenne. Les autres données notées (s) ne sont pas transmises par agreste en raison du faible nombre d'exploitations concernées.
De la même façon, la SAU (Surface Agricole Utilisée) des exploitations est passée de 426 ha en 2010 à 412 ha en 2020. Le nombre d'ETP (équivalent temps plein) a également diminué entre ces deux recensements, passant de 11 en 2010 à 8 en 2020.
Ces tendances sont similaires à ce qui est observé à l'échelle départementale.

En 2020, la SAU moyenne des exploitations est de 82,4 ha, mais masque une grande disparité entre les exploitations recensées.

L'analyse établie à partir de l'enquête agricole menée auprès de l'ensemble des agriculteurs exploitant des parcelles sur la commune de Charmois-devant-Bruyères permet d'affiner ces résultats

Enquêtes individuelles :

Les données agricoles relatives à la zone d'études ont été collectées lors d'entretiens individuels d'une durée moyenne de 30 minutes. Ces entretiens ont été réalisés le 7 septembre 2023. Un questionnaire agricole a été rempli et les îlots agricoles cartographiés sur un plan au 1/5000.

Lors de cette journée, les 5 exploitations ayant leur siège sur la commune ont été rencontrées. De même, 6 exploitations ayant leur siège sur une commune voisine se sont rendues au rendez-vous. Une septième, ayant des parcelles sur la commune mais ne les exploitant pas suite à des échanges, a retourné son questionnaire rempli par courrier.
Enfin, lors de cette journée d'entretiens, la mention a été faite d'une huitième exploitation venant de l'extérieur, qui n'a pas été rencontrée mais à laquelle un questionnaire a été renvoyé. Son unique îlot d'exploitation sur Charmois a été cartographié par un exploitant voisin.

Il faut signaler la présence d'un maraîcher depuis quelques mois qui exploite une petite parcelle en périphérie Ouest du village.

Les exploitations travaillant sur le territoire communal présentent une taille très variable, allant de 330 ha de SAU pour la plus importante à 37,5 ha pour la plus petite. Concernant les exploitations basées sur Charmois-devant-Bruyères, trois d'entre elles ont plus de 50 % de leur SAU sur la commune. Les deux autres exploitent moins de 50 % de leur SAU à Charmois, même si cette commune reste celle où ils exploitent la plus grande superficie. Le reste de leur SAU se répartit sur plusieurs des communes voisines.

L'orientation technico-économique dominante est la polyculture-élevage avec un cheptel souvent important (surtout pour les exploitations venant de l'extérieur).

Pour les exploitants se rapprochant de la retraite, aucune problématique de succession ou de reprise de l'exploitation n'a été soulevée.

Tous les exploitants de la commune ont de très nombreux îlots (de 16 à 34 îlots). Parmi les exploitants extérieurs, les deux qui exploitent le plus de superficie possèdent respectivement 26 et 12 îlots.

Globalement, la taille moyenne des îlots ne dépasse pas 2,87 ha. Mais les valeurs calculées masquent de grandes disparités de taille entre les îlots.

La somme des superficies exploitées par des exploitants de la commune est de 222,8 ha contre 41,2 ha pour les exploitants extérieurs. Ce sont donc très majoritairement (à 84 %) des exploitants basés sur la commune qui exploitent le territoire de Charmois.

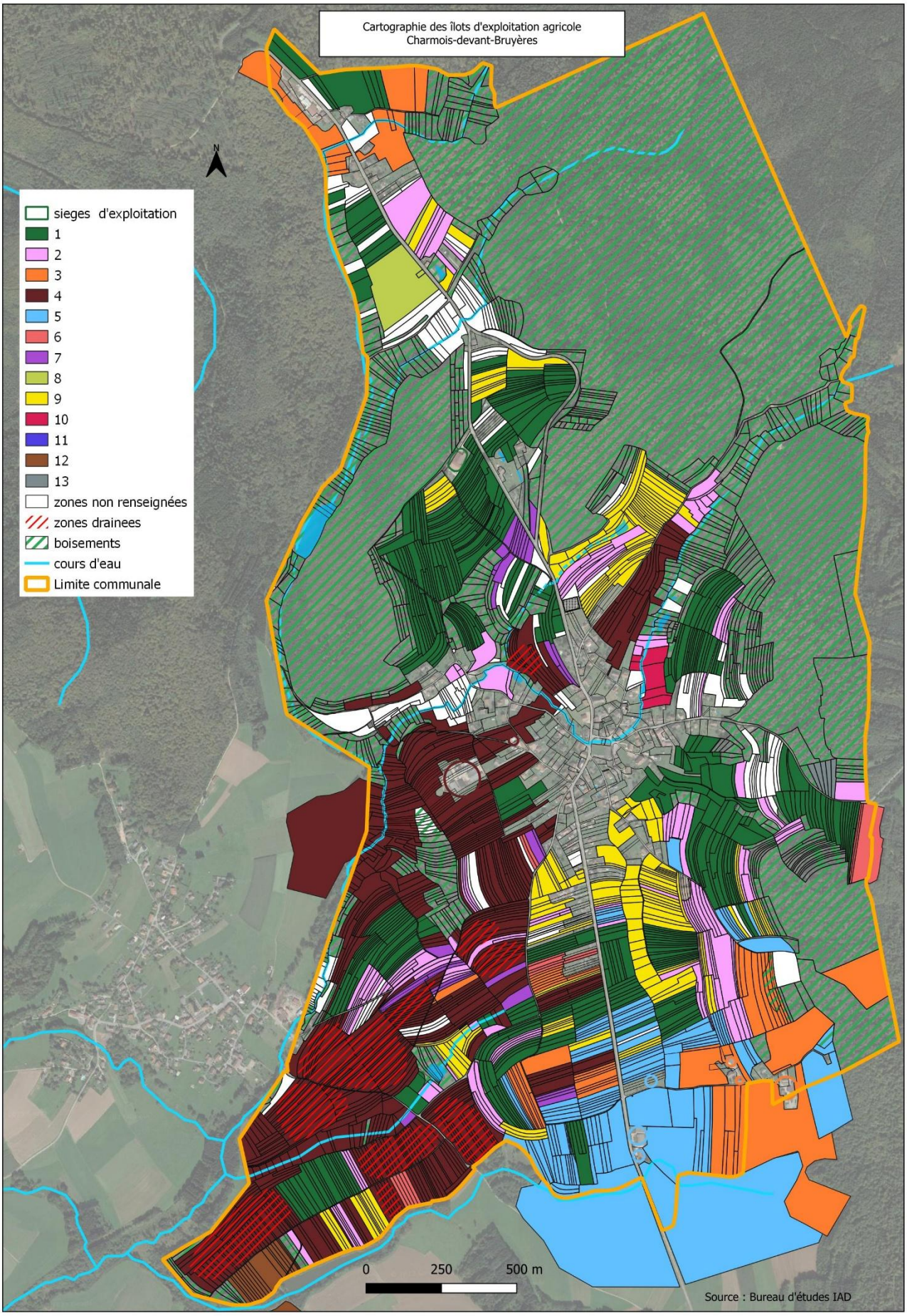
La grande majorité des exploitants a signalé de très nombreux échanges de parcelles pour diminuer le nombre d'îlots. Ils n'ont pas toujours été en mesure de localiser les parcelles échangées, ces opérations étant parfois très anciennes (générations antérieures). C'est pourquoi les parcelles concernées par les échanges n'ont pas pu être cartographiées. Ces échanges ont leurs limites. Ils ont permis de grouper un peu les îlots d'exploitation sans toutefois parvenir à une situation optimale et pérenne. Par ailleurs, ces échanges sont marqués par une certaine précarité.

Nombreux sont les exploitants qui ont déploré que le morcellement des îlots constituait une contrainte importante pour leur exploitation, avec parfois des difficultés d'accès à certains îlots.

Quatre des 5 exploitants de Charmois-devant-Bruyères exploitent également des terrains sur la commune de La Baffe. De même, trois des exploitants venant des communes voisines exploitent à la fois des parcelles sur Charmois et sur La Baffe.

⇨ **Tous les exploitants soulignent la nécessité d'une opération d'aménagement foncier pour régulariser les échanges, diminuer le morcellement et améliorer plus généralement leurs conditions d'exploitation. Certains seraient même intéressés par une opération intercommunale avec la commune de La Baffe.**

La cartographie des îlots d'exploitation présentée ci-après illustre bien la dispersion et le morcellement des îlots d'exploitation.


Cartographie des îlots d'exploitation agricole
Charmois-devant-Bruyères
N
sieges d'exploitation
1
2
3
4
5
6
7
8
9
10
11
12
13
zones non renseignées
zones drainees
boisements
cours d'eau
Limite communale
0
250
500 m
Source : Bureau d'études IAD

La cartographie des îlots d'exploitation montre un début de regroupement autour des sièges d'exploitation suite aux échanges amiables. Toutefois, la majorité des exploitations conserve des îlots dispersés sur l'ensemble du territoire.

Une seule exploitation a mentionné du drainage, sur une partie de ses îlots d'exploitation.

La cartographie fait apparaître un certain nombre de parcelles sans exploitant identifié. Il s'agit entre autres de particuliers entretenant eux-mêmes les parcelles ou possédant des chevaux.

Les sièges d'exploitation sont implantés à l'extérieur du village, ce qui facilite le regroupement de parcelles autour du siège, ainsi que les possibilités d'agrandissement (construction de nouveaux bâtiments).

Utilisation du sol :

Selon le Registre Parcellaire Graphique de 2021, environ 311 ha du territoire de Charmois-devant-Bruyères sont exploités.

Les surfaces en herbe dominent, avec 170 ha de prairies permanentes et 61 ha de prairies temporaires.

Les cultures (céréales) représentent près de 79 ha.

1.3. SITUATION FORESTIERE

(source : plan d'aménagement de la forêt communale, ONF)

La forêt communale de Charmois-devant-Bruyères présente une superficie de 289,62 ha dont 79,98 ha sur la commune de Le Roulier. Le plan d'aménagement forestier établi par l'ONF court de 2019 à 2038.

La forêt communale est entièrement localisée dans la région naturelle des Collines sous-vosgiennes. Sa fonction principale est la production de bois d'œuvre résineux et feuillu (hêtre et sapin en majorité), ainsi que du bois d'industrie dans les premières éclaircies des jeunes peuplements. La qualité des bois est globalement moyenne, avec cependant des grumes de gros bois de chêne vendues façonnées.
La forêt est traitée en futaie régulière.

L'ONF estime la production de la forêt 1310 m3/an soit 4,5 m3/ha/an.

La forêt communale de Charmois est une forêt mélangée (en moyenne 3 essences présentes à plus de 10% par parcelle). Les résineux sont très majoritaires sur la forêt, avec plus de 73% de peuplements à résineux dominants. Le sapin est l'essence majoritaire (47%) : il est dominant (c'est-à-dire composant le peuplement à plus de 65%) sur 34% de la forêt. Les autres résineux (principalement douglas 12% - épicéa 9,5% et pin sylvestre 8.5%) forment plus rarement la base du peuplement (respectivement 7% - 5% et 4% de la surface de la forêt).
Les peuplements dominés par les feuillus occupent 27% de la forêt : 15% pour le hêtre seul (moins de 1% pour le chêne).

Les stations forestières dominantes sont la hêtraie chênaie acidiphile (variante à Canche flexueuse et Myrtille) pour 271 ha. Dans une moindre mesure sont présentes la chênaie sessiflore xéro-acidiphile (13,5 ha) et la chênaie-hêtraie sur substrat mal drainé (5 ha).

La forêt est concernée par une ZNIEFF de type II « Forêts d'Epinal et de Tannières ».

Sur le plan écologique, la forêt communale présente un enjeu lié aux zones humides et à la présence du Milan royal.
L'enjeu paysager est concentré sur les lisières (vision de la forêt depuis l'extérieur) ainsi que sur les perceptions depuis les itinéraires de randonnée qui traversent la forêt (vision interne).

Un autre enjeu important concerne la ressource en eau puisque les sources captées sont localisées en forêt et leurs périmètres de protection sont occupés par les boisements. La couverture boisée apporte une bonne protection. Il reste néanmoins les risques afférents à l'exploitation forestière (passages d'engins, pollutions accidentelles, etc…). Le respect de l'arrêté des prescriptions préfectorales liées aux périmètres de protection est de rigueur.

Le réseau de pistes qui dessert la forêt est satisfaisant.

La forêt privée ne couvre que 64 ha environ. On y rencontre globalement les mêmes essences que dans la forêt publique.

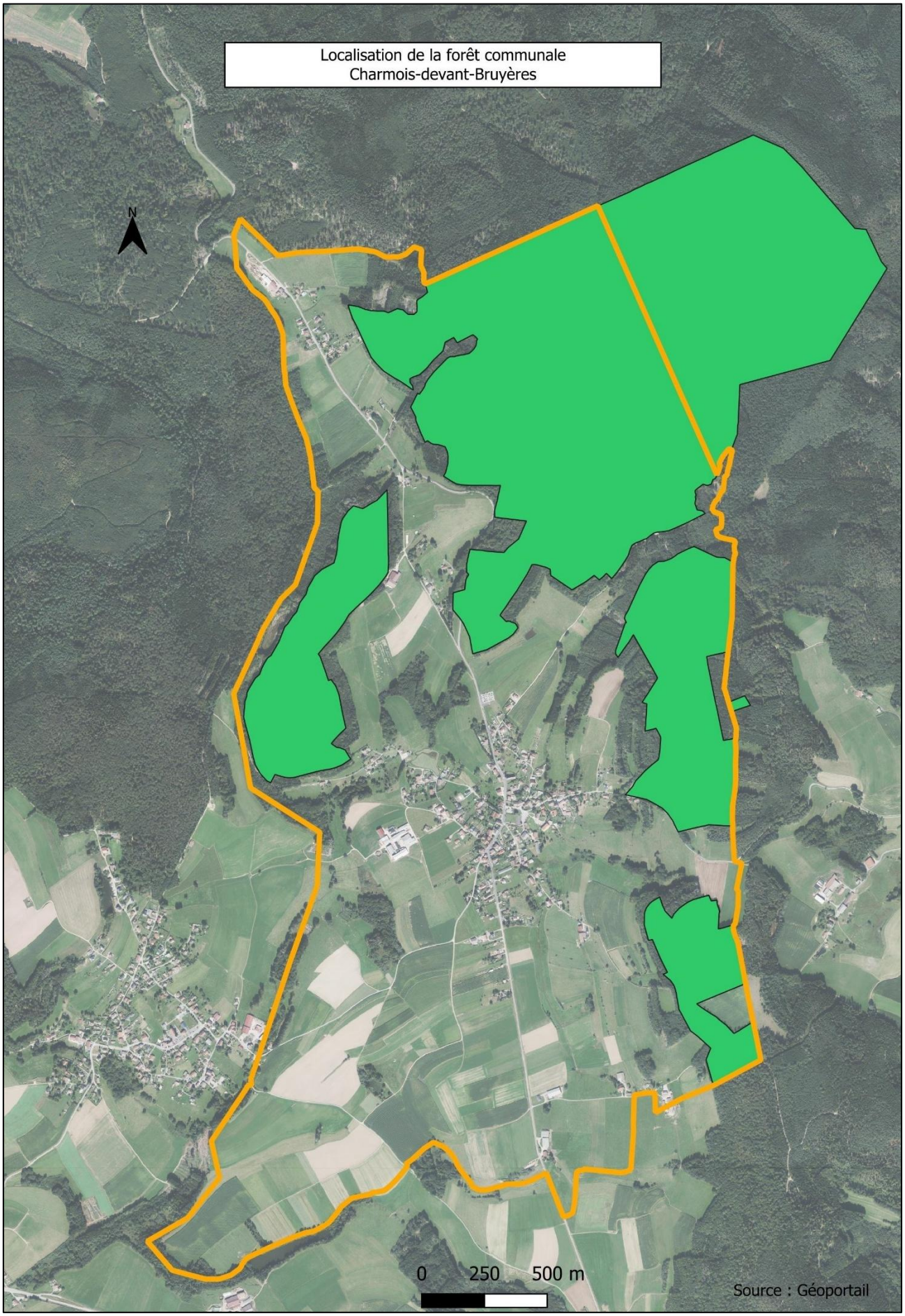
1.4. ANALYSE DE LA DESSERTE

Desserte des parcelles boisées :

La desserte des boisements communaux est suffisante à l'intérieur des secteurs d'exploitation forestière. Les gabarits des axes principaux sont compatibles avec le passage de grumiers.
Cependant, la desserte des bois privés est largement insuffisante : de très nombreux îlots de propriété ne sont pas desservis, obligeant les propriétaires à traverser des parcelles agricoles pour exploiter leurs bois, ou conduisant progressivement à l'abandon de l'exploitation de ces parcelles forestières.

Desserte des parcelles agricoles :

La commune dispose de façon globale d'une desserte équilibrée de l'ensemble de l'espace agricole. Toutefois, compte tenu du découpage des parcelles résultant des nombreuses divisions (liées aux successions notamment), la totalité des parcelles et îlots de propriété ne sont plus desservis.
La plupart des chemins permettant la desserte présentent un bon état général. On peut noter toutefois quelques détériorations ponctuelles et de faible gravité.


Localisation de la forêt communale
Charmois-devant-Bruyères
N
0
250
500 m
Source : Géoportail

2. CONTEXTE HUMAIN

La commune de Charmois-devant-Bruyères fait partie du canton de Bruyères et de l'arrondissement d'Épinal. Elle appartient à la communauté de communes Bruyères – Vallons des Vosges composée de 34 communes.

2.1. DEMOGRAPHIE

Les informations suivantes proviennent de l'INSEE, exploitation des résultats du recensement de la population de 2020.

Évolution de la population municipale de Charmois-devant-Bruyères

	1968	1975	1982	1990	1999	2009	2014	2020
Population	338	272	336	380	404	415	403	384
Densité moyenne (hab/km²)	51,1	41,1	50,8	57,5	61,1	62,8	61	58,1

	1968 à 1975	1975 à 1982	1982 à 1990	1990 à 1999	1999 à 2009	2009 à 2014	2014 à 2020
Variation annuelle moyenne de la population en %	-3,1	3	1,5	0,7	0,3	-0,6	-0,8
due au solde naturel en %	*-0,8*	*0,3*	*0,7*	*0,1*	*0,1*	*0,6*	*0,3*
due au solde apparent des entrées sorties en %	*-2,3*	*2,8*	*0,9*	*0,6*	*0,2*	*-1,2*	*-1,1*

	1968	1975	1982	1990	1999	2009	2014	2020
Nombre moyen d'occupants par résidence principale	3,63	3,09	3	3,17	2,85	2,49	2,37	2,25

La population communale de Charmois-devant-Bruyères a globalement augmenté au cours des dernières décennies, avec un rythme en dents de scie. La commune a connu une importante période de gain démographique entre 1975 et 2009. Durant cette période, la population a augmenté de 143 habitants soit un rythme annuel moyen de + 1,3 %. Depuis 2009, la population est en baisse avec un rythme de plus en plus rapide.

L'évolution de cette population est principalement due au solde migratoire (rythme des entrées sorties). Les baisses de population sont donc dues à des ménages quittant la commune et n'étant remplacés immédiatement ni par de nouveaux arrivants, ni par le solde naturel (rapport des naissances par rapport aux décès).
La tendance générale est donc à la décroissance démographique, avec une baisse pouvant devenir de plus en plus rapide.

La densité de population est de 58,1 habitants/km² ; cette valeur est comparable à la moyenne départementale (61,7 hab/km²).

La taille des ménages diminue progressivement, pour atteindre 2,25 en 2020. Ce phénomène ne concerne pas uniquement la commune mais l'ensemble du territoire national. La taille moyenne des ménages diminue à cause des changements des modes de cohabitations (familles monoparentales…).

Structure de la population de Charmois-devant-Bruyères

	Charmois-devant-Bruyères		Vosges
Ensemble	384	100%	100%
0 à 14 ans	60	16%	16%
15 à 29 ans	49	13%	15%
30 à 44 ans	75	20%	17%
45 à 59 ans	80	21%	21%
60 à 74 ans	97	25%	20%
75 à 89 ans	22	6%	10%
90 ans ou plus	1	0%	1%

La tranche d'âge majoritaire est celle de 60 à 75 ans : ¼ de la population communale a entre 60 et 74 ans. L'indice de jeunesse de la commune en 2020 est de 0,64. Cette valeur signifie que pour 100 habitants de plus de 60 ans il y a 64 habitants de moins de 20 ans. La valeur de cet indice est proche de la moyenne départementale qui est de 0,68.

2.2. HABITAT

2.2.1. Chiffres clés

Evolution du nombre de logements de Charmois-devant-Bruyères

	1968	1975	1982	1990	1999	2009	2014	2020
Ensemble	112	116	128	137	155	187	192	193
Résidences principales	93	88	112	120	142	166	170	171
Résidences secondaires et logements occasionnels	4	12	14	12	10	10	9	6
Logements vacants	15	16	2	5	3	12	14	16

	2009	%	2014	%	2020	%
Maisons	166	88,8	168	87,4	169	87,6
Appartements	21	11,2	24	12,6	22	11,4

L'ensemble des logements progresse pour atteindre 193 logements en 2020. Le rythme de la construction est semblable à celui de la population. Entre 1975 et 2009, le parc de logements a vu sa taille augmenter de 60 %, poussé par la dynamique démographique. Depuis 2009 et la perte démographique enregistrée par la commune, le parc de logements n'évolue que très peu.

Le nombre de résidences secondaires tend à rester stable voir à diminuer alors que le nombre de logements vacants augmente de façon importante à partir de 1999.

Depuis 2009 (fin de la période de gain démographique), le parc de logements a peu évolué. Ainsi la répartition des logements entre maisons et appartements est restée stable.

Type et ancienneté des logements de Charmois-devant-Bruyères

	2009	%	2014	%	2020	%
Ensemble	166	*100*	170	*100*	171	*100*
1 pièce	0	*0*	0	*0*	0	*0*
2 pièces	6	*3,6*	6	*3,6*	3	*1,8*
3 pièces	19	*11,4*	16	*9,5*	18	*10,5*
4 pièces	41	*24,7*	35	*20,8*	37	*21,6*
5 pièces ou plus	100	*60,2*	112	*66,1*	113	*66,1*

	2009	2014	2020
Ensemble des résidences principales	5	5,2	5,2
Maison	5,2	5,4	5,4
Appartement	3,4	3,5	3,6

	Nombre	%
Résidences principales construites avant 2018	171	100
Avant 1919	33	19,3
De 1919 à 1945	9	5,3
De 1946 à 1970	19	11,1
De 1971 à 1990	48	28,1
De 1991 à 2005	38	22,2
De 2006 à 2017	24	14

Seulement 15 % des résidences principales de la commune sont des logements de 3 pièces ou moins et correspondent à des appartements.

En effet, comme c'est le cas pour de nombreuses communes rurales, Charmois-devant-Bruyères possède un parc de logements fortement dominé par les grandes maisons (5 pièces ou plus).

Le parc de logements est dominé par les habitations construites entre 1970 et 2005. 50 % des logements datent de cette époque qui correspond à l'explosion de l'habitat pavillonnaire mais également à une période de fort dynamisme démographique pour la commune.

Confort des logements

	2009	%	2014	%	2020	%
Ensemble	166	100	170	100	171	100
Salle de bain avec baignoire ou douche	162	97,6	167	98,2	167	97,7
Chauffage central collectif	1	0,6	3	1,8	2	1,2
Chauffage central individuel	97	58,4	88	51,8	93	54,4
Chauffage individuel "tout électrique"	35	21,1	31	18,5	31	18,1

Le niveau de confort des logements est bon.

2.2.2. Typologie et évolution de l'habitat
(source : Carte communale)

L'habitat de type traditionnel lorrain et les maisons plus récentes se mélangent dans le village. Dans certaines rues comme la rue du Haut du Mont, les maisons anciennes sont mitoyennes en alignement le long de la route. Les usoirs devant les maisons restent de taille modeste mais ont le plus souvent été appropriés par les habitants.

On constate souvent une tripartition des espaces. Les trois travées de la maison se décomposent selon le logement, la grange et l'écurie-étable. Ces fermes possèdent des caractéristiques architecturales typiques :

- La porte charretière qui à l'origine servait à rentrer les charrettes de foin ou de céréales et le matériel. Au niveau de cette porte, des découpes en forme de cœur, de règle sont encore observées. Ainsi, les hirondelles et le soleil peuvent entrer dans la grange.
- La porte piétonne pour les hommes
- La porte de l'étable pour les animaux
- L'œil de bœuf rond ou ovale pour éclairer le coin de l'évier dans la cuisine ou la grange

À ceci s'ajoutent parfois des niches pour des statues de Saints. Les murs pouvaient être protégés de deux façons, soit par du bardage (en bois ou en tôle) soit par un poirier qui planté devant la façade le protégerait de l'humidité. La date de construction des maisons et les initiales des propriétaires gravées sur la pierre de fondation ou sur le linteau au-dessus de la porte sont encore lisibles à l'heure actuelle.

La plupart de ces maisons ont été rénovées afin de transformer ces anciennes fermes en maison d'habitation uniquement, avec un confort adapté. Ces maisons subissent des opérations de ravalement de façades ce qui leur permettent de conserver leur caractère traditionnel.

Les constructions récentes, très hétérogènes entre elles, sont plus petites que les maisons traditionnelles lorraines. Elles présentent des caractéristiques pavillonnaires assez marquées au niveau de leur volume, de la pente de toit, des matériaux mais aussi de la couleur de la façade présentant un nuancier très large.
Un réel effort d'aménagement est réalisé par les habitants. En effet, les petits jardins d'agrément se multiplient à l'avant comme à l'arrière des maisons.

2.3. ACTIVITES - POPULATION ACTIVE

	Nombre	%
Ensemble	19	100
Industrie manufacturière, industries extractives et autres	4	21,1
Construction	6	31,6
Commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration	2	10,5
Information et communication	0	0
Activités financières et d'assurance	0	0
Activités immobilières	1	5,3
Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien	4	21,1
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	0	0
Autres activités de services	2	10,5

L'INSEE recense 19 entreprises dans la commune au 31 décembre 2020. Le secteur secondaire est prédominant dans la commune (4 entreprises spécialisées dans l'industrie et 6 dans la construction).

	Population	Actifs	Taux d'activité en %	Actifs ayant un emploi	Taux d'emploi en %
Ensemble	**245**	**186**	**75,9**	**162**	**66,1**
15 à 24 ans	27	12	44,4	11	40,7
25 à 54 ans	151	145	96	126	83,4
55 à 64 ans	67	29	43,3	25	37,3
Hommes	**122**	**98**	**80,3**	**85**	**69,7**
15 à 24 ans	14	7	50	7	50
25 à 54 ans	75	74	98,7	63	84
55 à 64 ans	33	17	51,5	15	45,5
Femmes	**123**	**88**	**71,5**	**77**	**62,6**
15 à 24 ans	13	5	38,5	4	30,8
25 à 54 ans	76	71	93,4	63	82,9
55 à 64 ans	34	12	35,3	10	29,4

Sur les 186 actifs de la commune, 162 ont un emploi. La répartition entre hommes et femmes au niveau de l'emploi est équilibrée, avec une part légèrement plus importante d'actifs ayant un emploi chez les hommes. L'âge est le principal facteur de disparité concernant les actifs ayant un emploi. Les jeunes (moins de 25 ans) et les séniors (plus de 55 ans) ont un taux d'emploi nettement plus faible.

	2009	2014	2020
Nombre de chômeurs	24	26	24
Taux de chômage en %	12,1	13,3	12,9
Taux de chômage des 15 à 24 ans	9,1	27,8	8,3
Taux de chômage des 25 à 54 ans	13	10,6	13,1
Taux de chômage des 55 à 64 ans	6,2	18,5	13,8

Il est intéressant de noter l'évolution du taux de chômage, qui se répartit dans toutes les tranches d'âge. Les jeunes travailleurs sont les moins touchés par cette évolution, qui se répercute sur les plus de 25 ans. Ainsi, bien que les jeunes possèdent un taux d'emploi faible, le taux de chômage l'est également. Cela s'explique par la part de jeunes de moins de 25 ans qui sont en formation et donc ils ne sont ni des actifs sans emploi ni au chômage.

2.4. TOURISME ET LOISIRS

L'offre d'hébergement est uniquement composée de deux gîtes, dont un seul en activité actuellement (l'autre est en cours de rénovation).

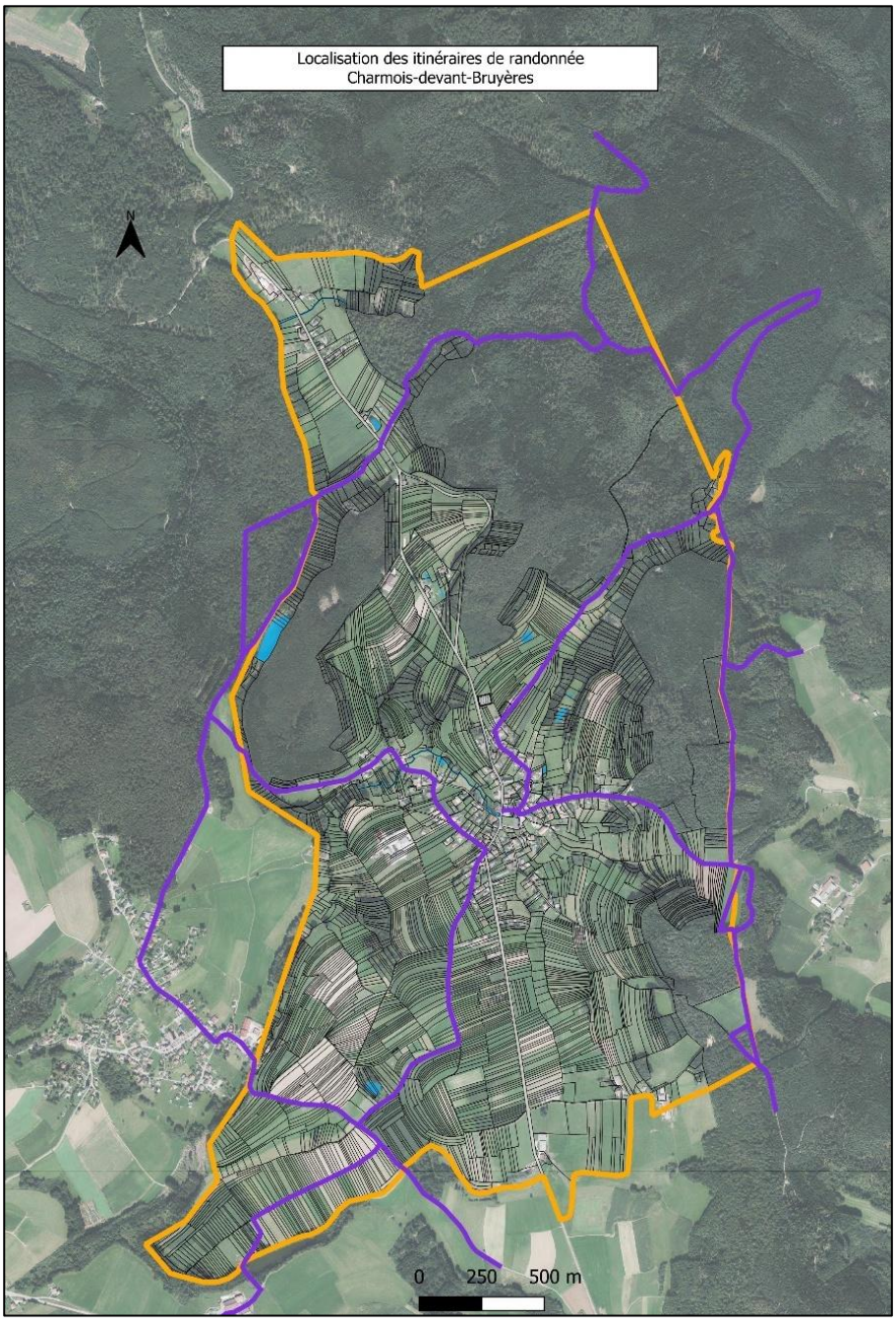
Les équipements sportifs et de loisirs sont composés :

- D'une aire de jeux pour enfants
- D'un terrain multisports
- D'un terrain de football
- D'un boulodrome

L'offre culturelle et socioculturelle se compose d'une bibliothèque.

Une seule association est présente sur la commune : Les Amis de l'Ecole (recensée sur le site internet de mairie).

Plusieurs itinéraires de randonnées sont balisés sur le territoire communal dont le GRP Tour de la Vologne.



2.5. EQUIPEMENTS ET SERVICES

● *Ouvrages publics linéaires*

- Réseau de transport de gaz à haute pression (axe nord-sud et est-ouest)
- RD159

● *Alimentation en eau potable*

La commune de Charmois-devant-Bruyères appartient au Syndicat des Eaux de Charmois-La Baffe, lequel gère sa desserte en eau potable.
La ressource en eau se compose de deux sources captées situées sur la commune de Charmois-devant-Bruyères et d'un forage localisé sur la commune de La Baffe. Elle permet d'alimenter sans problématique de capacité un peu plus de 1 000 habitants.
L'eau distribuée est de bonne qualité. En 2021, les résultats des analyses affichent 100 % de conformité sur les paramètres physico-chimiques et 94,7 % sur les paramètres biologiques.
L'ensemble des points de ressource en eau s'accompagne de périmètres de protection de captages, localisés sur la cartographie suivante.

● *Assainissement*

L'assainissement des eaux usées domestiques des habitants de Charmois-devant-Bruyères relève de l'assainissement individuel.
Le SPANC (Service Public d'Assainissement Non Collectif) est géré par la communauté de communes.

● *Traitements des ordures ménagères*

La gestion des ordures ménagères est de la compétence du SICOVAD, qu'exerce lui-même la compétence collecte, gère en régie directe un centre de transit des ordures ménagères résiduelles et une plateforme de compostage des déchets verts à Epinal-Razimont ainsi que 12 déchèteries. Le SICOVAD a transféré sa compétence traitement à EVODIA.

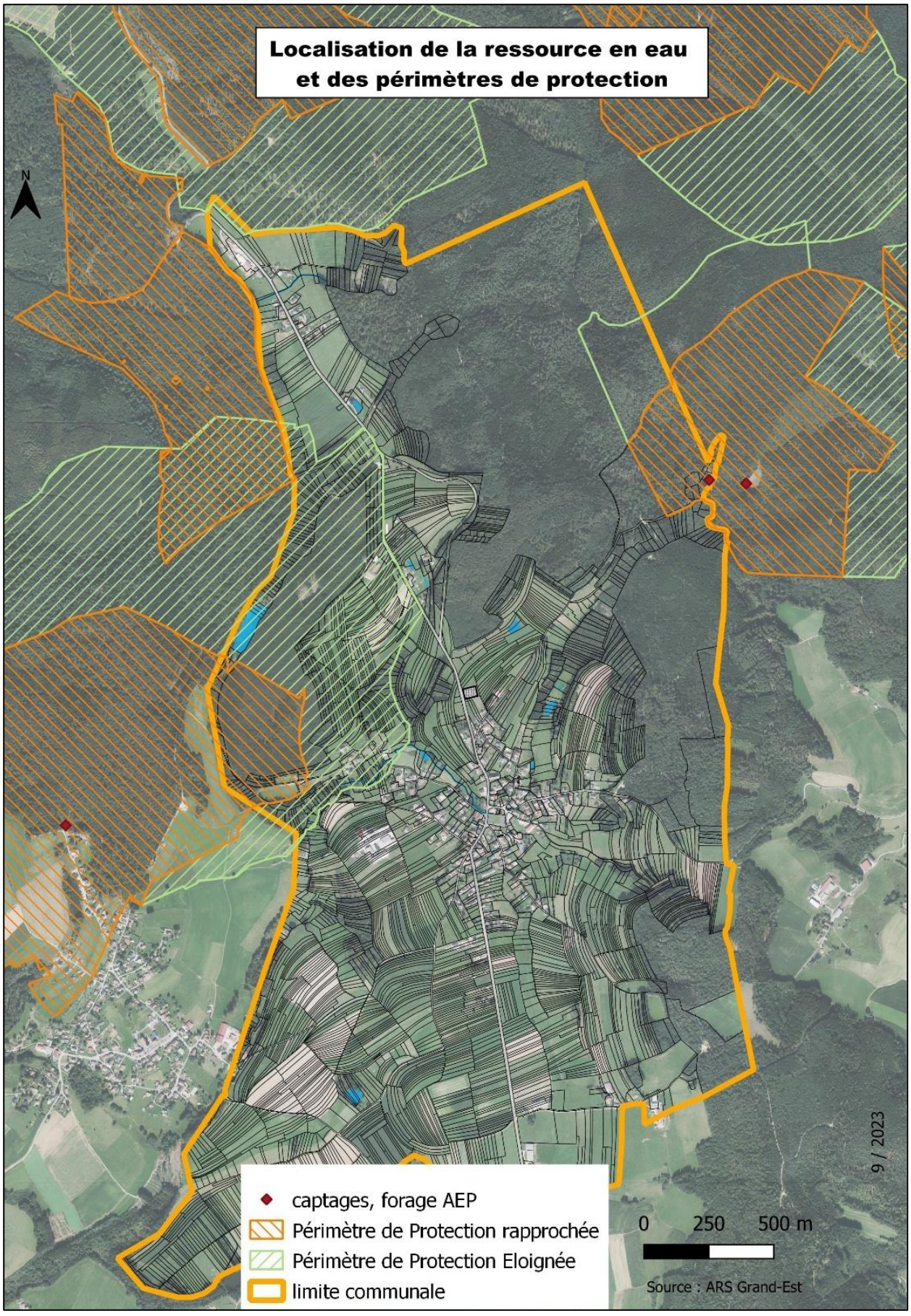
La collecte est hebdomadaire pour les déchets ménagers non recyclables (chaque vendredi).
Les sacs de tri sont également collectés chaque semaine (le lundi).
Un point d'apport volontaire est localisé au centre du village.
La déchetterie la plus proche est localisée à Épinal/Razimont.

● *Équipements scolaires*

La commune fait partie d'un RPI (Regroupement Pédagogique Intercommunal) : l'école « Bernadette Fremiot » basée à Charmois-devant-Bruyères accueille cette année 28 élèves de la petite section au CP dans un vaste espace lumineux, coloré et très bien équipé. Une salle de sport attenante à la classe offre aux élèves l'utilisation quotidienne d'une structure de motricité adaptée à leurs besoins.
Les autres niveaux (CE1 à CM2) sont accueillis sur la commune de Le Roulier.

Pour les plus grands, le collège et le lycée de secteur sont situés à Bruyères. Certains élèves se dirigent sur Épinal.

Une navette permet 4 fois par jour le transport des élèves de primaire. Pour le collège et le lycée, le ramassage scolaire ne dessert que Bruyères et Épinal.


Localisation de la ressource en eau et des périmètres de protection
N
captages, forage AEP
Périmètre de Protection rapprochée
Périmètre de Protection Eloignée
limite communale
0 250 500 m
Source : ARS Grand-Est
9 / 2023

● ***Projets communaux***

La municipalité n'a pas exprimé de besoins particuliers en matière de foncier qui puissent se solutionner via une opération d'aménagement foncier.

Toutefois, il a été indiqué qu'un accès direct de l'exploitation agricole située à l'Ouest du village sur la RD 159 (sans passer par le bourg) permettrait de diminuer le trafic des engins agricoles dans le village.

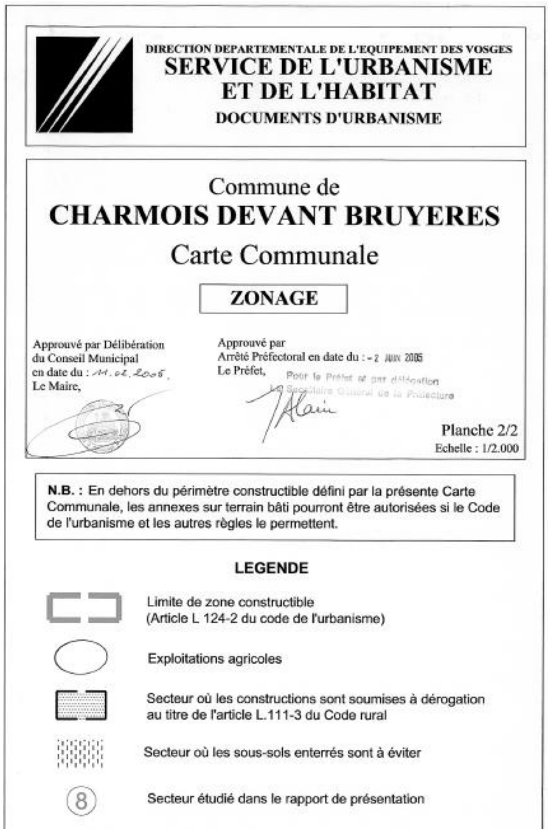
De même, si la commune disposait de l'emprise foncière suffisante, un élargissement de la voie communale menant à La Baffe pourrait améliorer les conditions de circulation entre les deux communes.

2.6. URBANISME ET SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

2.6.1. Règles d'urbanisme

La commune possède une carte communale approuvé par délibération du conseil municipal le 11 février 2005.

La commune ne comporte pas d'Espaces Boisés Classés.


DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT DES VOSGES
SERVICE DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT
DOCUMENTS D'URBANISME

Commune de
CHARMOIS DEVANT BRUYERES
Carte Communale

ZONAGE

Approuvé par Délibération du Conseil Municipal en date du : 11.02.2005
Le Maire,

Approuvé par Arrêté Préfectoral en date du : - 2 JUIN 2005
Le Préfet,

Planche 2/2
Echelle : 1/2.000

N.B. : En dehors du périmètre constructible défini par la présente Carte Communale, les annexes sur terrain bâti pourront être autorisées si le Code de l'urbanisme et les autres règles le permettent.

LEGENDE

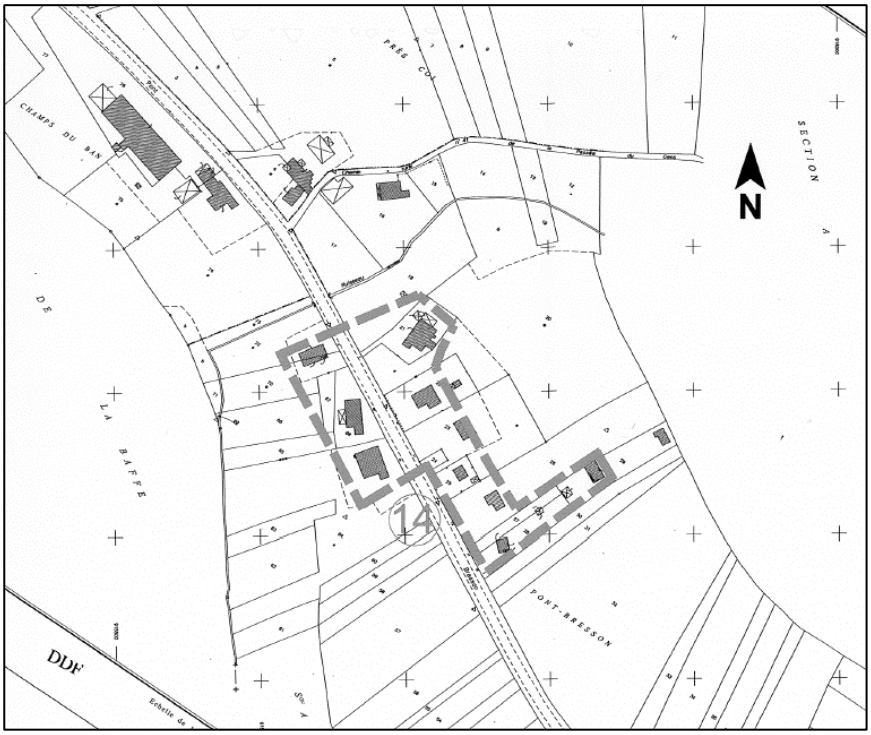
Limite de zone constructible (Article L 124-2 du code de l'urbanisme)

Exploitations agricoles

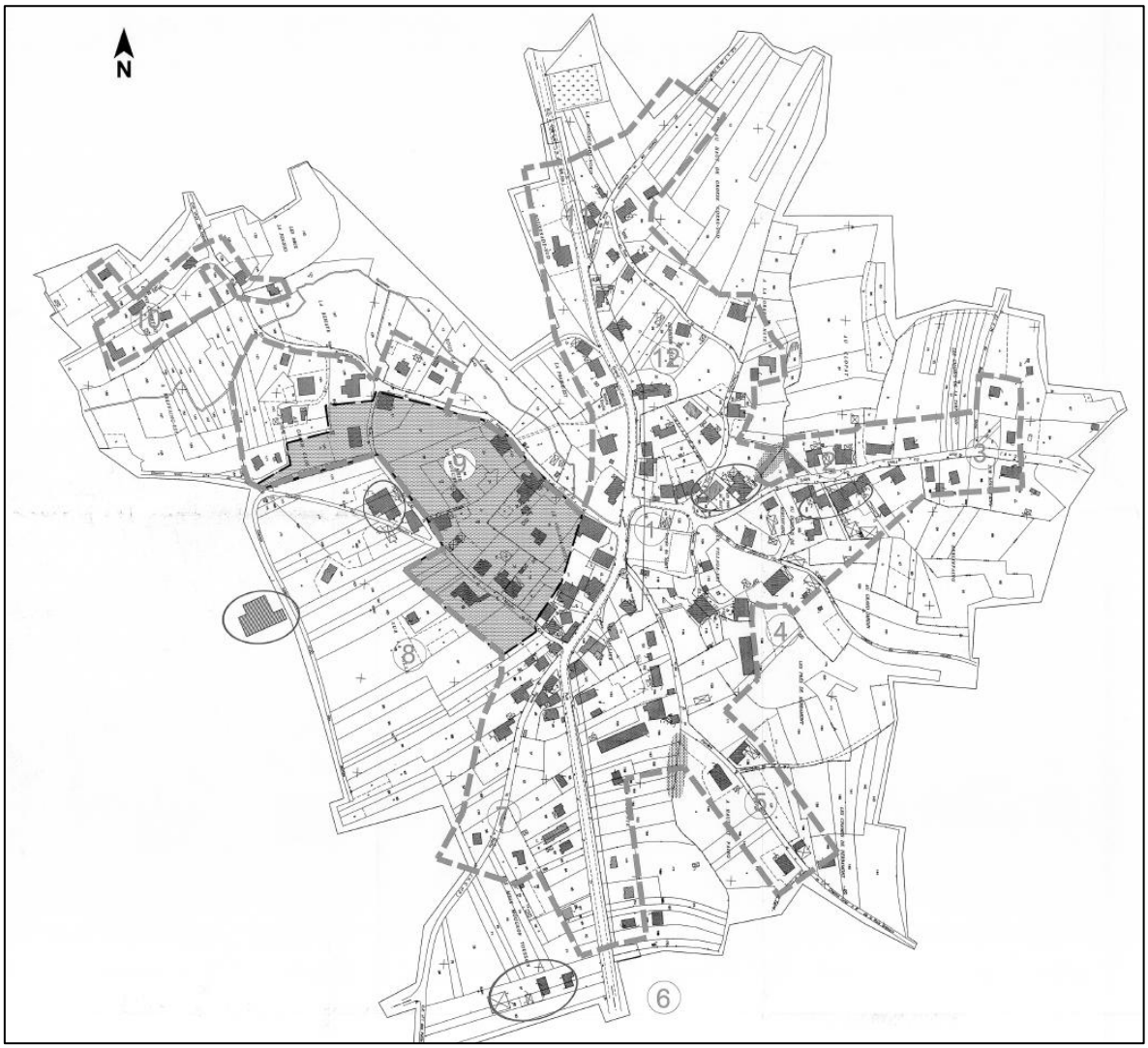
Secteur où les constructions sont soumises à dérogation au titre de l'article L.111-3 du Code rural

Secteur où les sous-sols enterrés sont à éviter

8 Secteur étudié dans le rapport de présentation



Règlement graphique de la Carte Communale, secteur de Pont Bresson



Règlement graphique de la Carte Communale, secteur du village

2.6.2. Servitudes d'utilité publique

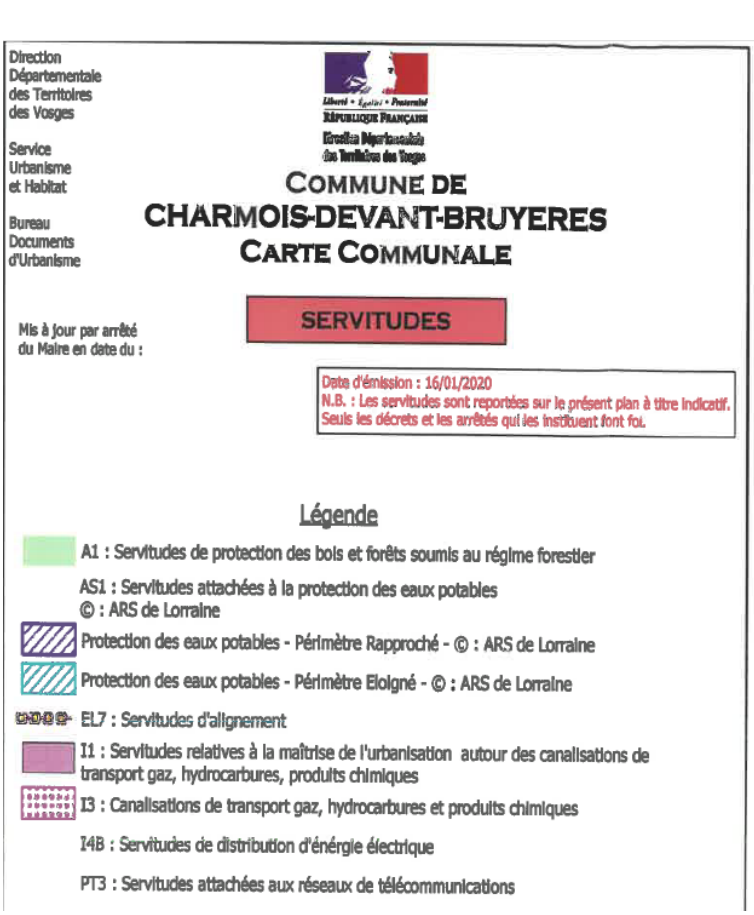
Les servitudes d'utilité publique sont instituées par des lois ou règlements particuliers. Le code de l'urbanisme, dans ses articles L.151-43, L.152-7 et L.153-60, R.151-51 et R.153-18, ne retient juridiquement que les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation des sols, c'est-à-dire celles susceptibles d'avoir une incidence sur la constructibilité et plus largement sur l'occupation des sols.

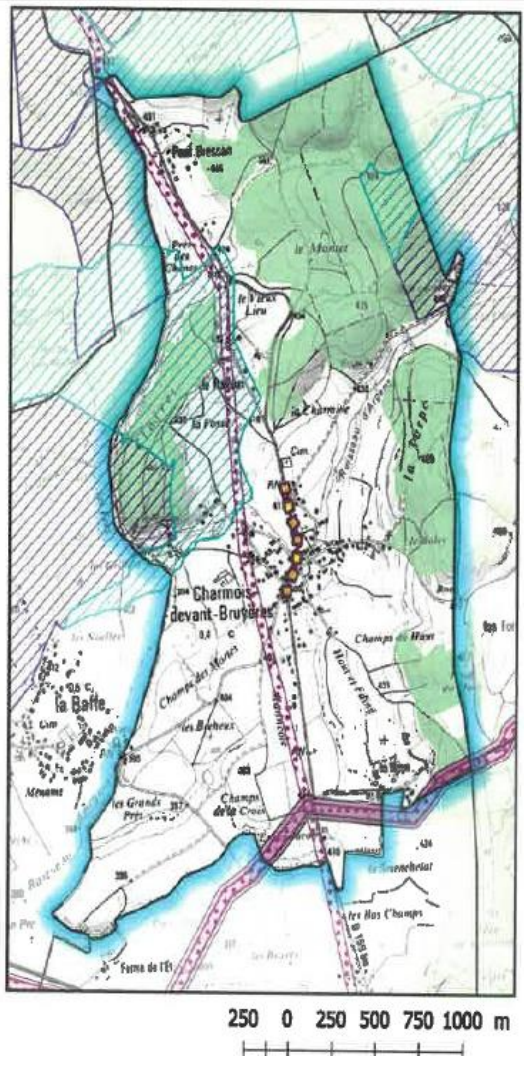
La liste de ces servitudes, dressée par décret en Conseil d'État et annexée au code de l'urbanisme, classe les servitudes d'utilité publique en quatre catégories :
• les servitudes relatives à la conservation du patrimoine
• les servitudes relatives à l'utilisation de certaines ressources et équipements
• les servitudes relatives à la défense nationale
• les servitudes relatives à la salubrité et à la sécurité publiques

Les servitudes d'utilité publique, en tant que protectrices des intérêts généraux protégés par d'autres collectivités s'imposent au document d'urbanisme et s'ajoutent aux règles propres à ce dernier.

Le territoire de la commune de Charmois-devant-Bruyères est concernée par les servitudes suivantes (cf. cartographie ci-après) :

Code	NOM officiel	Objet
A1	Servitudes de protection des bois et forêts soumis au régime forestier	Concerne les bois et forêts soumis au régime forestier
AS1	Servitudes attachées à la protection des eaux potables – Périmètre Rapproché et Éloigné	Concerne les sources captées de A Jolivet et l'Etang Georges, localisées sur les communes de Charmois-devant-Bruyères et Le Roulier, ainsi que le forage situé sur la commune de La Baffe
EL7	Servitudes d'alignement	Il est nécessaire de solliciter le service gestionnaire lors de la : • construction d'un bâtiment ou d'une clôture en limite du domaine public départemental (délivrance de l'alignement individuel) ; • création d'un accès ou modification d'un accès existant sur le domaine public départemental (permission de voirie). Cette servitude concerne la RD 159 dans la traversée du village (du PR38 + 085 au PR38 + 670)
I1	Servitudes relatives à la maitrise de l'urbanisation autour des canalisations de transport de gaz, hydrocarbures, produits chimiques	Ne concerne que la canalisation de gaz traversant l'extrémité Sud du village
I3A	Servitudes GRT Gaz : transport de gaz à haute pression	Concerne les deux canalisations identifiées sur la carte des servitudes d'utilité publique
I4B	Servitudes de distribution d'énergie électrique	
PT3	Servitudes relatives aux réseaux de télécommunication	.

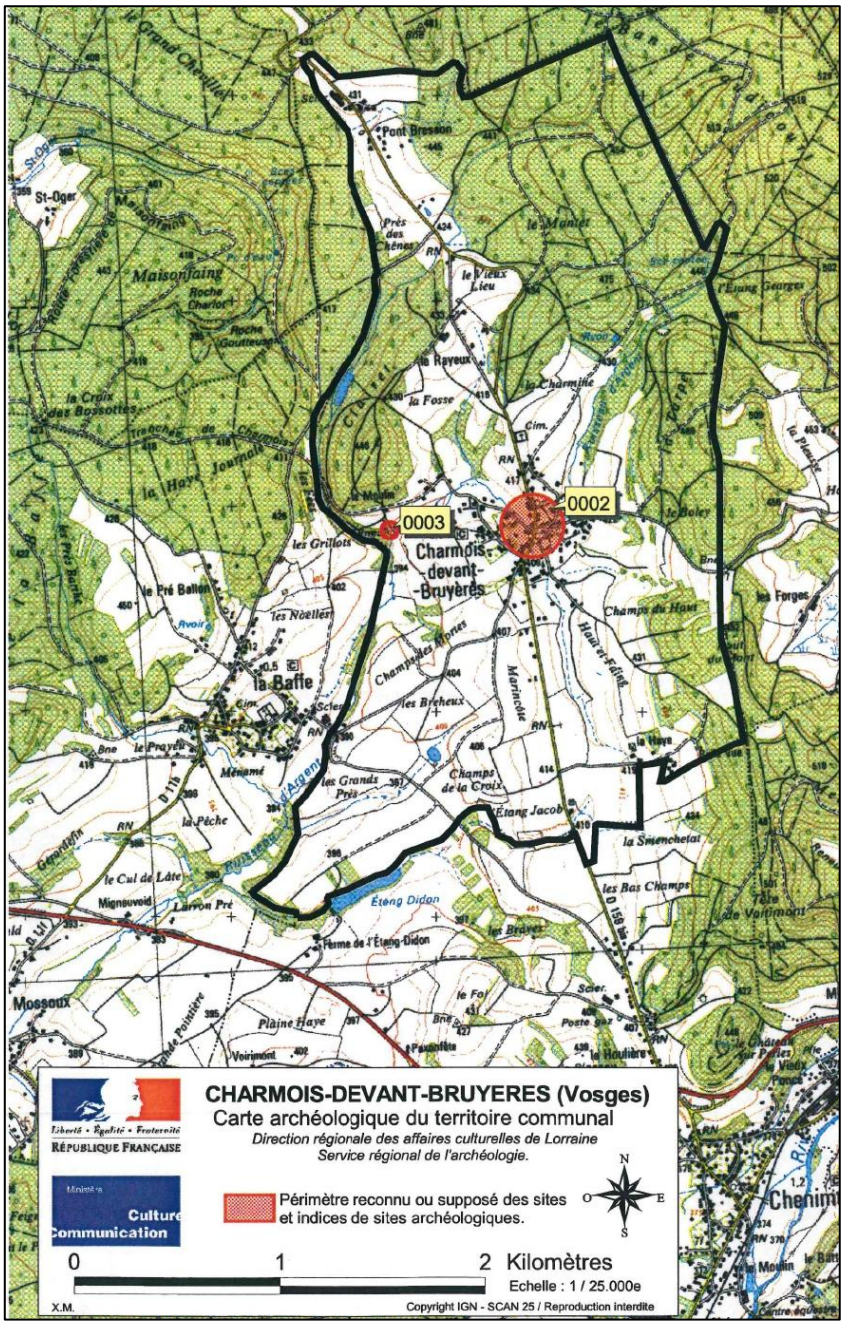




2.7. PATRIMOINE

La Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC Grand-Est - Service Régional d'Archéologie) a renseigné l'existence de trois sites archéologiques sur le territoire communal :

- Stèle funéraire (indice de nécropole) d'époque gallo-romaine découverte en 1860 (non localisée) ;
- Eléments du village datant du 15e siècle, période médiévale et moderne, localisés au niveau du bourg ;
- Moulin à eau (attesté au 18e siècle), de la période moderne et/ou antérieure, localisé sur le ruisseau d'Argent, au lieudit Le Moulin.



Toutefois, ces informations ne reflètent que l'état actuel des connaissances et ne préjugent pas de découvertes futures sur le territoire de cette commune, notamment lors de la réalisation de travaux connexes.

Cadre législatif et réglementaire concernant la protection du patrimoine archéologique :

- livre V du code du patrimoine, relatif à l'archéologie préventive,
- loi du 15 juillet 1980 (articles 322-1 et 322-2 du nouveau code pénal) relative à la protection des collections publiques contre les actes de malveillance (dont la destruction, détérioration de vestiges archéologiques ou d'un terrain contenant des vestiges archéologiques),
- loi 89-900 du 18 décembre 1989 relative à l'utilisation des détecteurs de métaux et son décret d'application n°91-787 du 19 août 1991,
- article R.111-4 du code de l'urbanisme (permis de construire et prescriptions d'ordre archéologique).

Aucun Monument Historique ou périmètre de protection d'un Monument Historique ne grève le territoire de Charmois-devant-Bruyères.

La carte communale protège :

- 4 calvaires
    - Calvaire du village situé au bord de la RD159 bis,
    - Le calvaire de Marincôte au bord de la RD159 bis vers la ferme de la Plaine
    - Le calvaire du Vieux Lieu
    - Les calvaires du Haut du Mont au sommet de la voie communale Charmois-Le Roulier
- L'église au centre du village
- Une fontaine (Le Hallie au bord de la RD159 bis)
- Le monument aux morts au bord de la RD 159 bis

2.8. TOPONYMIE

Les lieudits sont assez nombreux. Plusieurs lieudits identiques ont été observés : Pont Bresson, Berlinfaing, l'étang Jacob, etc…

Ils ont des racines diversifiées :

- certains font référence à l'occupation du sol ou à la topographie du lieu : au-dessus des petits grands près, les champs du haut, les près du rupt, etc…
- d'autres évoquent d'anciens propriétaires du secteur : l'étang Didon, l'étang Jacob,
- d'autres évoquent le bâti : sous la ville, le village est, le village ouest, au moulin etc…

Si le nombre de lieudits doit être réduit, il est important de conserver une bonne diversité de nom, en conservant les plus représentatifs du patrimoine et de l'histoire locale.

2.9. DESSERTE DU TERRITOIRE

Le principal axe de circulation est la RD 159. Cet axe principal permet de desservir le village depuis les pôles situés à proximité.

Le réseau secondaire permet lui de desservir les habitations et les parcelles agricoles et forestières de la commune. Ce réseau bien que n'étant pas très dense permet une accessibilité en voiture à la majorité du territoire. Certains chemins forestiers présents notamment dans le Nord-Est de la commune présentent un manque d'accessibilité en voiture.

3. CONTEXTE ENVIRONNEMENTAL

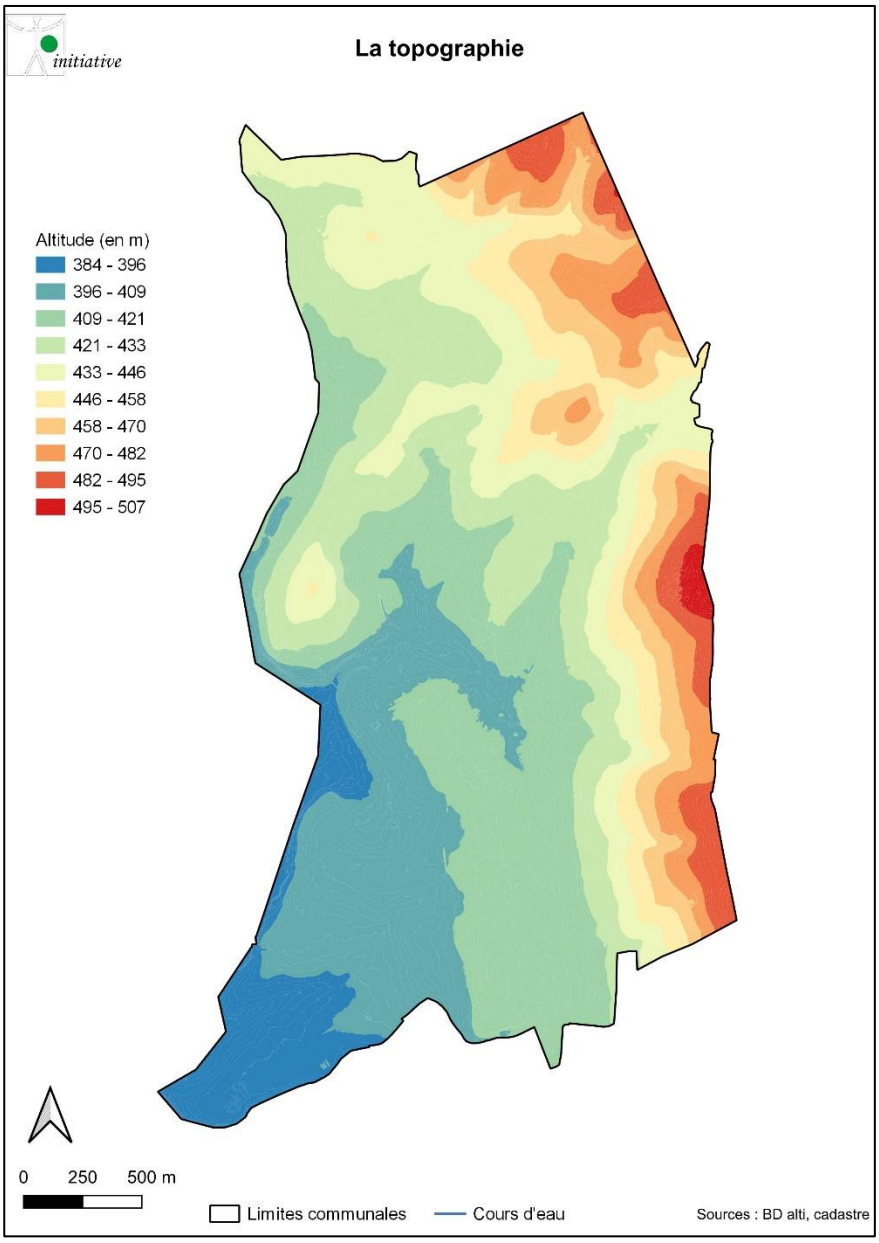
3.1. MILIEU PHYSIQUE

3.1.1. Topographie et géomorphologie

La topographie de la commune est dominée par le ruisseau d'Argent qui la traverse d'Est en Ouest et qui crée une petite vallée. La partie Est-Nord-Est de la commune est marquée par des collines qui constituent le relief de Charmois-devant-Bruyères. Au Sud-Ouest, le relief s'aplanit en un plateau incliné vers l'Ouest.

La partie la plus haute de Charmois-devant-Bruyères se situe à l'extrémité Est du territoire, à un peu plus de 505 m d'altitude au lieudit La Tarpe. Le point le plus bas du territoire est localisé à l'extrémité Sud-Ouest du ban communal, au voisinage de la confluence entre le Ruisseau de l'étang Didon et le Ruisseau d'Argent, à 387 m.

La plaine agricole au Sud-Ouest possède une pente moyenne de 3% alors que les collines possèdent une pente moyenne de 10 à 15 %. Les pentes les plus fortes sont de 20 % à 25 % au lieudit La Tarpe par exemple.



3.1.2. Géologie

d'après la carte BRGM au 1/50 000 ème de Bruyères et sa notice

La commune se trouve sur la partie occidentale des Vosges moyennes. De nombreux glaciers se sont développés au quaternaire dans cette région. Les Vosges dans le coin Sud-Ouest de la feuille, sont constituées d'un socle cristallin et cristallophyllien. Le reste de la feuille est constitué de grés du trias.

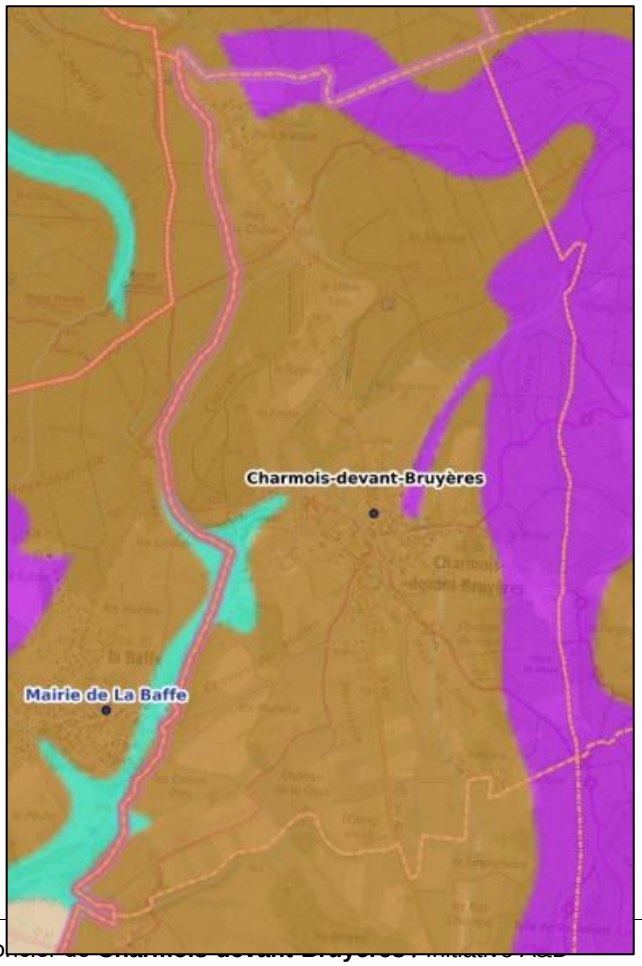
Les formations géologiques apparaissant sur la commune de Charmois-devant-Bruyères, des plus anciennes aux plus récentes, sont les suivantes :

- Formations secondaires
  - Trias : **. t1b. Grès vosgien**.
    . t1c. Conglomérat principal et Zone-limite violette.
    . t2a. Couches intermédiaires. Formations superficielles
  - Formations glaciaires, fluvio-glaciaires et fluviatiles :
    . Gw-x, FGw-x, Jw-x, GFw-x. Formations glaciaires, fluvio-glaciaires, cônes de déjection ou de nature indifférenciée liées aux glaciations « anciennes » ou aux glaciations « intermédiaires » ou « moyennes »
    . Fw-x. Alluvions fluviatiles.
    . Fx. Alluvions.
    . Fz. Alluvions de fonds de vallée.

Charmois-devant-Bruyères est concernée par un aléa de retrait/gonflement des argiles.

La commune a fait l'objet d'arrêtés de catastrophes naturelles pour des inondations et/ou des coulées de boues :

Libellé	Début	Sur le journal officiel
Inondations et/ou coulées de boues	03/10/2006	10/03/2007



Inondations et/ou coulées de boues	25/12/1999	30/12/1999
Inondations et/ou coulées de boues	01/04/1983	18/05/1983
Inondations et/ou coulées de boues	08/12/1982	06/02/1983

Aucune cavité souterraine n'est répertoriée à Charmois-devant-Bruyères.

3.1.3. Pédologie

D'après la carte des sols de Géoportail

Le contexte pédologique de la zone d'étude est lié à la nature des formations géologiques, au réseau hydrographique, aux conditions météorologiques ainsi qu'à la topographie.

Trois grandes catégories de sols sont identifiées sur la commune :

- Les parties les plus pentues des zones boisées sont occupées par des podzosols,
- La majeure partie de la commune (espace agricole et zones forestières à faible pente) est couverte de brunisols,
- La partie avale du vallon du ruisseau d'Argent est couverte par un fluviosol.

3.1.4. Climatologie

Les données climatiques ont été recueillies auprès de Météo France. La station de référence la plus proche et la plus complète est celle d'Epinal, située à environ 12 km au Nord-Ouest de la zone d'étude.

Le climat du secteur est de type continental avec des influences océaniques : d'importantes variations thermiques entre les périodes hivernales et estivales et des pluies abondantes réparties sur toute l'année.

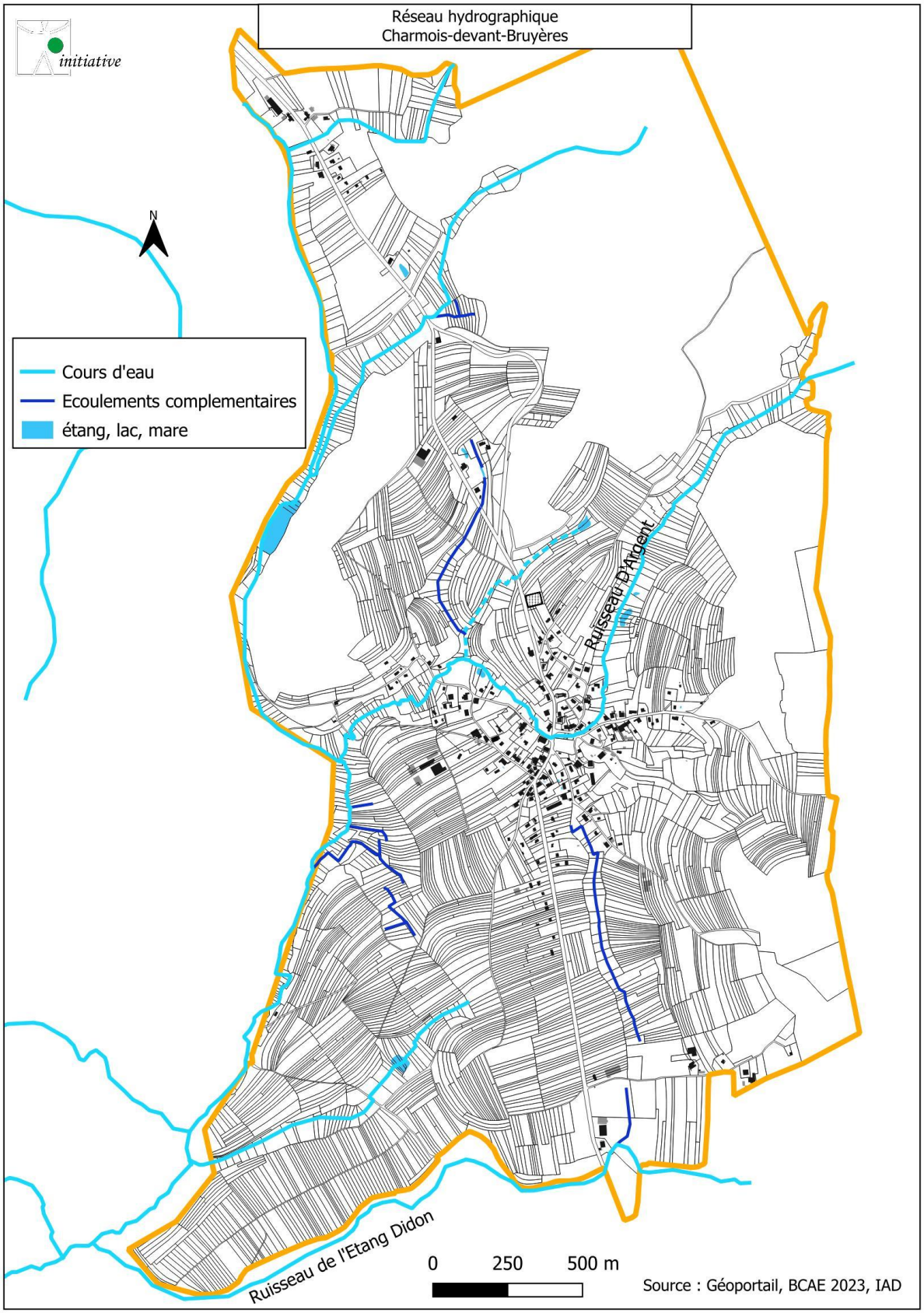
Sur la période de référence, la température moyenne annuelle est de 10,3°C. Les températures estivales sont peu élevées et les températures hivernales sont relativement froides mais restent positives. L'amplitude thermique entre le mois le plus chaud (19,1°C en juillet) et le mois le plus froid 2°C en janvier) est de 17,1°C. Cette amplitude relativement importante est le reflet d'un climat de type semi-continental.
En moyenne interannuelle, on compte 77,6 jours de gel par an dont 11,5 jours sans dégel.
Les gelées peuvent se poursuivre jusqu'en avril, parfois mai (plus rarement).
Les valeurs extrêmes traduisent bien le réchauffement climatique actuel, les températures les plus froides ayant été enregistrées dans les années 90, et les températures les plus chaudes à partir de 2019-2020.

Le secteur est modérément mais régulièrement arrosé : on observe une pluviométrie annuelle de 907 mm. La moyenne mensuelle des précipitations est de 76 mm par mois. Les minima se situent en février et en avril et les maximas en octobre, novembre et décembre.

Les vents dominants viennent du Nord-Est et du Sud-Ouest.
Les mois de Décembre, Janvier et Février sont les mois comportant le plus grand nombre de jours avec rafales de vent supérieures à 16 m/s (58 km/h) avec en moyenne 4,3 à 5,3 jours.
Entre le 01/06/1986 et le 3/09/2023, la rafale de vent maximale atteinte s'est produite le 26/12/1999 (tempête de 1999) avec des rafales mesurées de 37 m/s soit 133 km/h.
Au niveau local, les circulations d'air sont influencées par le relief.

3.1.5. Eaux superficielles et souterraines

Le réseau hydrographique de la commune de Charmois-devant-Bruyères est bien développé. Il se compose d'un ruisseau principal, le Ruisseau d'Argent, et de différents affluents de ce dernier. Le seul de ses affluents qui comporte un nom est le Ruisseau de l'Étang Didon (affluent de rive gauche).



Quelques étangs, dispersés sur le territoire, et de taille variable, alimentent et/ou sont traversés par ces petits affluents.

Le territoire communal appartient en totalité au bassin versant du Ruisseau d'Argent.



● Le Ruisseau d'Argent :

Ce cours d'eau prend sa source sur la commune de Le Roulier (au lieudit Etang Georges, dans la forêt), et conflue avec la Moselle à Archettes après un parcours de 11,16 km. Sur la zone d'étude, sa pente moyenne est voisine de 0,9 %.

Caractéristiques générales du bassin versant :
Altitude de la source : 450 m Pente moyenne : 0,9 %
Altitude de l'exutoire : 344 m
Linéaire du cours d'eau : 11,16 km

La pente moyenne ne traduit pas les différences topographiques visibles sur le terrain. En effet, sur sa zone apicale[1], le Ruisseau d'Argent présente une pente importante (3 %) caractéristique des ruisseaux de tête de bassin versant.

En aval du village de Charmois, la pente s'affaiblit pour présenter un profil de cours d'eau de plaine, jusqu'à sa confluence avec la Moselle.

Le ruisseau d'Argent présente un profil assez homogène sur l'ensemble de son parcours sur la commune. Il est caractérisé par une faible sinuosité et une quasi-absence de ripisylve. Entre l'amont et l'aval, seule la profondeur du lit mineur varie.
Peu après sa sortie de la forêt, le ruisseau affiche un profil en U avec des berges verticales, bien végétalisées, d'environ 40 à 50 cm de profondeur, pour une largeur de lit mineur de 1 à 1,2 m.
Le fond du lit du ruisseau est sableux à caillouteux. L'écoulement alterne entre zones de rapides et des zones d'écoulement laminaire.
Plus en aval, le lit garde le même profil mais se creuse (80 cm à 1,5 m de profondeur) et s'élargit (1,5 à 2,5 m de large). La végétation rivulaire est herbacée. La ripisylve est peu présente (juste un tronçon en sortie de forêt, en amont du village, ainsi qu'en limite communale Ouest). Ailleurs, il s'agit d'un alignement de peuplier et de quelques arbustes alternant avec quelques grands frênes sur la partie avale.

● Le Ruisseau de l'Etang Didon :

Ce cours d'eau prend sa source sur la commune de Cheniménil (au lieudit La Smenchetat), à 420 m d'altitude. Après 270 m de parcours, il longe la limite communale entre Cheniménil et Charmois, jusqu'à sa confluence avec le Ruisseau d'Argent à l'entrée sur la commune de La Baffe après un parcours de 2,5 km. Sa pente moyenne est voisine de 1,6 %.

Caractéristiques générales du bassin versant :

Altitude de la source :	420 m	Pente moyenne :	1,6 %
Altitude de l'exutoire :	380 m	Linéaire du cours d'eau :	2,5 km

[1] Partie amont d'un cours d'eau

Le ruisseau de l'étang Didon traverse le territoire communal de Charmois au niveau de sa traversée de la RD159. A cet endroit, le ruisseau est peu marqué. Il est parfois à sec à cet endroit en période estivale.
On profil en U présente des berges verticales, végétalisées, d'une hauteur maximale de 30 à 40 cm. La largeur du lit mineur est de 40 à 50 cm. Le fond du lit est également végétalisé.
En aval de la route, on observe une zone de piétinement des berges par le bétail.



En amont de la RD159



En aval de la RD 159

Sur son parcours communal, le ruisseau de l'étang Didon n'est accompagné d'aucune ripisylve. Comme le ruisseau d'Argent, son parcours est faiblement sinueux.

● Les petits affluents du Ruisseau d'Argent :

Lors de son parcours sur la commune, le Ruisseau d'Argent reçoit les eaux de trois petits affluents, non permanents, sur sa rive droite :

- Le premier prend sa source au niveau de l'exutoire d'un étang localisé au lieudit La Charmine, à environ 419 m d'altitude. Il conflue avec un autre écoulement venant du lieudit le Rayeux (et prenant sa source également à 419 m) avant de se jeter en rive droite du Ruisseau d'Argent à 402 m d'altitude. Ces deux ruisseaux présentent un linéaire de 560 m et 790 m, et une pente variant de 2 à 3 %.
- Le second ruisseau, également affluent de rive droite, est issu de deux écoulements provenant pour l'un de Pont Bresson (à 445 m d'altitude environ), et pour l'autre du massif forestier communal (à 458 m environ). Ces écoulements se rejoignent juste en amont d'un étang forestier, au voisinage de la limite communale avec La Baffe, au lieudit Clairet. Le ruisseau issu de l'étang matérialise la limite communale sur presque toute cette portion avant de se jeter dans le Ruisseau d'Argent à environ 395 m d'altitude. Le linéaire maximal de cet affluent est de 3,1 km avec une pente moyenne de 2 %.
- Un dernier ruisseau non permanent, est issu de l'exutoire d'un étang localisé au lieudit Champs de la Croix (altitude 397 m), et se jette dans le Ruisseau d'Argent en rive gauche, à une altitude de 383 m environ, après un parcours de 808 m (pente de 1,7 %). La confluence se situe sur la commune de La Baffe, peu après avoir franchi la limite communale.

Les petits affluents de rive droite du ruisseau d'Argent présentent un profil trapézoïdal, avec des berges très pentues, végétalisées. La profondeur du lit mineur varie de 30 à 50 cm, avec un fond terreux à végétalisé, et la largeur des ruisseaux avoisine les 30 à 40 cm. A l'exception de quelques buissons de Saule épars, aucune ripisylve structurée n'accompagne ces ruisseaux.

⇨ À l'exception d'une zone de piétinement du lit du ruisseau de l'étang Didon sur sa partie amont, aucun autre dysfonctionnement spécifique n'a été mis en évidence sur les cours d'eau traversant le territoire de Charmois-devant-Bruyères.
L'enjeu principal sera de maintenir les quelques tronçons de ripisylves existants.

- ***Qualité des eaux***

Les ruisseaux composant le réseau hydrographique de la commune sont de trop faible gabarit pour avoir fait l'objet de campagnes de suivi régulier de leur qualité. Toutefois, l'agence de l'eau Rhin Meuse indique un bon état écologique du Ruisseau d'Argent en 2019 (source : https://qualite-riviere.lesagencesdeleau.fr/).

- ***Données quantitatives***

Les ruisseaux composant le réseau hydrographique de la commune sont de trop faible gabarit pour avoir fait l'objet de campagnes de suivi régulier de leur débit.

Un débit moyen de 0,7 m3/s est publié pour le Ruisseau d'Argent (source : https://qualite-riviere.lesagencesdeleau.fr/)

- ***Analyse des documents administratifs***

Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux

Le SDAGE Rhin-Meuse 2022-2027 comprend 6 orientations fondamentales. Celles-ci reprennent les orientations fondamentales du SDAGE 2016-2021 qui ont été actualisées.

Ces 6 orientations fondamentales s'appuient également sur les questions importantes issues de l'état des lieux 2019, identifiées lors de la consultation publique sur les enjeux de l'eau.
Il est rappelé qu'une des clefs de la réussite de la politique de l'eau consiste en l'application de la réglementation existante. En effet, le SDAGE ne se substitue pas à la réglementation qu'il ne peut modifier. Il est en revanche fondé à préciser les modalités d'application des textes existants dans le cadre des dispositions associées à ses orientations fondamentales.

Les orientations fondamentales sont déclinées en plusieurs dispositions et les dispositions sont ensuite traduites en un programme de mesures.

	Thèmes des orientations fondamentales					
	Eau et santé	Eau et pollution	Eau, nature et biodiversité	Eau et rareté	Eau et aménagement du territoire	Eau et gouvernance
Eau et changement climatique, un enjeu chapeautant tous les autres : il est urgent d'agir !	x	x	x	x	x	x
Eau, nature et biodiversité : préserver la biodiversité et les fonctionnalités des milieux aquatiques, notre assurance-vie pour demain		x	x	x	x	x
Eau et santé : priorité à la diminution des pesticides et autres substances toxiques	x	x	x	x	x	x
Eau et territoires : l'eau et le vivant au cœur de notre cadre de vie	x	x	x	x	x	x
Eau et mémoire : gérer les impacts de l'arrêt de l'exploitation minière et les pollutions liées aux guerres mondiales, connaître le passé pour mieux appréhender l'avenir	x	x		x		x
Eaux internationales : une gestion concertée qui ne connaît pas de frontières						x

Le SDAGE 2022-2027 est marqué par la prégnance du changement climatique, qui sur le bassin Rhin-Meuse, pourrait augmenter de façon significative la fréquence et l'intensité des événements extrêmes (crues, étiages, etc.), modifier durablement certaines situations et faire apparaître des tensions sur les ressources en eau au plan quantitatif.
Toute intervention devra respecter :

✓ les prescriptions générales fixées par arrêtés ministériels relatifs aux rubriques de la nomenclature annexée au tableau de l'article R.214-1 du Code de l'environnement ;
✓ et les principaux axes d'actions suivants par domaine définis pour le programme de mesures du SDAGE Rhin-Meuse 2022-2027 :

Pour les milieux aquatiques :
• Continuité : priorité à la franchissabilité des ouvrages des cours d'eau classés (article L. 214-17-2 du Code de l'environnement) ;
• Restauration de cours d'eau : priorité aux opérations ambitieuses ;
• Zones humides : un enjeu fort (acquisition, restauration).

pour l'agriculture :
• Reconquérir la qualité des captages dégradés prioritaires et sensibles ;
• Adapter les pratiques sur les zones dégradées par les nitrates et/ou les pesticides.

pour l'assainissement :
• Mieux traiter la question des pollutions par temps de pluie ;
• Cibler les actions sur les masses d'eau en mauvais état vis-à-vis des macro-polluants.

pour les ressources :
• Améliorer la connaissance ;
• Économiser l'eau ou substituer la ressource.

pour tous :
• Tenir compte du changement climatique.

Toute intervention devra respecter les prescriptions générales fixées par arrêtés ministériels relatifs aux rubriques concernées de la nomenclature annexée au tableau de l'article R.214-1 du Code de l'Environnement (qui devront être listées) et les préconisations des SDAGE, notamment les dispositions pour les bassins Rhin et Meuse relatives aux aménagements fonciers :

Disposition T3–O4.1–D3 :
Les procédures d'aménagement foncier, et en particulier les procédures prises par le Préfet pour le classement des haies importantes dans le cadre de la gestion de l'eau, privilégieront l'interdiction de l'arrachage et/ou de la coupe systématique :
✓ De la végétation rivulaire ;
✓ Des haies jouant un rôle dans la gestion des écoulements ;
✓ Des forêts alluviales ;
✓ etc ;
au profit d'un entretien sélectif visant à l'équilibre de ces espaces qui contribuent au bon fonctionnement du bassin versant (voir Orientation T3-O3.2.3–D2).
Cette disposition ne s'appliquera pas sur les secteurs sur lesquels la présence d'une ripisylve peut mettre en péril la stabilité d'un ouvrage (exemple des digues du Rhin).

Disposition T5A–O5–D5 :
Les décisions administratives dans le domaine de l'eau relatives à des opérations d'aménagement foncier doivent prendre en compte les principes suivants :
✓ Préserver les capacités de rétention existantes et améliorer la rétention des eaux sur l'ensemble du bassin versant par la préservation des prairies, la restauration des réseaux de haies et par la mise en valeur et le maintien des zones humides ;
✓ Développer la mise en place d'aménagements permettant de limiter et ralentir les ruissellements.

Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE)

La commune de Charmois-devant-Bruyères n'est concernée par aucun SAGE.

Contrats de Rivière / contrats de milieu / contrats de nappe

La commune de Charmois-devant-Bruyères n'est concernée par aucun contrat de rivière, contrat de milieu ou contrat de nappe.

- ***Risque d'inondation***

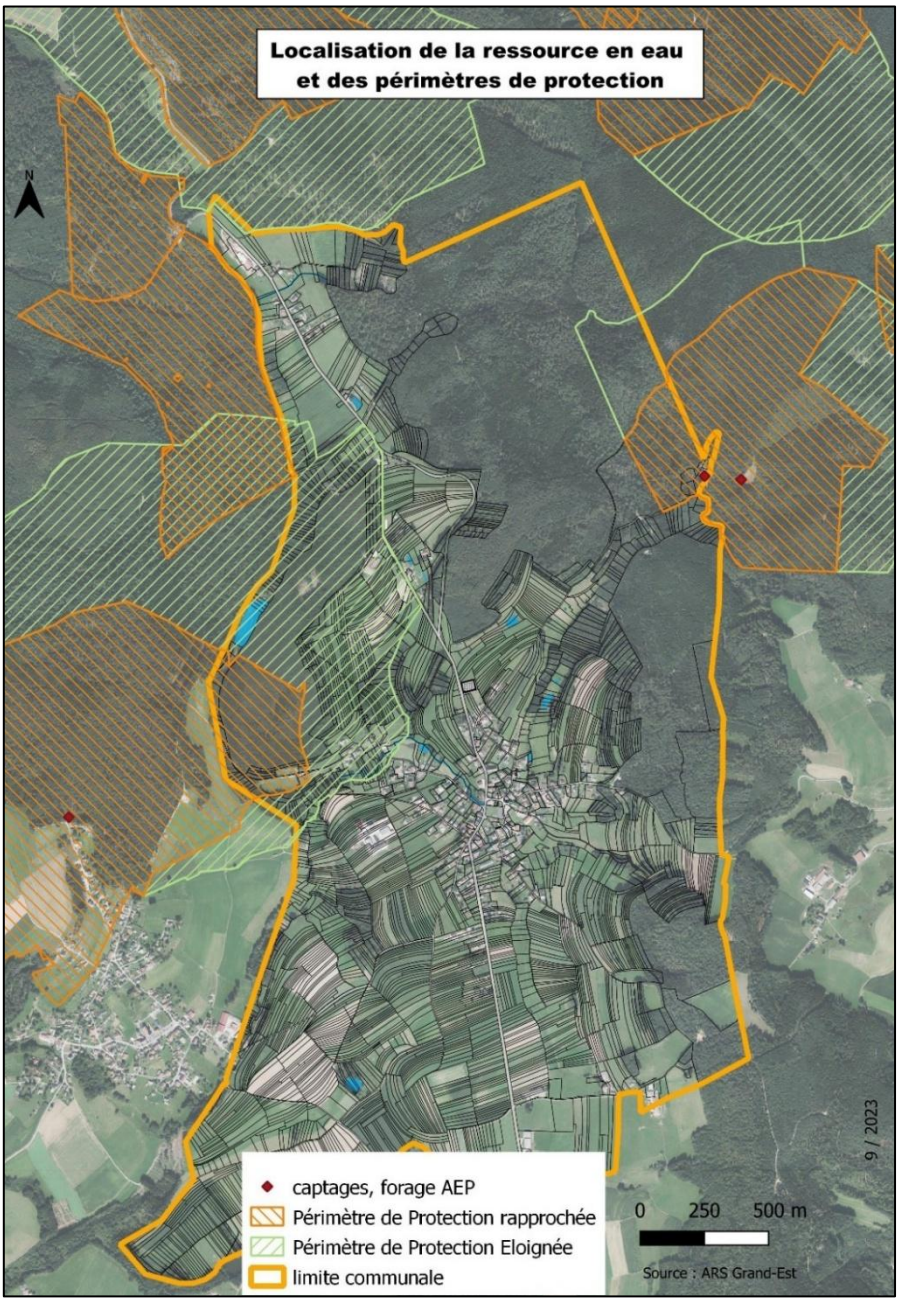
Aucun Plan de Prévention du Risque d'Inondation n'est établi pour les cours d'eau traversant la commune.
Le site Géorisques ne recense aucun d'évènement d'inondation sur la commune.

- ***Ressource en eau***

La ressource en eau se compose de deux sources captées situées sur la commune de Charmois-devant-Bruyères et d'un forage localisé sur la commune de La Baffe. Elle permet d'alimenter sans problématique de capacité un peu plus de 1 000 habitants.
La commune de Charmois-devant-Bruyères fait partie du Syndicat des Eaux de Charmois-La Baffe, lequel gère sa desserte en eau potable.

L'eau distribuée est de bonne qualité. En 2021, les résultats des analyses affichent 100 % de conformité sur les paramètres physico-chimiques et 94,7 % sur les paramètres biologiques.

L'ensemble des points de ressource en eau s'accompagne de périmètres de protection de captages, localisés sur la cartographie suivante.



3.1.6. Risques et nuisances

(informations tirées du PAC[2] de l'aménagement foncier)

Ce chapitre fait le bilan des risques présents sur la commune de Charmois-devant-Bruyères qui n'auraient pas été évoqués dans les chapitres précédents.

- ***Les ICPE :***

Une ICPE « Elevage » est recensée sur Charmois ; elle est localisée à l'Ouest du bourg.

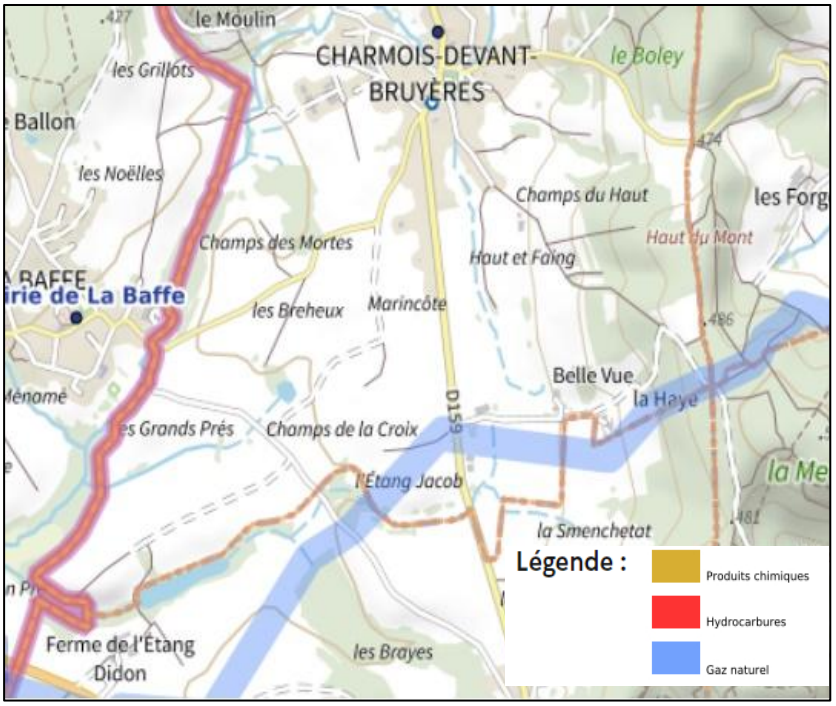
Par ailleurs, deux scieries sont soumises au régime d'enregistrement :

- L'une est localisée à Charmois-devant-Bruyères, au lieudit Pont Bresson,
- L'autre est localisée sur à l'Est du bourg de La Baffe, non loin de la limite communale avec Charmois.

- ***Le risque lié au transport de matières dangereuses :***

Le dossier départemental sur les risques majeurs (DDRM) répertorie les infrastructures sur lesquelles un transport de matières dangereuses est susceptible de circuler.

La commune de Charmois-devant-Bruyères est concernée par une canalisation de gaz naturel dans l'extrémité Sud de son territoire.
A noter que les Servitudes d'Utilité Publique jointes à la Carte Communale mentionnent une autre canalisation selon un axe Nord-Sud (elle figure sur l'extrait des SUP).



Cartographie de la canalisation de transport de matières dangereuses (site Géorisques.fr)

Par ailleurs, compte-tenu de la diversité des produits transportés sur le réseau routier, un accident peut potentiellement intervenir à n'importe quel endroit, sur toutes les voies ouvertes à la circulation.

- ***Le risque d'exposition au Radon***

Le radon est un gaz radioactif naturel. Il est présent dans le sol, l'air et l'eau. Il présente principalement un risque sanitaire pour l'homme lorsqu'il s'accumule dans les bâtiments.
L'ensemble de la commune est localisé en zone de risque existant mais faible.

[2] Porter A Connaissance

- ***L'air :***

Aucune station de mesure de la qualité de l'air n'est implantée sur la commune de Charmois-devant-Bruyères. La station de mesures la plus proche est localisée à Epinal.
Le site Atmo Grand Est ne recense aucun épisode de pollution sur la zone d'étude ces deux dernières années.
La plateforme Géorisques ne recense pas d'établissements déclarant des rejets et transferts de polluants sur la commune. L'industrie la plus proche déclarant des rejets et des transferts de polluants est la papeterie de Docelles, localisée à 1,5 km à vol d'oiseau de Charmois-devant-Bruyères.
L'infrastructure aéroportuaire la plus proche se situe à Mirecourt. Compte tenu de son éloignement, elle n'est pas de nature à générer une pollution atmosphérique affectant la zone d'étude.

- ***Bruit :***

Aucune route de Charmois-devant-Bruyères n'est classée en infrastructure routière émettrice de bruit.
La commune est également hors des zones de bruit du Plan d'Exposition au Bruit (PEB) de l'aéroport d'Epinal Mirecourt.

3.2. MILIEU NATUREL

L'étude du milieu naturel s'est faite lors du printemps et de l'été 2023. Les divers types de biotopes qui composent le territoire communal ont été parcourus à au moins deux reprises afin de noter les espèces végétales présentes et d'observer la faune. Ce type de renseignements obtenu par des investigations de terrain est forcément incomplet.
Nous avons donc complété ces données initiales par des recherches bibliographiques (DREAL, INPN, LPO, et de diverses études réalisées sur le secteur), afin d'obtenir les informations les plus exhaustives possibles. Ces données ont été complétées par des ressources transmises par des naturalises locaux.
Il ne s'agit en aucune façon d'un inventaire exhaustif de la faune et de la flore du territoire communal, mais d'un descriptif qui permet d'estimer l'intérêt écologique d'un secteur.

3.2.1. Descriptif des divers biotopes

La commune de Charmois-devant-Bruyères présente une bonne diversité de milieux. Les massifs forestiers couvrent près d'un tiers de la superficie de la commune (soit environ 210 ha) auxquels s'ajoutent quelques boisements de petite taille. L'espace urbanisé occupe près de 30 ha. Il est caractérisé par une bonne végétalisation, et la subsistance de quelques vergers, qui restent peu nombreux. Enfin, l'espace agricole couvre la moitié de la superficie communale. Il est agrémenté sur sa partie Est d'un réseau bocager, absent de la partie Ouest.
La présence d'un réseau hydrographique bien développé et d'étangs s'accompagne de nombreuses zones humides.

- ***Boisements***

Les massifs boisés

Les massifs forestiers sont principalement localisés sur la partie Est du ban communal. Un massif se trouve en limite communale Ouest, en bordure du vallon au lieudit CLairet. L'essentiel de la

surface concernée correspond à la forêt communale de Charmois et est soumise au régime forestier. Les lisières sont occupées par des parcelles de bois privé.

Une partie de la forêt correspond à des plantations de conifères, comportant parfois quelques feuillus issus de la régénération naturelle. Cette formation est rattachée au code Corine Biotope (CB) 83.31 Plantations de conifères. Elle affectionne les substrats acides. Lorsque la plantation est dense, le sous-bois est peu développé.



Le substrat acide lié aux formations géologiques gréseuses est favorable au développement des Hêtraies du luzulo-fagetum (CB 41.11) qui regroupent à la fois des hêtraies-sapinières et des hêtraies pessières à luzule blanchâtre, ainsi qu'à la présence de forêt mixte (CB 43.11) ou de chênaie charmaie (CB 41.2) lorsque la proportion d'essences feuillues est plus importante.

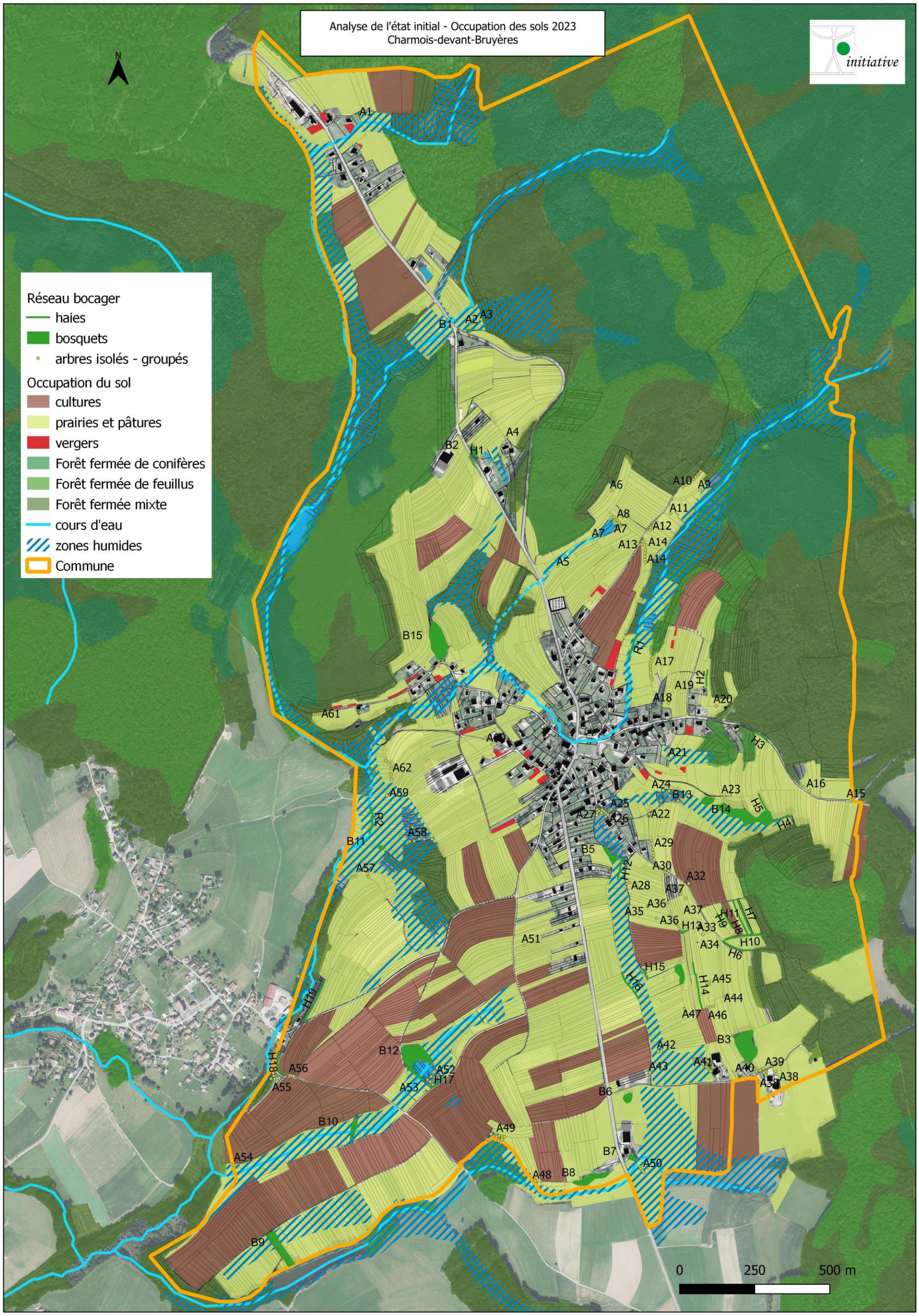
Ces massifs boisés accueillent une grande diversité faunistique.
L'avifaune comprend plus d'une cinquantaine d'espèces dont le Geai des chênes, le Pic épeiche et le Pic mar, la Sitelle torchepot, le Loriot d'Europe, la Pie-grièche écorcheur, le Milan noir, les Mésanges bleue, nonnette, charbonnière, le Grosbec casse-noyaux, le Grimpereau des bois, le Bouvreuil pivoine, le Troglodyte mignon, le Rouge-gorge familier, le Merle noir, …
Parmi les mammifères peuvent être cités le Cerf élaphe, le Chevreuil, le Renard roux, le Sanglier, l'Ecureuil roux ou encore la Fouine.

Dans les vallons, aux abords des ruisseaux, les conditions particulières de forte humidité conduisent à l'apparition d'essences supportant bien la saturation des sols en eau. Ainsi, plusieurs formations boisées humides ont été recensées (source : inventaire et hiérarchisation de zones humides, CCBVV, 2020) : Bois d'Epicéa à Sphaignes (CB 44.A4), Forêts de frênes et d'aulnes des ruisselets et sources (CB 44.31), Bois marécageux d'aulnes (CB 44.91) et Saussaies marécageuses (CB 44.92). Dans ces formations se trouvent des espèces telles que l'Aulne glutineux, le Saule cendré, le Scirpe des bois, la Molinie bleue, le Jonc diffus, la Lysimaque nummulaire, le Bouleau pubescent, le Populage des marais, …

Les bosquets et petits bois

Ils sont peu nombreux. De par leur rareté, ils représentent un intérêt paysager et écologique considérable. Lorsqu'ils bordent les ruisseaux, les bois et bosquets appartiennent principalement aux formations. En l'absence de caractère particulièrement humide, leur composition est plus commune (formation CB 84.3).

Même s'il peut y avoir une certaine variabilité entre la composition de chaque bois, la strate arborée est principalement constituée de Chêne pubescent, d'Erable champêtre, de Frêne commun, de Sapin pectiné, d'Epicéa, de Charme, de Peuplier Tremble, de Noisetier, …
La strate arbustive comporte l'Aubépine monogyne, la Viorne obier, le Genêt à balais, la Ronce à feuille de noisetier, le Sureau noir, le Chèvrefeuille … complétée par une strate herbacée bien développée parmi laquelle se trouvent la Potentille ansérine, le Gaillet gratteron, la Scabieuse, le Néprun (ou Bourdaine), la Renouée bistorte, etc…


Analyse de l'état initial - Occupation des sols 2023
Charmois-devant-Bruyères
initiative
N
Réseau bocager
haies
bosquets
arbres isolés - groupés
Occupation du sol
cultures
prairies et pâtures
vergers
Forêt fermée de conifères
Forêt fermée de feuillus
Forêt fermée mixte
cours d'eau
zones humides
Commune
0
250
500 m

Pour la faune, ces boisements constituent des refuges et des zones de transit de grande importance au sein d'un espace agricole particulièrement dénudé.
Parmi les mammifères, les boisements sont fréquentés par le Lièvre et le Chevreuil, ainsi que par des chauves-souris dont la Pipistrelle commune (contactée lors des campagnes de terrain).



Les bois et bosquets hébergent également une avifaune nombreuse : Pie grièche écorcheur, Corneille noire, Mésange boréale, Fauvette à tête noire, Mésange bleue, etc … On y observe également une grande variété d'insectes, dont, le Demi-deuil, le Némusien et le Satyre.

Les vergers
(code CB 83.15)



Les vergers sont uniquement répertoriés au niveau des espaces urbanisés. La densification du bâti au centre du village a progressivement conduit à la disparition des vergers, qui ne subsistent qu'en périphérie des enveloppes bâties.

Sous la pression de l'urbanisation, les vergers sont en régression. Ils sont de surface variable. Ce sont pour la plupart de vieux vergers traditionnels. Différentes espèces peuvent être rencontrées, telles que les pommiers, les cerisiers, les pruniers, ...

Ces vergers représentent un patrimoine important à conserver. En effet, les variétés locales de fruits ont tendance à disparaître progressivement sous la pression de l'uniformisation alimentaire. De plus, la valeur paysagère des vergers est importante, apportant une touche végétale autour du bâti.

Les vergers constituent également un habitat et un lieu de nourrissage intéressant pour l'avifaune telle que les Pics, les Mésanges, le Rouge-gorge ou encore le Rouge-queue noir ou à front blanc. Ils sont également fréquentés par de nombreux autres passereaux. Notons que les vieux vergers aux arbres noueux et creux servent de nichoirs à une multitude d'oiseaux.
Ils sont également favorables à la présence de plusieurs espèces de chiroptères.

Les haies :
(code CB 84.2)

Elles sont peu nombreuses sur la commune de Charmois-devant-Bruyères. Seulement un tiers d'entre elles sont implantées en bordure de chemin ou de route. Les autres sont implantée au cœur des prairies ou pâtures. Les îlots cultivés en sont dépourvus.



Les haies se composent entre autres d'Aubépine monogyne, d'Epine noire, de Viorne obier mais également de Cornouiller sanguin, de Fusain et de Noisetier, et parfois le Genêt à balais.
Parmi les multiples espèces animales abritées, on peut citer les Pouillots véloces et fitis, le Chardonneret élégant, le Verdier d'Europe, le Rouge-queue noir, la Fauvette à tête noire, … Ces espèces fréquentent l'ensemble du réseau bocager. Les espèces présentes au niveau des bois sont également observables lorsque la haie est arbustive à arborée, et suffisamment dense.

Les ripisylves

Les ruisseaux de la commune sont de faible gabarit. Ils prennent naissance dans le massif forestier. Le long de leur parcours, ils traversent pour certains de petits bois ou des bosquets.

En dehors de ces boisements, les ruisseaux sont rarement bordés de ripisylve. Seuls deux tronçons suffisamment structurés ont été recensés en tant que ripisylve, tous deux implantés en bordure du Ruisseau d'Argent. Le premier tronçon est situé juste en amont de la traversée du bourg, le second en limite communale Ouest, juste après la confluence avec les ruisseaux provenant de la partie Nord de la commune.

Leur composition est variable, et peut se rattacher à deux formations différentes : la galerie d'aulnes blancs (CB 44.2) lorsque l'Aulne glutineux domine dans la strate arborée. Lorsque les buissons ou arbustes de saules, voire une rangée de saules têtards bordent le cours d'eau, on parlera plutôt de formation riveraine de saules (CB 44.1)



La ripisylve forme un écran aux rayons lumineux et agit comme une haie modifiant les conditions d'éclairement de l'eau et de circulation de l'air.

Elle peut par ailleurs jouer un rôle important dans l'épuration des eaux. Le pouvoir épurateur des ripisylves repose sur :

. le piégeage des sédiments fins transportés par la rivière pendant les inondations ou contenus dans les eaux de ruissellement,

. l'épuration des eaux souterraines au contact des systèmes racinaires. Les éléments nutritifs contenus dans les eaux de nappe ou les eaux d'infiltration, comme les nitrates, peuvent être prélevés par la végétation ou éliminés par les micro-organismes du sol (dénitrification).

La rugosité de la ripisylve qui favorise les dépôts de sédiments fins et le grand développement des systèmes racinaires des espèces ligneuses expliquent la plus grande efficacité des ripisylves pour l'épuration des eaux par rapport aux autres types de couverts végétaux.

Les espèces arborées qui la composent, par leur système racinaire développé, contribuent à la stabilité des berges en limitant leur érosion. La ripisylve a également une fonction de corridor biologique.
La faune fréquentant ce milieu est celle des milieux forestiers voisins. On y trouve également des espèces plus inféodées aux milieux aquatiques, tels que la bergeronnette grise.
L'abondance de nourriture favorise la richesse faunistique de ces milieux. Les insectes sont également bien représentés avec de nombreux odonates (tels que le Cordulégastre annelé, le Calopteryx vierge, le Pennipatte bleuâtre) mais aussi des papillons tels que le Paon du jour, le Citron, le Piéride de la rave, l'Azuré commun, …



Pennipatte bleuâtre



Calopteryx vierge

- ***Formations herbacées***

Les formations herbacées sont bien représentées sur la zone d'étude. Elles représentent un peu plus de la moitié de l'espace agricole (sans compter les prairies temporaires).
On peut distinguer différents types de formations herbacées à Charmois-devant-Bruyères en fonction du degré d'humidité des sols :

Prairies de fauche et pâtures mésophiles
(CB 38.2)

Ces prairies sont caractérisées par des espèces herbacées se développant dans de larges conditions trophiques et hydriques.



Les prairies et pâtures mésophiles présentent une végétation variée mais relativement commune.
Dans le cas des pâtures, les espèces qui s'y développent sont soumises au piétinement régulier des animaux, et ont ainsi adopté un style particulier de développement en rosettes ou en touffes très caractéristiques.

Au niveau des pâtures ont été identifiés le Lotier à feuilles ténues, le gaillet blanc, le Rumex à longues feuilles, le Millepertuis perfolié, le Plantain lancéolé, le Trèfle des prés, la Berce commune, l'Achillée millefeuille, la Brunelle commune, etc… (liste non exhaustive).
Les prairies de fauche voient entre autres se développer la Scabieuse des champs, l'Amourette commune, l'Agrostide ténue, l'Ivraie vivace, le Knautie, la Marguerite, la Vesce des haies, la Centaurée jacée, la Bétoine officinale etc…
Lorsque l'humidité s'accroit, d'autres espèces apparaissent dans ces prairies fraîches, telles que la Renoncule rampante et la Renouée bistorte. Lorsque le caractère humide est plus marqué, les secteurs sont alors identifiés comme prairies et pâtures humides.

Prairies humides
(CB 37.2)

Elles bordent les cours d'eau, sur des étendues plus ou moins vastes selon les secteurs.
Outre les espèces communes aux prairies mésophiles (Plantain lancéolé, Avoine élevée, Fétuque des prés, Dactyle aggloméré…), on y trouve également diverses Renoncules, le Jonc diffus, le Jonc

aggloméré, la Menthe des champs, le Populage des marais, le Myosotis des marais, la Petite douve, le Cirse des marais, l'Epiaire des marais, etc.…

La faune qui fréquente des milieux herbacés, humides ou non, est multiple et diversifiée. Les prairies et pâtures sont un terrain de chasse apprécié du renard comme des rapaces tels que le Milan noir et la Buse variable, … elles constituent également une source de nourriture pour les herbivores et rongeurs : chevreuil, lapin, … La présence d'un réseau bocager permet également la présence de chiroptères, dont la Pipistrelle commune.



L'avifaune est également nombreuse : la Fauvette à tête noire, le Bruant jaune, diverses Mésanges, le Rouge-gorge, le Pinson des arbres, la Pie bavarde, la Pie-grièche écorcheur, l'Hirondelle de fenêtre, le Rougequeue noir, …
Des insectes tels que le Grillon champêtre, la Petite tortue, le Myrtil, le Fadet commun, … sont également présents.

Autres milieux humides et milieux aquatiques

Il s'agit des ceintures végétales entourant la plupart des étangs. Elles accueillent des espèces particulièrement hydrophiles (adaptées à un développement les pieds dans l'eau).
Ces bordures d'étangs sont colonisées par une végétation luxuriante, appartenant principalement au groupement à Reine des prés et communautés associées (CB 37.1).
Elles sont composées entre autres de Reine des prés, de différentes Laîches, de Cirse des marais, Epiaire des marais, de Renouée bistorte, ...



La majorité des étangs et mares de la commune étant de petite superficie, ils n'accueillent pas une avifaune spécifique mais sont fréquentés par les espèces affectionnant aussi les cours d'eau et zones humides, ainsi que les prairies et pâtures.

Un certain nombre d'amphibiens sont également présents : Grenouilles verte, Grenouille rousse, …

Parmi la multitude d'insectes inféodés aux étangs et autres zones humides, on peut citer le Pennipatte bleuâtre, la Libellule déprimée, le Caloptéryx vierge, l'Anax empereur, l'Ischnure élégante, l'Agrion jouvencelle, le Cordulégastre annelé, …

Zones cultivées



Les cultures (CB 82) présentent un fort degré d'artificialisation. Elles sont réparties sur tout le territoire communal mais dominent l'espace agricole Sud-Ouest.
Elles présentent une très faible diversité d'espèces, qui se réduit même souvent à l'espèce cultivée et quelques espèces adventices telles que le Mouron des oiseaux, le Gaillet gratteron, …
La seule diversité floristique de ces espaces est apportée par les bas-côtés des chemins de desserte. On y trouve par exemple le Bleuet, la Matricaire inodore, ou encore le

Bec de grue à feuilles de cigüe. Les cultures sont totalement dépourvues d'éléments arborés.
Compte tenu de l'absence d'arbres isolés au sein des cultures et de la faible densité de haies, les cultures constituent surtout pour la faune un territoire de chasse et de nourrissage. Parmi les nombreux oiseaux fréquentant les zones cultivées, on peut citer l'Alouette des champs, le Bruant jaune, la Buse variable, le Faucon crécerelle, …Le chevreuil et le Lièvre viennent également s'y nourrir.

3.2.2. Protection des boisements

Rappel du contenu de **l'article L.126-3 du nouveau Code Rural** :
« Le préfet peut prononcer la protection de boisements linéaires, haies et plantations d'alignement, existants ou à créer, soit lorsque les emprises foncières correspondantes ont été identifiées en application du 6° de l'article L.123-8 du présent code, soit lorsque le propriétaire en fait la demande. Dans ce dernier cas, lorsque ces boisements, haies et plantations séparent ou morcellent des parcelles attenantes données à bail, la demande est présentée conjointement par le bailleur et le preneur.
Ces boisements, haies et plantations sont identifiés par un plan et un descriptif de leur situation dans les parcelles cadastrales.
Leur destruction est soumise à autorisation préalable du préfet, donnée après avis de la commission départementale d'aménagement foncier s'il s'agit d'éléments identifiés en application du 6° de l'article L.123-8 du présent code.
Les boisements linéaires, haies et plantations d'alignement protégés en application du présent article bénéficient des aides publiques et des exonérations fiscales attachées aux bois, forêts et terrains à boiser. Ils peuvent donner lieu à passation d'un contrat d'entretien avec le propriétaire ou le preneur.
A la demande du propriétaire, le préfet peut également, sur avis de la commission départementale d'aménagement foncier, prononcer la protection de vergers de hautes tiges. »

Il est proposé de classer au titre de cet article les éléments arborés suivants :

- **toutes les ripisylves : R1 et R2** ;

- **les éléments bocagers suivants :**

Haies	**Références cadastrales**		
	Commune	**Section**	**Parcelles**
H1	Charmois	C	215
H3	Charmois	B	509, 510, 519, 520
H5	Charmois	B	511, 518
H6	Charmois	B	904
H7	Charmois	B	645
H9	Charmois	B	651
H10	Charmois	B	904
H14	Charmois	B	861, 862, 863
H15	Charmois	B	667, 668, 669
H16	Charmois	B	743, 849, 850
H18	Charmois	C	1662
H19	Charmois	C	774, 1225

Bosquets	Références cadastrales		
	Commune	**Section**	**Parcelles**
B1	Charmois	A	281
B2	Charmois	A	319, 320, 321, 385
B3	Charmois	B	873, 874, 891, 892, 951, 1051, 1076
B4	Charmois	B	847, 848, 849, 850, 852, 853
B6	Charmois	B	928
B7	Charmois	B	931, 932
B8	Charmois	C	956, 965, 966
B9	Charmois	C	1476, 1477, 1478, 1479, 1480, 1481
B11	Charmois	C	418, 419, 818
B12	Charmois	C	1075, 1076, 1077, 1078, 1079, 1080, 1082, 1253
B13	Charmois	B	490, 597, 598, 599, 600
B14	Charmois	B	490, 514, 515, 516, 517, 518, 589, 590, 591, 593, 594, 595, 596, 597, 947
B15	Charmois	C AB	46, 47, 48, 49, 53, 92, 1546, 1623, 1625, 1627 135, 167

Arbres	Références cadastrales		
	Commune	**Section**	**Parcelles**
A1	Charmois	AA	14, 15
A4	Charmois	A	412
A5	Charmois	B	71
A7	Charmois	B	76
A8	Charmois	B	76, 77, 98
A9	Charmois	B	945
A11	Charmois	B	144
A12	Charmois	B	146, 147, 148
A13	Charmois	B	149
A14	Charmois	B	149, 150, 151, 160, 164
A15	Charmois		Accotement voie communale n°2
A16	Charmois	B	555, 557
A17	Charmois	C	64, 65
A19	Charmois	C	188
A20	Charmois	C	187
A22	Charmois	C	133
A23	Charmois	B	494
A24	Charmois	AC C	132 603, 604
A26	Charmois	AC	215
A27	Charmois	AC	219
A28	Charmois	B	696
A30	Charmois	AC	144

Arbres	Références cadastrales		
	Commune	Section	Parcelles
A32	Charmois	B	613, 659
A33	Charmois	B	659
A35	Charmois	B	688, 689, 690
A36	Charmois	B	666, 687, 688
A37	Charmois	B	659, 660
A39	Charmois	B	946
A41	Charmois	B	1079, 1080
A43	Charmois	B	821
A48	Charmois	C	989
A49	Charmois	C	991
A51	Charmois	C	860
A52	Charmois	C	1076
A54	Charmois	C	1313
A55	Charmois	C	1213
A56	Charmois	C	1228, 1231
A57	Charmois	C	694, 695
A58	Charmois	C	406, 407, 409, 410, 415
A59	Charmois	C	395
A60	Charmois	AB	112, 177
A62	Charmois	C	385, 386, 387, 473

3.2.3. Zones naturelles remarquables

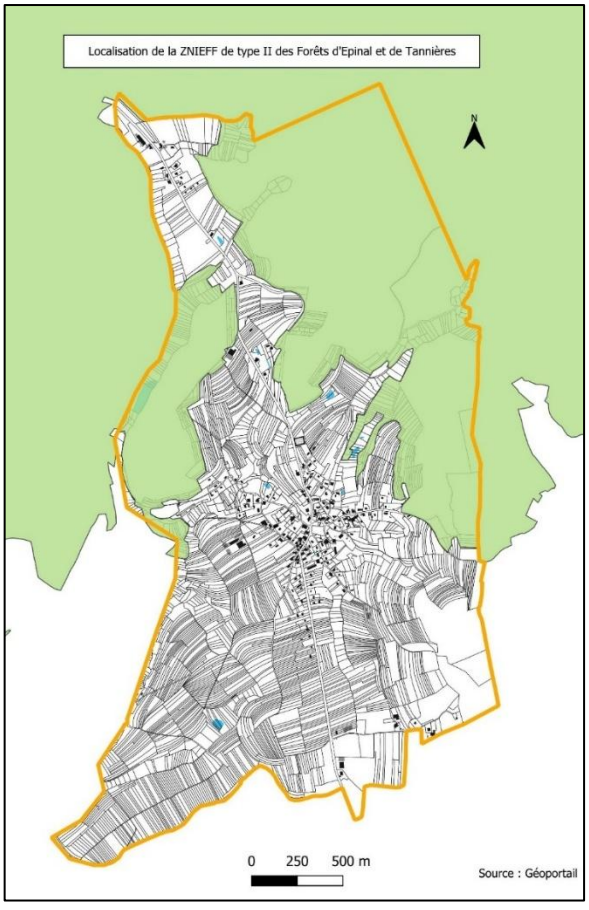
La commune de Charmois-devant-Bruyères est concernée par une zone remarquable répertoriée, en raison de la présence d'habitats et/ou d'espèces protégées et remarquables.

Zones Naturelles d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF)

Sur la commune de Charmois-devant-Bruyères, une ZNIEFF de type II a été répertoriée (données INPN) : ZNIEFF de type II « Forêts d'Epinal et de Tannières » (n°410030548). Cette ZNIEFF couvre une surface de 7016.5 ha répartie sur 17 communes dont Charmois-devant-Bruyères.

Elle couvre des milieux forestiers et comporte 27 espèces déterminantes :

- des amphibiens (Crapaud commun, Triton palmé, Grenouille rousse, Salamandre tachetée, Triton alpestre),
- des reptiles : Lézard des murailles, Lézard vivipare,
- de nombreux insectes, orthoptères et lépidoptères,
- des poissons : Lamproie de Planer, Chabot commun,
- de nombreux oiseaux,
- de nombreuses espèces végétales,



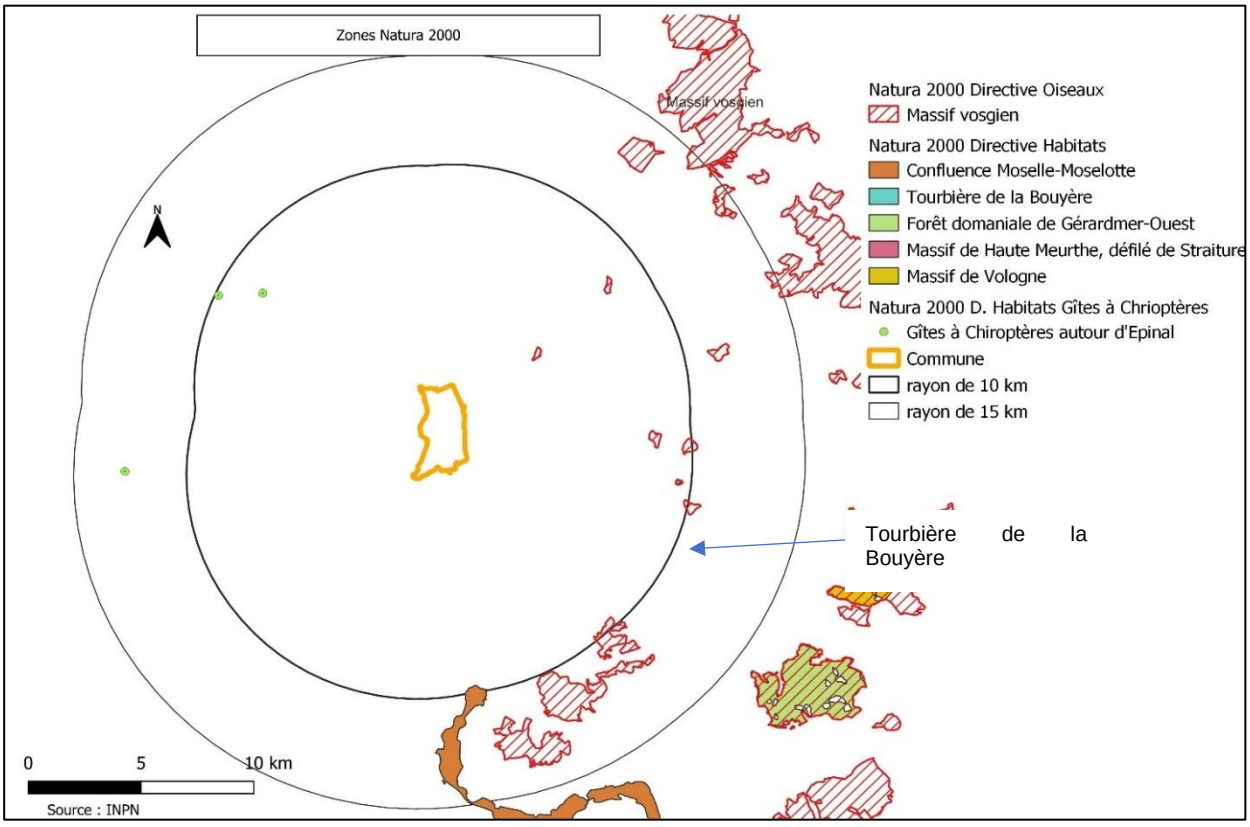
- des chiroptères : Barbastelle d'Europe, Sérotine commune, Murin de Bechstein, Murin à oreilles échancrées, Grand Murin, Murin à moustaches, Murin de Natterer,
- d'autres mammifères : Castor d'Europe, Chat forestier.

Arrêtés Préfectoraux de Protection de Biotope (APPB)

La commune de Charmois-devant-Bruyères n'est concernée par aucun arrêté de protection de biotope.

Zones Natura 2000

La directive "Habitats faune flore" du 22 mai 1992 détermine la constitution d'un réseau écologique européen de sites Natura 2000 comprenant à la fois des zones spéciales de conservation classées au titre de la directive "Habitats" (ZSC puis pSIC, SIC) et des zones de protection spéciale (ZPS) classées au titre de la directive "Oiseaux" en date du 23 avril 1979.
Le classement d'un territoire en zone Natura 2000 a pour objectif de protéger des espèces végétales et animales ainsi que des habitats naturels remarquables figurant dans les annexes de la Directive Habitats. Le but est de mettre en place des mesures de protection compatibles avec les activités humaines existantes.



Principe de la notice d'incidences
Une incidence est identifiée si le projet étudié a un effet néfaste sur au moins un habitat ou une espèce ayant conduit à la définition des sites Natura 2000 concernés. Pour les espèces, l'incidence est avérée si la population affectée par le projet est celle concernée par les objectifs de conservation des sites Natura 2000 en question. Ainsi, pour la majorité des espèces, celles-ci ayant une capacité de déplacement limité, la distance entre le projet et le site Natura 2000 est le premier critère à prendre en compte pour l'évaluation des incidences.

La commune de Charmois-devant-Bruyères n'est directement concernée par aucune zone Natura 2000.

Dans un rayon de 15 km autour de la zone d'étude, différentes zones Natura 2000 sont présentes :

- FR4112003 « Massif Vosgien » (Directive Oiseaux) à 3,7 km au Nord-Est de Charmois,
- FR4100245 « Gîtes à chauves-souris autour d'Epinal » (Directive Habitats) à 8 km au Nord-Ouest,
- FR4100211 « Tourbière de la Bouyère » (Directive Habitats) à 9 km à l'Est,
- FR4100228 « Confluence Moselle Moselotte » (Directive Habitats) à 9,7 km au Sud.

La prise en compte des zones Natura 2000 implantées dans un rayon de 15 km de la zone d'étude permet de vérifier si les impacts potentiels de l'aménagement foncier sont de nature à avoir des incidences sur les espèces indicatrices ou les habitats indicateurs des zones Natura 2000 distantes, notamment sur les habitats communautaires prioritaires situés en aval hydraulique, l'avifaune et les chiroptères dont le territoire de chasse dépasse très largement les limites des zones Natura 2000 auxquelles ils sont liés.

Évaluation des incidences

Cette évaluation sera réalisée lors de la réalisation de l'étude d'impact d'aménagement foncier.

Aucune zone Natura 2000 ne concernant directement le territoire communal, une opération d'aménagement foncier n'est pas de nature à avoir des incidences sur les habitats des zones Natura 2000 ne touchant pas directement le ban communal.

Par contre, une telle opération pourrait avoir des incidences sur des espèces de zones Natura 2000 voisines qui ont une certaine capacité de déplacement, et peuvent trouver à Charmois un territoire de chasse ou une zone de halte/refuge intermédiaire.

Ainsi, différents oiseaux et chiroptères ayant conduit au classement des zones Natura 2000 voisines sont susceptibles de fréquenter le territoire de Charmois-devant-Bruyères.

Il sera donc nécessaire d'évaluer, en phase d'étude d'impact, si l'éventuelle opération d'aménagement foncier, agricole, forestier et environnemental de la commune est de nature à perturber la fréquentation de la commune par les animaux concernés.

3.3. LA TRAME VERTE ET BLEUE

Suite au constat de dégradation du patrimoine biologique et écologique national, le Grenelle de l'Environnement a fait ressortir la nécessité de recréer un réseau d'échange fonctionnel pour les espèces animales et végétales à l'échelle nationale par la mise en place du concept de Trame Verte et Bleue. Ce réseau a pour but de permettre aux différentes espèces de réaliser l'ensemble de leur cycle de vie, à savoir : s'alimenter, se reproduire, se reposer, circuler, communiquer. Ce réseau contribue ainsi à la survie des espèces et à long terme au maintien des services écosystémiques (qualité de l'eau, prévention des inondations, pollinisation, amélioration du cadre de vie…) liés à la biodiversité.

- ***Trame verte et bleue***

La Trame Verte et Bleue (TVB) doit permettre de maintenir et préserver la biodiversité au sens large, y compris la nature ordinaire en limitant le fractionnement et la fragilisation des populations faunistiques et floristiques.

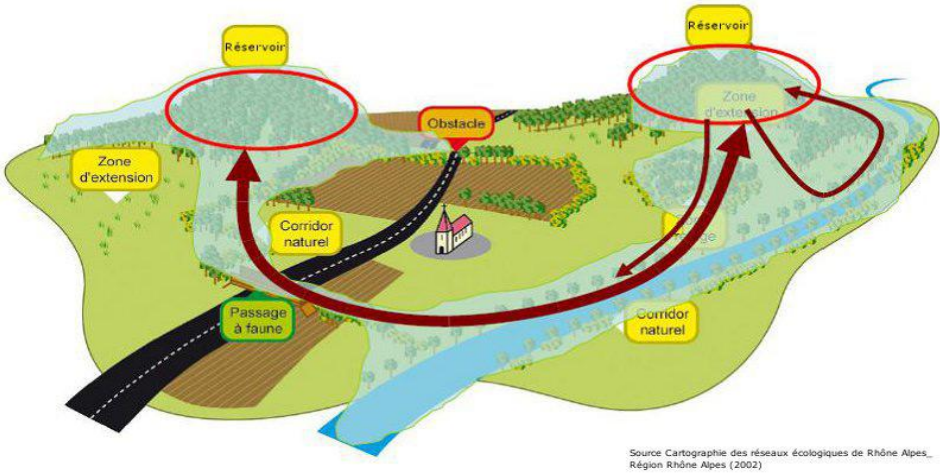


Schéma de la trame verte et bleue (réservoirs de biodiversité et corridors) - Source : Région Rhône Alpes.

- les **réservoirs de biodiversité ou zones nodales** qui correspondent aux zones vitales où les espèces peuvent réaliser l'ensemble de leur cycle de vie,
- les **corridors écologiques**, correspondant aux voies de déplacements de la faune et de la flore, plus ou moins larges, continues ou non, qui relient les différentes zones vitales. Ces corridors sont classés en différents types :
  - les structures linéaires : haies, chemins, cours d'eau et leurs rives
  - les structures dites en « pas japonais » : ponctuation d'éléments relais ou d'îlots refuges (mares, bosquets).
- les **zones relais** correspondent aux habitats naturels de petite taille (haies, bosquets, fourrés) situés dans des zones peu favorables à la présence des espèce (enveloppe urbaine, cultures, etc…). Elles permettent aux animaux de se déplacer plus facilement dans le territoire et de trouver des refuges en zone hostile.
- les **zones de développement** sont des habitats naturels de faible superficie ou de faible diversité. Ces zones permettent d'accueillir des espèces mais celles-ci ne peuvent accomplir leur cycle biologique en intégralité. Il s'agit typiquement de plantations (peupleraies, chênaies, etc…) où l'on retrouve une seule essence arborée.
- les **zones de transition** sont des milieux naturels de faible intérêt écologique qui sont traversés par la faune lors de ses déplacements. Il s'agit des zones de cultures et de prairies fortement modifiées.

La trame verte et bleue regroupe plusieurs sous-trames regroupant des milieux de même nature (sous-trame aquatique, sous-trame forestière, sous-trame humide, sous-trame thermophile…). La **superposition de l'ensemble des sous-trames** donne lieu à la trame verte et bleue.

L'objectif de la TVB est de mettre en évidence les continuités écologiques d'un territoire en identifiant :
- les zones à enjeux de préservation (réservoirs de biodiversité) ;
- les zones à enjeux de gestion (zones relais, zones d'extension et zones de développement) ;
- les zones à enjeux de restauration (corridors écologiques),
- ainsi que les obstacles potentiels au fonctionnement du réseau.

La Trame Verte et Bleue doit ainsi permettre de maintenir et préserver la biodiversité au sens large, y compris la nature ordinaire en limitant le fractionnement et la fragilisation des populations faunistiques et floristiques.
Pour établir la Trame Verte et Bleue, les analyses doivent être déclinées à plusieurs échelles pour être efficaces. En effet, une échelle globale (nationale, régionale…) permet d'identifier les grands éléments, garantissant les flux d'espèces, à maintenir/ renforcer qui seront ensuite traitées de manière plus concrète et précise à une échelle plus fine (communale).

Continuités écologiques du Schéma Régional d'Aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET)

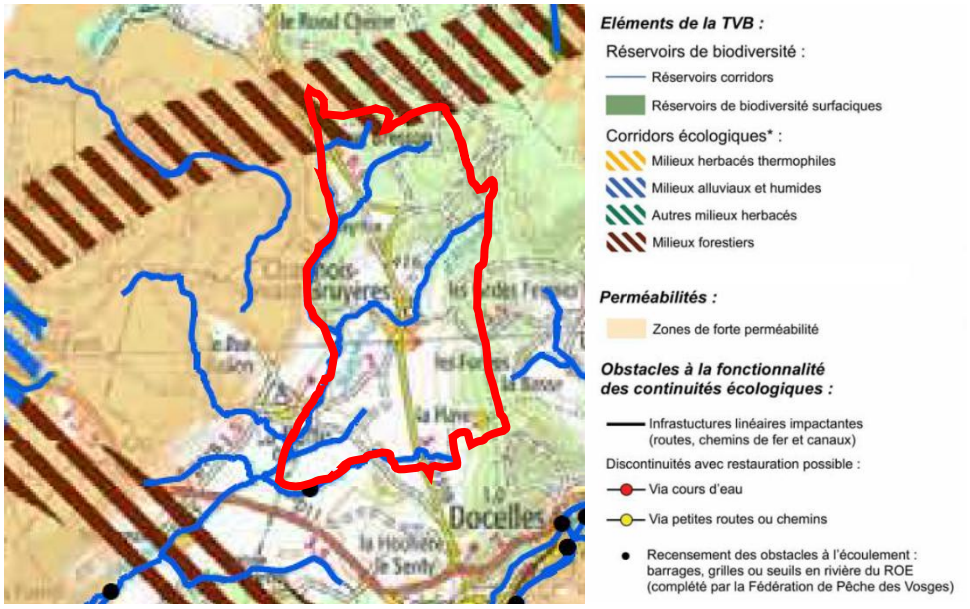
Le SRADDET Grand Est a été approuvé le 24 janvier 2020 et est en cours de modification. Il répond à deux enjeux fondamentaux de simplification :
- la clarification du rôle des collectivités territoriales, en octroyant à la Région un rôle majeur en matière d'aménagement du territoire, en la dotant d'un document d'aménagement prescriptif ;
- la rationalisation du nombre de documents existants en prévoyant l'insertion au sein du SRADDET, de plusieurs schémas sectoriels, afin de permettre une meilleure transversalité du projet régional d'aménagement et une plus grande coordination des politiques publiques régionales concourant à l'aménagement du territoire.

Le SRADDET fixe ainsi les objectifs de moyens et longs termes de la Région en matière :
- d'équilibre et d'égalité des territoires,
- d'implantation des différentes infrastructures d'intérêt régional,
- de désenclavement des territoires ruraux,
- d'habitat,
- de gestion économe de l'espace,
- d'intermodalité et de développement des transports,
- de maîtrise et de valorisation de l'énergie, de lutte contre le changement climatique et la pollution de l'air,
- de protection et de restauration de la biodiversité,
- de prévention et de gestion des déchets.

Le SRADDET reprend donc les éléments de la trame verte et bleue du Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE) de Lorraine et précise les enjeux environnementaux prioritaires et les zones à enjeux à l'échelle de la nouvelle région Grand Est.
Afin d'étudier la Trame Verte et Bleue de Charmois-devant-Bruyères à une échelle régionale, le SRCE de Lorraine est donc utilisé ci-après.

Sur les cartographies du SRCE de Lorraine, la commune de Charmois-devant-Bruyères est concernée par les trames forestières et aquatiques.

Cartographie des éléments de la TVB (extraite du SRCE de Lorraine)



L'extrémité Nord de la commune est traversée par un corridor de la trame forestière. Chaque élément du réseau hydrographique correspond à un réservoir linéaire de la trame aquatique. Cette trame est affectée au niveau de l'exutoire de l'Etang Didon par un obstacle à l'écoulement, qui nuit au bon transit des espèces.

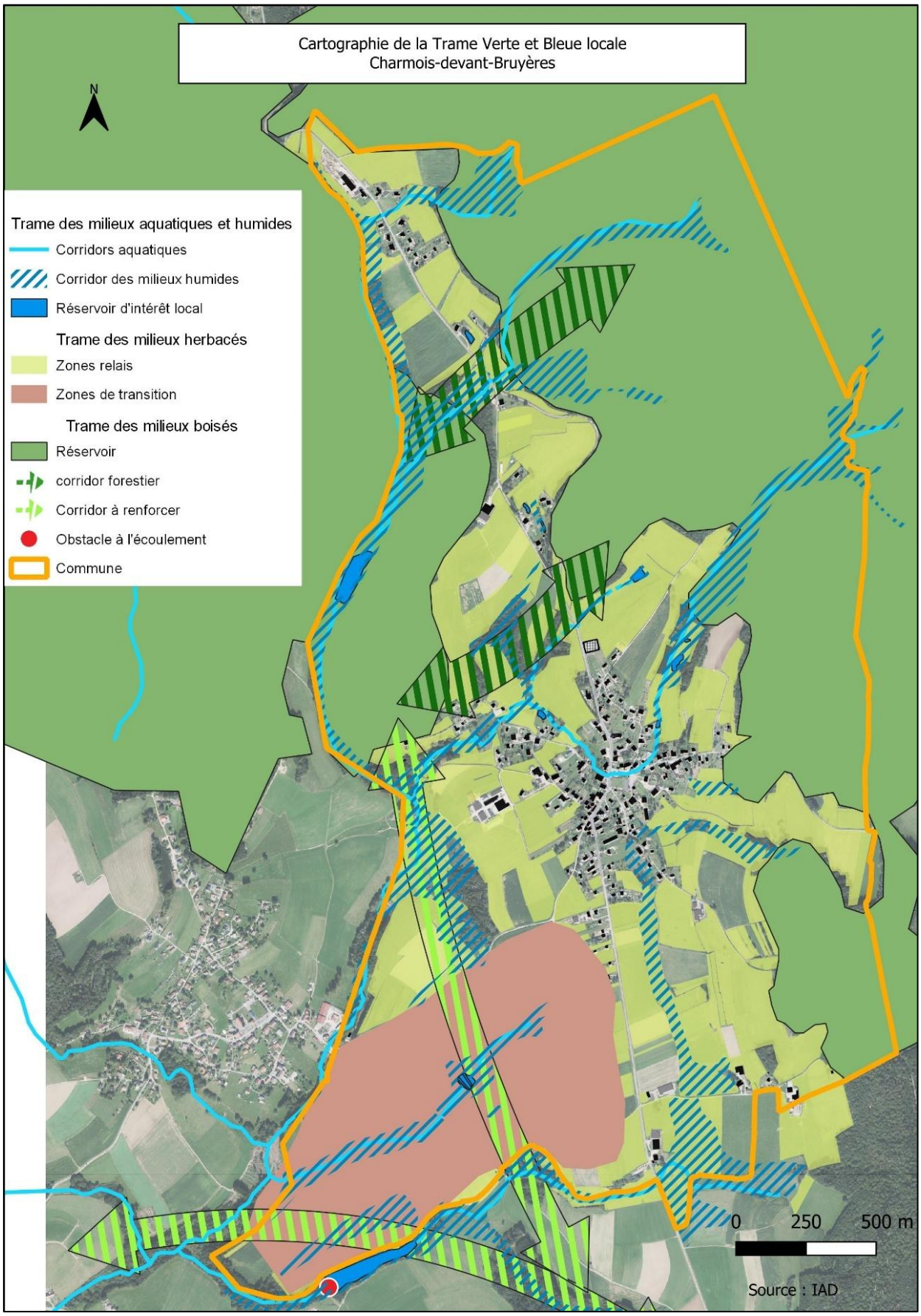
Continuités écologiques à l 'échelle communale

Le passage à l'échelle communale permet de compléter et d'apporter plus de finesse dans la description de la Trame Verte et Bleue.

A l'échelle locale, la trame des milieux aquatiques représentée par le réseau hydrographique, et complétée par plusieurs petits réservoirs de biodiversité que sont les mares et étangs. S'y ajoute également le réseau de zones humides bordant les cours d'eau et correspondant à des corridors de la trame des milieux humides.
Un seul obstacle à l'écoulement a été recensé, au niveau de l'exutoire de l'Etang Didon, sur le ruisseau du même nom.

La Trame Verte est représentée sur la commune par les massifs forestiers qui correspondent à des réservoirs de biodiversité de bonne qualité. Sur la moitié Nord de la commune sont identifiés des corridors de la trame forestière, favorisés par l'étroitesse de l'espace agricole favorable à la traversée des espèces.
L'espace agricole Sud-Ouest, bien que fortement cultivé, comporte quelques bois et bosquets formant un corridor en pas japonais (intermittent) qui mériterait d'être renforcé par de nouvelles plantations arborées.

Enfin, la trame des milieux herbacés se compose des prairies et pâtures de la commune. Compte tenu de leur imbrication avec les cultures et de la ceinture des massifs forestiers voisins, elles sont identifiées comme zones relais plutôt que comme réservoirs de biodiversité. L'espace agricole du Sud-Ouest du territoire, présentant une plus forte densité de culture et une moindre biodiversité, représente une zone de transition, où les espèces ne séjournent que temporairement (chasse, nourrissage, …).


Cartographie de la Trame Verte et Bleue locale
Charmois-devant-Bruyères
N
Trame des milieux aquatiques et humides
Corridors aquatiques
Corridor des milieux humides
Réservoir d'intérêt local
Trame des milieux herbacés
Zones relais
Zones de transition
Trame des milieux boisés
Réservoir
corridor forestier
Corridor à renforcer
Obstacle à l'écoulement
Commune
0
250
500 m
Source : IAD

3.4. PAYSAGE

Méthodologie

Le paysage de la commune de Charmois-devant-Bruyères correspond à une image vivante, évolutive, qui détermine le cadre de vie, l'environnement des populations.

Cette image du territoire s'est façonnée au cours des siècles et des années par le travail du climat et de l'homme notamment. Aujourd'hui plus qu'un élément fixe, il faut considérer le paysage comme un projet et un moyen d'action afin de protéger, de développer ce territoire.

Pour comprendre et analyser le paysage du secteur, comme pour tout autre territoire, il faut croiser les approches suivantes :

- L'approche "scientifique" objective reposant sur les éléments physiques, bibliographiques et l'évolution des lieux développés dans les chapitres précédents.
- L'approche sensitive ou paysagère reposant sur la perception visuelle des lieux, traduite suivant une terminologie de l'image et qui qualifie et permet de décrire l'ambiance, la forme et donc de définir l'identité du secteur de ses unités et sous-unités éventuelles.

Cette perception s'effectue au travers des usages les plus courants (traversées automobiles, vie quotidienne, promenade) des riverains et des passants, suivant différents axes et différentes échelles.

Pour les axes de perception et les échelles de proximité, notons l'ensemble du réseau routier intra-communal et les chemins ruraux ou de randonnée.

3.4.1. Description globale des paysages – inventaires paysagers

- ***L'Atlas des Paysages des Vosges***

Un Atlas des paysages des Vosges a été publié en 2005 par le Département des Vosges. Ce document a vocation à servir de guide paysager pour les services de l'État et les aménageurs. Il identifie des unités paysagères distinctes sur l'ensemble du département et préconise, pour chacune de ces entités, des recommandations visant à prendre en compte les enjeux paysagers.

La commune appartient à l'entité « Le Val de Vologne ». Cette unité caractérise un vaste secteur de piémont entre plaine et montagne :
« Le Val de Vologne correspond à une transition entre des paysages de plaine ouverts à l'ouest, où les cultures sont bien représentées, et des paysages montagnards plus fermés, au relief boisé omniprésent à l'est. Ce paysage intermédiaire déconcerte dans un premier temps par sa structure qui emprunte tour à tour différentes ambiances aux entités adjacentes. Les reliefs sont doux et souples mais émergent par endroit des buttes-sommets plus prononcées, qui se détachent de la ligne d'horizon et focalisent le regard. Les variations du relief renouvellent les vues au gré des ouvertures, souvent en belvédère, tout en conservant en toile de fond un horizon boisé. »

Cet atlas identifie quatre enjeux paysagers :

- La maîtrise de l'urbanisation :
  - . Structurer l'urbanisation existante et maîtriser son développement,
  - . Accompagner la réhabilitation des ensembles industriels,
  - . Qualifier les parcs d'activités,
  - . Améliorer le traitement des espaces publics et des rues.
- La conservation des ouvertures :
  - . Maîtriser la progression des boisements, des micro-boisements et des friches,
  - . Gérer l'occupation des coteaux

- La valorisation des cours d'eau :
    . Apporter une attention à la présence du cours d'eau,
    . L'eau dans la composition urbaine,
    . Valoriser le patrimoine lié à l'eau.
- Mettre en scène la découverte du territoire

- Le Plan de Paysage de la Vallée de la Vologne

(Les descriptions ci-dessous sont extraites du Plan Paysage)

La vallée de la Vologne se définit clairement comme un territoire géographique cohérent. Elle s'organise en plusieurs sous-ensembles en fonction du microrelief.
La CCVV compte ainsi 6 grandes unités paysagères : les fonds de vallée, les coteaux, les vallons agricoles, les hauts, les crêtes et buttes boisées et les zones urbaines.

D'après le diagnostic, la commune fait partie de la grande unité des « Hauts » :

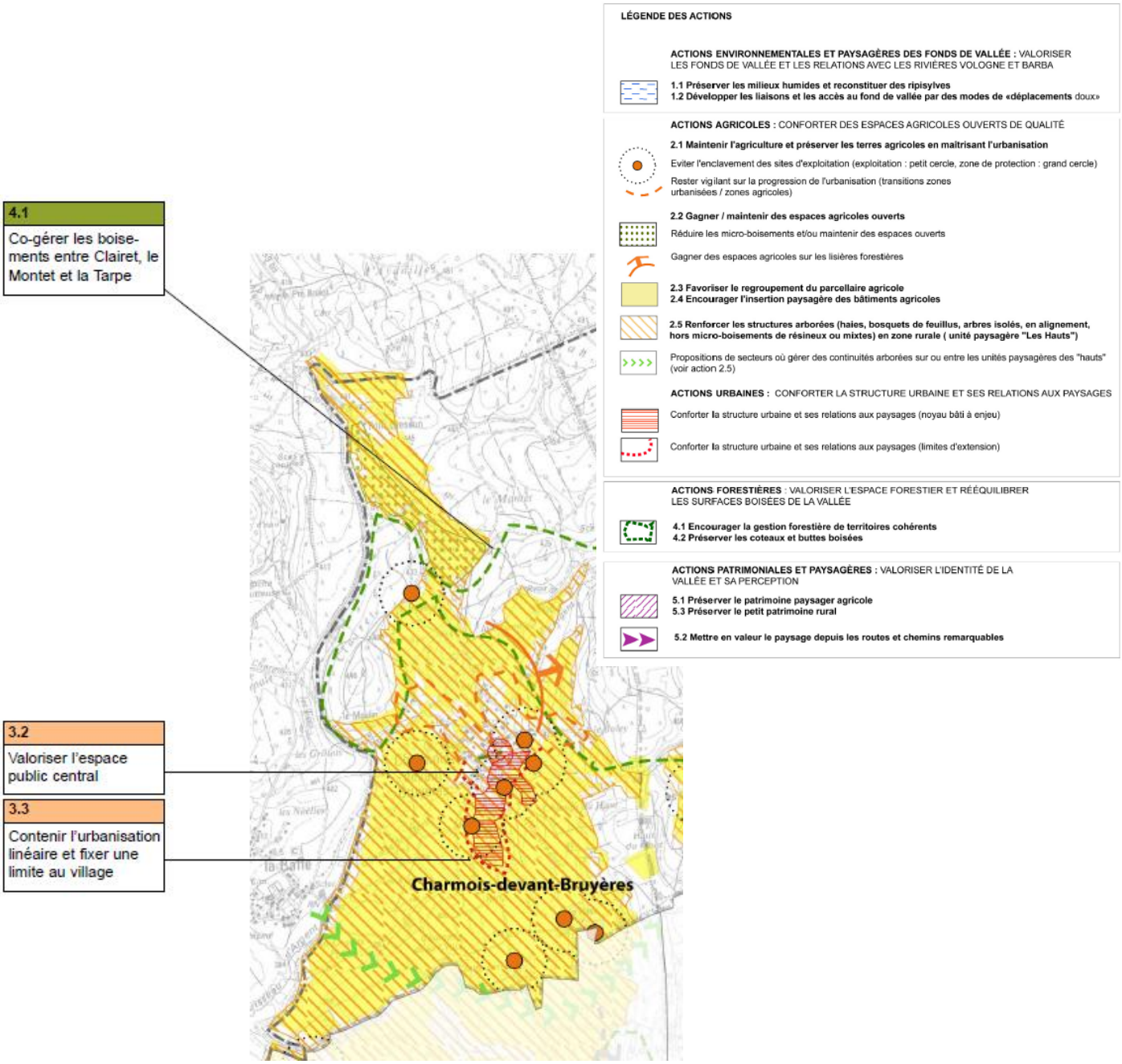
Description :
Ce sont des replats agricoles en belvédère sur la vallée, intercalés entre les coteaux et les sommets et les crêtes boisées. Les villages comme Le Roulier ou Fays sont entièrement implantés sur ces terrasses. Très souvent les bourgs de la vallée ont deux dimensions : une dimension horizontale par l'étalement et une dimension verticale avec un noyau en fond de vallée et des hameaux situés dans les hauts : la Beurre (Lépanges), le Boulay (La Neuveville), etc...
Le dialogue est permanent entre espaces agricoles, forêts, hameaux, centres villages... Le relief vallonné, l'urbanisation diffuse créent des appels visuels permanents, renforcés par les espaces libres dans les communes qui créent également de la transparence. Le bâti est parfaitement intégré dans le site.
Ce bâti diffus aux limites floues participe à la composition du paysage. Tout « accident » architectural serait immédiatement perçu.
Ce relatif isolement induit par les espaces forestiers et le relief, ce bâti diffus, ces accès depuis la RD44 et l'importance d'un espace agricole vallonné amènent au regroupement de ces communes en une unité de gestion paysagère.
Les trois bourgs (Charmois-devant-Bruyères, Le Roulier et Deycimont) sont situés sur les hauts. Cette unité paysagère est interrompue par un relief en crêtes douces et de minces cordons boisés qui descendent le versant, isolant les bourgs les uns des autres. Deycimont plus que d'autre bourg a été coupé de liaison à la vallée par la départementale 44. Le Roulier se replie derrière un vallon qui le préserve de l'influence du trafic routier. Le Roulier n'appartient déjà plus paysagèrement à la Vallée de la Vologne, la route restant le seul lien fonctionnel. Charmois est une porte de la vallée.

Valeurs paysagères :
Ce sont des espaces agricoles entretenus permettant d'avoir des vues dégagées devant les massifs boisés qui leur font face.

Atouts :
Bonne exposition et une pente moyenne qui permet d'avoir de la culture.

Faiblesses :
Liés aux bourgs, les "hauts" sont sujets aux extensions de l'habitat individuel récent, qui viennent concurrencer les parcelles agricoles.

Idées
C'est sans doute sur ces espaces qu'il faudra maintenir et renforcer l'activité agricole.



<u>Les possibilités d'actions :</u>

Sur la base du diagnostic, des possibilités d'action ont été développées. Elles pourront trouver leur traduction au niveau des documents d'urbanisme, et autres procédures, mais une opération d'aménagement foncier peut également contribuer à leur mise en œuvre.

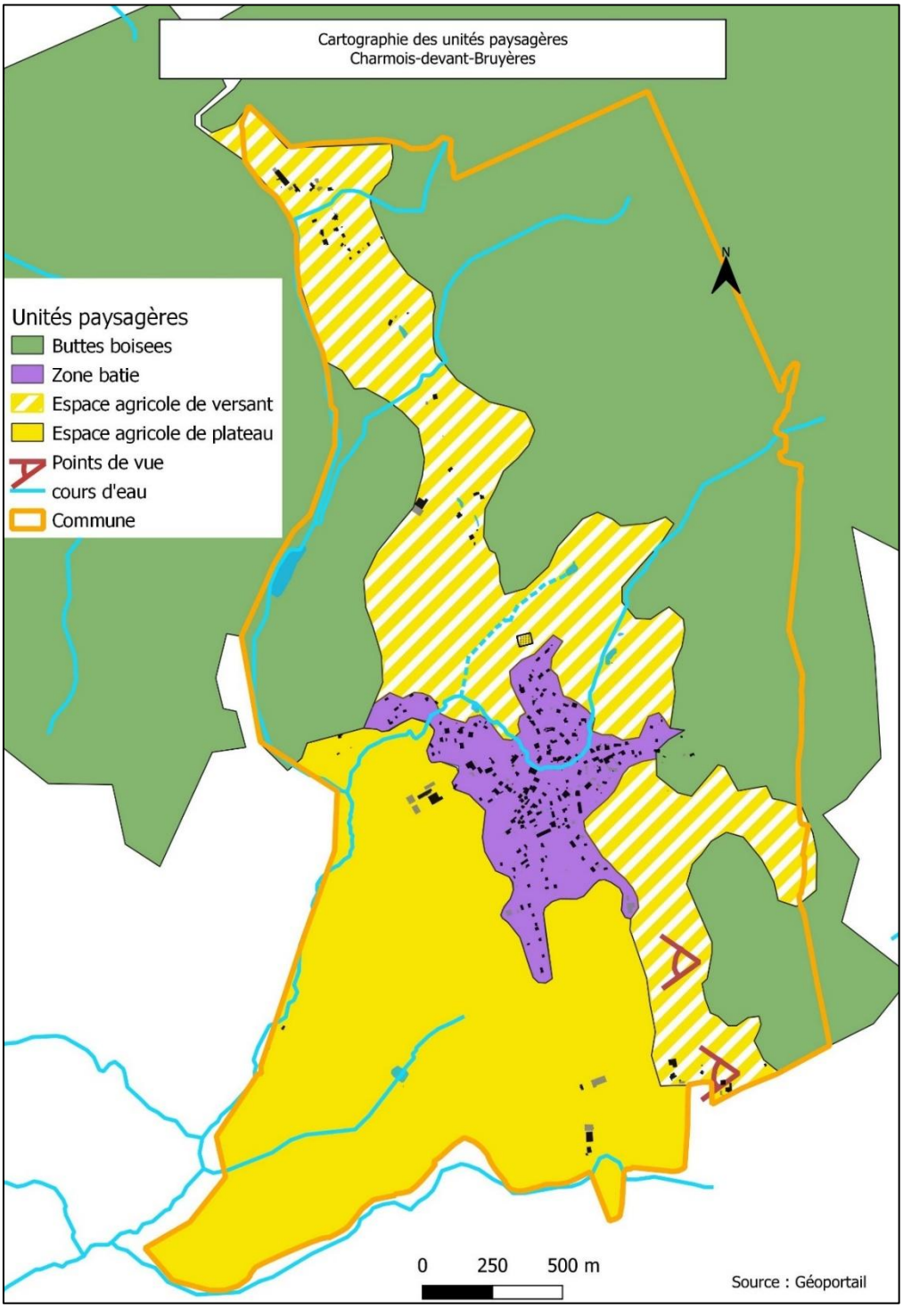
Le plan paysage comporte une représentation graphique des actions (présentée en page suivante), qui localise notamment les actions concernant plus particulièrement la commune de Charmois, à savoir :
- contenir l'urbanisation linéaire,
- Co-gestion des boisement privés de lisière pour éviter l'avancement de la forêt (lieudits Clairet, Montet et Tarpes) et gagner des espaces agricoles sur les lisières forestières,
- Renforcer les structures arborées dans l'espace agricole,
- Eviter l'enclavement des sièges d'exploitation agricole.

3.4.2. Unités paysagères et éléments structurants / ponctuels

A l'échelle de la commune, les paysages décrits précédemment peuvent encore faire l'objet d'un découpage plus fin. Le paysage ainsi découpé peut être analysé et défini de façon plus précise afin d'aboutir à des protections d'éléments, d'ambiances particulières ou à des actions mettant en valeur ou réhabilitant l'espace pour chacune des entités ou unités paysagères.

Il est ainsi possible de définir quatre unités paysagères principales :

- les buttes boisées,
- la zone bâtie,
- l'espace agricole de versant,
- l'espace agricole de plateau.



- **Entité 1 : Les buttes boisées**

. *Définition, ambiance* :
Cette unité paysagère est constituée des gros massifs boisés de la commune. Il s'agit d'une unité paysagère fermée. Elle n'est observable de l'intérieur qu'au travers des itinéraires de randonnée et autres chemins d'exploitation forestière qui la traversent. Ces itinéraires permettent une perception intimiste de l'unité paysagère, où les perspectives sont réduites à l'axe du chemin, et où la lumière est filtrée par la canopée.
Occupant les points haut du territoire, elle crée une limite visuelle isolant la commune des communes voisines, en particulier sur la moitié Nord du ban communal. Elle présente un aspect massif, renforcé par le vert foncé des résineux présent toute l'année.
La palette des couleurs est dépendante des secteurs traversés. Là où les résineux dominent, elle se cantonne aux nuances de vert. La présence voire la dominance de feuillus selon les endroits va apporter une variabilité annuelle au fil des saisons et un plus large panel de couleurs (du vert tendre printanier aux couleurs chaudes orangées à brunes de l'automne).

. *Point fort ou éléments ponctuels marquants :*
Le caractère naturel ambiant et le réseau bien développé de chemins qui la parcourent font de cette unité paysagère une zone attrayante pour les promeneurs, malgré l'absence de points de vue sur les paysages lointains.

. *Point noir ou éléments ponctuels dégradants :*
Néant

. *Stabilité, enjeux :*
Après un développement des boisements conduisant à une fermeture des vallons au cours du siècle dernier, cette unité paysagère connait une grande stabilité.

- **Entité 2 : La zone bâtie**

. *Définition, ambiance* :
Cette unité paysagère est composée de l'enveloppe urbanisée principale constituant le bourg de Charmois-devant-Bruyères. Il s'est développé en étoile à partir du centre. Il a notamment atteint la limite du massif boisé en direction de l'Est, le long de la route menant au Roulier. L'extension la plus marquante visuellement s'est produite en direction du Sud. Elle est caractérisée par une extension linéaire du bourg le long de la RD159, de façon unilatérale et composée d'un seul rideau d'habitations.
Au niveau du bâti, le parcellaire reste de taille conséquente, ce qui permet à chaque habitation d'être agrémenter d'un espace végétalisé, le plus souvent arboré. Ainsi, l'aspect minéral du bâti s'intègre particulièrement bien au paysage naturel environnant grâce à la trame végétale qui accompagne les habitations.
Ainsi, les différentes perceptions du village présentées sur les photos précédentes montrent un village se fondant dans le paysage, et jamais visible dans sa totalité en raison des divers masques végétaux et du faible relief de la zone.

. *Point fort ou éléments ponctuels marquants :*
La forte présence de l'élément végétal contribue à une bonne intégration paysagère du bâti et un cadre de vie particulièrement agréable pour les habitants.

. *Point noir ou éléments ponctuels dégradants :*
Les entrées de village Nord et Sud sont peu lisibles : l'habitat est déséquilibré entre le côté droit et le côté gauche de la route, ce qui rend moins franche la pénétration dans la zone urbaine. Par ailleurs, l'extension importante du bâti de manière linéaire et unilatérale à l'entrée Sud du bourg est défavorable à une bonne lecture de l'entrée d'agglomération.

. *Stabilité, enjeux :*
Au cours des dernières décennies, l'habitat s'est développé le long des principaux axes de circulation. La mise en œuvre d'un document d'urbanisme (carte communale) devrait permettre de mieux maitriser le développement de l'urbanisation.

- **entité 3 : L'espace agricole de versant**

. *Définition, ambiance* :
Cette unité paysagère regroupe quelques constructions isolées réparties sur un espace agricole dominé par les prairies et pâtures. Le réseau bocager, bien que peu dense, y est encore présent. L'axe de traversée principal de cette unité est la RD159, qui permet la perception d'un paysage morcelé par les écrans végétaux et les changements de topographie, mais aux caractéristiques identiques : un bâti présent mais isolé, la présence systématique d'arbres, la dominance des prairies et pâtures.
Les limites de cette unité paysagères sont clairement identifiées : dans le secteur de Pont Bresson, l'espace agricole est encadré des massifs boisés, qui empêchent toute perspective au-delà. Puis, c'est ensuite le bourg de Charmois qui matérialise la limite. Toutefois, depuis les hauteurs (lieudits Le Boley et Champs du haut), le champ de vision s'étend bien au-delà du village, permettant d'apercevoir des reliefs plus lointains.
Au Sud du village, la limite Ouest de cette unité paysagère est plus floue, uniquement marquée par la rupture de pente entre le plateau et le versant.

. *Point fort ou éléments ponctuels marquants :*
Le réseau bocager, ainsi que le caractère isolé des constructions sont les marqueurs principaux de cette unité paysagère. Ils doivent être préservés pour maintenir la stabilité du paysage.

. *Point noir ou éléments ponctuels dégradant :*
Les lignes électriques et téléphoniques aériennes sont souvent très visibles et nuisent à la qualité paysagère du lieu.

. *Stabilité et enjeux :*
Cette entité paysagère est particulièrement stable.

- **Entité 4 : L'espace agricole de plateau**

. *Définition, ambiance* :
Il s'agit d'une unité paysagère particulièrement ouverte. Elle est visible depuis le village, les pentes situées à l'Est de la RD159 (au Sud du bourg). De même, la faible densité de boisements de cette unité paysagère permet des perspectives lointaines depuis l'intérieur de cette dernière, tant vers le bourg et le secteur de Belle Vue, qu'au-delà de la limite communale Ouest.
La faible densité de boisements lui confère également une certaine monotonie, renforcée par l'absence de relief. Seules les alternances de nature de culture apportent du rythme et de la variabilité, tant dans les textures que dans la palette de couleurs qu'elles présentent. Le réseau important de routes et chemins qui traversent cette entité en permet une bonne perception.
La hauteur de certaines cultures, telles que les maïs, jouent le rôle d'écrans végétaux, masquant temporairement à la vue ce qui se trouve derrière, et apportant du rythme à la traversée de cette unité paysagère.

. *Point fort ou éléments ponctuels marquants :*
Les rares boisements qui ponctuent cette unité paysagère sont des points d'appel pour le regard. La variabilité des cultures entre les parcelles permet également de diversifier la palette de couleurs visibles, ainsi que de modifier les perspectives et champs de vision en fonction de la saison et du stade développement des végétaux.

. *Point noir ou éléments ponctuels dégradants :*
Compte tenu de l'absence de relief et de la rareté des éléments arborés, tout élément vertical dépassant les cultures sera très fortement perçu : poteaux électriques, hangars, zones de stockage…

. *Stabilité, enjeux :*
C'est un paysage relativement stable, mais particulièrement sensible à l'introduction d'éléments présentant un volume et une hauteur supérieurs à 2 m.

Eléments structurants :

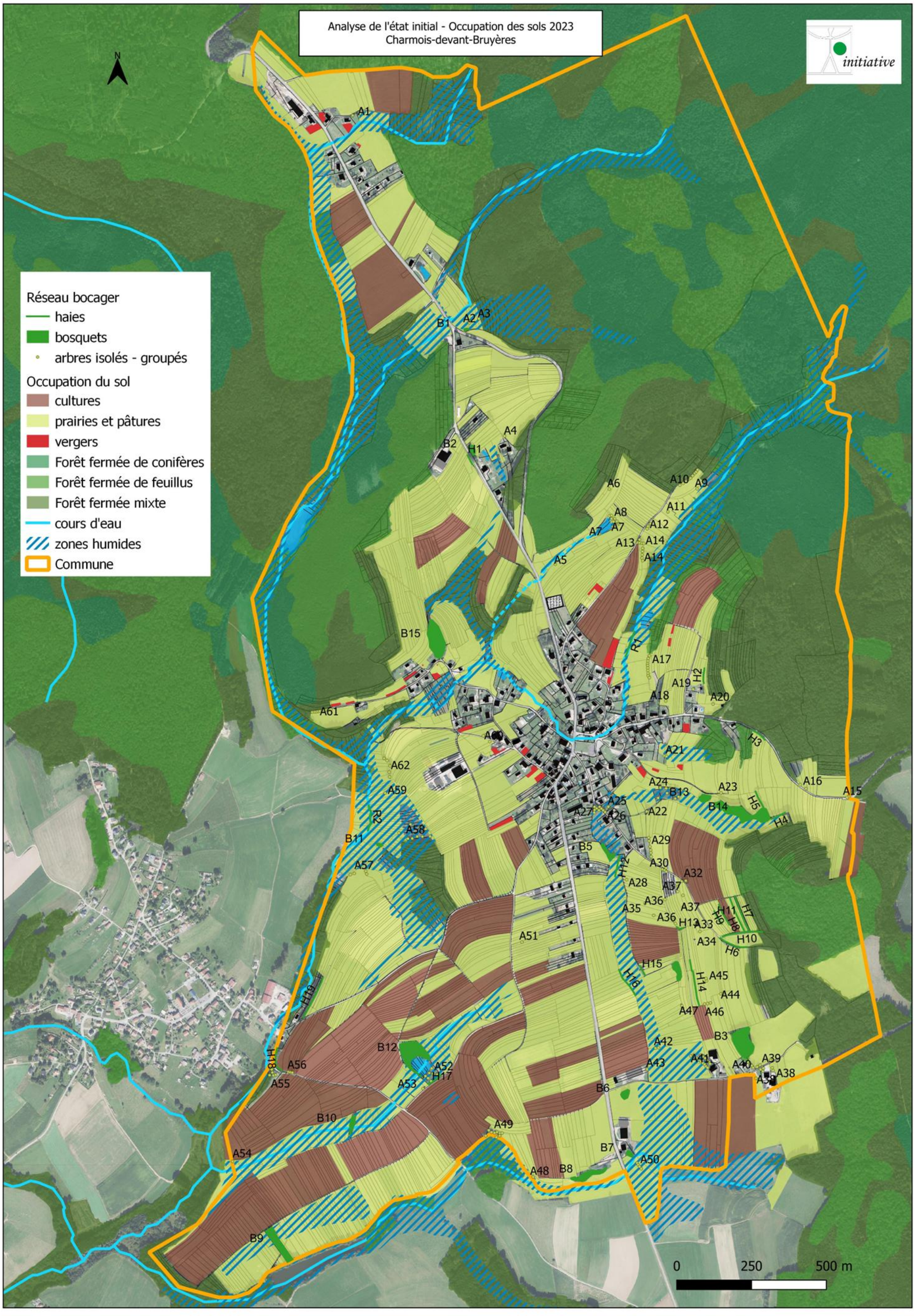
Quelle que soit l'unité paysagère considérée, les principaux éléments structurants sont les boisements, que ce soit sous forme de massif forestier ou d'élément du réseau bocager (verger, bosquet, haie ou arbre isolé).
L'eau, bien qu'invisible à la lecture du paysage, est très présente et a participé à la formation des paysages.
Toute intervention sur l'un de ces éléments structurants modifiera la perception et le découpage du paysage.

3.4.3. Évolution du paysage

L'étude des photos aériennes anciennes et plus récentes permet de visualiser les grandes évolutions du paysage. La plus ancienne photo aérienne disponible est celle de 1949.
Ces deux premières photos aériennes montrent un espace agricole particulièrement dénudé, fait d'innombrables parcelles longilignes, traduisant un parcellaire très morcelé.
Il est important de noter que dès les années 60-70, les étroites zones autrefois cultivées dans le vallon situé en limite communale Nord-Ouest et en liaison avec Le Roulier font progressivement l'objet de plantation de résineux (très majoritairement) jusqu'à une fermeture complète de ces secteurs. Il en est de même à l'extrémité Nord du territoire.
Avec la modernisation des exploitations agricoles et leur agrandissement, en dépit du parcellaire qui reste identique, les îlots de culture s'agrandissent, comme en témoigne la photo aérienne de 1995. Cette tendance continue de se renforcer durant les décennies suivantes.
La fermeture des secteurs en cours de reboisement se poursuit. Quelques étangs, créés de la main de l'homme, apparaissent au sein de l'espace agricole. De même, quelques boisements (non résineux) font leur apparition ou se renforcent en périphérie du village et sur le versant.

4. MISE A JOUR DE L'OCCUPATION DES SOLS

L'analyse de l'état initial de la commune a été réalisée en 2023. Des reconnaissances de terrain ont été effectuées à nouveau en janvier 2026.
Hormis quelques rotations de cultures, l'occupation des sols n'a pas subi de changements entre 2023 et 2026. L'ensemble du réseau bocager a été maintenu.
La cartographie de l'état initial 2023 est donc reprise ci-après et peut servir d'état initial de l'étude d'impact.


Analyse de l'état initial - Occupation des sols 2023
Charmois-devant-Bruyères
initiative
N
Réseau bocager
haies
bosquets
arbres isolés - groupés
Occupation du sol
cultures
prairies et pâtures
vergers
Forêt fermée de conifères
Forêt fermée de feuillus
Forêt fermée mixte
cours d'eau
zones humides
Commune
0
250
500 m

5. RAPPEL DES PRESCRIPTIONS DE L'ETUDE PREALABLE

Préambule :

Les actions/prescriptions/recommandations à mettre en œuvre ne sont numérotées et reportées sur le plan des prescriptions environnementales que lorsqu'elles ciblent des secteurs particuliers. Dans les autres cas, elles concernent l'ensemble du périmètre d'aménagement envisagé.

5.1. MILIEU PHYSIQUE

5.1.1. Risque d'érosion

Compte tenu de l'usage d'une partie de l'espace agricole en culture, et de la taille importante de certains îlots de culture, il est nécessaire de s'intéresser à la problématique du ruissellement et de l'érosion des sols.
Lors des investigations de terrain, aucune érosion significative des sols n'a été notée. Toutefois, l'opération d'aménagement foncier et la restructuration du parcellaires sont l'occasion de rappeler les pratiques culturales à privilégier pour réduire ou éviter l'érosion des sols.
Plus le sol est en pente, plus il est sensible à l'érosion. Le tableau ci-après classe les sols en fonction de leur pente et des contraintes associées.

L'espace agricole principal de Charmois-devant-Bruyères présente globalement de faibles pentes (3 à 8 % environ). Toutefois, des secteurs de pente plus marquée sont ponctuellement observés : ils sont situés aux lieudits Le Rayeux et Haut-et-Faing. Les pentes ne dépassent alors pas 13 à 15 %. Les secteurs de pentes supérieures sont uniquement localisés en zone boisée, ce qui réduit considérablement le risque d'érosion.

Les sols de Charmois-devant-Bruyères présentent globalement peu de risque d'érosion par ruissellement, à l'exception des zones où les pentes sont comprises entre 10 et 15 %, où le risque d'érosion existe, mais reste modéré.
Des préconisations seront donc définies à la fin de ce chapitre pour limiter le ruissellement et l'érosion des parcelles cultivées les plus sensibles à ce phénomène.

Plus un sol est perméable en surface et en profondeur et plus il est apte à absorber l'eau des pluies s'opposant ainsi au ruissellement et à l'érosion. Si cette perméabilité est due à sa texture sableuse, la résistance à l'érosion est médiocre. Si elle est due au contraire à une bonne structure en agrégats et en mottes et surtout à une structure stable (rôle de l'humus et du calcium), sa résistance à l'érosion peut être très bonne.
La nature des sols présents à Charmois-devant-Bruyères les rend relativement peu sensibles à l'érosion.

A Charmois-devant-Bruyères, l'occupation des sols se répartit de la façon suivante : 50% de prairies permanentes, 25 % de prairies temporaires et 25 % de cultures. Cet usage des sols est de nature à limiter les risques d'érosion.

⇨ Afin d'éviter voire de limiter les phénomènes de ruissellement et d'érosion dans les secteurs les plus pentus, il est recommandé **d'orienter la longueur des parcelles** (et donc le sens des labours) **perpendiculairement à la pente** en cas de restructuration du parcellaire lors d'un aménagement foncier ➔ **Action 1**

5.1.2. Risque d'inondation

Aucun risque d'inondation n'est cartographié à Charmois-devant-Bruyères.

Toutefois, afin qu'une éventuelle opération d'aménagement foncier ne génère pas de phénomènes d'inondations, tant sur la commune que sur les communes situées en aval hydraulique, il est impératif que les capacités de rétention d'eau dans les sols soit maintenue. Cela se traduit par la préservation de l'ensemble des zones humides.

⇨ Par conséquent, le programme des travaux connexes devra **exclure tous travaux de drainage**, qui favorisent l'accélération des écoulements et par conséquent aggravent la violence des épisodes de crue plus en aval. ➔ **Action 2**.
Par ailleurs, il est primordial de maintenir une bonne capacité d'écoulement sur les cours d'eau pour une bonne évacuation des eaux. Il est donc important d'**éviter ou enlever tout embâcle** dans le lit mineur des cours d'eau afin de conserver une bonne capacité d'écoulement ➔ **Action 3.**

5.2. EAUX SUPERFICIELLES ET SOUTERRAINES

Le réseau hydrographique de la commune de Charmois-devant-Bruyères est bien développé et caractéristique d'une tête de bassin versant. De fait, l'ensemble des cours d'eau est de faible gabarit. Aucun SAGE ni Contrat de milieux ne s'applique sur le territoire. Les prescriptions seront liées au SDAGE.

5.2.1. Prescriptions liées au SDAGE

- ***Amélioration de la qualité des eaux :***

La présence d'une ripisylve sur les berges d'un cours d'eau ou d'un fossé contribue au maintien de la qualité des eaux en retenant une partie non négligeable des particules issues du ruissellement, et en influant favorablement sur la température de l'eau. Elles permettent également de stabiliser les berges et de réduire les phénomènes d'érosion.
⇨ Les ripisylves existantes sont donc à préserver ➔ **Action 4.**

- ***La protection des zones humides :***

Les zones humides doivent toutes être conservées pour leur rôle de tampon hydraulique. En effet, en période pluvieuse, elles emmagasinent l'eau dans le sol, et la relargue progressivement en période d'étiage. Elles permettent ainsi de diminuer l'intensité des crues à l'aval en étalant ce phénomène dans le temps. Les milieux humides représentent par ailleurs un écosystème intéressant où se développent une faune et une flore spécifique.
Les milieux humides devront être préservés de tout travaux de drainage ➔ **Action 2.**
De même, l'exploitation des parcelles en prairie ou pâture doit être maintenue sur ces zones humides ➔ **Action 5**.

5.2.2. Protection de la ressource en eau

Actuellement, la couverture boisée des périmètres de protection des captages d'eau potable est largement dominante. Les massifs boisés assurent ainsi une bonne protection de la ressource en eau. L'ONF, qui assure la gestion de la forêt communale, est particulièrement vigilent aux restrictions et interdictions afférentes aux différents périmètre et veille à leur respect.

Il est donc fortement recommandé de maintenir la couverture boisée des périmètres de protection des captages ➔ **Action 6.**

5.2.3. Liste des communes concernées au titre de l'article R121-20-1 du Code Rural

Cet article du Code Rural précise que l'étude d'aménagement doit mentionner les communes qui ne sont pas incluses dans le périmètre d'aménagement proposé et sur lesquelles les travaux connexes envisagés sont susceptibles d'avoir un effet notable au regard des articles L. 211-1, L. 341-1 et suivants et L. 414-1 du code de l'environnement.
Les communes situées en aval hydraulique immédiat de Charmois-devant-Bruyères sur lesquelles des incidences hydrauliques pourraient survenir sont **Cheniménil** et **La Baffe**.

5.3. MILIEUX NATURELS ET PAYSAGES

5.3.1. Espaces et/ou espèces remarquables ou protégés

Le périmètre d'étude est concerné par la ZNIEFF de type II « Forêts d'Épinal et de Tannières » (n°410030548). Cette ZNIEFF recense un certain nombre d'espèces animales et végétales, dont une partie est protégée. Ces espèces ne se trouvent néanmoins pas forcément toutes présentes sur la commune de Charmois-devant-Bruyères.
La liste des espèces observées à Charmois-devant-Bruyères datant de moins de 10 ans compile les données LPO, INPN, les relevés de terrain et autre données bibliographiques collectées.
La préservation de la richesse faunistique et floristique de la commune implique la préservation des habitats les plus remarquables : espaces remarquables de même que les habitats qui abritent les espèces protégées.
Les parcelles classées en ZNIEFF devront être préservées de toute modification d'occupation du sol, et les éventuels travaux connexes devront être limités au strict nécessaire, en prévoyant le cas échéant des mesures compensatoires ➔ **Action 7.**

Enjeux Natura 2000 :

Principe
Une incidence est identifiée si le projet étudié a un effet néfaste sur au moins un habitat ou une espèce ayant conduit à la définition des sites Natura 2000 concernés. Pour les espèces, l'incidence est avérée si la population affectée par le projet est celle concernée par les objectifs de conservation des sites Natura 2000 en question. Ainsi, pour la majorité des espèces, celles-ci ayant une capacité de déplacement limité, la distance entre le projet et le site Natura 2000 est le premier critère à prendre en compte pour l'évaluation des incidences.

La commune de Charmois-devant-Bruyères n'est directement concernée par aucune zone Natura 2000.
Il s'agira donc de préserver les habitats pouvant être fréquentés par des espèces ayant conduit à la détermination des zones Natura 2000 voisines.
Dans un rayon de 10 kms, quatre zones Natura 2000 sont présentes :

- FR4112003 « Massif Vosgien » (Directive Oiseaux) à 3,7 km au Nord-Est de Charmois,
- FR4100245 « Gîtes à chauves-souris autour d'Epinal » (Directive Habitats) à 8 km au Nord-Ouest,
- FR4100211 « Tourbière de la Bouyère » (Directive Habitats) à 9 km à l'Est,
- FR4100228 « Confluence Moselle Moselotte » (Directive Habitats) à 9,7 km au Sud.

Les espèces de ces zones Natura 2000 pouvant être observées à Charmois vont se concentrer sur l'avifaune, les chiroptères ainsi que quelques mammifères à grande capacité de déplacement.
Ainsi, parmi les espèces déterminantes de la zone Natura 2000 Massif Vosgien, la vigilance devra se porter sur les habitats ou territoire de nourrissage du Pic cendré et du Pic Noir, également présents à Charmois.
Pour la zone Natura 2000 Tourbière de la Bouyère, aucune espèce déterminante n'est listée (uniquement des habitats non présents à Charmois).
Pour la zone Natura 2000 Confluence Moselle Moselotte, seul le Castor est susceptible de fréquenter la commune, d'autant plus qu'il a été observé sur ce cours d'eau plus en aval.
Enfin, pour la zone Natura des gîtes à chauve-souris autour d'Epinal, 6 espèces de chiroptères sont identifiées. Aucune d'elles n'a été recensée à Charmois lors des écoutes chiroptères réalisées en 2023 dans le cadre de la présente étude.

Pour que l'aménagement foncier n'induise aucun impact sur les espèces précédemment citées, les massifs forestiers ainsi que le réseau bocager devront être préservés.

5.3.2. Préservation du paysage et de la diversité écologique du territoire

- ***Préservation du réseau bocager :***

Lors de leur identification sur le terrain, chaque élément arboré a été référencé en précisant quelles étaient ses fonctions (hydraulique ou hydrogéologique, anti-érosive, faunistique, floristique et paysagère) de même que ses caractéristiques principales :

- sa hauteur : basse, arbustive ou arborée,
- sa continuité,
- son épaisseur,
- sa position par rapport à la pente : en haut ou en bas du relief, sur un talus, en biais, parallèlement ou perpendiculairement à la ligne de pente,
- la présence d'éléments linéaires : route, chemin, fossé, …

Il est ainsi possible d'établir une hiérarchisation des éléments arborés en fonction de leur qualité intrinsèque et de la multiplicité des fonctions qu'ils possèdent.

Pour les éléments les plus « intéressants », il est prescrit un **maintien nécessaire**. En cas de coupe indispensable, les éléments concernés feront l'objet de **replantation avec un ratio de 2 pour 1** (2 ml replantés pour 1 ml supprimé). Il s'agit d'une règle générale qui sera affinée selon le type d'élément concerné : haie, bosquet ou arbres isolés.
Pour les éléments présentant un moins grand nombre de fonctions ou une moindre qualité, **le maintien est indiqué comme souhaitable**. Dans ce cas, si un élément ou une partie d'élément doit être supprimée, elle fera l'objet d'une **plantation compensatoire avec un ratio de 1 pour 1.**

Préservation des bosquets
Une quinzaine de bosquets a été référencée sur le territoire communal de Charmois-devant-Bruyères. Ils présentent à la fois un intérêt écologique et paysager et participent à la Trame Verte et Bleue. **Compte tenu de leur rareté sur la commune et de leurs différentes fonctions, ainsi que de la diversité faunistique et floristique qu'ils abritent, ils sont à préserver en intégralité ➔ Action 8.**

Préservation des haies et ripisylves
Seules deux portions de ripisylve (R1 et R2), suffisamment structurées pour être identifiées comme telles, ont été référencées. Elles sont donc à préserver dans leur intégralité ➔ **Action 8.**

Les haies sont peu nombreuses sur la zone d'étude. Elles sont au nombre de 19. Même lorsqu'elles sont de faible gabarit, elles interviennent dans la formation des paysages, et possèdent également

une fonction écologique significative. Quelle que soit leur taille ou leur structure, les haies remplissent de nombreux services écosystémiques. Les services écosystémiques sont “les multiples avantages que la nature apporte à la société”. Ces services sont résumés dans le schéma ci-dessous :

Il est donc recommandé de préserver les haies possédant le plus de fonctionnalités (maintien nécessaire). Pour les autres haies, un maintien souhaitable est indiqué ➔ Action 8.
Lorsque plusieurs haies sont particulièrement proches les unes des autres, la hiérarchisation des haies a permis de définir celles à préserver préférentiellement, dans le cas de figure où le futur parcellaire (post aménagement foncier) ne permettrait pas la conservation de l’ensemble des éléments. Pour les haies bordant les habitations et celles composées de résineux ou de thuyas, il n’est pas indiqué de mesures de préservation.

Préservation des arbres isolés ou bouquets d’arbres
Les arbres isolés, groupements ou alignement d'arbres sont concentrés sur la moitié Est du territoire communal de Charmois-devant-Bruyères. Près d’une soixantaine d’arbres ou de groupes d’arbres ont été référencés. Ils comportent des fonctionnalités similaires au haies. Parmi ces différentes fonctions, nous pouvons citer à titre d’exemple leur rôle de repères visuels de qualité sur les secteurs dénudés, ainsi que le rôle de promontoire de chasse pour les rapaces. L’ensemble des fonctions est synthétisé dans le schéma ci-après.
Les arbres isolés liés au bâti (non référencés) contribuent également à l'intégration des zones d'habitat dans le milieu naturel environnant.

Compte tenu de leur intérêt paysager, écologique et de leur rareté, **la grande majorité des arbres isolés ou alignements d’arbres est à préserver ➔ Action 8** (voir tableau pages suivantes, chapitre corridors écologiques). Les arbres arrivés à maturité ou en mauvais état sanitaire peuvent être exploités sous réserve que sur la zone concernée, la densité d’éléments arborés soit maintenue, par la plantation de nouveaux arbres notamment.

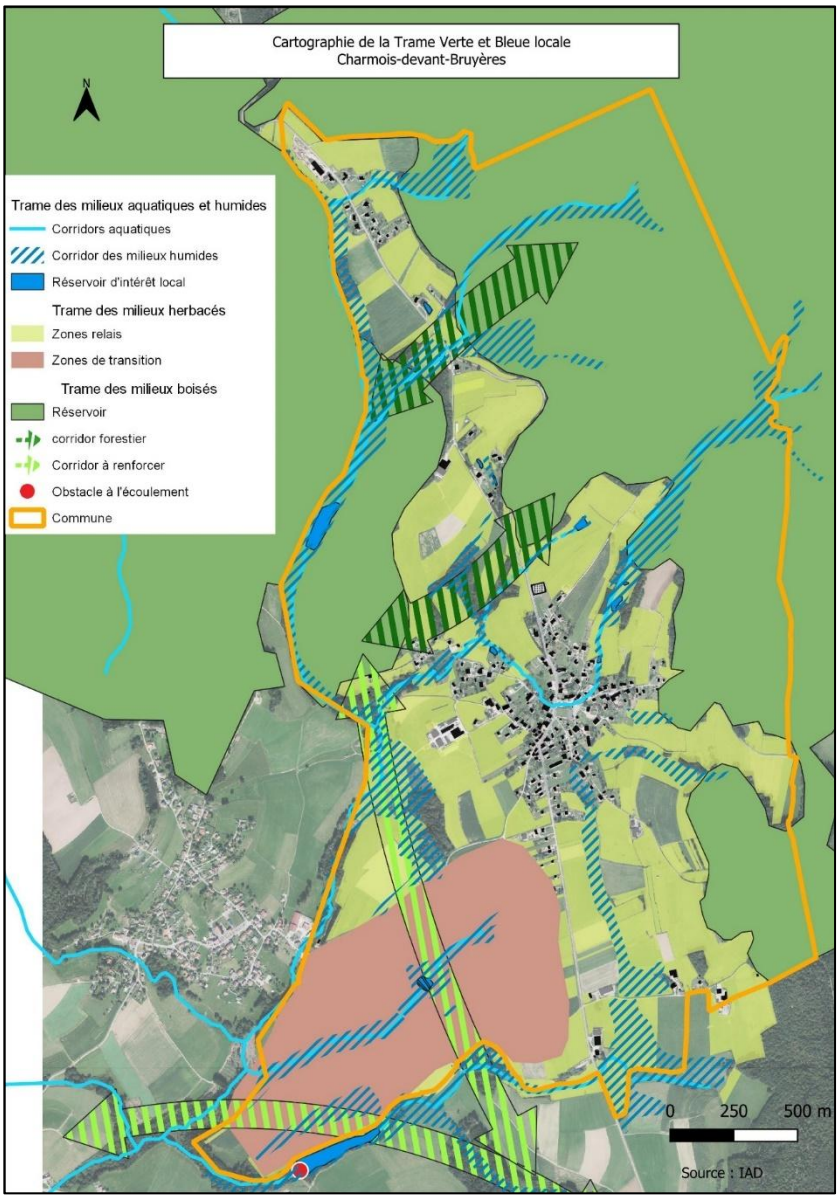
Préservation des vergers
Les vergers sont localisés au voisinage du bâti. Ils occupent des espaces de taille hétérogène. Ils sont plutôt anciens et leur niveau d’entretien est plutôt bon.
Ces vergers représentent un patrimoine important à conserver. En effet, les variétés locales de fruits ont tendance à disparaître progressivement sous la pression de l'uniformisation alimentaire. Certaines variétés ne sont présentes que sur un périmètre géographique restreint. De plus, la valeur paysagère des vergers est importante.
Les vergers constituent également un habitat et un lieu de nourrissage intéressant pour l’avifaune. Notons que les vieux vergers aux arbres noueux et creux servent de nichoirs à une multitude d'oiseaux. Ils forment alors un milieu favorable à l’installation de certaines espèces peu communes.

De façon générale, il est préconisé de préserver la totalité des vergers de la commune. ➔ **Action 8**. Il est également recommandé d’y limiter l’usage de pesticides pour protéger l’avifaune.

- ***Lutte contre les espèces invasives :***

Les espèces invasives (à titre d’exemple : Berce du Caucase, Renouée du Japon, Ambroisie, Balsamine de l’Himalaya, …) nuisent à la diversité écologique et/ou peuvent avoir des impacts environnementaux ou sanitaires (allergies).
⇨ **Il est donc recommandé, lors de la réalisation des travaux connexes, de ne pas utiliser de la terre comportant des portions de ces plantes et d’être attentif à ne pas remanier des terres contaminées, de façon à ne pas favoriser leur dissémination.**

5.3.3. Maintien et renforcement des corridors écologiques



Les corridors écologiques sont des éléments linéaires du paysage dont la physionomie diffère de l'environnement adjacent. Les corridors peuvent être naturels (rivières, crêtes, passages d'animaux) ou créés par l'homme (routes, lignes à haute tension, fossés, haies). Ils sont pour la plupart organisés en réseaux et leur linéarité leur confère un rôle particulier dans la circulation des flux de matière ou d'organismes.
Des études récentes leur attribuent cinq fonctions principales : habitat, conduit, filtre, source, puits.
La valeur écologique du corridor est déterminée par sa structure et la qualité des connections.
En ce qui concerne la structure, les haies à fort couvert végétal et larges ont un rôle de corridor bien meilleur.
La qualité des connections dépend du nombre d'intersections c'est-à-dire du nombre de nœuds dans le réseau où les corridors s'entrecroisent. Des études ont démontré qu'aux intersections, la richesse spécifique en plantes, invertébrés ou oiseaux peut être plus élevée que le long des haies. L'effet intersection est attribué à des conditions micro-climatiques particulières et à des échanges plus importants avec les éléments voisins que dans les autres parties du réseau.

A l'échelle locale, la trame des milieux aquatiques représentée par le réseau hydrographique, et complétée par plusieurs petits réservoirs de biodiversité que sont les mares et étangs. S'y ajoute également le réseau de zones humides bordant principalement les cours d'eau et correspondant à des corridors de la trame des milieux humides.
Les massifs forestiers correspondent à des réservoirs de biodiversité de bonne qualité. Sur la moitié Nord de la commune sont identifiés des corridors de la trame forestière.

Enfin, la trame des milieux herbacée se compose des prairies et pâtures de la commune. Leur fonction de zone relais est intimement liée à la présence d'éléments bocagers (bosquets, haies et arbres isolés).

L'opération d'aménagement foncier ne doit pas remettre en cause la Trame Verte et Bleue existante sur la commune. Pour ce faire, il est important de préserver les éléments de réseau bocager existants ➔ **Action 8**. Les références cadastrales de leur position sont détaillées ci-dessous.

Eléments à préserver :
Il est proposé de classer à ce titre les éléments arborés suivants :

- **toutes les ripisylves : R1 et R2** ;

- **les éléments bocagers suivants :**

Bosquets	Références cadastrales			Maintien
	Commune	Section	Parcelles	
B1	Charmois	A	281	Nécessaire
B2	Charmois	A	319, 320, 321, 385	Nécessaire
B3	Charmois	B	873, 874, 891, 892, 951, 1051, 1076	Nécessaire
B4	Charmois	B	847, 848, 849, 850, 852, 853	Nécessaire
B5	Charmois	B AC	732, 1010 147, 148, 149, 179, 219	Souhaitable
B6	Charmois	B	928	Nécessaire
B7	Charmois	B	931, 932	Nécessaire
B8	Charmois	C	956, 965, 966	Nécessaire
B9	Charmois	C	1476, 1477, 1478, 1479, 1480, 1481	Nécessaire
B10	Charmois	C	1297, 1298, 1299	Souhaitable
B11	Charmois	C	418, 419, 818	Nécessaire
B12	Charmois	C	1075, 1076, 1077, 1078, 1079, 1080, 1082, 1253	Nécessaire
B13	Charmois	B	490, 597, 598, 599, 600	Nécessaire
B14	Charmois	B	490, 514, 515, 516, 517, 518, 589, 590, 591, 593, 594, 595, 596, 597, 947	Nécessaire
B15	Charmois	C AB	46, 47, 48, 49, 53, 92, 1546, 1623, 1625, 1627 135, 167	Nécessaire

Haies	Références cadastrales			Maintien
	Commune	Section	Parcelles	
H1	Charmois	C	215	Nécessaire
H2	Charmois	B AC	322, 323 188	Souhaitable
H3	Charmois	B	509, 510, 519, 520	Nécessaire
H4	Charmois	B	518, 521, 524, 526, 588, 947	Souhaitable
H5	Charmois	B	511, 518	Nécessaire
H6	Charmois	B	904	Nécessaire
H7	Charmois	B	645	Nécessaire
H8	Charmois	B	647, 648	Souhaitable
H9	Charmois	B	651	Nécessaire
H10	Charmois	B	904	Nécessaire
H11	Charmois	B	653	Souhaitable
H12	Charmois	B	732, 733, 1010	Souhaitable
H13	Charmois	B	686, 687, 856, 860, 950	Souhaitable
H14	Charmois	B	861, 862, 863	Nécessaire
H15	Charmois	B	667, 668, 669	Nécessaire
H16	Charmois	B	743, 849, 850	Nécessaire
H18	Charmois	C	1662	Nécessaire
H19	Charmois	C	774, 1225	Nécessaire

Arbres	Références cadastrales			Maintien
	Commune	Section	Parcelles	
A1	Charmois	AA	14, 15	Nécessaire
A2	Charmois	A	282	Souhaitable
A3	Charmois	A	285	Souhaitable
A4	Charmois	A	412	Nécessaire
A5	Charmois	B	71	Nécessaire
A6	Charmois	B	95	Souhaitable
A7	Charmois	B	76	Nécessaire
A8	Charmois	B	76, 77, 98	Nécessaire
A9	Charmois	B	945	Nécessaire
A10	Charmois	B	125	Souhaitable
A11	Charmois	B	144	Nécessaire
A12	Charmois	B	146, 147, 148	Nécessaire
A13	Charmois	B	149	Nécessaire
A14	Charmois	B	149, 150, 151, 160, 164	Nécessaire
A15	Charmois		Accotement voie communale n°2	Nécessaire
A16	Charmois	B	555, 557	Nécessaire
A17	Charmois	C	64, 65	Nécessaire
A18	Charmois	AC	200	Souhaitable
A19	Charmois	C	188	Nécessaire
A20	Charmois	C	187	Nécessaire
A21	Charmois	AC	92, 95	Souhaitable
A22	Charmois	C	133	Nécessaire
A23	Charmois	B	494	Nécessaire
A24	Charmois	AC C	132 603, 604	Nécessaire
A25	Charmois	AC	215	Souhaitable
A26	Charmois	AC	215	Nécessaire
A27	Charmois	AC	219	Nécessaire
A28	Charmois	B	696	Nécessaire
A30	Charmois	AC	144	Nécessaire
A31	Charmois	B	663, 664, 665	Souhaitable
A32	Charmois	B	613, 659	Nécessaire
A33	Charmois	B	659	Nécessaire
A34	Charmois	B	659, 868	Souhaitable
A35	Charmois	B	688, 689, 690	Nécessaire
A36	Charmois	B	666, 687, 688	Nécessaire
A37	Charmois	B	659, 660	Nécessaire
A38	Charmois	B	915	Souhaitable
A39	Charmois	B	946	Nécessaire
A40	Charmois	B	1076	Souhaitable
A41	Charmois	B	1079, 1080	Nécessaire
A42	Charmois	B	1079	Souhaitable

Arbres	Références cadastrales			Maintien
	Commune	Section	Parcelles	
A43	Charmois	B	821	Nécessaire
A44	Charmois	B	874, 845	Souhaitable
A45	Charmois	B	868	Souhaitable
A46	Charmois	B	877, 878	Souhaitable
A47	Charmois	B	839, 840	Souhaitable
A48	Charmois	C	989	Nécessaire
A49	Charmois	C	991	Nécessaire
A50	Charmois	B	932	Souhaitable
A51	Charmois	C	860	Nécessaire
A52	Charmois	C	1076	Nécessaire
A53	Charmois	C	1083	Souhaitable
A54	Charmois	C	1313	Nécessaire
A55	Charmois	C	1213	Nécessaire
A56	Charmois	C	1228, 1231	Nécessaire
A57	Charmois	C	694, 695	Nécessaire
A58	Charmois	C	406, 407, 409, 410, 415	Nécessaire
A59	Charmois	C	395	Nécessaire
A60	Charmois	AB	112, 177	Nécessaire
A61	Charmois	C	8	Souhaitable
A62	Charmois	C	385, 386, 387, 473	Nécessaire

L'espace agricole Sud-Ouest, bien que fortement cultivé, comporte quelques bois et bosquets formant un corridor en pas japonais (intermittent) qui mériterait d'être renforcé par de nouvelles plantations arborées.

Il serait donc pertinent, pour **améliorer** la **connexion le massif forestier du Nord-Ouest et le vallon du ruisseau de l'étang Didon**, **d'implanter des éléments de réseau bocager** qui auront une fonction de corridor écologique ➔ **Action 9**.
Les plantations réalisées dans ce cadre favoriseront fortement le développement de la biodiversité sur la commune de Charmois-devant-Bruyères.

5.4. AUTRES PRESCRIPTIONS

5.4.1. Sites archéologiques

La Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC Grand-Est - Service Régional d'Archéologie) renseigné l'existence de trois sites archéologiques sur le territoire communal.
Toutefois, ces informations ne reflètent que l'état actuel des connaissances et ne préjugent pas de découvertes futures sur le territoire de cette commune, notamment lors de la réalisation de travaux connexes.
Il est donc important de rappeler le cadre législatif et réglementaire concernant la protection du patrimoine archéologique :

- livre V du code du patrimoine, relatif à l'archéologie préventive (voir extrait ci-après),
- loi du 15 juillet 1980 (articles 322-1 et 322-2 du nouveau code pénal) relative à la protection des collections publiques contre les actes de malveillance (dont la destruction, détérioration de vestiges archéologiques ou d'un terrain contenant des vestiges archéologiques),

- loi 89-900 du 18 décembre 1989 relative à l'utilisation des détecteurs de métaux et son décret d'application n°91-787 du 19 août 1991,
- article R.111-4 du code de l'urbanisme (permis de construire et prescriptions d'ordre archéologique).

5.4.2. Maintien de la continuité des itinéraires de randonnée

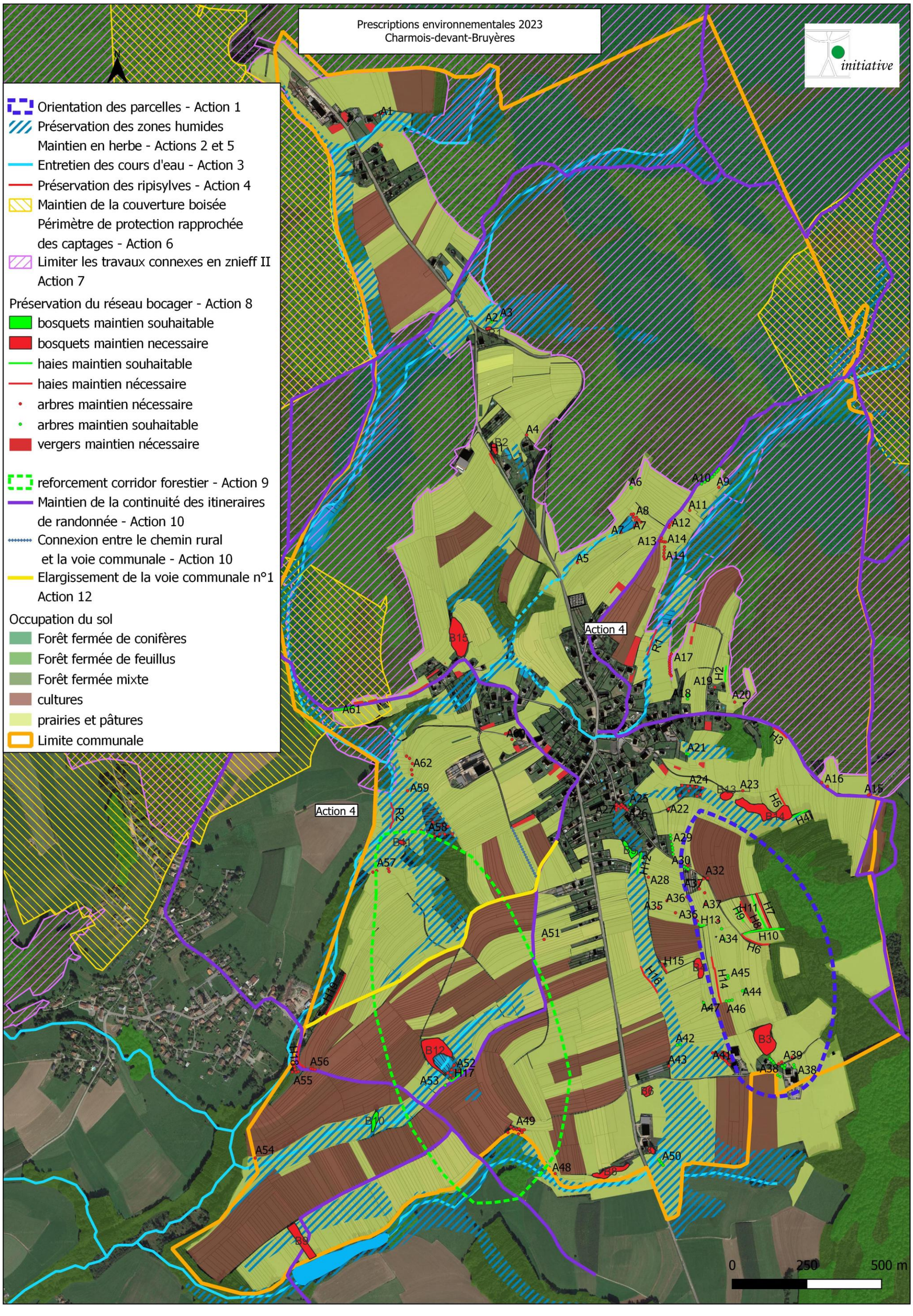
Plusieurs itinéraires de randonnée traversent le territoire communal. Ils sont reportés sur la carte des prescriptions environnementales.
Dans le cadre d'une éventuelle opération d'aménagement foncier, la restructuration du parcellaire ainsi que le programme des travaux connexes devront tenir compte de ces itinéraires de randonnée existants afin d'en préserver la continuité ➔ **Action 10**.

5.4.3. Circulations routières et agricoles

Lors des échanges avec la municipalité, cette dernière a abordé la thématique de la circulation routière et des engins agricoles.

L'exploitation agricole située à l'Ouest du bourg traverse le village pour se rendre sur une partie de ses îlots d'exploitation. Il a été proposé, afin de de raccourcir le cheminement des engins et éviter leur traversée de la zone bâtie, de créer une liaison (qui serait réservée à l'usage agricole) entre le chemin rural n°20 et la voie communale n°1 reliant Charmois à La Baffe ➔ **Action 11**.

La route communale faisant la liaison entre le bourg de Charmois et la commune de La Baffe est une voie très fréquentée, tant pas les véhicules légers que par les engins agricoles, dans les deux sens de circulation. Elle est étroite et légèrement sinueuse.
Afin d'améliorer la sécurité routière sur cet axe, l'emprise de la voirie pourrait être élargie. L'opération d'aménagement foncier pourrait favoriser une telle opération en attribuant les emprises nécessaires à la commune, soit sur la base de ses apports, soit au travers d'un prélèvement ➔ **Action 12**.


Prescriptions environnementales 2023
Charmois-devant-Bruyères
initiative
N
Orientation des parcelles - Action 1
Préservation des zones humides
Maintien en herbe - Actions 2 et 5
Entretien des cours d'eau - Action 3
Préservation des ripisylves - Action 4
Maintien de la couverture boisée
Périmètre de protection rapprochée
des captages - Action 6
Limiter les travaux connexes en znieff II
Action 7
Préservation du réseau bocager - Action 8
bosquets maintien souhaitable
bosquets maintien necessaire
haies maintien souhaitable
haies maintien nécessaire
arbres maintien nécessaire
arbres maintien souhaitable
vergers maintien nécessaire
reforcement corridor forestier - Action 9
Maintien de la continuité des itineraires
de randonnée - Action 10
Connexion entre le chemin rural
et la voie communale - Action 10
Elargissement de la voie communale n°1
Action 12
Occupation du sol
Forêt fermée de conifères
Forêt fermée de feuillus
Forêt fermée mixte
cultures
prairies et pâtures
Limite communale
Action 4
Action 4
0
250
500 m

6. RAPPEL DE L'ARRETE PREFECTORAL DES PRESCRIPTIONS ENVIRONNEMENTALES

Le service de l'environnement et des risques de la préfecture des Vosges a pris un arrêté (n°2024-115) en date du 2 mai 2024 relatif aux prescriptions environnementales concernant l'Aménagement foncier, agricole, forestier et environnemental (AFAFE) de la commune de Charmois-devant-Bruyères et extensions. Il est joint en annexe de la présente étude d'impact.

Les prescriptions énoncées dans cet arrêté sont reprises ci-après. L'étude d'impact se doit d'analyser le projet d'AFAFE et s'assurer du respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral. Cette analyse sera présentée au volet 3 du présent document.

6.1. PRESERVATION DES COURS D'EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES

6.1.1. Cours d'eau et écoulements

Bien que l'étude d'aménagement intègre une cartographie des cours d'eau, celle-ci ne permet pas de préserver pleinement l'environnement. En effet, conformément aux recommandations du « porter-à-connaissance », il est essentiel d'inclure une cartographie exhaustive de tous les écoulements sur l'ensemble du périmètre étudié, avec une distinction claire entre les fossés et les cours d'eau. Afin de satisfaire à la prise en compte des enjeux environnementaux, l'approbation des travaux connexes ne pourra se faire qu'à condition que l'étude d'impact intègre ce complément cartographique sur les écoulements.
L'étude d'aménagement recense un ruisseau principal, le Ruisseau d'Argent, et différents affluents de ce dernier. Le ruisseau d'Argent, ses affluents et sous affluents, sont classés en liste 1 et 2 au titre de l'article L. 214-17 du code de l'environnement. Ces cours d'eau sont des réservoirs biologiques au titre du SDAGE Rhin Meuse et figurent tous en première catégorie piscicole.
Les travaux, quelle que soit leur nature, ont un impact fort sur le milieu aquatique et hydraulique. Ils devront donc être le plus limité possible. Dans tous les cas, l'impact du projet sur l'environnement devra être étudié et des mesures correctives ou compensatoires devront être définies.

Tous projets de travaux et intervention concernant le lit mineur, le lit majeur, la remédiation des dégradations causées par le piétinement du bétail, ainsi que la réalisation d'ouvrages de franchissement, seront soumis à un examen préalable du bureau police de l'eau de la DDT avant tout début d'exécution.

Interventions dans le lit mineur du cours d'eau
Les interventions dans le lit mineur des cours d'eau seront limitées à un entretien régulier visant à maintenir le cours d'eau dans son profil d'équilibre, de permettre l'écoulement naturel des eaux et de contribuer à son bon état écologique ou, le cas échéant, à son bon potentiel écologique. Cela inclut le retrait des embâcles, débris et atterrissements flottants ou non, ainsi que l'élagage ou le recépage de la végétation des rives. Ces interventions devront respecter les prescriptions techniques listées dans l'annexe n° 2.
De manière générale, les interventions manuelles dans le lit mineur des cours d'eau devront être privilégiées. Les interventions mécaniques sur les cours d'eau de 1ère catégorie piscicole ne seront autorisées qu'entre le 1er avril et le 31 octobre.

Interventions dans le lit majeur du cours d'eau
Au titre de la prévention des inondations, tout aménagement susceptible de provoquer des écoulements ou d'en aggraver les conséquences est à proscrire ou devra faire l'objet de mesures compensatoires sur l'ensemble du périmètre d'aménagement foncier.
Les travaux devront respecter les prescriptions techniques listées dans l'annexe n° 2.

Ouvrages de franchissement de cours d'eau
Dans le cadre de la modification du réseau de voirie, il sera impératif de rétablir les écoulements naturels par la création d'ouvrages de franchissement adaptés, afin de ne pas faire obstacle à l'écoulement des eaux en crue et de ne pas constituer un obstacle à la continuité écologique (reconstitution de lit).
Les travaux devront respecter les prescriptions techniques listées dans l'annexe n° 2.

Écoulements non identifiés
Aucun aménagement ne sera autorisé sur les écoulements qui n'auront pas été identifiés dans l'étude d'aménagement, sans qu'un « porter-à-connaissance » n'ait été réalisé par le pétitionnaire à l'attention du préfet, conformément à l'article R.181-46 du code de l'environnement. Ce « porter-à-connaissance » devra fournir tous les éléments d'appréciation nécessaires avant réalisation de tout aménagement.

6.1.2. Zones humides

Zones de refuges, habitats ou lieux de reproduction pour de nombreuses espèces végétales comme animales, les zones humides constituent un enjeu environnemental majeur et jouent aussi un rôle hydrologique important (régulation des débits, zone « tampon », ou épuratrice). En effet, en période pluvieuse, elles retiennent l'eau dans le sol, la libérant progressivement en période d'étiage, contribuant ainsi à atténuer l'intensité des crues en aval en répartissant ce phénomène dans le temps.
Pour rappel, le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Rhin-Meuse préconise de préserver les zones humides remarquables et ordinaires, présentes au sein du bassin hydrographique Rhin-Meuse.
L'étude d'aménagement conclut à la nécessité de conserver l'ensemble des zones humides réglementaires sur le territoire communal de Charmois-devant-Bruyères.

En cas d'identification, au cours de l'élaboration du nouveau parcellaire ou du programme des travaux connexes et des mesures environnementales, d'une zone humide non répertoriée par l'étude d'aménagement, le pétitionnaire devra se conformer aux prescriptions spécifiques suivantes :
- avertir sans délai le service de la police de l'eau de la DDT et l'office français de la biodiversité (OFB) ;
- effectuer des sondages pédologiques complémentaires au niveau des zones identifiées comme étant potentiellement humides.

Le projet de redistribution parcellaire et de travaux connexes devra respecter les prescriptions suivantes :
- les opérations ou travaux visant, directement ou indirectement, à l'asséchement d'une zone humide ou potentiellement humide (dérivation, drainage, remblaiement…) sont interdits ;
- sur toutes les zones humides ou potentiellement humides, les dépôts et remblais excédentaires temporaires ou définitifs liés aux travaux connexes sont interdits ;
- au cas où la nouvelle distribution parcellaire ou des travaux connexes seraient susceptibles d'affecter les différentes zones humides, leurs caractéristiques et leur fonctionnement hydraulique et écologique, l'impact sur ces milieux sera évalué et des mesures correctives envisagées afin de maintenir leurs fonctionnalités ;
- afin de réduire les risques d'altération, les zones humides et potentiellement humides seront gérées en prairies de fauche ; le futur plan parcellaire devra favoriser, autant que possible, la réalisation d'échanges de parcelles comprenant des zones humides, en respectant les systèmes d'exploitation et en garantissant l'équité dans la redistribution.
- l'exploitation des parcelles en prairie ou pâturage doit être maintenue sur ces zones humides.

6.1.3. Drainage et fossés

Le drainage des parcelles dans le cadre des travaux connexes est autorisé en dehors des zones humides.
Les drainages qui seront réalisés devront impérativement respecter les prescriptions figurant en annexe n° 2.
Le programme des travaux connexes désignera les fossés existants à maintenir et les travaux d'entretien à réaliser. L'entretien ou la modification d'un fossé ne doit, en aucun cas, conduire à l'asséchement d'une zone humide ni à la dégradation de ses fonctions écologiques.
La création de nouveaux fossés devra être limitée, justifiée et devra respecter les prescriptions figurant en annexe n° 2.

6.1.4. Collecte et rejet des eaux pluviales

En cas de création de voiries dans le cadre de travaux connexes à l'aménagement foncier entraînant une collecte des eaux pluviales des bassins versants amont et des eaux de voirie, l'incidence de ces travaux sur la qualité et la quantité des eaux devra être étudiée.
Des mesures correctives devront être mises en place si nécessaire, notamment pour ne pas aggraver les crues aux points déjà sensibles : infiltration lorsque le sol le permet (l'inaptitude des sols à l'infiltration est à justifier par mesures in situ), stockage (noues à privilégier par rapport à des bassins de rétention), filtration. Il conviendra d'éviter les concentrations d'écoulements dans les secteurs sensibles à l'érosion et de réduire les vitesses d'écoulement.
La qualité des rejets d'eaux pluviales devra permettre de respecter les objectifs de qualité des cours d'eau ou des masses d'eau du bassin versant.
Le service de la police de l'eau se réserve la possibilité de demander un contrôle de la qualité des eaux du milieu récepteur en amont et en aval des points de rejet.

6.2. PRESERVATION RELATIVES À LA PRESERVATION DES HABITATS ET DES ESPECES

Le périmètre d'étude est concerné par la Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) de type II « Forêts d'Épinal et de Tannières ». Cette ZNIEFF répertorie un certain nombre d'espèces animales et végétales, dont une partie est protégée.
Les parcelles classées en ZNIEFF devront être préservées de toute modification d'occupation du sol.
Le projet de plan parcellaire devra autant que possible favoriser la réalisation d'échanges de parcelles supportant les mêmes pratiques agricoles pour les espaces à plus forte sensibilité écologique, notamment les prairies de fauche.
Le projet de plan parcellaire et le programme des travaux connexes ne devront porter aucun préjudice aux habitats, ni aux espèces protégées et patrimoniales. L'étude d'impact devra justifier de l'application de la doctrine « éviter – réduire – compenser » et détailler les mesures mises en place à cet effet.

6.2.1. Espèces protégées

Il est rappelé qu'en vertu de l'article L.411-1 du code de l'environnement, la destruction, l'enlèvement, la capture d'espèces faunistiques et floristiques protégées sont interdits.
Les dispositions de l'arrêté ministériel du 29 octobre 2009 devront être respectées. Notamment la présence confirmée d'espèces protégées telles que le milan royal (Milvus milvus), la piegrièche écorcheur (Lanius collurio), le pic noir (Dryocopus martius) …, avec une nidification avérée dans le périmètre de l'aménagement foncier de Charmois-devant-Bruyères, impose une préservation rigoureuse de ces espèces ainsi que de leurs habitats.

6.2.2. Préservation de la biodiversité

Un grand nombre d'espèces protégées sont présentes sur le territoire communal, comme le montre les données de la Ligue pour la protection des oiseaux (LPO), celui de l'Inventaire national du patrimoine naturel (INPN) et les relevés de terrain du bureau d'étude. Cette richesse nécessite une vigilance renforcée vis-à-vis de la biodiversité.
En application de l'arrêté ministériel du 29 octobre 2009, les habitats (haies, bosquets, buissons…) feront l'objet d'une prise en compte particulière.
Au-delà des espèces menacées, la préservation des services écosystémiques est un enjeu majeur. La biodiversité offre des biens irremplaçables et indispensables à notre quotidien et nous rendent aussi de nombreux services (pollinisation, fertilité des sols, amélioration cadre de vie…).
Le projet d'aménagement foncier veillera à ne pas aggraver, voire à diminuer, l'impact sur la biodiversité, à travers la mise en œuvre de dispositions telles que : préservation des habitats, évitement des effets « barrière » entre populations, maintien des prairies de fauche…

6.3. PRESERVATION DES BOIS, VERGERS, HAIES ET RIPISYLVES

Les prescriptions qui suivent s'ajoutent aux éventuelles mesures de protection existantes dans le cadre de la conditionnalité des aides de la PAC (politique agricoles commune), selon les règles en vigueur. L'évolution de la PAC pourra conduire à une actualisation de ces règles. Le plan joint en annexe 1 du présent arrêté localise les éléments protégés au titre de la BCAE8 (Bonnes conditions agricoles et environnementales).

6.3.1. Les haies et bosquets

Compte tenu de leur intérêt majeur dans le territoire de Charmois-devant-Bruyères, l'arrachage des haies ou des bosquets, identifiés ou non dans l'étude d'aménagement est strictement interdit.
Il est également interdit de supprimer ou d'altérer les haies basses et buissons. Tout nouveau linéaire de haies devra faire l'objet de la garantie de reprise ci-dessous.
La garantie de reprise des végétaux commencera à la date d'un constat de plantation effectué par le Conseil départemental des Vosges et durera 2 ans à compter de cette date. Au terme de l'année de garantie de reprise, le Conseil départemental ou la commission communale établira la réception définitive des plantations. Les végétaux défectueux notés morts ou en mauvais état sanitaire seront remplacés au cours de la saison de plantation suivante et selon les mêmes caractéristiques que la plantation initiale. Un nouveau délai de garantie de 2 ans sera appliqué pour les arbres remplacés.
L'étude d'aménagement préalable a recensé seulement 19 haies sur le territoire communal de Charmois-devant-Bruyères. Il serait donc pertinent de renforcer certains secteurs par de nouvelles plantations arborées. Ces nouvelles haies pourraient améliorer la connexion entre le massif forestier du Nord-Ouest et le vallon du ruisseau de l'étang Didon et avoir une fonction de corridor écologique.

Arrêté réglementant les dates d'entretien des haies :
Par arrêté préfectoral n° 329/2021/DDT du 14 décembre 2021, modifié par l'arrêté n° 139/2023/DDT du 25 mai 2023, réglementant les dates d'entretien des haies afin de protéger les oiseaux pendant la période de nidification, il est interdit à quiconque d'effectuer des travaux (destruction, entretien, taille…) sur les haies pendant une période allant du 16 mars au 15 août, période sensible de reproduction de l'avifaune.

6.3.2. Les arbres remarquables et vergers

Les arbres isolés sont des refuges importants pour la faune. Par ailleurs, ils représentent souvent un point de repère et ont une valeur paysagère indéniable. Ils appartiennent au patrimoine local.

Bien que l'étude préalable d'aménagement foncier ait recensée les arbres isolés, elle n'a pas identifié, parmi ceux-ci, les arbres remarquables. De ce fait, l'étude d'impact identifiera les arbres remarquables (vieux, creux, morts, têtards), le long des chemins ou au sein des pâturages (arbres fruitiers ou autres).
Compte tenu de leur intérêt paysager, écologique et de leur rareté, les arbres isolés seront intégralement conservés dans le cadre du programme des travaux.
Au pourtour immédiat des secteurs bâtis, le petit parcellaire de vergers, jardins et pré-vergers devra être préservé, dans la mesure où il prolonge naturellement le bâti et assure une transition entre zone urbaine et zone agricole.
Au sein des secteurs à vocation de cultures ou de prés de fauche, le programme des travaux prévoira la création d'emprises linéaires, entre les îlots de propriétés ou le long des dessertes, qui seront attribuées à la commune ou à l'association foncière, pour l'implantation de nouveaux alignements en compensation des suppressions inévitables après l'opération foncière.

6.3.3. Ripisylve

La ripisylve joue un rôle non négligeable sur la stabilité des berges. Par ailleurs, elle constitue un habitat pour la faune et elle créée de l'ombrage, permettant de lutter contre le réchauffement thermique et le développement d'algues.
L'intégralité de la ripisylve existante sera conservée.
Elle sera restaurée, ou recrée, là où elle est trop clairsemée ou vieillissante en ménageant des anses clôturées pour l'abreuvement des troupeaux par exemple ou en clôturant le long des berges pour faciliter la reprise naturelle ou la replantation.

6.3.4. Prairies

Les prairies jouent un rôle important pour la biodiversité et la richesse du paysage communal.
Selon le registre parcellaire graphique de 2021, environ 211 ha du territoire de Charmois-devant-Bruyères sont exploités, avec 170 ha de prairies permanentes et 61 ha de prairies temporaires. Les prairies représentent donc 74 % de l'utilisation du sol.
Le projet devra garantir le maintien du pourcentage de surface totale en herbe existant dans le périmètre de l'AFAFE.

6.4. ENJEUX AGRICOLES ET FORESTIERS

6.4.1. Enjeux agricoles

L'aménagement foncier projeté doit permettre de regrouper les parcelles agricoles autour des exploitations assurant ainsi un système plus autonome avec une réduction des nuisances issues des déplacements des engins agricoles et des animaux, et une desserte plus adaptée de chaque parcelle conduisant à une meilleure gestion du temps de travail des exploitants.
Le projet doit respecter les systèmes d'exploitation et assurer une redistribution équitable qui favorise la préservation de l'environnement par les pratiques agricoles. L'aménagement foncier veillera à prendre en compte les systèmes d'exploitation présents dans la commune (bio, surface en herbe…) et à ne pas négliger les exploitations « non professionnelles », qui peuvent jouer un rôle économique et de développement du territoire très important (emploi, préservation de l'espace agricole…).
La proportion des surfaces herbagères (74 %) par rapport aux terres cultivées sera maintenue.

6.4.2. Enjeux forestiers

Le périmètre de l'aménagement foncier exclut la quasi-totalité de la surface forestière.
La réglementation sur les défrichements reste toutefois applicable pour les parcelles qui seraient concernées par un éventuel défrichement.
En dehors des cas d'exemption et d'exception prévus par le code forestier (L.341-2 et L.342-1), ces défrichements peuvent être soumis à une autorisation préalable en application des articles L.341-1 à L.341-10 du code forestier.

6.5. ENJEUX SANITAIRES

6.5.1. Eau potable

Comme mentionné dans le rapport d'étude, le territoire communal de Charmois-devant-Bruyères est concerné par un périmètre de protection éloigné (PPE) du captage d'eau destinée à la consommation humaine. Ce périmètre est attribué à l'arrêté n° 2651/2018.
La définition du plan parcellaire et du programme des travaux connexes devra respecter l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2018 déclarant d'utilité publique l'établissement du périmètre de protection du forage.
Il conviendra notamment de veiller au respect des prescriptions de l'arrêté (demande de désignation d'un hydrogéologue agréé…) si des projets d'aménagement sont prévus dans ce périmètre de protection.
La redistribution des terres devra tenir compte des obligations liées à la présence du captage.
Le règlement sanitaire départemental des Vosges devra être respecté.

6.5.2. Lutte contre l'ambroisie

L'ambroisie, espèce invasive particulièrement allergisante, a déjà été observée dans le département des Vosges.
Bien que le rapport d'étude ne fait pas état de l'existence de cette espèce invasive, il conviendra toutefois de respecter l'arrêté préfectoral n°20 18-2071 relatif à la lutte contre l'ambroisie (Cf. site internet de l'ARS Grand Est : https://www.grand-est.ars.sante.fr/lambroisie). Il précise notamment que la destruction de l'ambroisie doit être réalisée par l'exploitant agricole jusqu'en limites de parcelle agricole (y compris talus, fossés, chemins…). L'exploitant doit mettre en œuvre, à cette fin, les moyens nécessaires parmi les suivants : arrachage, fauche, broyage, travail du sol, désherbage chimique dans les conditions de l'article 3, ou toute autre méthode adaptée.

6.6. LUTTE CONTRE LES RISQUES NATURELS ET L'EROSION

Les travaux connexes seront définis de manière à ne pas aggraver les risques liés aux ruissellements.
Afin de limiter les ruissellements et l'érosion des terres, les limites de parcelles du nouveau plan parcellaire s'appuieront sur les éléments fixes du paysage, et notamment les haies à conserver, figurant sur l'annexe cartographique du présent arrêté.
Le découpage parcellaire devra être réalisé de manière à favoriser un labour perpendiculaire à la pente : la longueur des parcelles devra être parallèle aux courbes de niveau et la largeur parallèle à la pente.
Sur les zones les plus pentues, l'attribution des terres se fera dans le but de maintenir ou de reconstituer un milieu prairial.
Tout projet d'ouvrage en vue de prévenir les inondations relevant de la rubrique 3.2.6.0 de la nomenclature annexée à l'article R.214-1 du code de l'environnement est exclu du champ de la présente procédure et devra faire l'objet d'une demande d'autorisation spécifique.

6.7. PRESERVATION DES ELEMENTS DU PATRIMOINE

6.7.1. Architecture et paysage

Il n'existe aucune servitude liée au code du patrimoine sur les monuments historiques (articles L.621-31, L.621-32, L.621-33) et au code de l'environnement (articles L.341-1 à L.342-1) concernant la commune de Charmois-devant-Bruyères. Néanmoins, le patrimoine non protégé remarquable et identitaire (fontaines, lavoirs, calvaires…) devra faire l'objet d'une attention particulière quant à sa préservation et sa mise en valeur dans le cadre du projet.
Le territoire communal est abondamment arboré. Un grand nombre de végétaux, d'arbres isolés, des haies, de jardins et de vergers, qu'il faudra absolument conserver dans l'AFAFE, couvrent un grand nombre de parcelles.
La définition du plan parcellaire et du programme des travaux connexes est l'occasion de concevoir un nouveau paysage pour le territoire communal. Ce nouveau paysage, issu du nouveau découpage et des travaux devra respecter les éléments de relief (topographie). Le pétitionnaire pourra s'appuyer sur le guide « Paysage et aménagement foncier agricole et forestier », téléchargeable avec le lien suivant :
https://agriculture.gouv.fr/sites/default/files/documents/pdf/Paysage_et_amenagement_foncier_agricole_et_forestierr.pdf

Par ailleurs, il est fortement recommandé, dans le cadre de l'élaboration des mesures de préservation et de compensation (mesures environnementales), de présenter le projet de plantations nouvelles dans un plan d'ensemble qui montre la physionomie du nouveau paysage.
Le paysage est un héritage. Il est bien souvent issu de siècles d'évolution, de changements. L'AFAFE de Charmois-devant-Bruyères doit permettre que la question du paysage ne se résume pas à la simple préservation de quelques haies et arbres isolés mais propose également, au-delà de cette conservation d'un patrimoine, de construire le patrimoine de demain. Il est donc nécessaire d'inciter à la plantation massive de haies et d'arbres, dans une structure adaptée aux nouveaux modes d'exploitation agricoles et dans le cadre d'un projet affirmé et dessiné.
La qualité du tracé des chemins, leur dimensionnement, la mise en œuvre de fossés, la construction d'ouvrages liés à la gestion de l'écoulement de l'eau, devront aussi, s'inscrire dans un projet et un vocabulaire commun.
Le paysagiste-conseil de l'État auprès de la DDT, se tient à la disposition de la commission communale pour émettre un avis et formuler des conseils sur ce plan d'ensemble.
Pour la plantation des haies et arbres, il sera fait uniquement appel à des essences locales.

6.7.2. Archéologie préventive

En application de l'article L.531-14 du code du patrimoine, réglementant en particulier les découvertes fortuites, toute découverte de quelque ordre qu'elle soit (vestige, structure, objet, monnaie…) doit être signalée immédiatement à la DRAC (service régional de l'archéologie, site de Metz), soit directement, soit par l'intermédiaire de la mairie ou de la préfecture. Les vestiges découverts ne doivent en aucun cas être détruits avant examen par un agent de l'État et tout contrevenant est passible des peines prévues aux articles 322-3-1 du code pénal.
Les travaux qui affectent le sous-sol sont susceptibles de donner lieu à la perception d'une redevance conformément aux articles L.524-1 et L.524-16 du code du patrimoine et de l'article L.332-6 du code de l'urbanisme.

6.7.3. Randonnée

Le rétablissement et la continuité des chemins et itinéraires de promenade et de randonnée seront assurés.

6.8. DISPOSITIONS GENERALES ET FINALES

6.8.1. Travaux connexes et étude d'impact

Afin de prendre en compte la sensibilité écologique des travaux connexes à l'aménagement foncier agricole forestier et environnemental, les modalités particulières de leur réalisation et de leur suivi seront précisées et justifiées par l'étude d'impact. Cette dernière exposera les impacts sur l'environnement et les modalités d'application de la doctrine « éviter – réduire compenser ».
L'étude d'impact justifiera notamment le respect par le projet d'aménagement (nouveau plan parcellaire et programme des travaux connexes) des prescriptions du présent arrêté.

6.8.2. Autorisations

Le présent arrêté ne dispense pas la commission d'aménagement foncier d'obtenir les autorisations requises par les autres législations, notamment en application des articles L.121-21 et R.121-29 du code rural.
Ces autorisations devront être sollicitées auprès des autorités compétentes (DRAC, ARS, DREAL, DDT) avant que la commission communale ne statue définitivement sur l'examen des réclamations formulées lors de l'enquête prévue à l'article R.123-9 du code rural.
La clôture des opérations sera subordonnée à l'accord préalable des autorités compétentes précitées.

6.8.3. Prescriptions complémentaires

Conformément à la réglementation et notamment l'article L.122-1 du code de l'environnement, la réalisation des travaux sera soumise à autorisation environnementale.

VOLET 2 – PRESENTATION DE L'OPERATION D'AMENAGEMENT FONCIER

1. PERIMETRE

Le périmètre d'aménagement foncier agricole et forestier possède une superficie d'apport de 356 ha (hors voirie) dont des extensions sur les communes de La Baffe (2 ha), Le Roulier (2 ha) et Chenimenil (0,5 ha). À ces surfaces s'ajoutent des voiries, chemins, ruisseaux et fossés non cadastrés.

Sont exclus du périmètre d'aménagement des parcelles boisée incluses dans les massifs forestiers périphériques, ainsi que deux bois localisés au cœur du bans communal de Charmois-devant-Bruyères (aux lieux-dits La Fosse et Champs des Mortes). Le village de Charmois ainsi que l'écart de Pont Bresson ont été inclus au périmètre.

À l'issue du projet, la surface des attributions représente 357,5 ha. Une partie de la voirie publique et autres espaces publics demeurent non cadastrés.

2. PARCELLAIRE

Le tableau suivant obtenu auprès du géomètre fait apparaître la situation avant et après aménagement foncier.

	AVANT aménagement foncier	***APRES aménagement foncier***	***Variation***
Nombre de parcelles cadastrales	2 253	586	- 74 %
Surface moyenne des parcelles	15 a 80 ca	61 a	+ 286,1 %
Nombre de parcelles par compte	6	1,6	- 73,3 %
Nombre d'îlots d'exploitation	452	80	- 82,3 %
Nombre moyen d'îlots par exploitant	32	5	- 84,4 %
Nombre de comptes monoparcellaires	169	273	+ 61,5 %

On observe une diminution nette du nombre de parcelles, mais également du nombre d'îlots et donc du nombre de parcelles par îlot d'exploitation. La taille des parcelles augmente considérablement.

3. TRAVAUX CONNEXES

L'élaboration du programme des travaux connexes de chemins agricoles a fait l'objet d'une concertation entre la CCAF assistée du cabinet de géomètre, le bureau d'études Initiative A&D, les services du Département des Vosges et certains services de l'État.

Le montant total des travaux connexes de chemins agricoles a été chiffré à 154 797,50 € HT hors maîtrise d'œuvre.

Le plan (réduction A3 ci-après du plan au 1/2500) et le tableau ci-après détaillent les travaux connexes :

Chemin	Statut (existant ou à créer)	Longueur totale (ml)	Largeur aménagée (ml)	TRAVAUX			HYDRAULIQUE	
				Rechargement	Empierrement	Enduit bicouche		
				Longueur (ml)	Longueur (ml)	Longueur (ml)	Bois d'eau (ml)	cunette bétonnée (ml)
A	**à créer**	135,00	3,50				10,00	
20	**existant**	200,00	3,50			200,00		
22	**existant**	310,00	3,50					10,00
25	**existant**	880,00	3,50	600,00				
26	**existant**	522,00	3,50	150,00	370,00			15,00
30	**existant**	936,00	3,50	393,00				
35	**existant**	565,00	3,50	135,00		100,00	15,00	
F	**à créer**	112,00	3,50		112,00			
H	**à créer**	260,00	3,50		25,00	210,00		
TOTAL QUANTITES		3 900,00		1 278,00	507,00	510,00	25,00	25,00

AMENAGEMENT FONCIER
AGRICOLE FORESTIER
ET ENVIRONNEMENTAL

COMMUNE DE

CHARMOIS-dvt-BRUYERES

PLAN DES TRAVAUX CONNEXES

propositions SSCCAF du 06-11-2025
et
projet parcellaire validé et mis à enquête publique
par CCAF du 18-02-26

Echelle 1 / 5000

AF_CHARMOIS_TC_sscaf_06-11-25_avec projet_CC48 2025.dwg — Dessiné en février 2026

AYDOILLES

LA BAFFE

LE ROULIER

CHENIMENIL

LEGENDE :

aménagements chemins exploitations :
- rechargement
- rechargement ponctuel (nids-de-poule)
- empierrement
- enduit bicouche
- enrobé
- aqueduc
- bois d'eau
- cunette bétonnée

mesures environnementales sur emprises publiques :
(département / commune / assoc. foncière)
- création haie champêtre
- création haie multistrates
- création ripisylve
- plantation arbres hautes-tiges

protections arrêté préfectoral :
- haie
- ripisylve
- alignement arbres
- zone humide effective

VOLET 3 – IMPACTS PERMANENTS, TEMPORAIRES, DIRECTS ET INDIRECTS OCCASIONNES

1. IMPACTS DU PERIMETRE D'AMENAGEMENT FONCIER RETENU

Il s'agit d'impacts directs et permanents.

➢ *Au niveau de l'urbanisme et des activités humaines non agricoles*

Le périmètre d'aménagement foncier inclut les zones urbanisées. Ce choix permet notamment de rectifier si nécessaire certaines incohérences des limites parcellaires, et de prévoir au besoin des accès à certaines parcelles antérieurement enclavées.

L'impact du périmètre d'aménagement foncier sur l'urbanisme et les activités non agricoles est neutre à positif.

➢ *Au niveau de l'agriculture*

Le périmètre a été défini afin d'inclure des zones agricoles homogènes au niveau des pratiques et des exploitations concernées, permettant un regroupement cohérent des îlots d'exploitation et un réseau de chemins adapté.

Les extensions sur quelques parcelles de communes voisines se justifient par la nécessité de regrouper plusieurs îlots d'exploitation s'étendant au-delà des limites communales de Charmois-devant-Bruyères.

L'impact du périmètre d'aménagement foncier sur l'activité agricole est positif.

➢ *Au niveau environnemental*

Le périmètre d'aménagement foncier a exclu une grande partie des espaces boisés.

De cette façon, une partie des secteurs présentant un enjeu environnemental particulier en termes d'espèces et de biodiversité sont préservés de toute modification liée à l'opération d'aménagement foncier.

Le choix de périmètre d'aménagement foncier ne génère pas en lui-même d'impacts sur l'environnement. C'est au niveau de la restructuration du parcellaire et de l'analyse des travaux connexes que d'éventuels impacts peuvent être identifiés. Les choix faits lors de l'établissement du nouveau parcellaire et l'élaboration du programme de travaux tiennent notamment compte de la Largue et de ses abords.

L'impact du périmètre d'aménagement foncier sur l'environnement est nul.

➢ *Au niveau hydraulique*

L'étude préalable d'aménagement foncier, ainsi que les campagnes de terrain effectuées pour sa mise à jour n'ont pas identifié de problématiques hydrauliques majeures.

Toutefois, conformément aux recommandations de l'étude préalable et à l'arrêté préfectoral des prescriptions environnementales, sur les secteurs en pente, les nouvelles parcelles ont été orientées perpendiculairement à la pente pour éviter ou minimiser le risque de ruissellement.

L'impact du périmètre d'aménagement foncier sur l'hydraulique est donc positif.

Compte tenu des éléments présentés précédemment, **l'impact global de la délimitation du périmètre d'aménagement foncier est donc positif pour l'agriculture et l'hydraulique, nul pour les autres aspects.**

2. IMPACTS DU PARCELLAIRE

Il s'agit d'impacts directs et permanents.

2.1. EFFETS DU PARCELLAIRE SUR L'AIR ET LE CLIMAT

Le nouveau découpage parcellaire permet de réduire très légèrement le temps de trajet des agriculteurs entre leurs différentes parcelles, en diminuant le nombre de parcelles et d'îlots par exploitation. **Il a un impact faiblement positif** sur les émissions d'échappements (voir détail dans les impacts sur la sécurité et la santé).

2.2. EFFETS DU NOUVEAU PARCELLAIRE SUR LA PROTECTION DES BIENS ET LE PATRIMOINS CULTUREL

Sauf demande contraire des propriétaires en place, les parcelles comportant une construction, les parcelles constructibles ainsi que les parcelles faisant l'objet d'un usage particulier ont été réattribuées à leurs propriétaires initiaux.

Les éléments de patrimoine recensés lors de l'étude préalable ont soit été intégrés au domaine public, soit attribués à la commune (domaine privé de la commune), s'ils ne se trouvaient pas déjà dans le domaine public. Les sites archéologiques, dont l'étude préalable présente la localisation (bien qu'imprécise), ont été réattribués à leur propriétaire initial.

Les modifications parcellaires ne vont conduire à une refonte du réseau de chemins que très ponctuellement. Les voiries concernées par les itinéraires de randonnée ont été maintenues à leur emplacement initial.

Aucun impact négatif du nouveau parcellaire sur la protection des biens, le patrimoine culturel et les itinéraires de randonnée n'est à signaler. L'impact est même positif puisque le petit patrimoine local est intégré au domaine public ou propriété de la commune qui pourra assurer sa préservation et sa mise en valeur.

2.3. IMPACT DU NOUVEAU PARCELLAIRE SUR LA SANTE ET LA SECURITE

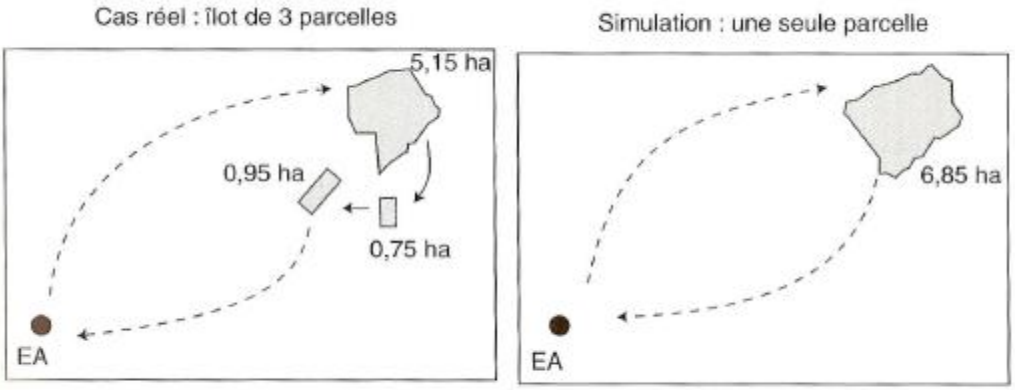
Il s'agit d'analyser si l'aménagement foncier de Charmois-devant-Bruyères améliore ou non la santé et la sécurité des usagers du territoire.

En termes de santé, il convient de vérifier si le réaménagement parcellaire, qui influe sur les îlots d'exploitation, est de nature à réduire les déplacements des agriculteurs. En effet, cette réduction intervient à la fois sur le temps de travail, l'économie de carburant et sur la réduction d'émissions polluantes (gaz à effet de serre).

Compte tenu du contexte agricole local, l'usage des engins agricoles est une source non négligeable de pollution (milieu rural), même si la circulation sur les routes départementales et le chauffage des bâtiments (maisons d'habitation) participent également à la pollution et aux émissions de gaz à effet de serre.

Dans le contexte actuel, le problème de l'énergie devient crucial, dans les exploitations agricoles comme dans les autres secteurs économiques. En effet, la mécanisation des pratiques culturales est assurée par des machines, essentiellement des tracteurs, fonctionnant au fuel (dont le prix est à la hausse sous l'effet d'une demande mondiale en pleine croissance et d'un épuisement des réserves). En outre, le fonctionnement des tracteurs contribue aux émissions de gaz à effet de serre qui modifient le climat. La maîtrise de la consommation des engins agricoles devient donc un enjeu à la fois économique et environnemental de premier plan.

En rapprochant les îlots d'exploitation agricole des sièges d'exploitation et en augmentant la taille des îlots ainsi que la forme des parcelles, les exploitants travailleront de manière plus efficace grâce à un gain de temps indéniable.
Dans l'ouvrage « De la haie aux bocages, organisation, dynamique et gestion », INRA édition, a été calculé le gain de temps occasionné par le regroupement parcellaire tel que présenté ci-dessous :



Regroupement des parcelles.

Les temps des travaux ont été calculés dans les deux cas de figure et les gains de temps sont synthétisés dans le tableau ci-après.

Conséquence du regroupement parcellaire sur les temps de travaux et de transport.
D'après Francart et al. (1998).

Etapes de l'itinéraire technique	Nombre de passages	Gains de temps (mn)			
		Transport	Préparation du matériel	Travail	Total
Préparation du sol	5	10	6	1.8	**17.8**
Semi-combiné	1	1.3	26	1.6	**28.9**
Anti-limaces	1	0.2	30	0.3	**30.5**
Epandage	3	3.6	0	6	**9.6**
Pulvérisation	5	1.5	14	44	**59.5**
Moisson	1	0.5	30	0	**30.5**
TOTAL		**17.1**	**106**	**53.7**	**176.8**

Il ressort de ce tableau que le gain de temps annuel pour une exploitation dont le nombre d'îlots a été réduit de 66% (passage de trois à un seul îlot) est de 3 heures (176,8 minutes).
L'extrapolation de ces résultats à un contexte différent est difficile du fait du grand nombre de variables (structure des exploitations, équipements, détails du réseau routier, …). On pourra cependant procéder à une estimation grossière.
Dans le cas de l'aménagement foncier de Charmois-devant-Bruyères, le mode d'exploitation des terrains dominant en prairies pâturées et prairies de fauche est différent de l'exemple proposé et ne permet pas de calculer de gain de temps généré sur cette base. Par ailleurs, la disposition et la taille des exploitations et des îlots est différente.
On peut toutefois affirmer que le regroupement des îlots d'exploitation et leur rapprochement du siège d'exploitation ne peut que diminuer les distances et temps de trajets en direction des parcelles, d'autant plus que le nombre d'îlots agricoles a été réduit de plus de 82 %.
Le gain de temps annuel pour les 412 ha exploités du périmètre d'aménagement foncier serait donc non négligeable, bien que difficile à quantifier de façon fiable.

La revue du Cemagref de juin 2011 traite de l'impact environnemental de la consommation de carburant des tracteurs agricoles. D'après ce document, lors des séquences de transport au cours desquelles la vitesse d'avancement est supérieure à 10 km/h, la consommation moyenne des tracteurs est de 16 l/h.
Dans les champs, la vitesse d'avancement des engins agricoles fluctue autour de 3,3 km/h pour une consommation de l'ordre de 20 l/h.
Le gain de temps annuel pour les travaux agricoles générés par **le présent aménagement foncier permet d'économiser des dizaines de litres de carburant et donc de diminuer les émissions de CO2 par an** (avec un ratio de 2,6 kg de CO2 émis par litre de carburant).

Le gain de temps annuel pour les travaux agricoles généré par le présent aménagement foncier permet d'économiser du carburant, les îlots d'exploitation ayant été regroupés. **Il diminue également les émissions de gaz à effet de serre, de façon modérée.**

Au niveau de la sécurité, l'aménagement foncier en regroupant les îlots et limitant les temps de transport, permet de réduire les risques d'accident sur le réseau routier et les traversées des villages et routes départementales.
Par ailleurs, la localisation des sorties de chemins agricoles sur les routes départementales a été choisie de façon à optimiser la visibilité tant pour les automobilistes que pour les usagers des chemins, et faciliter l'insertion dans la circulation en toute sécurité. C'est le cas du nouveau chemin « H » débouchant sur la route de la Baffe à l'Ouest du village de Charmois.

L'impact de la restructuration du parcellaire sur la santé et la sécurité est légèrement positif.

2.4. IMPACT DU NOUVEAU PARCELLAIRE SUR LES COMMODITES DE VOISINAGES, L'HYGIENE ET LA SALUBRITE PUBLIQUE

La baisse des temps de transport et de travail, liée à l'agrandissement et le moindre nombre d'îlots d'exploitation, représente une légère amélioration sur ces paramètres (bruits, circulations, poussières, ...). Le réseau de chemin a été restructuré dans ce même objectif de réduction des nuisances.

2.5. IMPACTS DES CHANGEMENTS DE TAILLE ET DE FORME DES PARCELLES

On étudiera ici spécifiquement l'impact sur le temps de travail de la forme et de la taille des parcelles. L'impact de leur regroupement a déjà été analysé dans un paragraphe précédent.

L'augmentation de la taille et la régularisation de la forme des parcelles (rectangle) sont souvent mises en avant comme permettant un gain de temps pour les agriculteurs. Une augmentation systématique de la taille était donc recherchée lors des aménagements agricoles.
Paradoxalement, les travaux sur la taille et forme des parcelles sont rares. Une seule source bibliographique a pu être trouvée, et est synthétisée ci-dessous.

Etude menée par la Fédération nationale des coopératives d'utilisation de matériel agricole (FNCUMA) en 1995 et d'une étude Paysage - Bocage - Mécanisation (Francart et al.) de 1998.

Les temps passés aux travaux agricoles : une fonction des caractéristiques morphologiques des parcelles :

- ➔ Travail du sol : Outre leur taille, la forme des parcelles est un critère important surtout pour les parcelles de moins de 2 ha.
  Au-delà de 2 ha, l'influence de la forme est moins marquée et seule la nature du sol joue encore. Le temps de labour par hectare ne varie guère au-delà de 6 ha.

- ➔ Traitement : Le temps passé à réaliser une pulvérisation est peu lié à la taille de la parcelle. Le seuil pour lequel une augmentation de la surface des parcelles n'induit plus de diminution du temps de travail par hectare est très rapidement atteint (de l'ordre de 2 ha).

- ➔ Travail d'ensilage : Pour l'ensilage du maïs, l'effet de la forme de la parcelle est prépondérant dans les parcelles de moins de 2 ha.
  Le temps de travail par hectare peut être doublé pour une parcelle très irrégulière par rapport à une parcelle régulière. La distance à parcourir entre les parcelles et le silo est le facteur qui influence le plus le coût de l'ensilage.

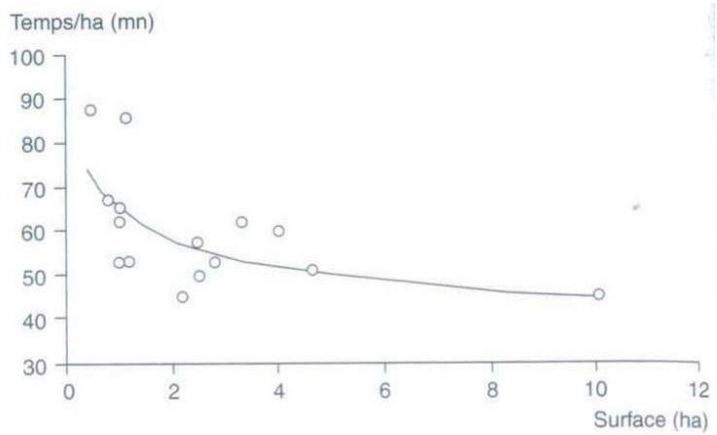


Figure 1. Temps de travail par hectare pour un labour (charrue 6 socs portés, 210 cv) en fonction de la surface des parcelles. Résultats obtenus en Ille-et-Vilaine à partir de 15 enregistrements.

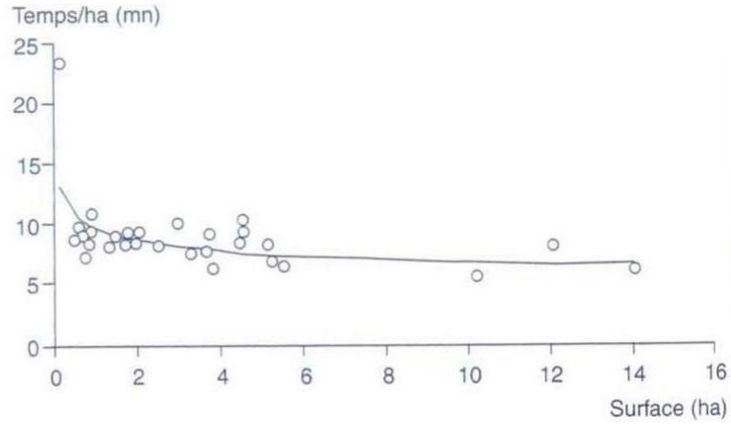


Figure 2. Temps de travail par hectare pour une pulvérisation (860 L portés, 15 m de rampe, 75 cv) en fonction de la surface des parcelles. Résultats obtenus en Côte-d'Or à partir de 31 enregistrements.

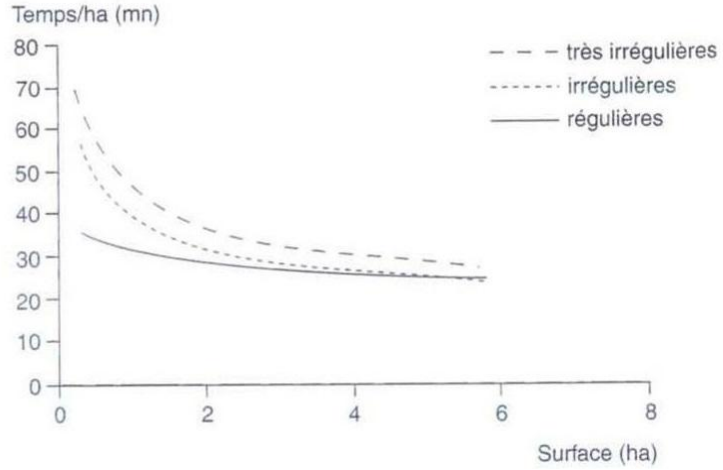


Figure 3. Temps de travail par hectare pour un travail d'ensilage (ensileuse 6 rangs) en fonction de la surface des parcelles et de leur forme. Résultats obtenus en Ille-et-Vilaine à partir de 23 enregistrements. D'après Francart et Pivot, 1998.

Les résultats obtenus mettent en évidence l'importance de la forme des parcelles régulières (au moins deux bords parallèles) jusqu'à 4 ha. Au-delà de cette surface, aucun gain supplémentaire ne pourra être attendu.

Par ailleurs, la dispersion et l'éloignement des parcelles par rapport au siège d'exploitation, en augmentant les coûts de transport, sont également source d'augmentation des coûts de production par hectare. La proximité des parcelles par rapport au siège d'exploitation est donc préférentielle. Néanmoins, les coûts de transport qui augmentent avec l'éloignement des parcelles par rapport au siège d'exploitation peuvent être compensés par l'augmentation de leur surface. Par conséquent, l'une des solutions envisageables par un agriculteur est de travailler en même temps les parcelles éloignées de son siège d'exploitation mais proches l'une de l'autre. Il peut également chercher à s'entendre avec d'autres exploitants pour décider d'un assolement commun dans des zones géographiques déterminées.

Lors des projets d'aménagement foncier, cela nécessite de prévoir des accès et des possibilités de circulation du matériel d'une parcelle à l'autre ainsi que des îlots de parcelles dont la surface augmente avec leur distance au siège d'exploitation.

Le géomètre a tenu compte de ce principe. Après restructuration du parcellaire, les parcelles sont moins nombreuses et de plus grande taille.

Une diminution probable de l'utilisation de produits phytosanitaires est aussi attendue du fait de la forme des parcelles (plutôt carrée ou rectangulaire) évitant davantage les passages multiples sur les pointes et décrochements.

L'impact de la taille et la forme du nouveau parcellaire sur le temps passé aux travaux agricoles est légèrement positif. Il en découle un gain de temps et donc une moindre consommation d'énergie (carburant notamment) et une réduction des rejets liés à la combustion des carburants. **Une économie de produits phytosanitaires est également attendue, avec un impact positif sur l'environnement.**

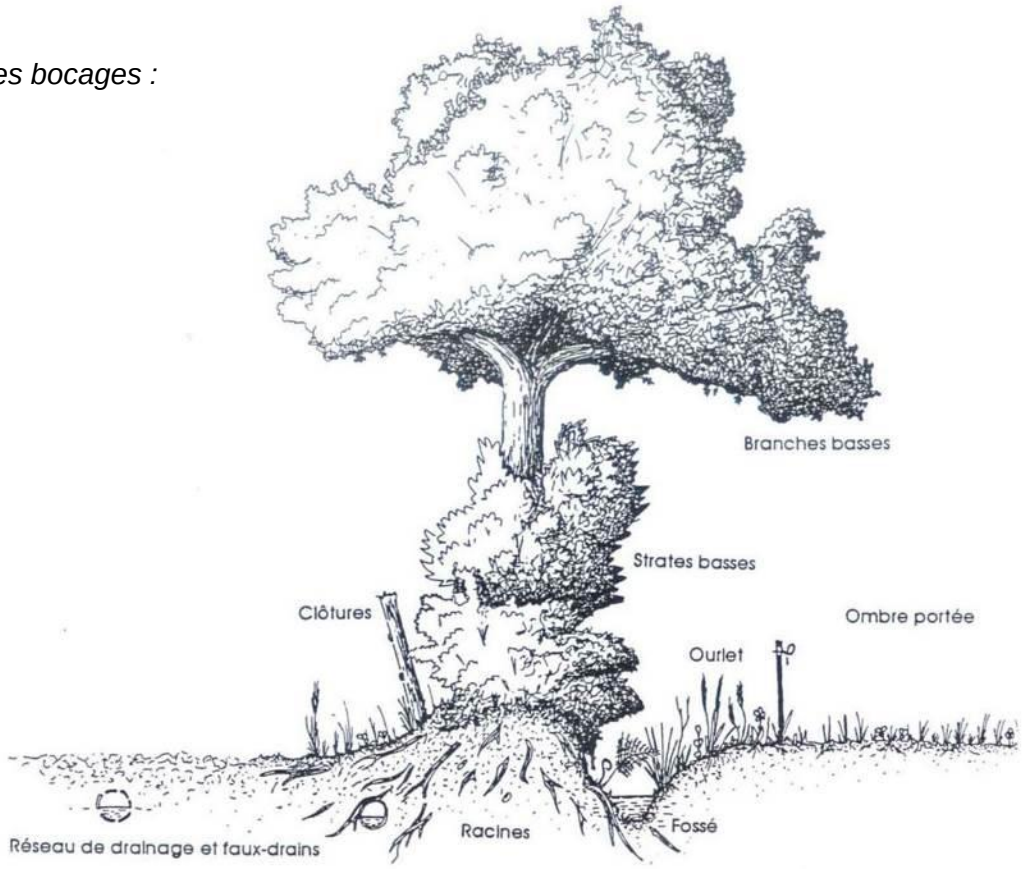
2.6. IMPACTS DE LA RESTRUCTURATION PARCELLAIRE SUR LES MILIEUX NATURELS ET LES EQUILIBRES BIOLOGIQUES

- *Impacts sur le réseau bocager*

De nombreuses études ont permis de démontrer les rôles des haies et leurs intérêts (liste non exhaustive) :
- effets climatiques (effet brise vent, effet sur le bilan d'énergie et le bilan hydrique),
- rôle sur le cycle de l'eau,
- barrières contre l'érosion et les flux biogéochimiques,
- biodiversité (refuge pour certaines espèces, effet réseau, mosaïque, tampon),
- intérêt paysager et patrimonial,
- intérêt économique.

Les illustrations ci-jointes sont issues de l'ouvrage intitulé "De la haie aux bocages, organisation, dynamique et gestion" de l'INRA Editions.

Fonctions des bocages :



Fonctions des bocages au niveau de la haie et du paysage, associées aux caractéristiques structurales des haies et à leur place dans le paysage (Baudry et al., 2000) :

	Fonction physiques	**Fonctions biologiques** (habitat, corridor, refuge, barrière)	**Fonctions culturelles et récréatives**
Haie	*Flux d'eau :* fossé entretenu bordant la haie. *Conservation des sols :* importance des arbres et arbustes à fort enracinement. *Vent :* strates arbustives denses et hautes formant une barrière semi-perméable.	Densité du couvert végétal, dépend des traits biologiques des espèces considérées. Complexité de la structure de la haie. Diversité des espèces végétales. Présence d'arbres mots, de pierres. Modes de gestion.	Age et structure : de la haie, du talus, du muret. Gestion d'espèces "patrimoniales", par exemple l'if sur les sites religieux.
Paysage	*Flux d'eau et conservation des sols :* localisation de la haie sur la pente ; les points essentiels sont les haies de ceinture de bas fond et celles perpendiculaires à la pente. *Eau, sol et vent :* connectivité du réseau de haies assurant une continuité du contrôle des flux.	Lien avec l'utilisation de la parcelle adjacente. Isolement des taches d'habitat et des structures linéaires. Connectivité du réseau. Grain du paysage.	Liens historiques avec des sites régionaux remarquables. Bordure de chemins de promenade. Grain du paysage.

La méthode utilisée pour analyser les effets du parcellaire sur les arbres isolés, les bosquets et les haies, a consisté à comparer le futur parcellaire avec le plan de synthèse des enjeux de l'étude préalable (basé sur le parcellaire ancien).

Il est considéré que :

- **si ces végétaux sont situés en limite des nouvelles parcelles**
- **s'ils sont restitués à leur propriétaire d'origine**
- **si les parcelles continuent à être exploitées par le même agriculteur,**
- **si les parcelles sont situées en bordure d'un chemin qu'il n'est pas prévu d'élargir,**

les risques de coupe d'arbres, de haies ou de buissons sont limités. Il en sera de même si la position des éléments du réseau bocager sur la nouvelle parcelle reste inchangée.

Remarque : le mode d'exploitation des terrains est principalement tourné vers l'élevage. Il en découle une bonne proportion de parcelles enherbées (prairies de fauche ou pâtures). Cette utilisation est particulièrement favorable au maintien du réseau bocager.
Par conséquent, il est considéré pour cette analyse que malgré l'agrandissement des parcelles, si ces dernières sont toujours exploitées par le même agriculteur, les risques de mises en culture conduisant à la suppression des éléments bocagers ne sont pas significatifs.

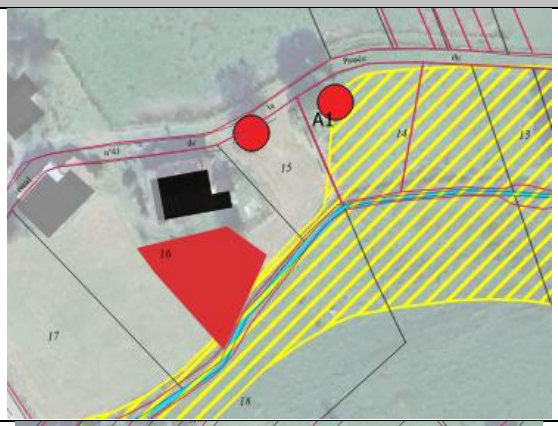
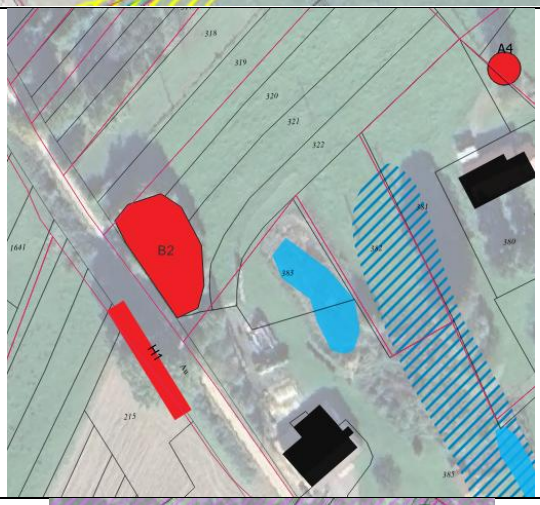
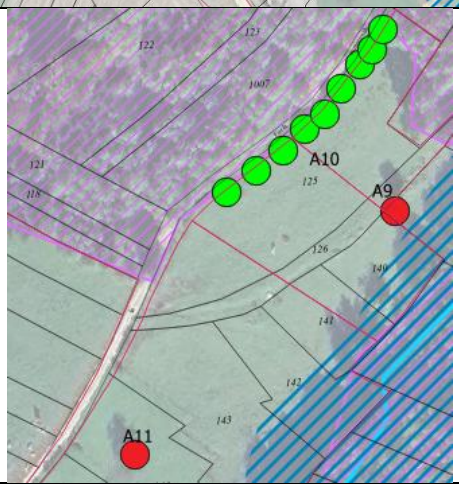
Les modifications ultérieures du mode d'exploitation ne seront pas imputables à l'opération d'aménagement mais résulteront plutôt de l'évolution des orientations technico-économiques des exploitations.

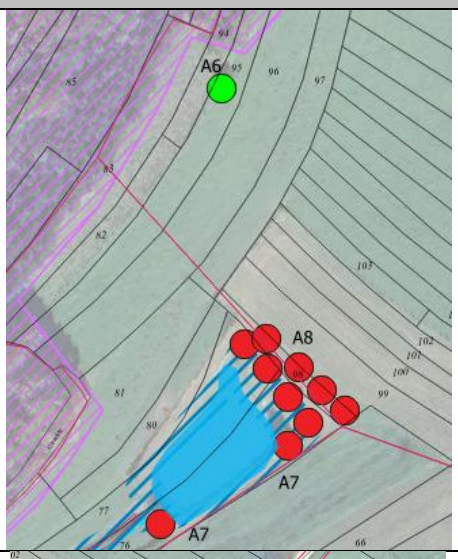
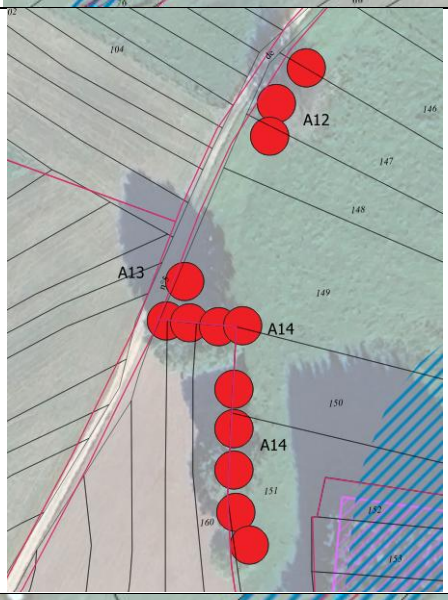
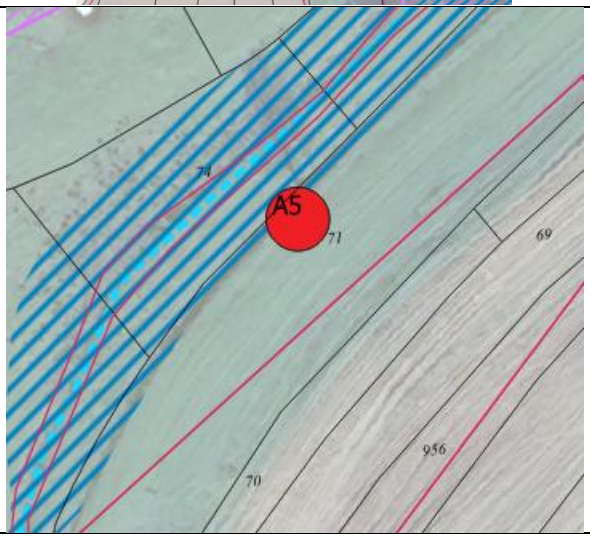
L'ancien cadastre n'ayant pas été établi à l'aide de technologies aussi précises que l'est le nouveau parcellaire, il peut se trouver « déformé » par endroits. Cette déformation peut conduire en certains points à un décalage léger entre les limites visibles sur le plan ancien, la photo aérienne et/ou le

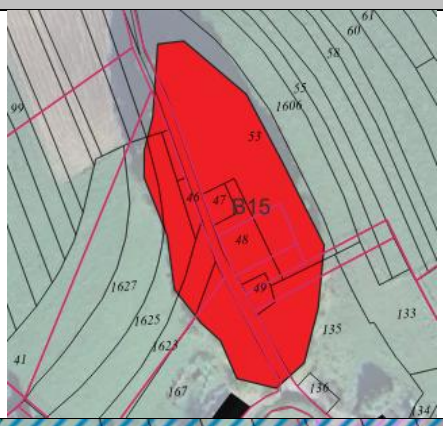
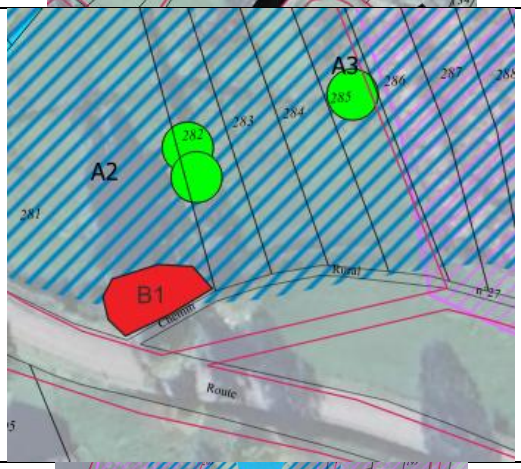
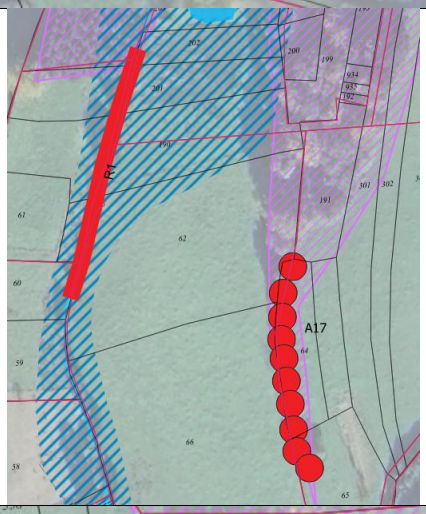
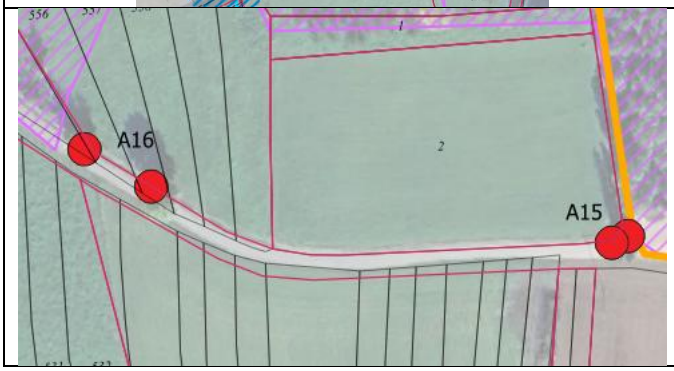
nouveau plan parcellaire. Il s'agit de décalages de limites sur les plans, mais les limites parcellaires sur le terrain ne bougent pas.
Par conséquent, lorsque ces décalages sont dus uniquement aux déformations des plans mais ne résultent pas de modifications réelles de la limite parcellaire, elles ne seront pas mentionnées dans les tableaux ci-après.

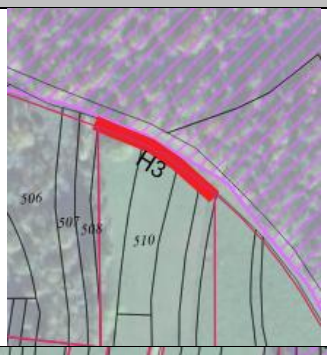
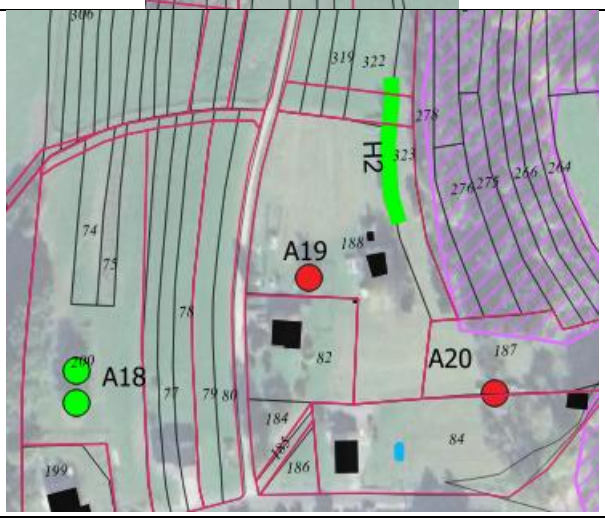
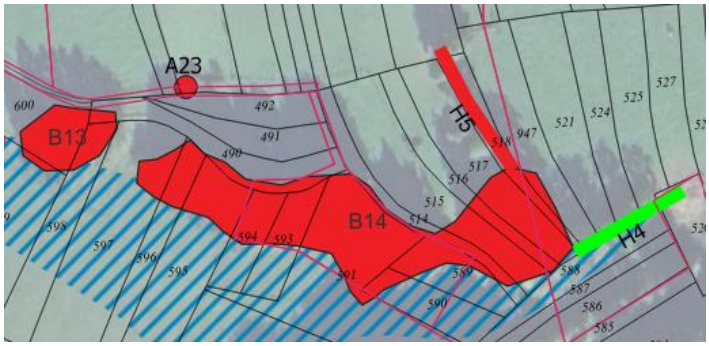
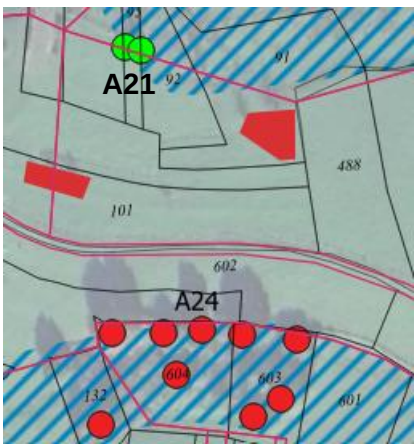
Dans le tableau suivant, chaque élément de réseau bocager recensé dans les recommandations de l'étude préalable et repris dans l'arrêté des prescriptions environnementales est analysé.

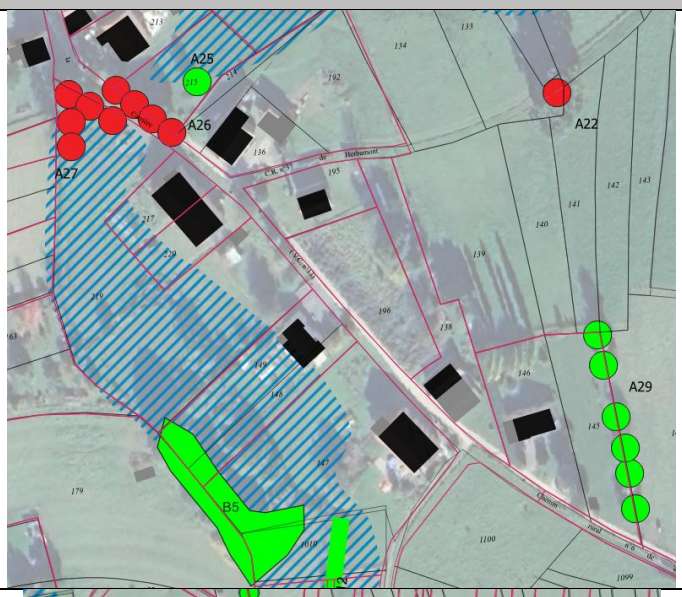
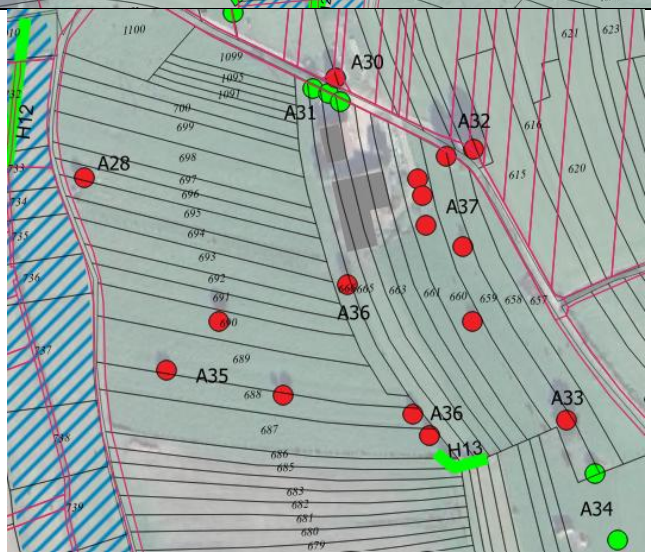
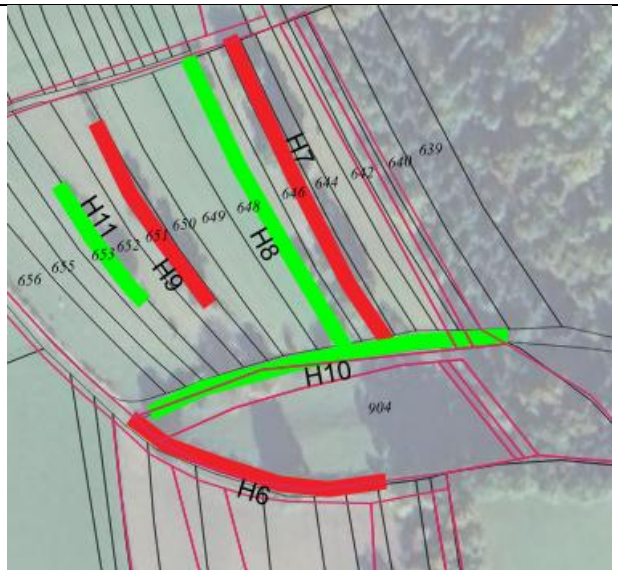
Les limites parcellaires figurées en noir correspondent à l'ancien plan parcellaire, les limites parcellaires de couleur rouge appartiennent au nouveau projet parcellaire.

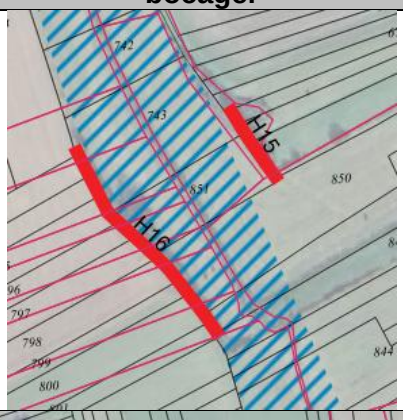
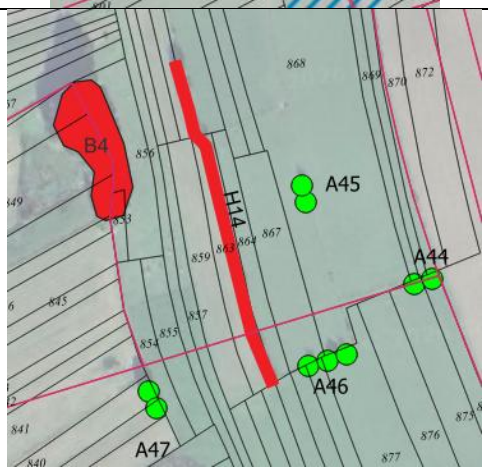
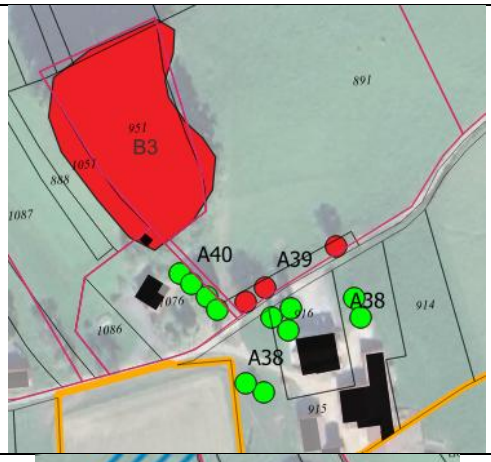
Localisation des éléments de réseau bocager	Analyse des impacts du parcellaire sur le réseau bocager
	Situation inchangée de A1 vis-à-vis des limites parcellaires ➔Pas d'augmentation du risque de suppression.
	B2 et H1 restent positionnés en bordure de route. A4 reste localisé en limite parcellaire. Situation inchangée vis-à-vis des limites parcellaires ➔Pas d'augmentation du risque de suppression.
	A10 et A9 restent localisés en limite parcellaire. A11 reste situé au cœur d'une parcelle. Situation inchangée vis-à-vis des limites parcellaires ➔Pas d'augmentation du risque de suppression.

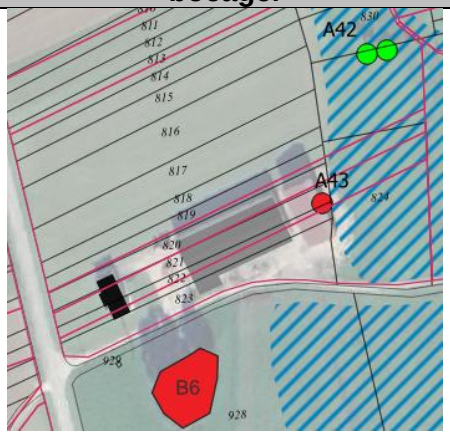
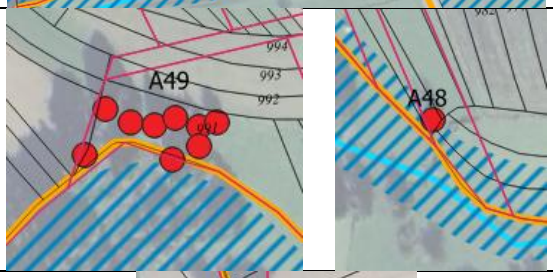
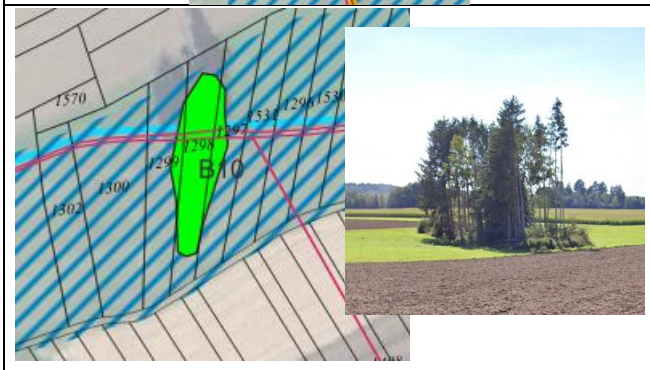
Localisation des éléments de réseau bocager	Analyse des impacts du parcellaire sur le réseau bocager
	A6, A7 et A8 sont maintenus au cœur du parcellaire, ancien comme nouveau. Situation inchangée vis-à-vis des limites parcellaires ➔Pas d'augmentation du risque de suppression.
	Les arbres A13 et A14 sont appuyés sur une limite parcellaire sur le parcellaire actuel comme sur le parcellaire projeté. Les arbres A12 restent localisés en bordure de parcellaire (mais pas sur la limite) en situation initiale comme dans le nouveau projet parcellaire. Situation inchangée vis-à-vis des limites parcellaires ➔Pas d'augmentation du risque de suppression.
	A5 est maintenu au cœur du parcellaire, ancien comme nouveau. Situation inchangée vis-à-vis des limites parcellaires ➔Pas d'augmentation du risque de suppression.

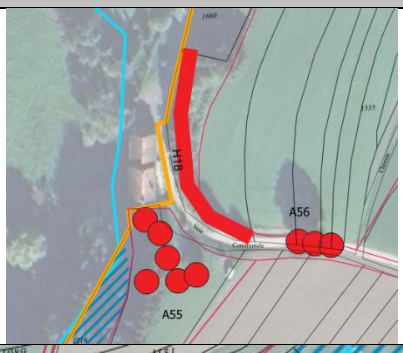
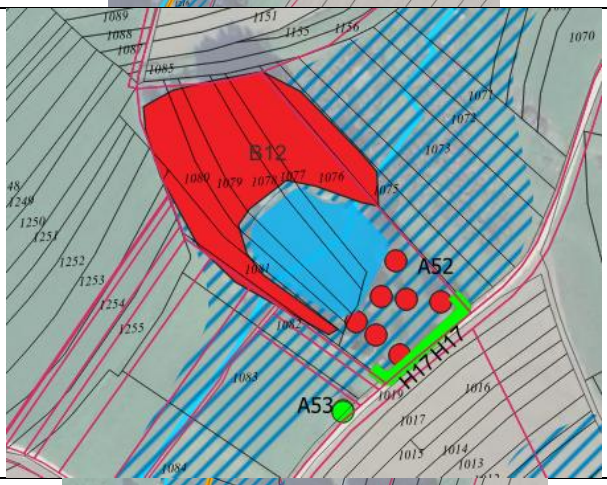
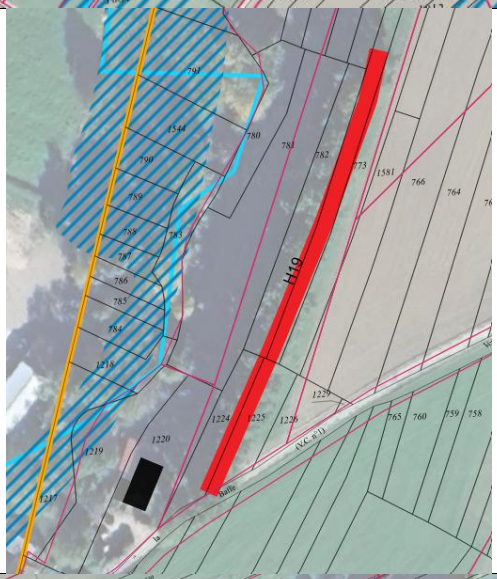
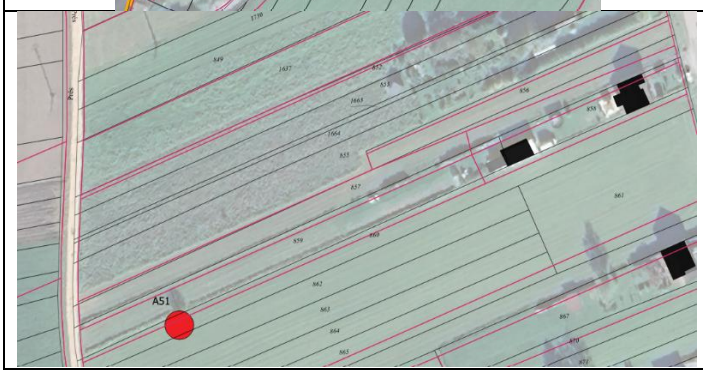
Localisation des éléments de réseau bocager	Analyse des impacts du parcellaire sur le réseau bocager
	B15 reste positionné de part et d'autre du chemin comme dans la situation initiale. Situation inchangée vis-à-vis des limites parcellaires ➔Pas d'augmentation du risque de suppression.
	A2 et A3 sont maintenus au cœur du parcellaire, ancien comme nouveau. Situation inchangée vis-à-vis des limites parcellaires ➔Pas d'augmentation du risque de suppression. B1 initialement positionné sur le talus du chemin rural n°27 ne sera plus appuyé sur une limite parcellaire. Toutefois, la nouvelle parcelle comme l'ancienne ne font partie d'aucun îlot d'exploitation. Les anciennes parcelles fusionnées en une sont réattribuées au propriétaire d'origine, ce qii devrait assurer la préservation du bosquet B1.
	R1 et A17 restent positionnés en limite parcellaire. Situation inchangée vis-à-vis des limites parcellaires ➔Pas d'augmentation du risque de suppression.
	A15 et A16 restent positionnés en bordure de la voirie. Situation inchangée vis-à-vis des limites parcellaires ➔Pas d'augmentation du risque de suppression.

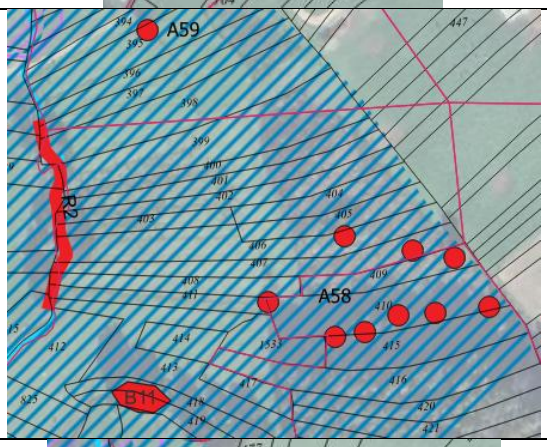
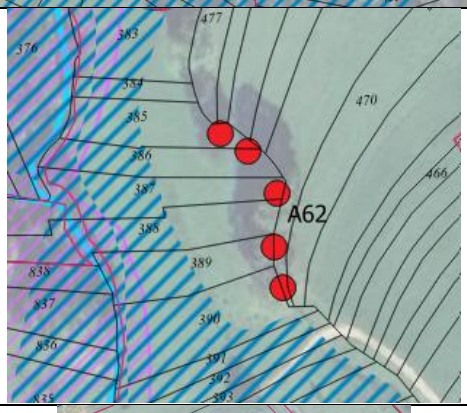
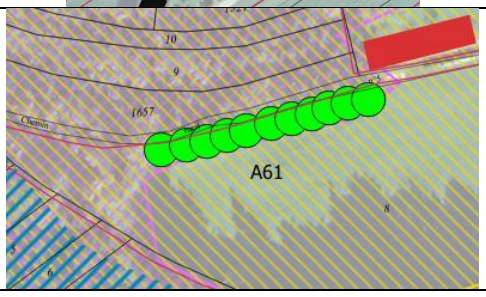
Localisation des éléments de réseau bocager	Analyse des impacts du parcellaire sur le réseau bocager
	La haie H3 voit sa position inchangée vis-à-vis des limites parcellaires. ➔Pas d'augmentation du risque de suppression.
	Les arbres A18, A19 et A20 conservent un positionnement identique à la situation initiale Situation inchangée vis-à-vis des limites parcellaires ➔Pas d'augmentation du risque de suppression. La majorité de la haie H2 est restituée à son propriétaire d'origine (parcelle bâtie). Le reste de la haie ne devrait pas nuire à l'exploitation des parcelles car elles font parties d'un unique futur îlot d'exploitation. Par ailleurs, la haie est implantée sur un léger talus. Son risque de suppression est donc considéré comme négligeable.
	A13, B13 et B14 voient leur position inchangée vis-à-vis des limites parcellaires. H4 et H5 ne sont plus appuyés sur les limites parcellaires. La position de H5 ne génère pas de contrainte ni de morcellement du nouvel îlot d'exploitation dédié au pâturage. Son risque de suppression n'est pas accru par le nouveau parcellaire. H4 n'est pas menacée de suppression bien qu'elle coupe une parcelle en deux : Le Sud de la parcelle est rattaché à un autre îlot du même exploitant. Elle devrait donc être préservée.
	Les arbres A24 et A21 conservent un positionnement identique à la situation initiale. Situation inchangée vis-à-vis des limites parcellaires ➔Pas d'augmentation du risque de suppression.

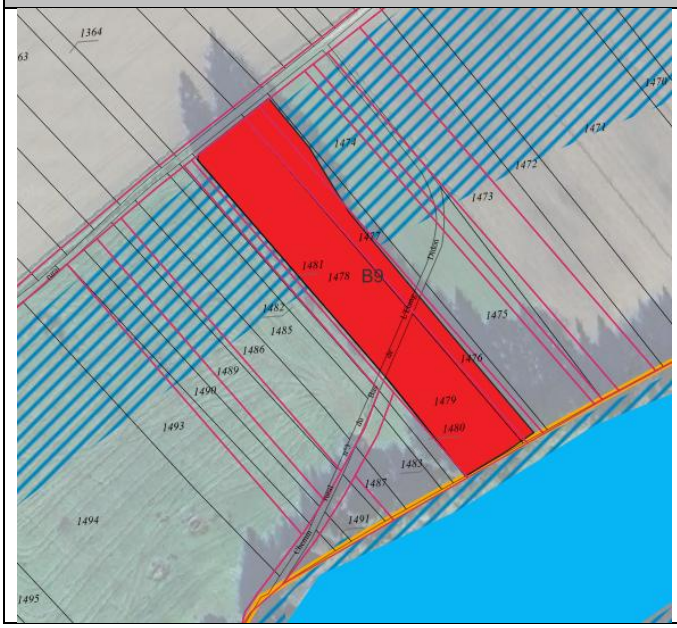
Localisation des éléments de réseau bocager	Analyse des impacts du parcellaire sur le réseau bocager
	A25, A26, A27, A29 et B5 conservent un positionnement identique à la situation initiale Situation inchangée vis-à-vis des limites parcellaires ➔Pas d'augmentation du risque de suppression. L'arbre isolé A22 n'est plus implanté en limite parcellaire. Toutefois, il reste localisé au cœur d'un îlot d'exploitation utilisé en pâturage. Sa préservation n'est donc pas remise en cause par la modification du parcellaire.
	La haie H12 est positionnée en bordure de l'écoulement qui a été cadastré. Sa préservation n'est donc pas remise en cause. Les arbres A30, A31 et A32 sont maintenus en bordure de chemin. Leur risque de suppression ne sera pas accru du fait de la restructuration du parcellaire. Les arbres A28, A33, A34, A35, A36 et A37 ainsi que la haie H13 étaient pour la plupart positionnés sur une limite parcellaire, mais localisés au sein d'un îlot d'exploitation unique. Au niveau du nouveau parcellaire, l'ensemble de ces éléments seront également inclus dans un seul îlot d'exploitation dédié au pâturage et/ ou à la fauche. Ainsi, le risque de suppression de ces éléments ne sera pas accru par la restructuration du parcellaire.
	Les haies H6 et H10 restent localisés en bordure de parcellaire en situation initiale comme dans le nouveau projet parcellaire. Situation inchangée vis-à-vis des limites parcellaires ➔Pas d'augmentation du risque de suppression. Les haies H7, H8, H9 et H11 ne sont plus localisées en limite de parcelle comme elles l'étaient en situation initiale. La nouvelle parcelle contenant ces haies est attribuée à un propriétaire qui a expressément souhaité les obtenir sur son terrain pour les préserver, soucieux de la préservation de la biodiversité communale.

Localisation des éléments de réseau bocager	Analyse des impacts du parcellaire sur le réseau bocager
	La haie H15 est implantée dans l'emprise du chemin rural afin d'assurer sa préservation. Son risque de suppression n'est pas accru par la restructuration du parcellaire. La haie H16 voit sa situation vis-à-vis des limites parcellaires modifiée. Elle traverse et morcelle en deux plusieurs petites parcelles. Toutefois, l'ensemble de ces parcelles appartiendront à un même îlot d'exploitation destiné à la prairie de fauche. Par conséquent, le risque de suppression de la haie H16 reste faible.
	Les arbres A44, A45 et le bosquet B4 voient leur situation inchangée vis-à-vis des limites parcellaires. ➔Pas d'augmentation du risque de suppression. Les arbres A46, A47 et la partie Sud de la haie H14 ne seront plus localisés sur des limites parcellaires. Ils seront implantés au cœur d'un îlot d'exploitation actuellement exploité en prairie de fauche. De même, la majorité de la haie H14 qui séparait initialement deux îlots d'exploitation va se retrouver positionnée au cœur d'un unique îlot d'exploitation. Le secteur est actuellement voué la fauche et au pâturage, et la haie est positionnée sur un léger talus. Si ce mode d'exploitation des terrains est maintenu, le risque de suppression de la haie reste négligeable compte tenu de sa position sur un talus.
	Les arbres A39, A40 et le bosquet B3 voient leur situation inchangée vis-à-vis des limites parcellaires. ➔Pas d'augmentation du risque de suppression. Les arbres A38 sont localisés en dehors du périmètre d'aménagement.
	Les arbres A41 conservent un positionnement identique à la situation initiale. Situation inchangée vis-à-vis des limites parcellaires ➔Pas d'augmentation du risque de suppression.

Localisation des éléments de réseau bocager	Analyse des impacts du parcellaire sur le réseau bocager
	Le bosquet B6 ainsi que l'arbre A43 voient leur situation inchangée vis-à-vis des limites parcellaires. ➔Pas d'augmentation du risque de suppression. Les arbres A42 initialement situés en limite parcellaire vont se trouver positionné au cœur d'une plus vaste parcelle. Localisés au cœur d'une prairie de fauche, ils ne constituent pas une contrainte significative à l'exploitation de la nouvelle parcelle. Toutefois, le risque de suppression sera lié au mode d'exploitation futur, notamment en cas de mise en culture de l'ensemble de la parcelle. Le maintien des arbres A42 n'est pas garanti, bien qu'aucune coupe ne soit prévue au programme des travaux connexes.
	Les arbres A50 et le bosquet B8 conservent un positionnement identique à la situation initiale. Situation inchangée vis-à-vis des limites parcellaires ➔Pas d'augmentation du risque de suppression. Le bosquet B7 n'est plus localisé sur une limite parcellaire. Cependant, il reste placé dans le même îlot d'exploitation, réattribué au même exploitant. ➔Pas d'augmentation du risque de suppression.
	Les arbres A49 et A48 conservent un positionnement identique à la situation initiale. Situation inchangée vis-à-vis des limites parcellaires ➔Pas d'augmentation du risque de suppression.
	L'arbre A54 conserve une position identique à la situation initiale. Situation inchangée vis-à-vis des limites parcellaires ➔Pas d'augmentation du risque de suppression.
	Le bosquet B10 était initialement positionné à cheval sur plusieurs parcelles de part et d'autre du ruisseau. Au niveau du nouveau parcellaire, il se trouvera en bordure de deux grandes parcelles de part et d'autre du ruisseau. La position en bordure de parcelle ne constitue pas en soit de contrainte à l'exploitation des parcelles (par ailleurs en zone humide) en prairie de fauche. Cependant, principalement composé de résineux dans un état sanitaire médiocre, il est possible que ce bosquet soit coupé par les nouveaux propriétaires concernés, pour des raisons sanitaires. Étant classé en maintien souhaitable et compte tenu de son état et de sa composition, il présente un moindre intérêt écologique et, il pourra être supprimé sans compensation.

Localisation des éléments de réseau bocager	Analyse des impacts du parcellaire sur le réseau bocager
	La haie H18 ainsi que les arbres A55 et A56 voient leur situation inchangée vis-à-vis des limites parcellaires. ➔Pas d'augmentation du risque de suppression.
	Les éléments B12, A53, A52 et H17 voient leur situation inchangée vis-à-vis des limites parcellaires. ➔Pas d'augmentation du risque de suppression.
	La haie H19 était implantée au cœur de plusieurs parcelles en situation initiale. Elle sera localisée au cœur d'une parcelle unique sur le nouveau plan parcellaire. Sa position étant inchangée vis-à-vis des limites parcellaires, son risque de disparition n'est donc pas accru du fait de la restructuration parcellaire. Par ailleurs, elle est partiellement localisée sur un talus, ce qui favorise sa préservation (pas de possibilité de mise en culture).
	Il y a visuellement un décalage entre la photo aérienne et les parcellaires anciens et récents. Si on considère le décalage visuel entre les limites, l'arbre A51 reste localisé en limite parcellaire, tout comme en situation initiale. ➔Pas d'augmentation du risque de suppression.

Localisation des éléments de réseau bocager	Analyse des impacts du parcellaire sur le réseau bocager
	Les arbres A57 étaient initialement implantés en limite parcellaire ou en bordure de parcelle. Ils se retrouvent localisés au cœur d'une nouvelle parcelle. Toutefois, ces arbres sont inclus en situation initiale comme avec le futur parcellaire au cœur d'un même îlot d'exploitation, et réattribué au même exploitant. ➔Pas d'augmentation du risque de suppression.
	R2, B1 et A59 voient leur situation inchangée vis-à-vis des limites parcellaires. ➔Pas d'augmentation du risque de suppression. La plupart des arbres A58 est située dans une zone exclue du périmètre d'aménagement. Les arbres inclus dans le périmètre d'aménagement conservent le même positionnement vis-à-vis des limites parcellaires que dans la situation initiale. ➔Pas d'augmentation du risque de suppression.
	En situation initiale, les arbres A62 sont localisés sur un talus, en limite parcellaire mais au cœur d'un îlot d'exploitation unique. Au niveau du nouveau plan parcellaire, ces arbres ne seront plus localisés en limite parcellaire, mais toujours localisés au cœur de l'îlot du même exploitant. Par conséquent, le risque de suppression de ces éléments n'est pas accru du fait de la restructuration du parcellaire.
	Les arbres A60 retrouvent une situation inchangée vis-à-vis des limites parcellaires ➔Pas d'augmentation du risque de suppression.
	Les arbres A61 restent localisés en limite parcellaire. La situation est inchangée vis-à-vis des limites parcellaires ➔Pas d'augmentation du risque de suppression.

Localisation des éléments de réseau bocager	Analyse des impacts du parcellaire sur le réseau bocager
	Le bois B9 est cadastré dans ses limites initiales. On observe juste une légère rectification de la limite parcellaire Nord-Est. Aucune augmentation du risque de suppression n'est à déplorer.

<u>Bilan de l'impact du parcellaire sur les éléments de réseau bocager :</u>

Le risque de suppression est faible à négligeable pour les haies H2 et H4 dont le maintien est noté comme souhaitable au niveau des recommandations environnementales (étude préalable) et dont la conservation est inscrite dans l'arrêté préfectoral des prescriptions environnementales (références H18 et H21 de l'arrêté préfectoral).

De même, le risque de suppression est faible à négligeable pour les haies H14 et H16 dont le maintien est noté comme nécessaire au niveau des recommandations environnementales (étude préalable) et dont la conservation est inscrite dans l'arrêté préfectoral des prescriptions environnementales (références H7 et H9 de l'arrêté préfectoral).

Le maintien est incertain pour le bosquet B10 et les arbres A42. Bien que la suppression de ces éléments ne soit pas inscrite au programme des travaux connexes, leur préservation dépendra des décisions ultérieures des futurs propriétaires et des exploitants des parcelles concernées, une fois l'aménagement foncier clôturé. Il s'agit donc d'un impact indirect de l'opération d'aménagement foncier. Aussi, dans le doute concernant leur préservation à moyen ou long terme, des mesures compensatoires seront prévues pour les arbres A42. Compte tenu de son mauvais état et de son moindre intérêt écologique, aucune compensation n'est requise pour B10.

- *<u>sur la ripisylve</u>*

La ripisylve, outre son intérêt faunistique et floristique, possède des effets sur la qualité physique et chimique des eaux.

• L'ombrage du cours d'eau :

La ripisylve forme un écran aux rayons lumineux et agit comme une haie modifiant les conditions d'éclairement de l'eau et de circulation de l'air. La ripisylve atténue ainsi les variations journalières de températures de l'eau, et, en été, limite le réchauffement des eaux, notamment sur les petits et moyens cours d'eau (moins de 30 m de large).

Elle permet de limiter la croissance de la végétation aquatique dans les cours d'eau eutrophisés, elle évite des élévations de température qui pourraient modifier les peuplements piscicoles en place.
Pour avoir des effets significatifs sur la température de l'eau, il est nécessaire que le cours d'eau soit ombragé sur plusieurs dizaines ou centaines de mètres consécutifs.

• Les apports de matière organique :

La matière organique fournie par les litières végétales des feuillus en bord de cours d'eau peut influencer la qualité chimique des eaux, mais pour des eaux courantes, l'impact est généralement modeste et saisonnier et, dans tous les cas, sans aucune mesure avec celui dû aux apports d'origine anthropique. Les apports organiques naturels peuvent parfois poser des problèmes de toxicité pour la faune piscicole, mais uniquement dans les milieux fermés (ancien bras déconnecté du lit principal, mares, étangs).

• L'épuration des eaux :

La ripisylve peut jouer un rôle important dans l'épuration des eaux. Le pouvoir épurateur des ripisylves repose sur :

. le piégeage des sédiments fins transportés par la rivière pendant les inondations ou contenus dans les eaux de ruissellement. Ces matières souvent riches en éléments nutritifs peuvent ainsi être recyclées dans les sols et par la végétation,

. l'épuration des eaux souterraines au contact des systèmes racinaires. Les éléments nutritifs contenus dans les eaux de nappe ou les eaux d'infiltration, comme les nitrates, peuvent être prélevés par la végétation ou éliminés par les micro-organismes du sol (dénitrification).

La rugosité de la ripisylve qui favorise les dépôts de sédiments fins et le grand développement des systèmes racinaires des espèces ligneuses expliquent la plus grande efficacité des ripisylves pour l'épuration des eaux par rapport aux autres types de couverts végétaux.
La ripisylve agit directement sur la qualité physico-chimique des eaux. Elle agit comme un filtre naturel important pour l'épuration des eaux, surtout au niveau des échanges nappe -> rivière. Elle peut ainsi limiter considérablement les transferts de polluants entre les terres cultivées et la rivière. La ripisylve ne peut cependant pas agir de manière significative sur la dépollution d'une rivière déjà polluée en amont.

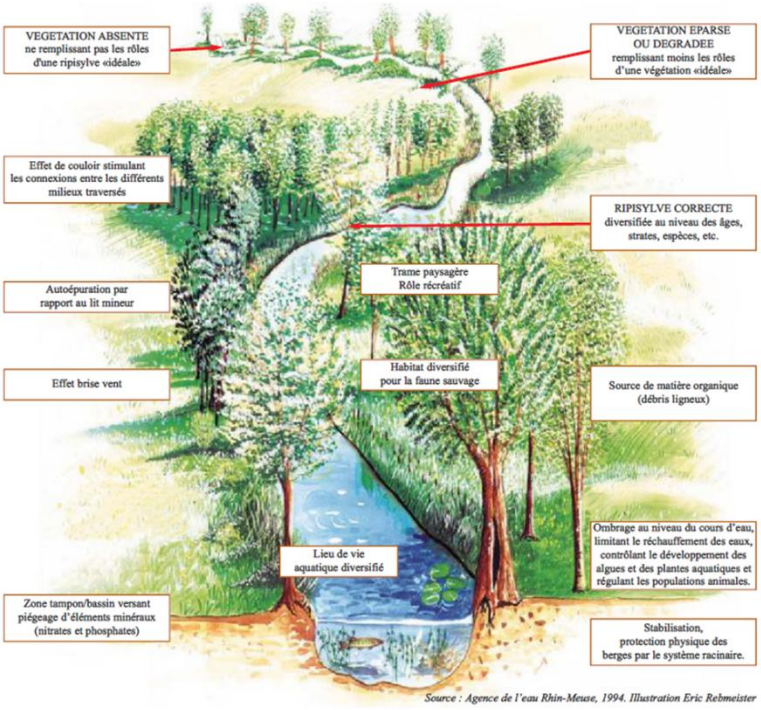


Illustration des différentes fonctions de la ripisylve. Source : Agence de l'eau Rhin Meuse

L'ensemble des ripisylves identifiées sont maintenues à leur position initiale.

⇨ La préservation des ripisylves existantes est ainsi assurée.

Aucun impact du nouveau parcellaire sur les ripisylves n'est à déplorer.

- *Impacts du parcellaire sur l'occupation du sol, notamment sur les prairies (fauche ou pâture)*

La restructuration du parcellaire conduit à une augmentation parfois considérable de la taille des parcelles.

Il s'agit donc de vérifier si l'agrandissement des parcelles, et des îlots d'exploitation sont de nature à pénaliser l'occupation des sols en prairies et pâtures au profit des cultures.

Le maintien des zones de prairies et pâtures est notamment conditionné par la proximité avec les bâtiments d'élevage pour les pâtures, et la taille et la facilité d'accès aux parcelles pour les prairies de fauche.

Dans le cas présent, les superficies regroupées autour des bâtiments d'exploitation ont été accrues. Elles sont également réattribuées aux mêmes exploitants que dans la situation actuelle. Dans ces conditions, l'augmentation de la taille des parcelles et par la même des îlots d'exploitation, est plutôt favorable à la préservation des superficies de pâture.

La comparaison des îlots d'exploitation permet également de constater que la restructuration du parcellaire a globalement permis de réattribuer aux mêmes exploitants les secteurs de prairie de fauche, en rationnalisant et améliorant les conditions d'exploitation.

Il faut également noter que la Politique Agricole Commune incite financièrement à la préservation des surfaces en herbe, notamment celles déclarées comme surface d'intérêt écologique. Par conséquent, même si elles sont déplacées, il est très peu probable que ces surfaces en herbe de la commune disparaissent.

L'impact du nouveau parcellaire sur l'occupation du sol et en particulier sur les surfaces en herbe (prairie permanente) est nul.

L'évolution ultérieure de l'exploitation des terrains (à moyen et long terme) n'est pas du ressort de l'aménagement foncier, mais plutôt des politiques agricoles menées à l'échelle nationale et européenne, e de la situation économique des exploitations.

- *Impacts sur les zones humides et les milieux aquatiques*

L'étude préalable d'aménagement foncier identifie la présence de plusieurs zones humides sur le territoire communal.

En soi, les modifications de parcellaires sont sans impacts sur les zones humides. Lorsque cela s'est avéré nécessaire, le projet a été modifié afin par exemple de localiser un nouveau chemin agricole en dehors des zones humides.

Les impacts de la nouvelle distribution parcellaire sur les zones humides et les milieux aquatiques sont nuls.

2.7. IMPACTS DU NOUVEAU PARCELLAIRE SUR L'EROSION DES SOLS ET L'HYDRAULIQUE

Trois facteurs interviennent essentiellement dans la sensibilité des sols à l'érosion hydrique :

1) La nature du sol

Plus le sol est perméable en surface et en profondeur et plus il est apte à absorber l'eau des pluies s'opposant ainsi au ruissellement et à l'érosion. Si cette perméabilité est due à sa texture sableuse, la résistance à l'érosion est médiocre. Si elle est due au contraire à une bonne structure en agrégats et en mottes et surtout à une structure stable (rôle de l'humus et du calcium), sa résistance à l'érosion peut être très bonne.

2) La pente du sol

Plus le sol est en pente, plus il est sensible à l'érosion. Le tableau ci-joint classe les sols en fonction de leur pente et des contraintes associées.

Classes de pentes, appellations et contraintes associées (GEPPA [205])

<table>
<tr><th colspan="4">Pentes</th><th rowspan="2">Affectation des terres</th><th rowspan="2">Travail du sol</th><th colspan="2">Irrigation</th><th colspan="2">Assainissement Drainage</th><th rowspan="2">Erosion par ruissellement</th><th rowspan="2">Terrains de loisirs</th></tr>
<tr><th>%</th><th>Degré</th><th>Classe</th><th>Appellation</th><th>Aspersion</th><th>Gravité</th><th></th><th></th></tr>
<tr><td>0,15</td><td>0°05</td><td>1</td><td>Très faible</td><td rowspan="4">Généralement cultivable</td><td rowspan="2">Pas de contrainte</td><td rowspan="3">Pas de contrainte majeure</td><td></td><td rowspan="5">Drains en travers de la pente</td><td rowspan="2">Disposition des drains indifférente</td><td rowspan="2">Nulle</td><td rowspan="3">Peu de contraintes</td></tr>
<tr><td>0,5</td><td>0°17</td><td>2</td><td>Faible</td><td>Pas de contrainte</td></tr>
<tr><td>2</td><td>1°08</td><td>3</td><td>Faible à modérée</td><td rowspan="2">Possible avec techniques adaptées</td><td rowspan="2">Drainage</td><td rowspan="2">Peu de risques</td></tr>
<tr><td>5</td><td>2°51</td><td>4</td><td>Modérée</td><td>Contraintes mineures</td><td>Contraintes spécifiques</td><td rowspan="2">Pente maximale pour drains taupes</td></tr>
<tr><td>10</td><td>5°42</td><td>5</td><td>Modérée à forte</td><td>Contraintes spécifiques</td><td>Contraintes majeures</td><td>Possible avec aménagement des versants</td><td>possible</td><td>Risques modérés</td><td>Contraintes notables</td></tr>
<tr><td>15</td><td>8°32</td><td>6</td><td>Forte</td><td rowspan="3">Difficilement cultivable</td><td rowspan="3">Matériels et techniques adaptés</td><td>Pente maximale épandage boue</td><td rowspan="3">Sevrage de mouillères</td><td rowspan="3">Risques importants</td><td rowspan="3">Contraintes sévères</td></tr>
<tr><td>20</td><td>11°18</td><td>7</td><td></td><td rowspan="3">Pas de contrainte majeure</td></tr>
<tr><td>25</td><td>14°02</td><td>8</td><td></td></tr>
<tr><td>30</td><td>16°42</td><td rowspan="3">9</td><td>Très forte</td><td rowspan="3">Non cultivable</td><td rowspan="3"></td><td rowspan="3">Pente maximale pour les tuyaux</td><td rowspan="3"></td><td rowspan="3">Risques très importants</td><td rowspan="3">Contraintes très sévères</td></tr>
<tr><td>75</td><td>36°52</td><td>Limite pâture pour bovins</td></tr>
<tr><td>100</td><td>45°00</td><td>10</td><td>Excessive</td></tr>
</table>

La pente est variable selon les secteurs : les pentes les plus fortes peuvent atteindre 10 à 15 % sur les coteaux Est de la commune. Ailleurs, les pentes sont faibles.

3) La couverture du sol

Plus le sol est couvert de végétation, plus il résiste à l'érosion.

Influence de la couverture du sol sur le ruissellement (d'après NAHAL, principes de conservation du sol, MASSON).

Nature de la couverture végétale	Ruissellement ---------- x 100 Infiltration
Forêt	2%
Prairie	5%
Blé, Orge	25%
Maïs, Coton	50%

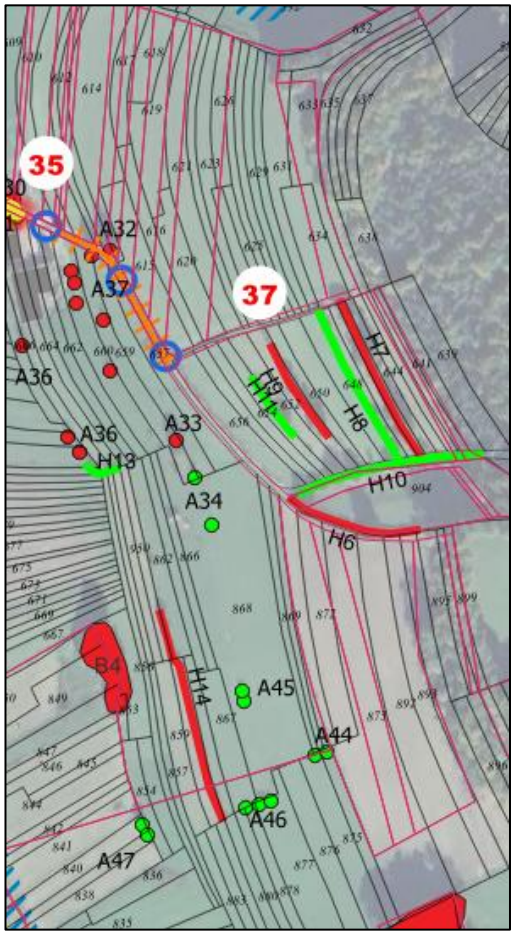
De mauvaises pratiques agricoles peuvent accroître l'érosion. Il s'agit :

- des cultures laissant le sol trop à nu en périodes pluvieuses (cultures érosives telles que le maïs),
- la mise en culture de sols qui devraient du fait de leur pente rester sous prairie ou sous forêt (pente supérieure à 5%),
- la simplification des assolements et des rotations, la monoculture et la dissociation cultures, élevages privant le sol des restitutions organiques.

Le projet de nouveau parcellaire n'est pas de nature à modifier le rapport cultures/surfaces en herbe sur le périmètre d'aménagement, malgré l'agrandissement des parcelles et des îlots d'exploitation.

Aussi, il est plus pertinent d'analyser deux critères, qui induisent des modifications hydrauliques :

- L'orientation des parcelles : en effet, une parcelle dont la longueur est orientée dans le sens de la pente va induire un labour lui aussi dans le sens de la pente, contexte plus favorable au ruissellement qu'à l'infiltration. Inversement, une parcelle dont la longueur est parallèle aux courbes de niveau va conduire à un labour perpendiculaire à la pente, plus favorable à l'infiltration des eaux dans le sol.



- L'allongement des parcelles dans le sens de la pente. Plus une parcelle est allongée dans le sens de la pente, plus le risque de ruissellement est accru.

Ainsi, la combinaison de tous ces éléments permet de déterminer si le nouveau parcellaire est de nature à aggraver ou à réduire les phénomènes d'érosion des sols et de ruissellement.

La cartographie suivante permet d'analyser les modifications parcellaires sur les secteurs aux pentes les plus prononcées et de voir si elles sont de nature à avoir des effets sur le risque de ruissellement.

Sur les coteaux de l'Est du territoire, où les pentes sont supérieures à 10 %, le nouveau parcellaire a été dessiné perpendiculaire à la pente, limitant le risque de ruissellement.
L'occupation actuelle des sols permet de constater qu'actuellement, les terrains sont très majoritairement exploités en prairie ou pâture, ce qui limite très largement le risque de ruissellement.

La restructuration du parcellaire ne génère aucun impact négatif sur le risque d'érosion des sols ou sur le ruissellement.

2.8. IMPACTS DU NOUVEAU PARCELLAIRE SUR LA FAUNE, LA FLORE ET LES CONTINUITES ECOLOGIQUES

- Impacts sur la faune et la flore :

Les impacts sur la faune sont délicats à quantifier dans la mesure où peu d'espèces sont exclusivement liées à un seul type de milieu. En effet, les espèces rapaces par exemple, nichant dans les bois, chassent dans les milieux agricoles ouverts. Un aménagement foncier peut sans toucher les bois, bouleverser profondément les biotopes fréquentés par ces espèces en conduisant à la suppression des haies et donc à la raréfaction de certaines proies des rapaces.

Les interactions entre les milieux (définis par des paramètres) et les peuplements (espèces les composant) sont extrêmement nombreux et complexes.

Le nouveau découpage parcellaire va redessiner les parcelles et les regrouper. Comme indiqué dans l'analyse des impacts du parcellaire sur les milieux naturels, en dehors du bosquet B10 et des deux arbres A42, aucun autre boisement ne voit sont risque de disparition accru consécutivement aux modifications des limites parcellaires.

La ZNIEFF n'est pas concernée par le périmètre d'aménagement foncier.

Concernant les espèces protégées et espèces remarquables (espèces déterminantes ZNIEFF), issues de source bibliographique ou des campagnes de terrain, il a été vérifié si le futur parcellaire est de nature à remettre en cause leur présence (hors zones concernées par des travaux connexes).

Les espèces protégées recensées à Charmois-devant-Bruyère sont des oiseaux. Compte tenu de l'absence de perturbation significative du réseau bocager, l'habitat de ces espèces n'est pas affecté par la restructuration parcellaire. Par conséquence, la présence de ces oiseaux sur le territoire communal n'est pas menacée.

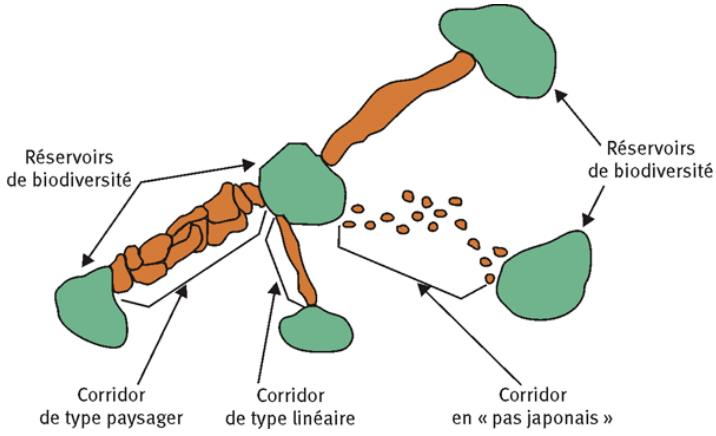
Aucun impact du nouveau parcellaire sur la faune et la flore n'est identifié.

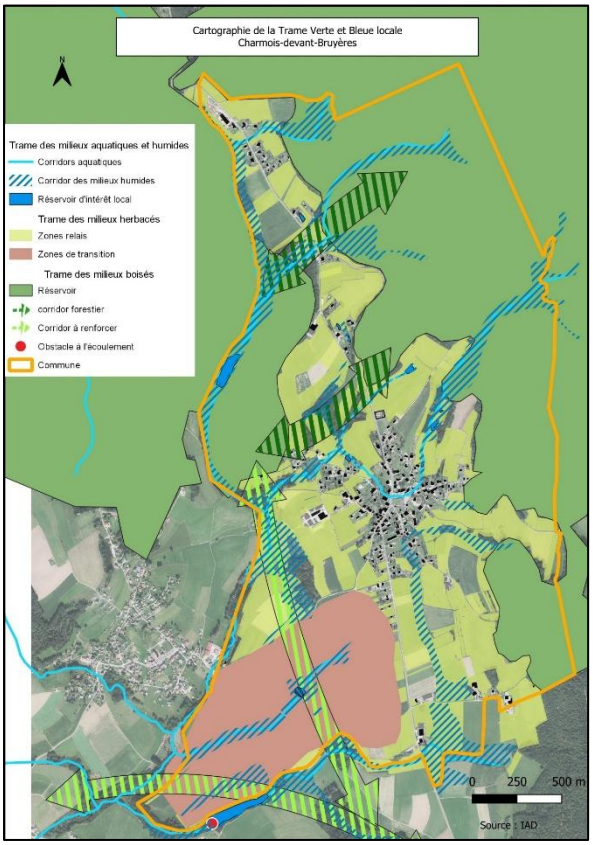
- Impact sur les continuités écologiques :

Les corridors écologiques sont des éléments linéaires du paysage dont la physionomie diffère de l'environnement adjacent. Les corridors peuvent être naturels (rivières, crêtes, passages d'animaux) ou créés par l'homme (fossés, haies). Ils sont pour la plupart organisés en réseaux et leur linéarité leur confère un rôle particulier dans la circulation des flux de matière ou d'organismes. Ils font la jonction entre des noyaux ou réservoirs de biodiversité.

En ce qui concerne la structure, les haies larges à fort couvert végétal ont un rôle de corridor bien meilleur.

(source : Cemagref, d'après Bennett 1991)





La restructuration du parcellaire n'est pas de nature à impacter les bois ou le réseau bocager, ni les cours d'eau, ni les zones humides comme cela a été démontré précédemment.

Par conséquent, aucun impact du nouveau parcellaire sur la Trame Verte et Bleue n'est à déplorer.

2.9. IMPACTS DU NOUVEAU PARCELLAIRE SUR LE PAYSAGE

La restructuration du parcellaire ne modifiera pas le paysage ni les perceptions visuelles puisqu'elle ne devrait pas engendrer de modification radicale de l'occupation des sols. Une telle modification dépend essentiellement des orientations technico-économiques des exploitations et de la politique agricole communautaire.

L'impact de la nouvelle distribution parcellaire sur le paysage est jugé nul.

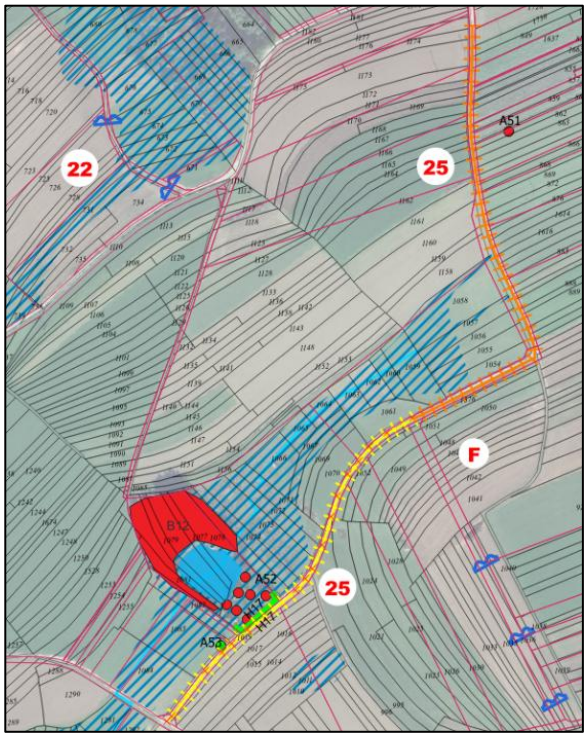
3. IMPACTS DES TRAVAUX CONNEXES

Les impacts des travaux connexes sont étudiés à partir du programme des travaux connexes. Les précautions à prendre concernant la phase de travaux (afin d'éviter voire de réduire les perturbations) sont présentées au volet 6 du présent rapport.

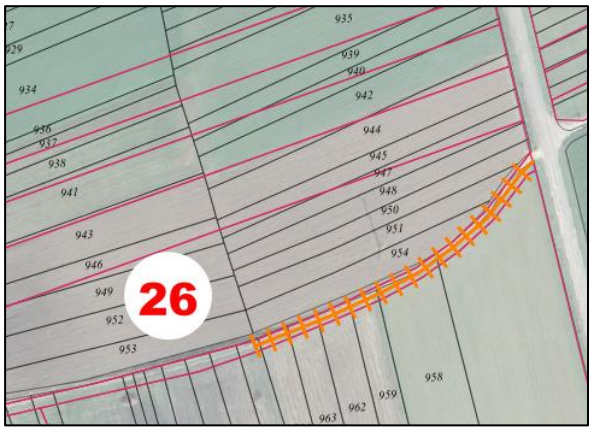
3.1. RECHARGEMENT SUR CHEMINS EXISTANTS

3.1.1. Chemin 25

Ce poste des travaux connexes correspond au rechargement du chemin existant sur sa partie Nord (tracé orange ci-contre), sur environ 480 m et 3,5 m de large, et le rechargement ponctuel au niveau de nids de poule sur la portion Sud du chemin (tracé jaune ci-contre).



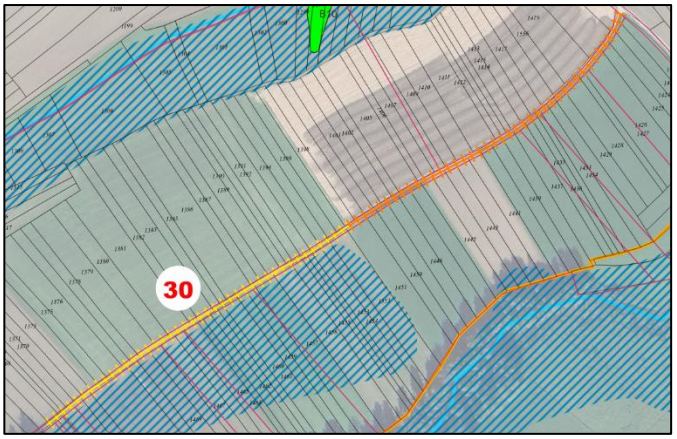
3.1.2. Chemin 26



Il est prévu le rechargement du chemin déjà existant n°26 sur 150m de long et 3,5 m de large.

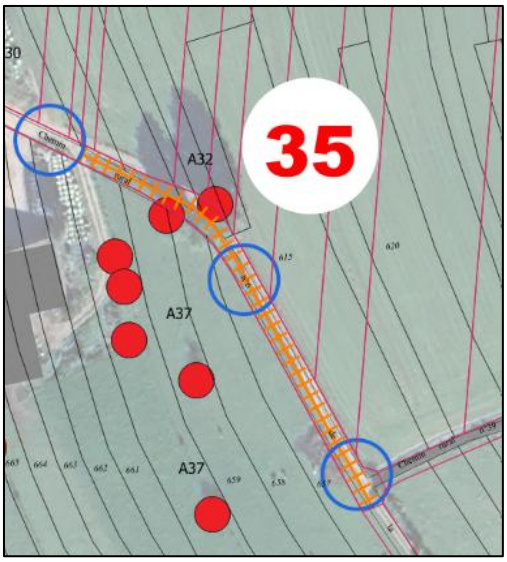
3.1.3. Chemin 30

Les travaux connexes prévoient le rechargement du chemin n°30 sur environ 300 m de long et 3,5 m de large sur sa portion Nord-Est (en orange sur l'extrait ci-contre) et le rechargement ponctuel des nids de poules sur la portion Sud-Ouest (figuré en jaune).



3.1.4. Chemin 35

Il est prévu le rechargement du chemin déjà existant n°35 sur 135 m environ et 3,5 m d'emprise.



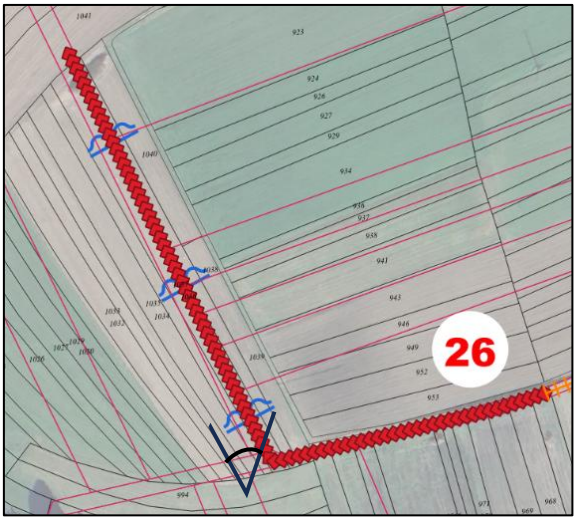
Les rechargements des chemins existants n°25, 26, 30 et 35 sont sans impacts sur les domaines analysés (paysage, faune, flore, hydraulique, trames verte et bleue, air et climat, etc…). Les emprises étant déjà existantes et restant inchangées, aucun impact n'est à déplorer sur les zones humides voisines. Un impact temporaire sur les commodités de voisinage est à prévoir en phase de travaux. Des mesures d'évitement et des mesures réductrices seront indiquées dans le volet 6 du présent rapport.

3.2. EMPIERREMENT SUR CHEMINS EXISTANTS

3.2.1. Chemin 26

Le programme des travaux connexes prévoit l'empierrement du chemin existant 26 sur un linéaire de 340 m et une largeur de 3,5 m.

Sur le tronçon orienté Est-Ouest, le tracé reprend le chemin existant. Sur le tronçon orienté Nord-Sud, le futur chemin est décalé de quelques mètres vers l'Ouest de l'emprise existante.



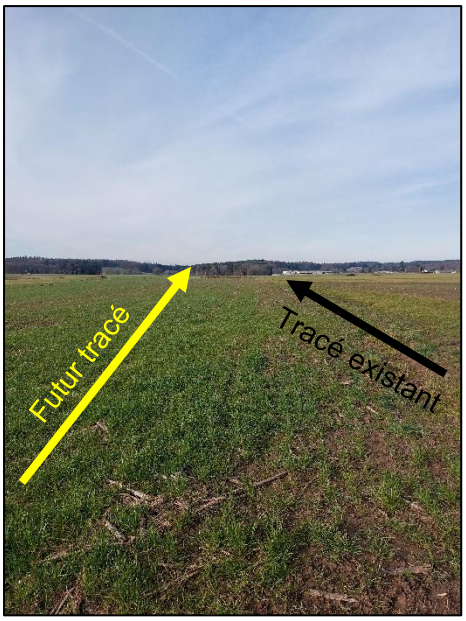


: axe des prises de vue

L'emprise existante (photo ci-contre) est actuellement un chemin de terre non empierré qui pourra aisément être remis en état de culture sans travaux particuliers.

Le futur tracé de cette portion de chemin 26 est actuellement occupé par de la prairie temporaire ne présentant aucun intérêt faunistique ou floristique ni aucune zone humide.

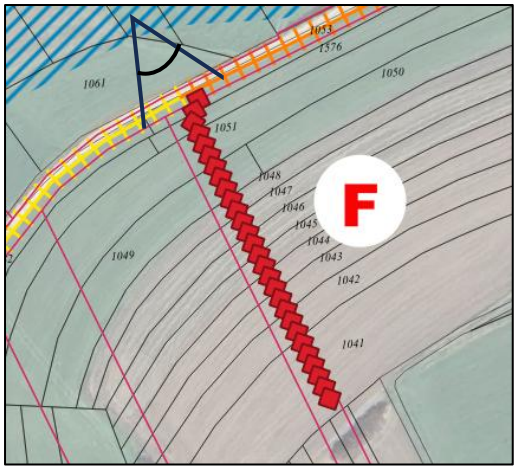
L'empierrement de cette emprise sera sans impact sur le milieu naturel.

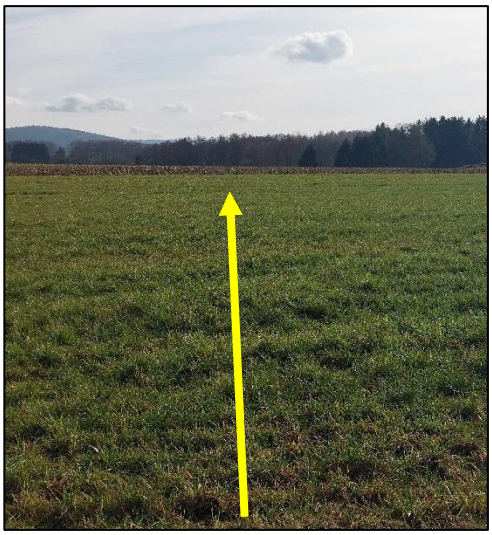


L'empierrement du chemin 26 sera sans impact sur les domaines analysés (paysage, faune, flore, hydraulique, zones humides, trames verte et bleue, air et climat, etc…). Comme pour les autres travaux connexes, un impact temporaire sur les commodités de voisinage est à prévoir en phase de travaux. Des mesures d'évitement et des mesures réductrices seront indiquées dans le volet 6 du présent rapport.

3.3. EMPIERREMENT SUR CHEMINS A CREER

3.3.1. Chemin F

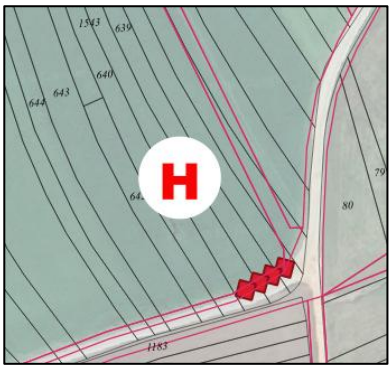




: axe de la prise de vue

Le programme des travaux connexes prévoit la création d'un chemin F avec empierrement sur un linéaire de 112 m. Le chemin nouvellement créé est localisé sur un secteur exploité en prairie temporaire et en culture, en dehors de toute zone humide. Le tracé n'est concerné par aucune flore remarquable ou protégée.

3.3.2. Chemin H





Il est prévu la création d'une portion de chemin H empierrée, sur une longueur de 25 m, au niveau de l'intersection entre la portion de chemin H prévue en enrobé et la route de La Baffe.

Cette zone empierrée est destinée à améliorer la sécurité routière à ce carrefour.

L'emprise concernée est actuellement exploitée en prairie de fauche. Il s'agit d'une prairie améliorée mésophile (absence de zone humide) présentant une faible diversité d'espèces, et ne comportant aucune espèce remarquable ou protégée.

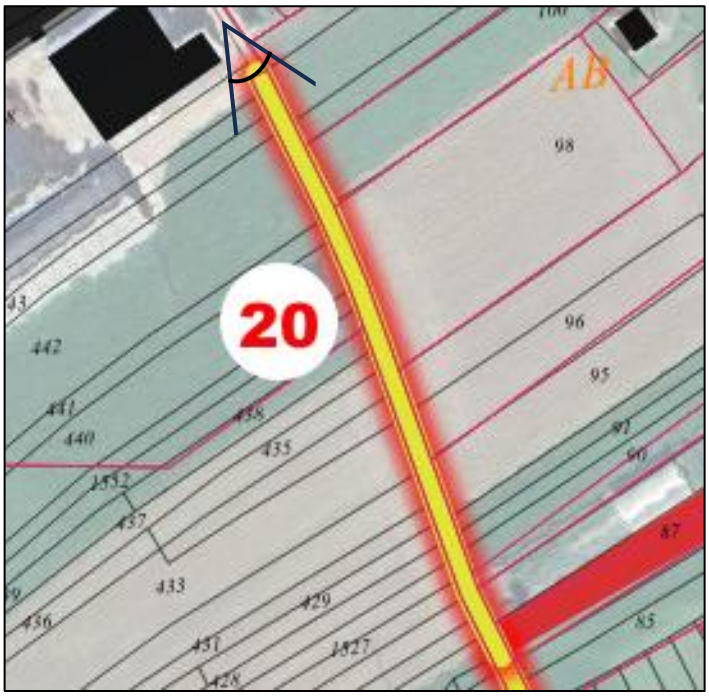
La création et l'empierrement des chemins F et H sera sans impacts sur les domaines analysés (paysage, faune, flore, hydraulique, zones humides, trames verte et bleue, air et climat, etc…). Elle aura un impact positif sur la sécurité routière. Comme pour les autres travaux connexes, un impact temporaire sur les commodités de voisinage est à prévoir en phase de travaux. Des mesures d'évitement et des mesures réductrices seront indiquées dans le volet 6 du présent rapport.

3.4. MISE EN ŒUVRE D'ENDUIT BICOUCHE SUR CHEMINS EXISTANTS

3.4.1. Chemin 20

Les travaux consistent en la mise en œuvre d'un enduit bicouche sur un chemin actuellement déjà existant, sur une largeur de 3,5 m et une longueur de 200 m.

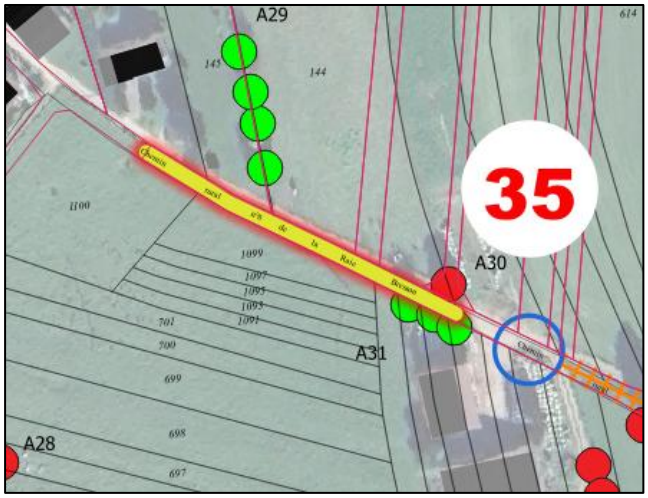




La mise en œuvre de l'enduit bicouche va conduire à l'imperméabilisation de 700 m² de chemin. Toutefois, le chemin n'étant pas bordé de fossés ni existants, ni à créer, l'eau s'infiltrera sur les bas-côtés du chemin enduit, de façon identique à la situation actuelle : l'eau se répartit et s'infiltre de manière diffuse sur l'ensemble du linéaire du chemin.

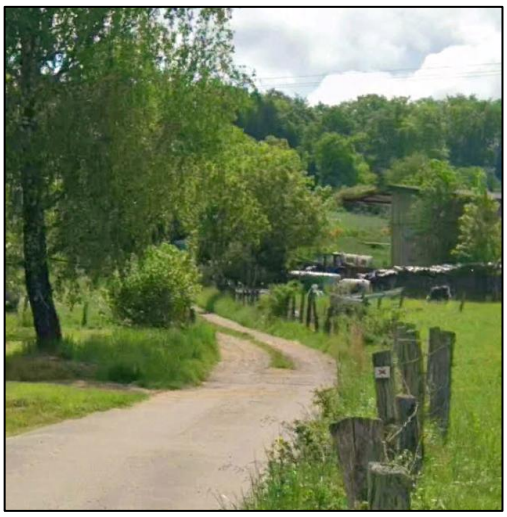
Dans ces conditions, les caractéristiques hydrauliques du secteur restent inchangées, le volume et la vitesse de d'eau parvenant aux cours d'eau de la commune ne sont pas modifiés.

3.4.2. Chemin 35





Les travaux consistent en la mise en œuvre d'un enduit bicouche sur un chemin actuellement déjà existant, sur une largeur de 3,5 m et une longueur de 100 m.



La mise en œuvre de l'enduit bicouche va conduire à l'imperméabilisation de 350 m² de chemin. Toutefois, le chemin n'étant pas bordé de fossés ni existants, ni à créer, l'eau s'infiltrera sur les bas-côtés du chemin enduit, de façon identique à la situation actuelle : l'eau se répartit et s'infiltre de manière diffuse sur l'ensemble du linéaire du chemin.

Dans ces conditions, les caractéristiques hydrauliques du secteur restent inchangées, le volume et la vitesse de d'eau parvenant aux cours d'eau de la commune ne sont pas modifiés.

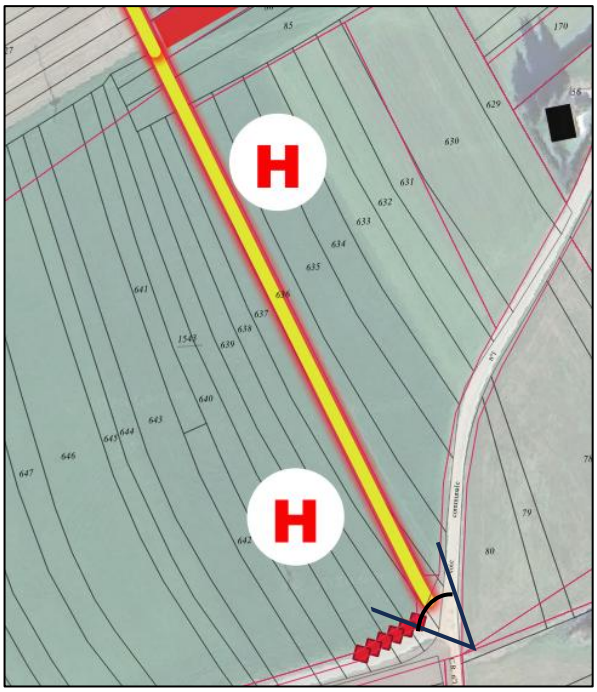
Les arbres bordant le chemin seront maintenus.

La mise en œuvre d'enduit bicouche sur les chemins existants 20 et 35 sera sans impacts sur les domaines analysés (paysage, faune, flore, hydraulique, zones humides, trames verte et bleue, air et climat, etc…). Elle aura un impact légèrement positif sur la sécurité routière en permettant le décrottage des roues des engins agricoles avant leur entrée dans le village ou sur la route de La Baffe. Comme pour les autres travaux connexes, un impact temporaire sur les commodités de voisinage est à prévoir en phase de travaux. Des mesures d'évitement et des mesures réductrices seront indiquées dans le volet 6 du présent rapport.

3.5. MISE EN ŒUVRE D'ENDUIT BICOUCHE SUR CHEMINS A CREER

Le programme des travaux connexes prévoit la création d'une portion de chemin H de 210 m de long sur 3,5 m de large, en enduit bicouche.





Le tracé ci-contre indique que la portion de chemin H à créer traverse une prairie de fauche. Il s'agit d'une prairie améliorée mésophile (absence de zone humide) présentant une faible diversité d'espèces, et ne comportant aucune espèce remarquable ou protégée.

La mise en œuvre de l'enduit bicouche va conduire à l'imperméabilisation de 735 m² de chemin. Toutefois, le chemin à créer ne sera pas bordé de fossés. L'eau s'infiltrera sur les bas-côtés du chemin enduit : l'eau se répartira et s'infiltrera de manière diffuse sur l'ensemble du linéaire du chemin, la topographie étant plane sur cette zone.

Dans ces conditions, les caractéristiques hydrauliques du secteur restent inchangées, le volume et la vitesse de d'eau parvenant aux cours d'eau de la commune ne sont pas modifiés.

La mise en œuvre d'enduit bicouche sur le chemin à créer H sera sans impacts significatifs sur les domaines analysés (paysage, faune, flore, hydraulique, zones humides, trame verte et bleue, air et climat, etc…). Elle aura un impact légèrement positif sur la sécurité routière en permettant le décrottage des roues des engins agricoles avant leur entrée sur la route de La Baffe. Comme pour les autres travaux connexes, un impact temporaire sur les commodités de voisinage est à prévoir en phase de travaux. Des mesures d'évitement et des mesures réductrices seront indiquées dans le volet 6 du présent rapport.

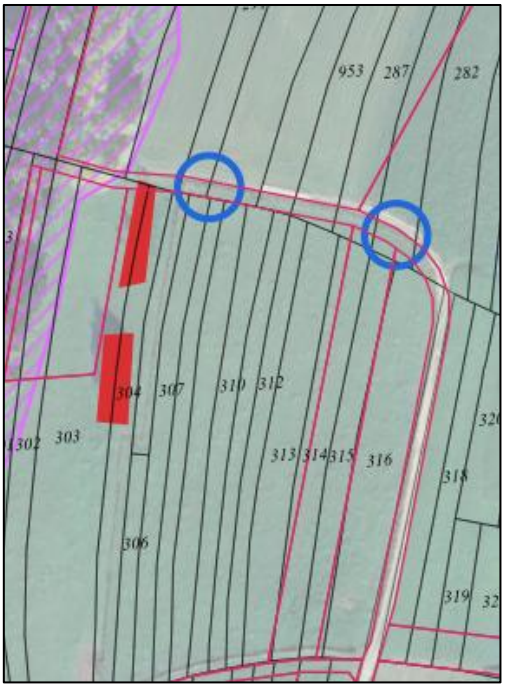
3.6. MISE EN PLACE DE BOIS D'EAU

Il s'agit de rigoles permettant à l'eau s'écoulant sur le chemin d'être évacuée sur l'un des côtés de ce dernier. Ce dispositif permet de préserver l'état d'un chemin en y évitant la stagnation d'eau et son ruissellement. L'eau captée par la cunette se rejette, se diffuse et s'infiltre sur le terrain voisin.



Illustration d'exemple d'un bois d'eau

3.7.1. Chemin A



Deux bois d'eau sont prévus sur le chemin A (ronds bleus sur l'extrait de plan ci-dessous), sur le tronçon où il présente une pente.

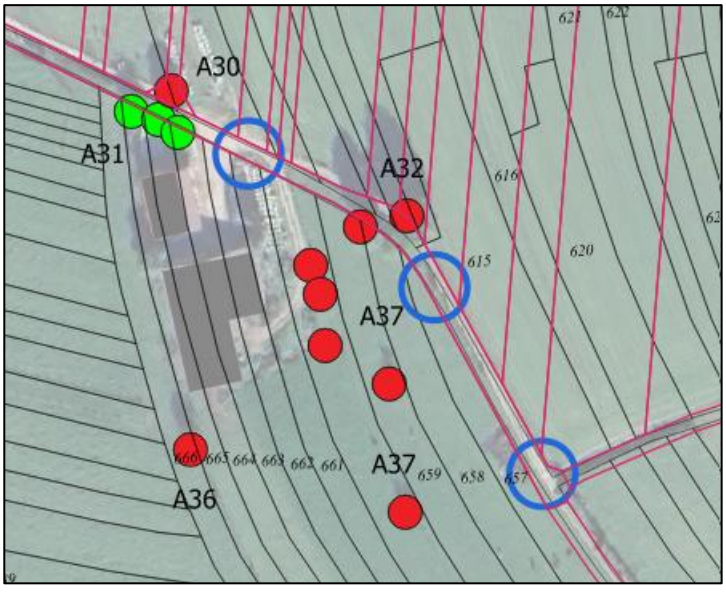
Ce chemin est déjà existant (comme en témoigne la photo aérienne en arrière-plan) mais n'était pas cadastré sur sa portion Nord. Il n'est bordé d'aucun fossé, l'infiltration de l'eau s'effectue déjà sur les parcelles contigües. C'est sur cette portion Nord que seront implantés les deux bois d'eau, qui rejetteront l'eau sur les parcelles voisines.

La mise en œuvre de deux bois d'eau sur le chemin A est sans impact sur la flore et les milieux naturels remarquables. Il ne présente aucun impact permanent sur la faune.
De même, aucun impact significatif sur l'hydraulique, le paysage, la protection des biens et du patrimoine culturel, ainsi que sur les sols n'est à déplorer. Ces travaux connexes ne sont pas de nature à avoir des effets sur la santé, l'hygiène ou la salubrité publique.
Un impact positif sur la pérennité du chemin est attendu.

3.7.2. Chemin 35

Trois bois d'eau sont prévus sur le chemin 35 (ronds bleus sur l'extrait de plan ci-contre).

Ce chemin est déjà existant (comme en témoigne la photo aérienne en arrière-plan). Il n'est bordé d'aucun fossé, l'infiltration de l'eau s'effectue déjà sur les parcelles contigües.

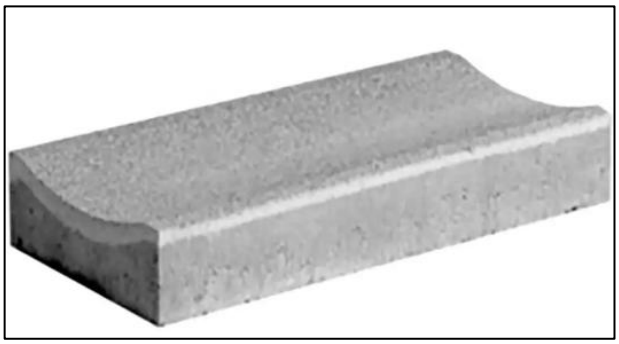


La mise en œuvre de trois bois d'eau sur le chemin 35 est sans impact sur la flore et les milieux naturels remarquables. Il ne présente aucun impact permanent sur la faune.
De même, aucun impact significatif sur l'hydraulique, le paysage, la protection des biens et du patrimoine culturel, ainsi que sur les sols n'est à déplorer. Ces travaux connexes ne sont pas de nature à avoir des effets sur la santé, l'hygiène ou la salubrité publique. **Un impact positif sur la pérennité du chemin est attendu.**

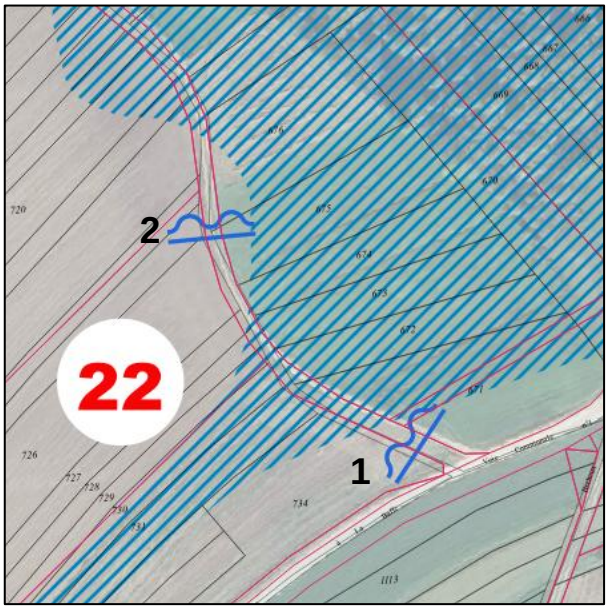
3.7. MISE EN PLACE DE CUNETTES BETONNEES

Il s'agit de rigoles bétonnées, plus évasées que les bois d'eau, permettant à l'eau s'écoulant sur le chemin d'être évacuée sur l'un des côtés de ce dernier. Ce dispositif permet de préserver l'état d'un chemin en y évitant la stagnation d'eau et son ruissellement. L'eau captée par la cunette se rejette, se diffuse et s'infiltre sur le terrain voisin.

Illustration d'exemple

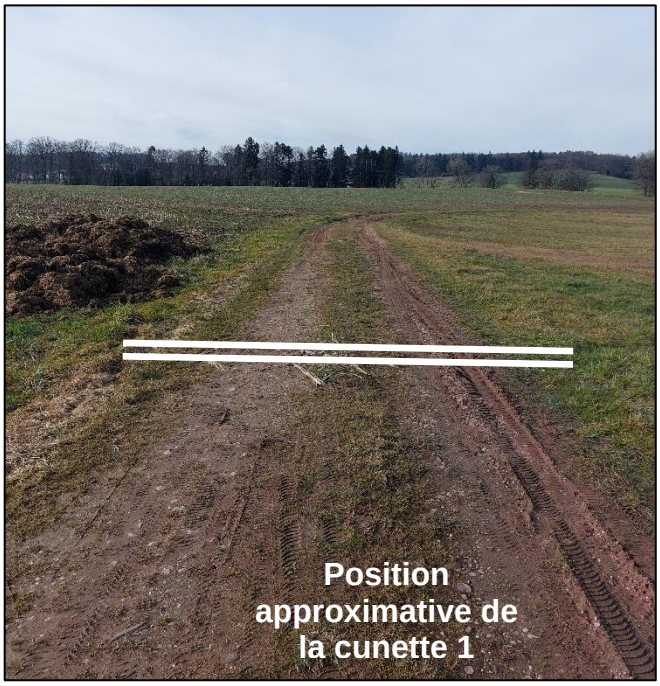


3.8.1. Chemin 22



Le programme des travaux connexes prévoit la mise en place de deux cunettes bétonnées sur le chemin existant n°22.

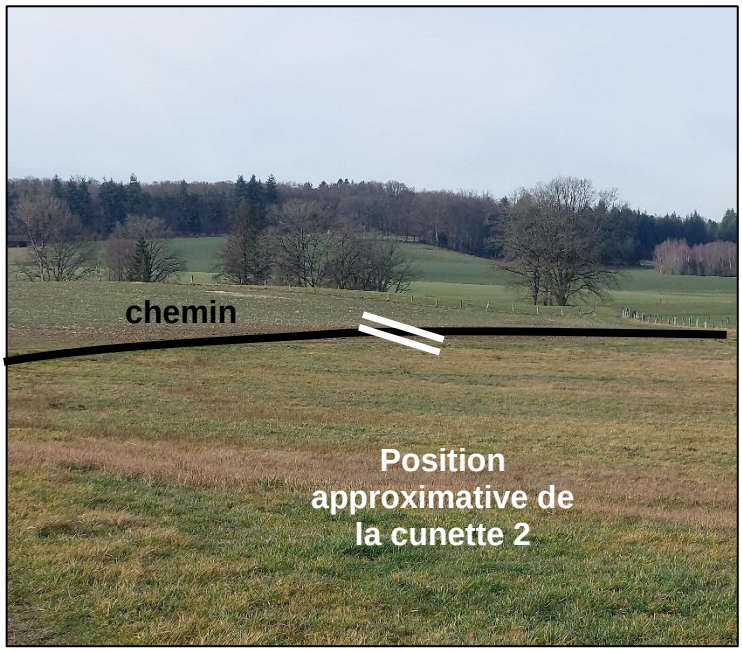
Sur cette portion, le chemin est plat, parallèle aux courbes de niveau. Les parcelles cultivées à l'Ouest immédiat du chemin sont légèrement inclinées vers le chemin. Actuellement, ce dernier recueille les eaux provenant de la culture lors de pluies abondantes.



Les eaux s'évacuent ensuite à l'Est du chemin dans la prairie humide.

Les deux cunettes seront placées aux endroits où l'eau a tendance à stagner sur le chemin. Elles faciliteront la traversée de l'eau tout en améliorant la praticabilité du chemin et en favorisant sa pérennité.

Les eaux sont restituées dans la zone humide située à l'Est du chemin, comme dans la situation actuelle.



La mise en œuvre de deux cunettes bétonnées sur le chemin 22 est sans impact sur la flore et les milieux naturels remarquables. Il ne présente aucun impact permanent sur la faune.
De même, aucun impact significatif sur l'hydraulique, le paysage, la protection des biens et du patrimoine culturel, ainsi que sur les sols n'est à déplorer. Ces travaux connexes ne sont pas de nature à avoir des effets sur la santé, l'hygiène ou la salubrité publique. **Un impact positif sur la pérennité du chemin est attendu.**

3.8.2. Chemin 26

Il est prévu la mise en place de 3 cunettes bétonnées sur la partie orientée Nord-Sud du chemin n°26, qui sera par ailleurs empierré.

Sur cette portion, le chemin est plat, parallèle aux courbes de niveau. Les parcelles cultivées à l'Est immédiat du chemin sont légèrement inclinées vers le chemin (pente Est-Ouest). Actuellement, ce dernier recueille les eaux provenant de la culture lors de pluies abondantes (la photo ci-dessous montre des stagnations d'eau en limite du chemin).





Les trois cunettes seront placées aux endroits où l'eau a tendance à stagner sur le chemin ou juste en amont. Elles faciliteront la traversée de l'eau tout en améliorant la praticabilité du chemin et en favorisant sa pérennité.

Les eaux sont restituées dans la culture située à l'Ouest du chemin, comme dans la situation actuelle.

La mise en œuvre de trois cunettes bétonnées sur le chemin 26 est sans impact sur la flore et les milieux naturels remarquables. Il ne présente aucun impact permanent sur la faune.
De même, aucun impact significatif sur l'hydraulique, le paysage, la protection des biens et du patrimoine culturel, ainsi que sur les sols n'est à déplorer. Ces travaux connexes ne sont pas de nature à avoir des effets sur la santé, l'hygiène ou la salubrité publique. **Un impact positif sur la pérennité du chemin est attendu.**

4. RECAPITULATIF DES IMPACTS SUR L'EAU ET LES MILIEUX AQUATIQUES

Le présent paragraphe reprend les conclusions des pages précédentes afin de simplifier le traitement du dossier au titre de la Loi sur l'Eau.

- Le périmètre n'a pas d'impact sur les milieux aquatiques, et un impact positif sur l'hydraulique :
En lui-même, le choix du périmètre d'aménagement n'est pas de nature à générer des impacts sur l'eau et les milieux aquatiques.

- Impacts du parcellaire sur l'eau et les milieux aquatiques :
Le projet de nouveau parcellaire est sans impact sur les différents cours d'eau. Les ruisseaux et autres écoulements importants ont été cadastralement délimités sur leur position réelle sur le terrain.
⇨ La préservation des ripisylves existantes est ainsi assurée.
En soi, les modifications de parcellaires sont sans impacts sur les zones humides.
L'impact de la nouvelle distribution parcellaire sur la gestion et la qualité de la ressource en eau est nul.
Conformément aux recommandations de l'étude préalable et à l'arrêté préfectoral des prescriptions environnementales, sur les secteurs en pente, les nouvelles parcelles ont été orientées perpendiculairement à la pente pour éviter ou minimiser le risque de ruissellement.

⇨L'impact du nouveau parcellaire sur l'hydraulique est positif.

- Impacts des travaux connexes sur l'eau et les milieux humides ou aquatiques :
Les travaux connexes prévus sur les chemins (rechargement, empierrement, enduit bicouche) existants ou à créer sont sans impacts sur l'hydraulique.

Aucune zone humide n'est concernée par l'emprise de travaux connexes.

- La mise en place de bois d'eau et de cunettes bétonnées sur les chemins A, 35, 22 et 26 permettront d'assurer la pérennité des chemins en évitant les phénomènes de ruissellement ou de stagnation d'eau sur ces derniers. En l'absence de fossés le long de ces chemins, ces aménagements sont sans impact sur l'hydraulique, les milieux aquatiques ou les zones humides.

⇨Aucun impact des travaux connexes sur l'hydraulique, les milieux aquatiques ou les zones humides n'est à déplorer.

5. BILAN SUR LE RESPECT DES PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE PREFECTORAL

5.1. PRESERVATION DES COURS D'EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES

5.1.1. Cours d'eau et écoulements

Comme demandé dans l'arrêté préfectoral, la cartographie du réseau hydrographique a été complétée dans le volet 1 de la présente étude d'impact.

Aucun travail connexe n'est programmé au voisinage des cours d'eau, au niveau de leur lit majeur ou de leur lit mineur.

Aucun aménagement n'est prévu pour le franchissement de cours d'eau, ni au niveau d'autres écoulements présents sur la commune de Charmois-devant-Bruyères.

5.1.2. Zones humides

Le programme des travaux connexes ne prévoit aucun aménagement susceptible d'affecter des zones humides.

Concernant l'exploitation des secteurs de zone humide en prairies ou pâtures, l'opération d'aménagement foncier n'a pas la compétence d'imposer l'usage ultérieur des terrains, une fois la clôture des opérations effectuée.

5.1.3. Drainage et fossés

Le programme des travaux connexes ne comporte aucun drainage ni aucune création ou entretien de fossés.

5.1.4. Collecte et rejet des eaux pluviales

Les créations de nouveaux chemins ne s'accompagnent d'aucune collecte des eaux pluviales (pas de création de fossés). Il est prévu que les pluies interceptées par les chemins se répartissement et s'infiltrent sur place sur l'ensemble des bas-côtés des chemins créés, comme c'est déjà le cas pour les chemins existants.

5.2. PRESERVATION RELATIVES A LA PRESERVATION DES HABITATS ET DES ESPECES

Le projet de plan parcellaire favorise la réalisation d'échanges de parcelles supportant les mêmes pratiques agricoles afin de préserver au maximum les prairies de fauche et pâtures.
Le projet de plan parcellaire et le programme des travaux connexes ne concerne aucun terrain localisé en ZNIEFF de type II.

5.2.1. Espèces protégées

Les milieux fréquentés par les espèces protégées identifiées à Charmois-devant-Bruyères (Milan royal (Milvus milvus), la Pie-grièche écorcheur (Lanius collurio), le Pic noir (Dryocopus martius) ne seront pas affectés par l'opération d'aménagement foncier :

- La restructuration du parcellaire ne remet pas en cause la préservation des éléments du réseau bocager ;
- Les travaux connexes n'affectent aucun milieu naturel fréquenté par les espèces protégées. Ils ne concernent que des chemins : des travaux sur chemins existants et des créations de chemins implantées sur des parcelles de culture ou de prairie mésophile (prairies améliorées temporaires ou permanentes présentant une faible diversité d'espèces).

Des plantations complémentaires sont prévues, augmentant ainsi la densité et la diversité du réseau bocager. Elles sont favorables à la présence des espèces protégées identifiées sur le territoire communal.

5.2.2. Préservation de la biodiversité

Ni la restructuration du parcellaire ni le programme des travaux connexes n'affectent les milieux naturels de la commune. Ils n'ont pas non plus d'impacts significatifs sur le réseau bocager. Par conséquent, l'aménagement foncier n'affecte par la biodiversité communale.

Au contraire, la réalisation de plantations dans le cadre de cette opération est favorable à l'accroissement de la biodiversité communale.

5.3. PRESERVATION DES BOIS, VERGERS, HAIES ET RIPISYLVES

5.3.1. Les haies et bosquets

L'opération d'aménagement foncier comporte des plantations destinées à créer un corridor écologique entre le ruisseau de l'Étang Didon et le massif forestier du Nord-Ouest, répondant ainsi à la demande de l'arrêté préfectoral.

5.3.2. Les arbres remarquables et vergers

Il n'a pas volontairement pas été établi de hiérarchisation des arbres isolés. En effet, compte tenu de leur faible nombre, il a été choisi de les préserver dans leur intégralité.

Aucun arbre isolé n'est impacté par le programme des travaux connexes.

Conformément à la demande de l'arrêté préfectoral, au sein des secteurs à vocation de cultures ou de prés de fauche, la restructuration du parcellaire prévoit la création d'emprises linéaires, le long des dessertes (incluses dans l'emprise des chemins), qui seront attribuées à la commune ou à l'association foncière, pour l'implantation de haies. Des arbres isolés et arbres fruitiers sont également prévus sur des emprises attribuées à la commune ou à l'association foncière.

5.3.3. Ripisylve

L'intégralité de la ripisylve existante est préservée dans le cadre de l'aménagement foncier.

5.3.4. Prairies

Le Code Rural impose la restitution à un propriétaire de la même proportion de « terres » et de « prés » qu'il avait en apport, avec une petite tolérance. Ce principe assure la préservation du ratio entre zones en herbe et cultures sur l'ensemble du territoire communal.
Par ailleurs

Une fois l'aménagement foncier clôturé, l'orientation technico-économique des exploitations en place à Charmois-devant-Bruyères ne peut pas être maitrisée à moyen ou long terme.

5.4. ENJEUX AGRICOLES ET FORESTIERS

5.4.1. Enjeux agricoles

Les enjeux agricoles mentionnés dans l'arrêté préfectoral ont été pris en compte.

5.4.2. Enjeux forestiers

Le périmètre de l'aménagement foncier exclut la quasi-totalité de la surface forestière.

5.5. ENJEUX SANITAIRES

5.5.1. Eau potable

Le programme des travaux connexes ne prévoit aucune intervention à l'intérieur de périmètres de protection de captage.
La redistribution parcellaire a tenu compte des obligations liées à la présence du captage.
Le règlement sanitaire départemental des Vosges devra être respecté.

5.5.2. Lutte contre l'ambroisie

L'ambroisie, espèce invasive particulièrement allergisante, a déjà été observée dans le département des Vosges.
La destruction de l'ambroisie doit être réalisée par l'exploitant agricole jusqu'en limites de parcelle agricole (y compris talus, fossés, chemins…). L'exploitant doit mettre en œuvre, à cette fin, les moyens nécessaires parmi les suivants : arrachage, fauche, broyage, travail du sol, désherbage chimique dans les conditions de l'article 3, ou toute autre méthode adaptée.
Des précautions ont été formulées dans le volet 6 (mesures ERC) afin de limiter au mieux le risque de développement ou de contamination des terrains par des espèces invasives.

5.6. LUTTE CONTRE LES RISQUES NATURELS ET L'EROSION

Les travaux connexes ont été définis de manière à ne pas aggraver les risques liés aux ruissellements.
Sur les secteurs en pente, le découpage parcellaire a été réalisé de manière à favoriser un labour perpendiculaire à la pente (longueur des parcelles parallèles aux courbes de niveau).

5.7. PRESERVATION DES ELEMENTS DU PATRIMOINE

5.7.1. Architecture et paysage

Les éléments de petit patrimoine qui ont pu être identifiés ont été placés sur des emprises attribuées à la commune, de façon à faciliter leur préservation et leur mise en valeur.

Le réseau bocager, élément constitutif des paysages, est préservé par l'opération d'aménagement foncier. Par ailleurs, les plantations complémentaires (composées d'essences locales) prévues pour renforcer la trame verte et bleue vont également renforcer la qualité paysagère de la commune.

5.7.2. Archéologie préventive

En application de l'article L.531-14 du code du patrimoine, réglementant en particulier les découvertes fortuites, toute découverte de quelque ordre qu'elle soit (vestige, structure, objet, monnaie…) doit être signalée immédiatement à la DRAC (service régional de l'archéologie, site de Metz), soit directement, soit par l'intermédiaire de la mairie ou de la préfecture. Les vestiges découverts ne doivent en aucun cas être détruits avant examen par un agent de l'État et tout contrevenant est passible des peines prévues aux articles 322-3-1 du code pénal.
Les travaux qui affectent le sous-sol sont susceptibles de donner lieu à la perception d'une redevance conformément aux articles L.524-1 et L.524-16 du code du patrimoine et de l'article L.332-6 du code de l'urbanisme.

5.7.3. Randonnée

Le rétablissement et la continuité des chemins et itinéraires de promenade et de randonnée sont assurés.

5.8. DISPOSITIONS GENERALES ET FINALES

5.8.1. Travaux connexes et étude d'impact

Afin de prendre en compte la sensibilité écologique des travaux connexes à l'aménagement foncier agricole forestier et environnemental, les modalités particulières de leur réalisation et de leur suivi sont précisées et justifiées dans le volet 6 de la présente étude d'impact.

VOLET 4 – EFFETS CUMULES AVEC D'AUTRES PROJETS CONNUS

Ce volet présente une analyse des effets cumulés du projet d'aménagement foncier avec d'autres projets connus.

Ces projets sont ceux qui, lors du dépôt de la présente étude :

- ont fait l'objet d'un document d'incidences au titre de l'article R. 214-6 du Code de l'Environnement et d'une enquête publique ;

- ont fait l'objet d'une étude d'impact au titre du présent code et pour lesquels un avis de l'autorité administrative de l'État compétente en matière d'environnement a été rendu public.
  Sont exclus les projets ayant fait l'objet d'un arrêté au titre des articles R. 214-6 à R. 214-31 mentionnant un délai et devenu caduc, ceux dont la décision d'autorisation, d'approbation ou d'exécution est devenue caduque, dont l'enquête publique n'est plus valable ainsi que ceux qui ont été officiellement abandonnés par le pétitionnaire ou le maître d'ouvrage ;

L'avis de l'autorité environnementale est demandé depuis mai 2009, les projets antérieurs ne sont donc pas soumis à l'analyse des effets cumulés.

Pour le recensement de ces projets, le bureau a consulté :
- Le Ministère de la transition écologique et solidaire : https://www.projets-environnement.gouv.fr/pages/home/
- La DREAL Grand-Est : https://www.grand-est.developpement-durable.gouv.fr/avis-et-decisions-de-l-ae-r6433.html
- La Préfecture des Vosges : https://www.vosges.gouv.fr/
- L'inspection Générale de l'Environnement et du Développement Durable : https://www.igedd.developpement-durable.gouv.fr/l-autorite-environnementale-r145.html

Compte tenu du projet, la recherche a porté sur :
- la commune de Charmois-devant-Bruyères
- les communes limitrophes : La Baffe, Chenimenil, Docelles, Le Roulier, Fontenay et Aydoilles.

Les projets ainsi répertoriés sont :
① Le zonage d'assainissement de La Baffe Moussoux (2017) ;
② La révision de la carte communale de la commune de la Baffe (2017) ;

La révision de la carte communale ainsi que le zonage d'assainissement datent de 2017. On peut donc considérer que les éventuels impacts de ces plans et programmes ont déjà intégrés à l'état initial (établi en 2023) de la présente étude d'impact.
Par ailleurs, ces zonages ne sont pas de nature à avoir des effets cumulés avec l'opération d'aménagement foncier, qui ne génère pas d'impacts significatifs sur l'environnement.

VOLET 5 – JUSTIFICATION DU CHOIX DU PROJET

1. JUSTIFICATION DU CHOIX DU PROJET

Ce volet a pour objectif d'expliquer les raisons du choix de la Commission Communale d'Aménagement Foncier (CCAF) concernant les modalités de mise en œuvre d'un aménagement foncier : mode d'aménagement, et définition du périmètre à l'intérieur duquel sera conduite l'opération.

- Décision de réaliser un aménagement foncier :

L'étude préalable d'aménagement foncier a fait suite à une sollicitation de la commune. Cette décision a été prise afin de permettre une amélioration des îlots agricoles et un regroupement des parcelles des différents propriétaires.

En l'absence d'aménagement, les rectifications parcellaires et regroupements de parcelles, lorsqu'il ne s'agit pas d'un même propriétaire ni d'un même exploitant, engendrent des procédures complexes et couteuses, par conséquent jamais mises en œuvre. L'étude préalable d'aménagement foncier a démontré sur ce point tous les avantages de s'engager dans un aménagement foncier, qui apporte une restructuration globale et cohérente du parcellaire (que ne permettent pas des opérations isolées réalisées au coup par coup).

- Périmètre d'aménagement :

Le périmètre d'aménagement foncier agricole et forestier possède une superficie d'apport de 356 ha (hors voirie) dont des extensions sur les communes de La Baffe (2 ha), Le Roulier (2 ha) et Chenimenil (0,5 ha). À ces surfaces s'ajoutent des voiries, chemins, ruisseaux et fossés non cadastrés. Les extensions permettent de tenir compte de certains îlots d'exploitation qui s'étendent au-delà des limites communales de Charmois-devant-Bruyères, afin de mener une réflexion plus cohérente sur la restructuration parcellaire.

Sont exclus du périmètre d'aménagement des parcelles boisée incluses dans les massifs forestiers périphériques, ainsi que deux bois localisés au cœur du bans communal de Charmois-devant-Bruyères (aux lieuxdits La Fosse et Champs des Mortes). Le village de Charmois ainsi que l'écart de Pont Bresson ont été inclus au périmètre, afin de pouvoir redresser quelques limites parcellaires.

- Mode d'aménagement :

En raison de la présence de quelques boisements à l'intérieur du périmètre d'aménagement foncier (notamment en bordure de celui-ci), la CCAF s'est orientée vers un aménagement foncier agricole, forestier et environnemental (AFAFE). Un autre mode d'aménagement (mise en valeur des terres incultes, ECIR (échanges et cessions amiables d'immeubles ruraux), …) n'aurait pas permis un regroupement parcellaire efficace ni la réalisation de travaux connexes.

- Choix du nouveau parcellaire :

Le projet de nouveau parcellaire a été réalisé dans l'objectif général d'un regroupement des parcelles par propriétaire et par exploitation dans le but de diminuer le nombre de comptes pluri-parcellaires et augmenter la taille des îlots agricoles.

Le nouveau parcellaire a été élaboré par la CCAF après une large concertation entre le géomètre, les exploitants et les propriétaires, afin de prendre en compte les souhaits de chacun, dans le respect des équivalences des comptes en surfaces et en points. Dans ce cadre, le projet a été réalisé de manière itérative (adaptations successives), et tenant compte des remarques émises lors de la consultation officieuse des propriétaires.

Dans la mesure du possible, le nouveau parcellaire s'appuie sur les boisements maintenus et autres limites physiques (route, ruisseau …).

- Choix des travaux connexes :

Les travaux connexes ont été définis selon plusieurs critères :

- Le projet de chemins est une conséquence directe du projet de nouveau parcellaire, toutes les nouvelles parcelles devant être desservies, avec la capacité de faire passer des engins agricoles.
Il a été mis en place la longueur optimale de chemins permettant d'atteindre ces objectifs, afin de limiter les charges d'entretien et la consommation de surface.
La nature des chemins mis en place a été choisie selon la fréquentation estimée sur ces différents chemins. Les chemins en bon état ne feront pas l'objet de travaux. Quelques portions de chemins, sur des secteurs fréquentés régulièrement, feront l'objet de rechargement ou d'empierrement. Les tronçons qui seront les plus fréquentés et en périphérie immédiate du village feront l'objet d'un enduit bicouche.

- La volonté de mettre en œuvre des mesures environnementales complémentaires :
La CCAF a prévu la réalisation de plantations diverses (arbres isolés, haies, arbres fruitiers) de façon à créer un corridor écologique plus fonctionnel sur la partie Ouest du territoire, et d'aménager également de l'ombrage pour les randonneurs. Ces plantations seront également favorables à l'amélioration de la biodiversité communale.

2. SOLUTIONS DE SUBSTITUTION RAISONNABLES

La première solution de substitution raisonnable consiste à ne procéder à aucune opération d'aménagement foncier (cf. chapitre 2.3. ci-après). Elle n'est pas satisfaisante au regard des attentes des propriétaires et des exploitants en termes de regroupement des parcelles et du besoin pour chaque propriété d'être desservie par un chemin.

2.1. LES ÉCHANGES ET LES CESSIONS AMIABLES D'IMMEUBLES RURAUX (ECIR) OU FORESTIERS (ECIF)

Cette procédure permet des échanges de propriétés sans aucun frais pour les propriétaires. Elle a lieu exclusivement par voie amiable, ce qui allège fortement la procédure. Les propriétaires volontaires peuvent ainsi effectuer des regroupements amiables et donc améliorer les conditions d'exploitation des parcelles.
Les projets d'échanges peuvent comporter des cessions de petites parcelles dans les mêmes conditions que pour l'A.F.A.F.

On distingue :
- les échanges et cessions d'immeubles ruraux en l'absence de périmètre d'aménagement,
- les échanges et cessions d'immeubles ruraux (ECIR), à l'intérieur d'un périmètre non boisé,
- les échanges et cessions amiables d'immeubles forestiers (ECIF) à l'intérieur d'un périmètre boisé.

Une partie des frais de mutation sont pris en charge par le Département des Vosges.

Ce mode d'aménagement foncier ne permet pas la réalisation de travaux connexes. Or, la commission communale d'aménagement foncier s'est accordée sur la nécessité de mettre en œuvre des travaux de réfection ou de renforcement de certains chemins, ce que ne permet ni l'ECIR, ni l'ECIF.
Par ailleurs, il n'aurait pas été possible, via l'ECIR ou l'ECIF, de respecter l'arrêté préfectoral des prescriptions environnementales qui demande la réalisation de plantations pour améliorer la biodiversité et les connectivités écologiques sur la commune de Charmois-devant-Bruyères.

2.2. LA MISE EN VALEUR DES TERRES INCULTES OU MANIFESTEMENT SOUS-EXPLOITEES

Toute personne peut solliciter auprès du Préfet l'autorisation d'exploiter une parcelle manifestement à l'état d'abandon depuis au moins trois ans.
Cette procédure permet de contraindre un propriétaire à mettre en valeur ses terrains ou au titulaire du droit de location à exercer ce droit ou à y renoncer.
Cette procédure ne peut s'appliquer que de manière très ponctuelle. Longue et contraignante, elle n'est mise en place que dans des cas exceptionnels.

Cette procédure, prévue à l'Article L.121-1 du Code Rural et de la Pêche Maritime ne peut être appliquée à l'ensemble de l'espace agricole de Charmois-devant-Bruyères. En effet, les parcelles agricoles sont toutes normalement exploitées. Cette procédure ne permet pas la réalisation de travaux connexes ni la desserte de l'ensemble des propriétés, contrairement à l'AFAFE (aménagement Foncier, Agricole, Forestier et Environnemental).

2.3. EVOLUTION EN L'ABSENCE D'AMENAGEMENT FONCIER – SCENARIO DE REFERENCE

Ce chapitre répond au contenu attendu des études d'impacts, tel que défini par l'article R.122-5 du code de l'Environnement alinéa 3°.

Il a pour but de présenter l'évolution probable du périmètre d'étude en l'absence d'aménagement foncier afin de fournir un "scénario zéro" permettant de mieux évaluer l'effet du projet, non seulement par rapport à l'état initial, mais aussi par rapport aux tendances prévisibles.

- Évolution du parcellaire et des îlots d'exploitation :

En l'absence d'aménagement foncier, les échanges de terrains opérés actuellement à l'amiable entre exploitants afin d'obtenir des îlots d'exploitation plus cohérents resteraient fragiles. Un changement de propriétaire de certaines parcelles, des partages de parcelles suite à des successions, la cessation d'activité d'une exploitation et autres évènements de ce type remettront en cause ces arrangements, pouvant ainsi conduire à la fragilisation de la pérennité d'une ou plusieurs exploitations. L'équilibre et le maintien de l'activité agricole sur le territoire communal seront de plus en plus affaiblis si les échanges de terrains et la restructuration du parcellaire via un aménagement foncier ne sont pas entérinés.

- Évolution du réseau de chemins :

Le réseau de chemins restera stable mais l'amélioration de l'état de certains chemins, ou l'empierrement des tronçons peu carrossables ne seront pas réalisés. Par ailleurs, la desserte de l'ensemble des parcelles du ban communal ne sera pas assurée.

- Évolution des milieux naturels et de la trame verte :

Il est probable qu'aucune modification significative ne soit constatée au niveau des milieux naturels en l'absence d'aménagement foncier.
La Trame Verte et Bleue restera telle qu'elle a été recensée au niveau du SRADDET et ne sera pas améliorée, si aucune plantation n'est réalisée dans le cadre d'une opération permettant de dégager les emprises nécessaires.
L'opération d'aménagement foncier, au travers des plantations complémentaires, est la procédure la plus adaptée pour mettre en œuvre cette prescription préfectorale.

- Évolution de la circulation

En l'absence d'aménagement foncier, il n'y a pas de raison de penser qu'il y aurait eu une évolution notable de la circulation dans le périmètre d'opération. Aucun projet routier n'existe et, en dehors des chemins agricoles, il n'y a pas eu de modification notable au cours des dernières années.
Dans le cadre de l'aménagement foncier, le regroupement des parcelles agricoles en îlots plus importants permet de limiter les circulations d'engins agricoles.

VOLET 6 – MESURES ERC ET MESURES COMPLEMENTAIRES

Le projet de travaux connexes établi par la CCAF et le géomètre a tenu compte des recommandations environnementales formulées dans l'étude préalable à l'aménagement foncier et de l'arrêté préfectoral des prescriptions environnementales.

La restructuration du parcellaire a été réfléchie de manière à ne prévoir que le minimum de travaux connexes, et à réduire le réseau de chemins au strict nécessaire.

1. MESURES D'EVITEMENT ET MESURES REDUCTRICES

1.1. MESURES D'ÉVITEMENT

Lors de l'établissement du nouveau parcellaire, le géomètre et la commission communale d'aménagement foncier ont veillé à caler les limites du nouveau parcellaire sur les éléments structurants. Ainsi, le risque de suppression d'éléments du réseau bocager a pu être limité au maximum.

De même, le programme des travaux connexes s'est appuyé sur le réseau de chemins déjà existants, en y prévoyant des travaux d'amélioration et/ou de remise en état.
La localisation des chemins à créer a été choisie de façon à éviter les zones humides et tout milieu naturel sensible/remarquable.

Certains principes seront respectés lors de la réalisation des travaux : ne pas utiliser de terre comportant des portions de Renouée du Japon (tiges ou rhizomes), d'Ambroisie ou de Balsamine de l'Himalaya et être attentif à ne pas remanier des terres contaminées afin de ne pas favoriser la prolifération de ces plantes invasives.
Trois facteurs sont particulièrement favorables à l'installation et à la dissémination de ces espèces :

- La mise à nu de surface de sol permettant l'implantation des espèces pionnières ;
- Le transport de fragments de plantes ou de graines par les engins de chantier
- L'import et l'export de terre.

Un certain nombre de recommandations est applicable durant toute la durée du chantier de travaux connexes (*informations issues de la brochure « Guide d'identification et de gestion des Espèces Végétales Exotiques Envahissantes sur les chantiers de Travaux Publics », FNTP, MNHM, GRDF*), dont certaines fiches ciblées sur les plantes les plus rencontrées dans le département sont jointes en annexe :

- Identifier la présence des espèces invasives dans l'emprise du projet et aux abords ;
- Éviter de laisser à nu des surfaces de sol pendant le printemps et l'été ;
- Baliser tous les foyers d'espèce(s) afin que les engins ne soient pas contaminés par inadvertance en traversant un foyer ;
- Restreindre l'utilisation de terre végétale contaminée et interdire son utilisation en dehors des limites du chantier ;
- Vérifier l'origine des matériaux extérieurs utilisés (ex : remblaiement) afin de garantir de ne pas importer des terres contaminées dans les secteurs à risques ;

- Replanter ou réensemencer le plus rapidement possible avec des espèces locales ou recouvrir par des géotextiles les zones où le sol a été remanié ou laissé à nu ;
- Nettoyer tout matériel entrant en contact avec les espèces invasives (godets, griffes de pelleteuses, pneus, chenilles, outils manuels, bottes, chaussures, etc.) avant leur sortie du site, et à la fin du chantier ;
- Minimiser la production de fragment de racines et de tiges des espèces invasives et n'en laisser aucun dans la nature. Ramasser l'ensemble des résidus issus des mesures de gestion et les mettre dans des sacs adaptés. Mettre en place des mesures (bâches) pour éviter des pertes lors du transport.

Pour l'ensemble des travaux :
- Les engins intervenant sur le chantier seront préalablement révisés et en bon état d'entretien afin d'éviter tout risque de pollution par des défaillances du système hydraulique, des fuites d'huile ou d'hydrocarbures,
- La circulation des engins ne devra pas s'effectuer sur des terrains cartographiés comme humides,
- Le ravitaillement des engins de chantier sera réalisé sur une aire étanche aménagée à cet effet,
- Toute opération d'entretien des engins de chantier et des véhicules sera interdite sur le site,
- Le stockage des carburants et autres produits toxiques se fera en dehors de la zone de chantier sur une aire étanche afin de prévenir toute fuite dans le milieu naturel,

1.2. MESURES REDUCTRICES

La réalisation de l'ensemble des travaux connexes entre les mois d'Août et Mars est souhaitable.

Une vigilance devra être portée sur la circulation des engins de chantier afin qu'ils ne manœuvrent et ne circulent pas sur les zones de prairies en dehors des emprises des chemins, afin de perturber le moins possible ces milieux.

2. MESURES COMPENSATOIRES

A l'issue de l'analyse des impacts du parcellaire et des travaux connexes, seuls deux éléments présentent un risque de suppression accru par rapport à la situation actuelle B10 et A42. Cela signifie qu'ils ne sont pas détruits dans le cadre des travaux connexes mais qu'ils présentent un risque de disparition à moyen ou long terme.

La compensation des deux arbres A42 constituant l'unique mesure compensatoire de l'opération d'aménagement foncier, elle est intégrée aux plantations complémentaires décrites au chapitre suivant.

3. MESURES COMPLEMENTAIRES

L'opération d'aménagement foncier offre l'opportunité de mettre en œuvre des mesures destinées à améliorer la biodiversité communale ainsi que la Trame Verte et Bleue. Les mesures complémentaires exposées ci-après répondent donc à cette volonté, ainsi qu'aux demandes formulées par l'arrêté préfectoral des prescriptions environnementales.

Les plantations complémentaires répondent à des objectifs multiples : la création d'un corridor écologique entre le Ruisseau de l'Étang Didon et le massif forestier Nord-Ouest de la commune, l'amélioration de la biodiversité communale et du cadre de vie, le renforcement de l'identité paysagère de la commune.

Ces mesures environnementales complémentaires se composent de :
- Trois emprises à vocation écologique (EF1, EF2 et EF3) ;
- La plantation d'arbres fruitiers (He et H22) ;
- La plantation d'une haie multi-strates Hd ;
- La plantation de haies champêtres Ha, Hb et Hc.

L'ensemble de ces éléments sont localisés dans la cartographie page suivante.

- ***Emprises à vocation écologiques :***

Trois emprises, qui seront attribuées à l'association foncière ont été prévues :
- EF1 : la première emprise foncière est localisée dans un coude du chemin n°25. Cet espace sera enherbé d'environ 100 m² et aménagé avec un banc. Deux arbres y seront plantés, à choisir parmi les espèces suivantes : Érable champêtre, Tilleul, Chêne, Hêtre, … Ces deux arbres peuvent être considérés comme mesure compensatoire au risque de suppression des arbres A42.
- EF2 : cette emprise foncière de 6,86 ares est localisée au voisinage de l'Étang Didon (situé hors du périmètre d'aménagement). Cette emprise pourra servir de zone de gagnage pour la faune. Cette zone, déjà enherbée devra être entretenue annuellement par une fauche tardive afin d'en préserver la diversité floristique.
- EF3 : cette emprise foncière de 14,08 ares est localisée à l'Est du lieudit Haut les Faing, en lisière de forêt. Cette emprise pourra servir de zone de gagnage pour la faune. Cette zone, déjà enherbée devra être entretenue annuellement par une fauche tardive afin d'en préserver la diversité floristique.

- ***Plantations d'arbres fruitiers :***

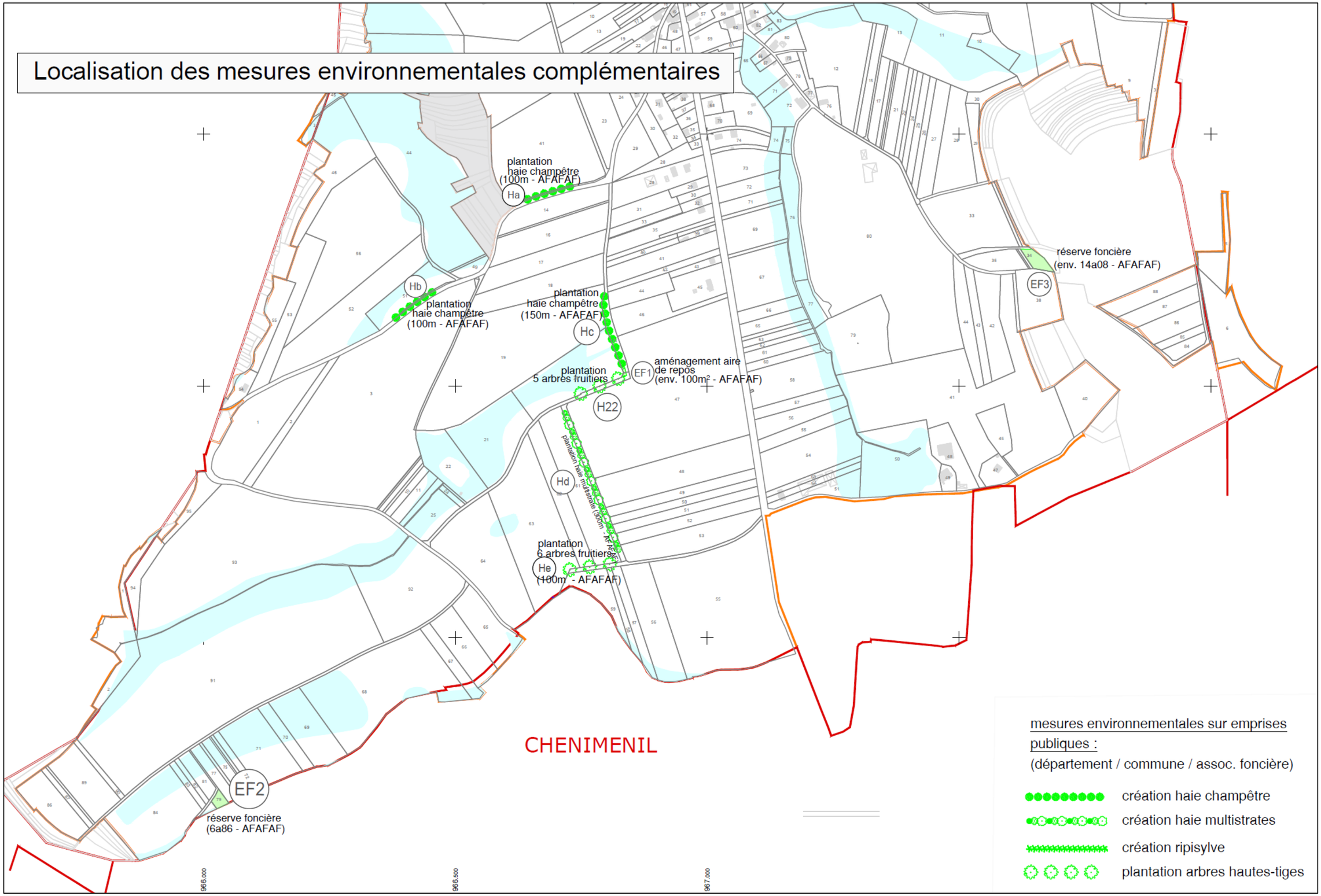
Deux lignes d'arbres fruitiers seront plantées en bordure de chemin. Sur les lieux de plantation, le chemin présente une surlargeur afin que les arbres ne soient pas tributaires d'un propriétaire privé. Ainsi, leur préservation dans le temps est assurée.

Le premier alignement d'arbres fruitiers H22 sera composé de 5 arbres fruitiers.
Le second alignement He sera composé de 6 arbres fruitiers.

Ces alignements d'arbres fruitiers participent à la création du corridor écologique projeté entre le Ruisseau de l'Étang Didon et la forêt du Nord-Ouest du territoire.

Le choix des essences pourra se faire parmi les espèces suivantes (liste non exhaustive) provenant de préférence d'un pépiniériste local : pommiers (Rambour d'hiver, Reinette, Cusset, Templine, Lorraine, …), pruniers (Mirabelle, quetsche, Reine Claude, …) Noyer, Cerisiers, …

Localisation des mesures environnementales complémentaires



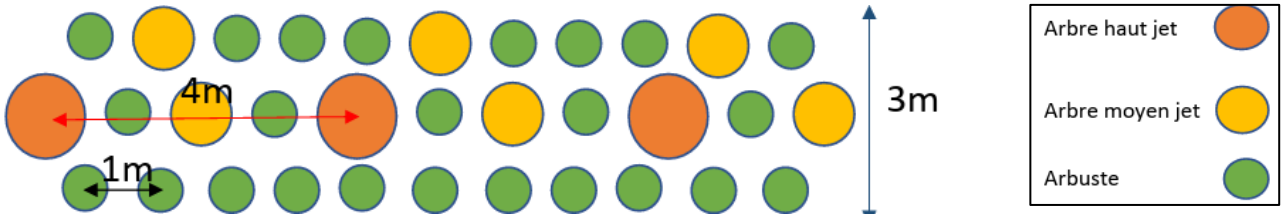
- ***Plantation d'une haie multi-strates Hd :***

La haie mult-istrates Hd présentera une longueur de 300 m et une emprise de 4 m de large incluse au chemin le long duquel elle sera implantée.

La haie crée sera une haie multi-spécifique, avec une strate buissonnante, une strate arbustive et quelques arbres de haut jet.

L'intérêt d'une haie à plusieurs strates est dans le présent cas de figure d'avoir une fonction écologique optimale.

La haie plantée comportera trois bandes espacées de 1 m où les essences seront disposées en quinconce, selon le schéma de principe suivant :





Des arbres de haut jet pourront être implantés dans cette haie avec un espacement d'une dizaine de mètres entre chaque plant. Dans l'intervalle, les espèces buissonnantes et arbustives occuperont l'espace.

Le choix des espèces pourra s'opérer parmi les suivantes : charme, hêtre, merisier, érable sycomore, …pour les arbres de haut-jet, prunelier, aubépine monogyne, noisetier, bourdaine, cornouiller sanguin et viorne obier pour les espèces à port plus bas.

L'opération d'aménagement foncier offre l'opportunité de mettre en œuvre des mesures destinées à améliorer la biodiversité communale ainsi que la Trame Verte et Bleue.

Cette haie multi-strate présentera un rôle central de par sa position et son emprise au niveau du corridor écologique qui sera créé. Elle offrira pour la petite faune différents micro-habitats et un lieu de nourrissage diversifié.

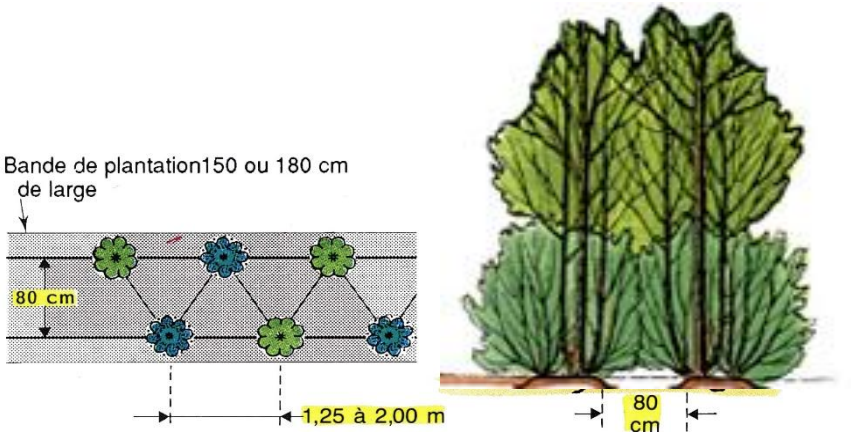
La fonction de corridor écologique sera à la fois favorable à la grande faune qu'aux petits mammifères, à l'avifaune et aux insectes.

- ***Plantation de haies champêtres Ha, Hb et Hc :***

Les haies Ha et Hb présenteront chacune une longueur de 100 m et une emprise spécifique de 3 m de large bordant la route de La Baffe.

La haie Hc comporte une largeur d'emprise supérieur, et sera plantée sur une longueur de 150 m.

Les futures haies comporteront deux rangs espacés de 80 cm à 1 m, où les essences seront disposées en quinconce, selon le schéma de principe suivant :



Compte tenu de la nature des sols et du climat, les espèces composant cette haie pourront être (liste non exhaustive) :
- pour les arbustes hauts : le charme commun, le sorbier des oiseleurs, l'aulne glutineux,
- pour les arbustes bas : le cornouiller sanguin, le prunellier, le fusain d'Europe et l'aubépine monogyne.

Ces trois haies champêtres complètent le corridor écologique qui sera créé.

Toutes les plantations devront être de préférence réalisées entre la mi-novembre et le mois de mars, afin d'assurer une meilleure reprise des plans, et afin que les engins de chantier perturbent le moins possible la période de nidification des oiseaux.

4. IMPACTS RESIDUELS

Au regard des mesures réductrices et après mise en œuvre des mesures compensatoires et complémentaires, aucun impact résiduel n'est à déplorer.

5. BILAN ET ESTIMATION DES DEPENSES

Le coût global des mesures environnementales s'élève à 17913 € HT, maitrise d'œuvre non comprise.

6. SUIVI DES MESURES ET MOYENS DE CONTROLES PREVUS

Afin d'assurer un suivi réel de l'opération sur plusieurs années et de contrôler la réalisation effective et la qualité des travaux d'environnement prévus au titre des mesures réductrices, compensatoires, et complémentaires, il sera notamment établi une garantie de reprise des plantations réalisées, conformément à l'arrêté préfectoral des prescriptions environnementales.

La garantie de reprise des végétaux commencera à la date d'un constat de plantation effectué par le Conseil départemental des Vosges et durera 2 ans à compter de cette date. Au terme de l'année de garantie de reprise, le Conseil départemental ou la commission communale établira la réception définitive des plantations. Les végétaux défectueux notés morts ou en mauvais état sanitaire seront remplacés au cours de la saison de plantation suivante et selon les mêmes caractéristiques que la plantation initiale. Un nouveau délai de garantie de 2 ans sera appliqué pour les arbres remplacés.

VOLET 7 – COMPATIBILITE AVEC LES PLANS, SCHEMA ET PROGRAMMES CONCERNANT LA COMMUNE

1. COMPATIBILITE AVEC LE DOCUMENT D'URBANISME

La commune possède une carte communale approuvée par délibération du conseil municipal le 11 février 2005.
Le périmètre d'aménagement foncier inclut les zones urbanisées. Ce choix permet notamment de rectifier si nécessaire certaines incohérences des limites parcellaires, et de prévoir au besoin des accès à certaines parcelles antérieurement enclavées.

Le Code Rural et de la Pêche Maritime autorise l'inclusion de zones urbanisées dans le périmètre d'aménagement foncier en respectant certaines règles de réattribution.

➔ **Dans ces conditions, aucune incompatibilité n'est à relever entre l'opération d'aménagement foncier et le document d'urbanisme.**

2. COMPATIBILITE AVEC LES SDAGE, SAGE ET CONTRAT DE MILIEUX

La commune de Charmois-devant-Bruyères n'est concernée par aucun SAGE ni contrat de milieux.

La commune est par contre concernée par le SDAGE Rhin-Meuse 2022-2027. Elle est donc soumise aux orientations du SDAGE 2022-2027 qui s'applique à ce périmètre. Ce document est opposable à l'administration uniquement.

Le SDAGE 2022-2027 comprend 6 orientations fondamentales. Celles-ci reprennent les orientations fondamentales du SDAGE 2016-2021 qui ont été actualisées.

Ces 6 orientations fondamentales s'appuient également sur les questions importantes issues de l'état des lieux 2019, identifiées lors de la consultation publique sur les enjeux de l'eau.

Les questions importantes et les orientations fondamentales ainsi que leurs interactions sont présentées dans le tableau de la page suivante.

Les orientations fondamentales sont déclinées en plusieurs dispositions et les dispositions sont ensuite traduites en un programme de mesures.

	Thèmes des orientations fondamentales et dispositions					
	Eau et santé	Eau et pollution	Eau, nature et biodiversité	Eau et rareté	Eau et aménagement du territoire	Eau et gouvernance
Eau et changement climatique, un enjeu chapeautant tous les autres : il est urgent d'agir !	x	x	x	x	x	x
Eau, nature et biodiversité : préserver la biodiversité et les fonctionnalités des milieux aquatiques, notre assurance-vie pour demain		x	x	x	x	x
Eau et santé : priorité à la diminution des pesticides et autres substances toxiques	x	x	x	x	x	x
Eau et territoires : l'eau et le vivant au cœur de notre cadre de vie	x	x	x	x	x	x
Eau et mémoire : gérer les impacts de l'arrêt de l'exploitation minière et les pollutions liées aux guerres mondiales, connaître le passé pour mieux appréhender l'avenir	x	x		x		x
Eaux internationales : une gestion concertée qui ne connaît pas de frontières						x

La commune de Charmois-devant-Bruyères est concernée par les masses d'eau superficielles Ruisseau d'Argent (A4400870 – FRCR235) et Ruisseau de l'étang Didon (A4400920 - FRCR). Aucune mesure territorialisée ne concerne ces cours d'eau.

Pour les eaux souterraines, la commune est concernée par la masse d'eau FRCG210c Grès du Trias inférieur de l'Ouest du massif vosgien.

Toute intervention devra respecter les prescriptions générales fixées par arrêtés ministériels relatifs aux rubriques concernées de la nomenclature annexée au tableau de l'article R.214-1 du Code de l'Environnement (qui devront être listées) et les préconisations des SDAGE, notamment les dispositions pour les bassins Rhin et Meuse relatives aux aménagements fonciers :

Disposition T3–O4.1–D3 :
Les procédures d'aménagement foncier, et en particulier les procédures prises par le Préfet pour le classement des haies importantes dans le cadre de la gestion de l'eau, privilégieront l'interdiction de l'arrachage et/ou de la coupe systématique :

✓ De la végétation rivulaire ;

✓ Des haies jouant un rôle dans la gestion des écoulements ;

✓ Des forêts alluviales ;

✓ etc ;

au profit d'un entretien sélectif visant à l'équilibre de ces espaces qui contribuent au bon fonctionnement du bassin versant (voir Orientation T3-O3.2.3–D2).
Cette disposition ne s'appliquera pas sur les secteurs sur lesquels la présence d'une ripisylve peut mettre en péril la stabilité d'un ouvrage (exemple des digues du Rhin).

Disposition T5A–O5–D5 :
Les décisions administratives dans le domaine de l'eau relatives à des opérations d'aménagement foncier doivent prendre en compte les principes suivants :

✓ Préserver les capacités de rétention existantes et améliorer la rétention des eaux sur l'ensemble du bassin versant par la préservation des prairies, la restauration des réseaux de haies et par la mise en valeur et le maintien des zones humides ;

✓ Développer la mise en place d'aménagements permettant de limiter et ralentir les ruissellements.

En termes d'hydraulique, les travaux prévus ne sont pas de nature à impacter les eaux souterraines ou la ressource en eau. Ils sont en conformité avec les dispositions du SDAGE.

L'ensemble des ripisylves et des haies structurantes sont préservées dans le cadre de l'aménagement foncier, conformément à la disposition T3–O4.1–D3.

➔ **L'aménagement foncier et le programme des travaux connexes sont donc compatibles avec les orientations du SDAGE.**

3. COMPATIBILITE AVEC LES PGRI, PPRI ET AUTRE PLANS DE LUTTE CONTRE LES INONDATIONS

La commune de Charmois-devant-Bruyères n'est concernée par aucun PPRI, PGRI ni autre plan de lutte contre les inondations.

Le programme des travaux connexes ne prévoit par ailleurs aucun aménagement hydraulique de nature à modifier les caractéristiques hydrauliques des cours d'eau, les capacités de rétention d'eau dans les sols ou les champs d'inondation des cours d'eau.

4. COMPATIBILITE AVEC LE SRADDET

Le SRADDET (Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires) Grand-Est a été adopté en 2019 et sa modification a été validée en décembre 2025.

Le SRADDET fixe ainsi les objectifs de moyens et longs termes de la Région en matière :
. d'équilibre et d'égalité des territoires,
. d'implantation des différentes infrastructures d'intérêt régional,
. de désenclavement des territoires ruraux,
. d'habitat,
. de gestion économe de l'espace,
. d'intermodalité et de développement des transports,
. de maîtrise et de valorisation de l'énergie, de lutte contre le changement climatique et la pollution de l'air,
. de protection et de restauration de la biodiversité,
. de prévention et de gestion des déchets.

Les 30 règles générales et leurs mesures d'accompagnement (MA) précisent la manière de mettre en œuvre les objectifs du SRADDET par les documents et acteurs ciblés par le SRADDET.

L'opération d'aménagement foncier est concernée par les thématiques suivantes :

CHAPITRE I. Climat, Air, Energie
Règle n°1 : Atténuer et s'adapter au changement climatique
Règle n°2 : Intégrer les enjeux climat-air-énergie dans l'aménagement, la construction et la rénovation
Règle n°3 : Améliorer le bâti existant et l'adapter au changement climatique

Règle n°4 : Rechercher l'efficacité énergétique des entreprises
Règle n°5 : Développer les énergies renouvelables et de récupération
Règle n°6 : Améliorer la qualité de l'air

CHAPITRE II. Biodiversité et gestion de l'eau
Règle n°7 : Décliner localement la trame verte et bleue
Règle n°8 : Préserver et restaurer la trame verte et bleue
Règle n°9 : Préserver les zones humides
Règle n°10 : Réduire les pollutions diffuses
Règle n°11 : Réduire les prélèvements d'eau

CHAPITRE IV. Gestion des espaces et urbanisme
Règle n°16 : Atteindre le zéro artificialisation nette en 2050
Règle n°17 : Optimiser le potentiel foncier mobilisable
Règle n°17bis : Identifier, protéger et valoriser les paysages des territoires
Règle n°18 : Développer l'agriculture urbaine et péri-urbaine
Règle n°19 : Préserver les zones d'expansion des crues

Concernant le Chapitre I :
L'aménagement foncier a parmi ses différents objectifs de restructurer la propriété foncière mais également de regrouper les îlots d'exploitation de façon à rationaliser les déplacements. Dans le cas présent, la restructuration parcellaire a permis d'agrandir les îlots. La circulation des engins agricoles étant optimisée, la procédure va dans le sens d'une diminution des émissions polluantes des gaz à effet de serre.
En raison des plantations complémentaires inscrites au programme des travaux connexes, l'opération d'aménagement foncier est sans impact permanent sur le stockage de CO2 dans les boisements.

Concernant le Chapitre II :
L'ensemble des travaux connexes est localisé en dehors des zones humides.
La compatibilité de l'opération d'aménagement foncier avec la Trame Verte et Bleue est analysée dans le chapitre 5 ci-après.

Concernant le Chapitre IV :
L'aménagement foncier dans son étude préalable a permis l'identification des paysages. La protection des éléments bocagers et leur préservation dans le cadre de l'opération d'aménagement foncier contribuent à préservation des paysages.
La restructuration du parcellaire comme le programme des travaux connexes ne sont pas de nature à modifier le champ d'expansion des crues.

➔ **L'aménagement foncier est donc compatible avec les volets du SRADDET qui le concernent.**

5. COMPATIBILITE AVEC LA TRAME VERTE ET BLEUE DU SRADDET

La modification du SRADDET a été validée en décembre 2025 et intègre des modifications cartographiques de la Trame Verte et Bleue, qu'il est nécessaire de présenter ci-dessous avant d'analyser la compatibilité de l'aménagement foncier avec ce dernier.

Les corridors écologiques et les réservoirs de biodiversité sont répartis au sein de différentes sous-trames :

- Sous-trame milieux humides,
- Sous-trame des milieux forestiers,
- Sous-trame des cours d'eau
- Sous-trame prairiale,
- Sous-trame des milieux thermophiles.

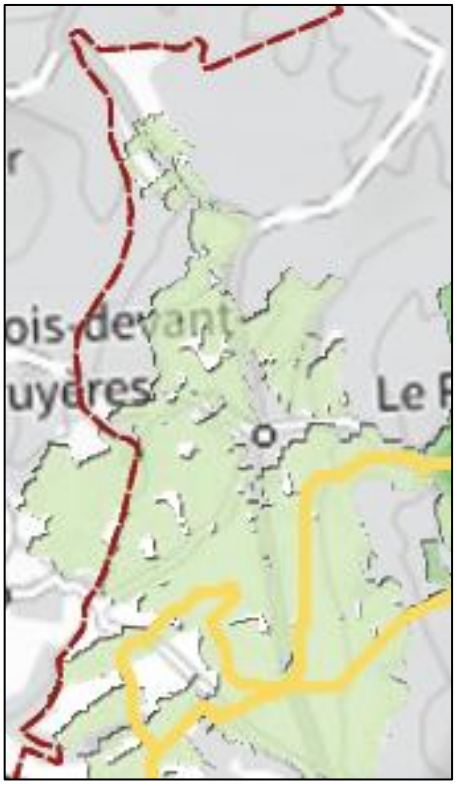
Des extraits des cartographies des différentes sous-trames sont présentées ci-dessous, lorsqu'elles sont présentes à Charmois-devant Bruyères :



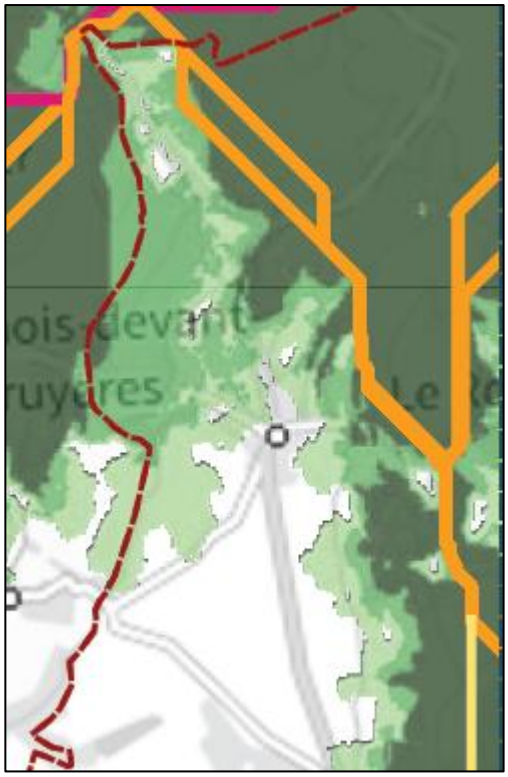
Concernant la sous-trame des cours d'eau, la commune est concernée pour l'ensemble de son réseau hydrographique, qui est considéré comme réservoir de biodiversité linéaire.

Sont également identifiés plusieurs obstacles à l'écoulement :

- sur le ruisseau de l'Etang Didon au niveau de la traversée de la RD159 et plus en aval,
- sur le Ruisseau d'Argent au niveau du village,
- sur ses affluents, sur la partie Nord de la commune.



Concernant la sous-trame prairiale, le territoire communal est concerné par une zone de dispersion fonctionnelle pour une seule guilde d'espèces (corridor de moindre fonctionnalité).
Il est également concerné par plusieurs corridors linéaires à restaurer sur la partie Sud du ban communal.
Aucun réservoir de la sous-trame prairiale n'est identifié.



Aucun réservoir de la sous-trame forestière n'est identifié à Charmois-devant-Bruyères.

Les couleurs vertes correspondent à des corridors surfaciques de fonctionnalité croissante du vert clair au vert foncé.
Les lisières de massifs boisés et les bois de l'espace agricoles sont considérés de moindre fonctionnalité par rapport aux massifs forestiers.

En orange sont identifiés des corridors linéaires fonctionnels mais impactés par une infrastructure de transport (en dehors du ban communal).



Aucun réservoir de biodiversité de la sous-trame des milieux humides n'est recensé sur le territoire communal. Par contre, les cours d'eau sont tous bordés de zones de dispersion fonctionnelle de faible importance (pour une seule guilde d'espèces).

Ni la restructuration parcellaire, ni le programme des travaux connexes ne sont de nature à affecter l'une ou l'autre des sous-trames ainsi identifiées. Au contraire, la réalisation de plantations complémentaires sur l'Ouest du territoire répond au renforcement d'un corridor linéaire de la sous-trame prairiale.

➔ L'opération d'aménagement foncier est donc compatible avec le volet Trame Verte et Bleue du SRADDET, puisque non seulement elle préserve les éléments déjà présents, mais elle restaure également un corridor de la sous-trame prairiale.

6. COMPATIBILITE AVEC LES ORGFH DE LORRAINE

Les ORGFH sont les orientations régionales de gestion et de conservation de la faune sauvage et de ses habitats. Elles ont été établies pour la région Lorraine en 2005.

Le territoire d'étude appartient à l'ancienne région Lorraine (fiches ORGFH).
Les ORGFH ont pour ambition de poser les bases d'une politique régionale en matière de faune sauvage et d'inciter les différents partenaires à engager des programmes d'actions visant la sauvegarde de la faune sauvage et de ses habitats.
Elles constituent un document de référence à l'usage de l'ensemble des acteurs concernés par la faune sauvage et ses habitats.
Les ORGFH suggèrent des axes stratégiques, les orientations, et proposent des axes de travail déclinés en pistes d'actions pour la conservation et la gestion de la faune sauvage et de ses habitats.
Partant de l'état des lieux et des enjeux, 17 orientations de gestion et de conservation de la faune sauvage et de ses habitats pour la région Lorraine ont été définies. Elles sont présentées sous forme de fiches.

Les grandes orientations de ce document sont :

Les orientations transversales :
T1 Améliorer la prise en compte des habitats et de la faune sauvage dans la politique d'aménagement du territoire et les documents de planification.
T2 Maintenir, restaurer et recréer les corridors écologiques et les milieux de transition.
T3 Maîtriser la fréquentation humaine afin de limiter le dérangement de la faune sauvage et la dégradation des habitats naturels occasionnés par certaines activités.
T4 Analyser et prévenir les risques de collisions.
T5 Améliorer, mutualiser et diffuser les connaissances sur les habitats et la faune sauvage.
T6 Sensibiliser et former à la préservation de la faune sauvage et de ses habitats.

Les orientations générales relatives aux habitats
H1 Promouvoir la prise en compte de la faune sauvage lors des interventions agricoles et sylvicoles.
H2 Maintenir et restaurer les équilibres agro-sylvo-cynégétiques.
H3 Garantir la préservation d'un maillage des éléments fixes du paysage encore existants et assurer la reconstitution d'une trame verte en milieu ouvert.
H4 Limiter l'usage des produits phytosanitaires et des engrais, par le raisonnement des quantités, des périodes et des modes d'application.

Les orientations spécifiques aux différents habitats
H5 Diversifier l'assolement et préserver les milieux prairiaux permanents, éléments de la mosaïque d'habitats.
H6 Maintenir et restaurer des milieux forestiers diversifiés en essence, en structure et en âge.
H7 Promouvoir la préservation et la restauration des zones humides, afin de garantir la fonctionnalité du réseau régional de milieux humides.
H8 Maintenir et rétablir la biodiversité des milieux anthropiques.

Les orientations régionales « espèces »
E1 Protéger la faune sauvage menacée, notamment à travers des actions ciblées sur les espèces en danger.
E2 Gérer certaines populations animales afin de réduire les impacts négatifs sur les activités humaines et les équilibres naturels.
E3 Informer et sensibiliser les publics susceptibles d'être exposés aux zoonoses.

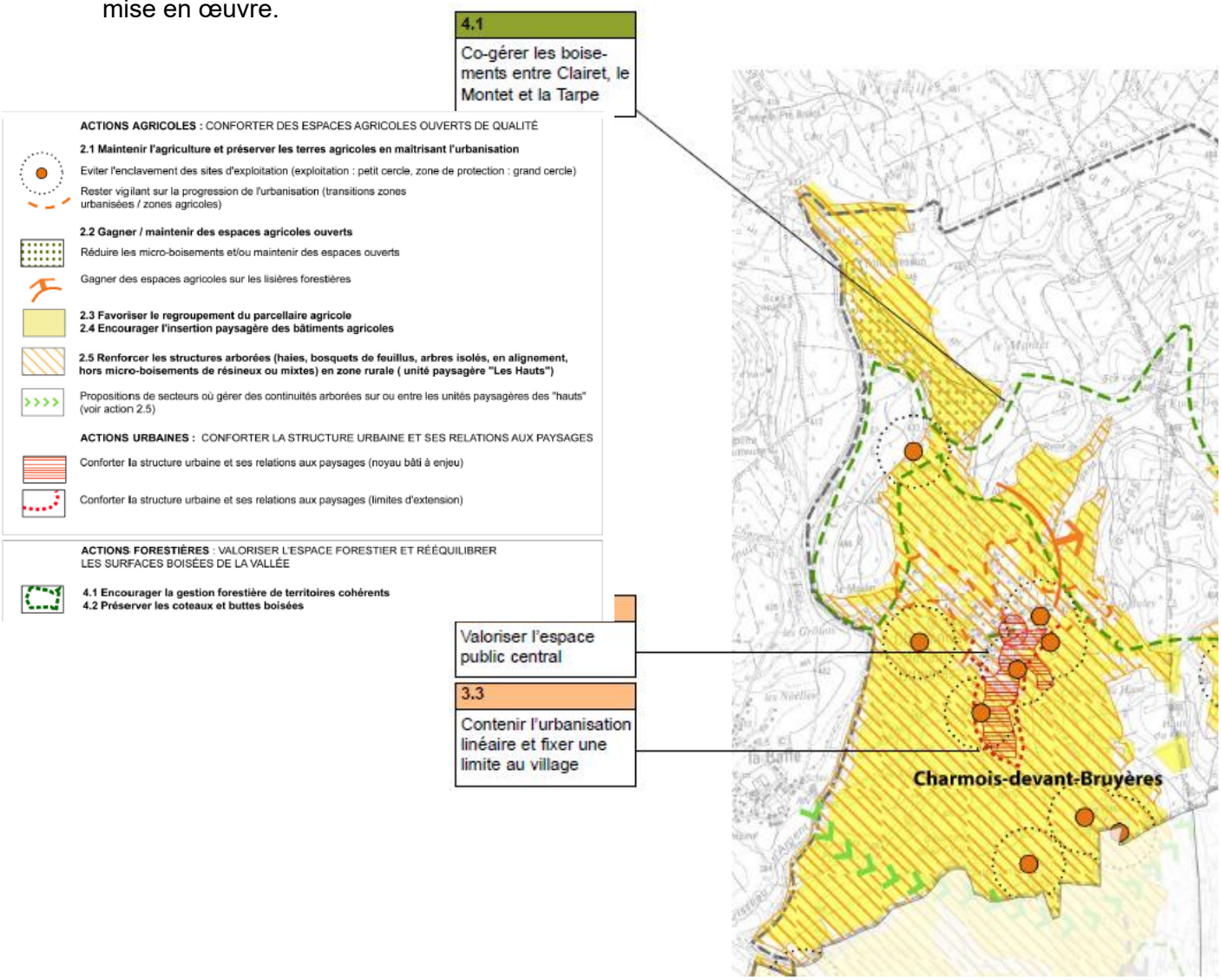
L'aménagement foncier est plus particulièrement concerné par les orientations T1, T2, H1, H3 et H7.

À l'issue de l'opération d'aménagement foncier (incluant la mise en œuvre des plantations complémentaires), il n'y aura pas d'impacts sur les zones humides et le réseau bocager, et la superficie de parcelle en herbe sera maintenue.
La démarche itérative mise en place lors de l'élaboration du programme de travaux connexes, ainsi que le respect de la démarche ERC (éviter, réduire, compenser) ont permis de réduire au mieux les impacts de l'opération sur les milieux naturels.
Les plantations complémentaires répondent parfaitement à l'orientation T2 en restaurant un corridor écologique.

➔ **Par conséquent, l'opération d'aménagement foncier est compatible avec les ORGFH.**

7. COMPATIBILITE AVEC LE PLAN PAYSAGE VALLEE DE LA VOLOGNE

La commune de Charmois-devant-Bruyères est concernée par le Plan Paysage de la Vallée de la Vologne. Il se compose d'un diagnostic, d'un rapport présentant les orientations et les actions possibles. Ces dernières peuvent trouver leur traduction au niveau des documents d'urbanisme, et autres procédures, mais une opération d'aménagement foncier peut également contribuer à leur mise en œuvre.



Le plan paysage comporte une représentation graphique des actions (présentée en page précédente), qui localise notamment les actions concernant plus particulièrement la commune de Charmois, à savoir :
- Contenir l'urbanisation linéaire,
- Co-gérer les boisement privés de lisière pour éviter l'avancement de la forêt (lieudits Clairet, Montet et Tarpes) et gagner des espaces agricoles sur les lisières forestières,
- Renforcer les structures arborées dans l'espace agricole,
- Éviter l'enclavement des sièges d'exploitation agricole.

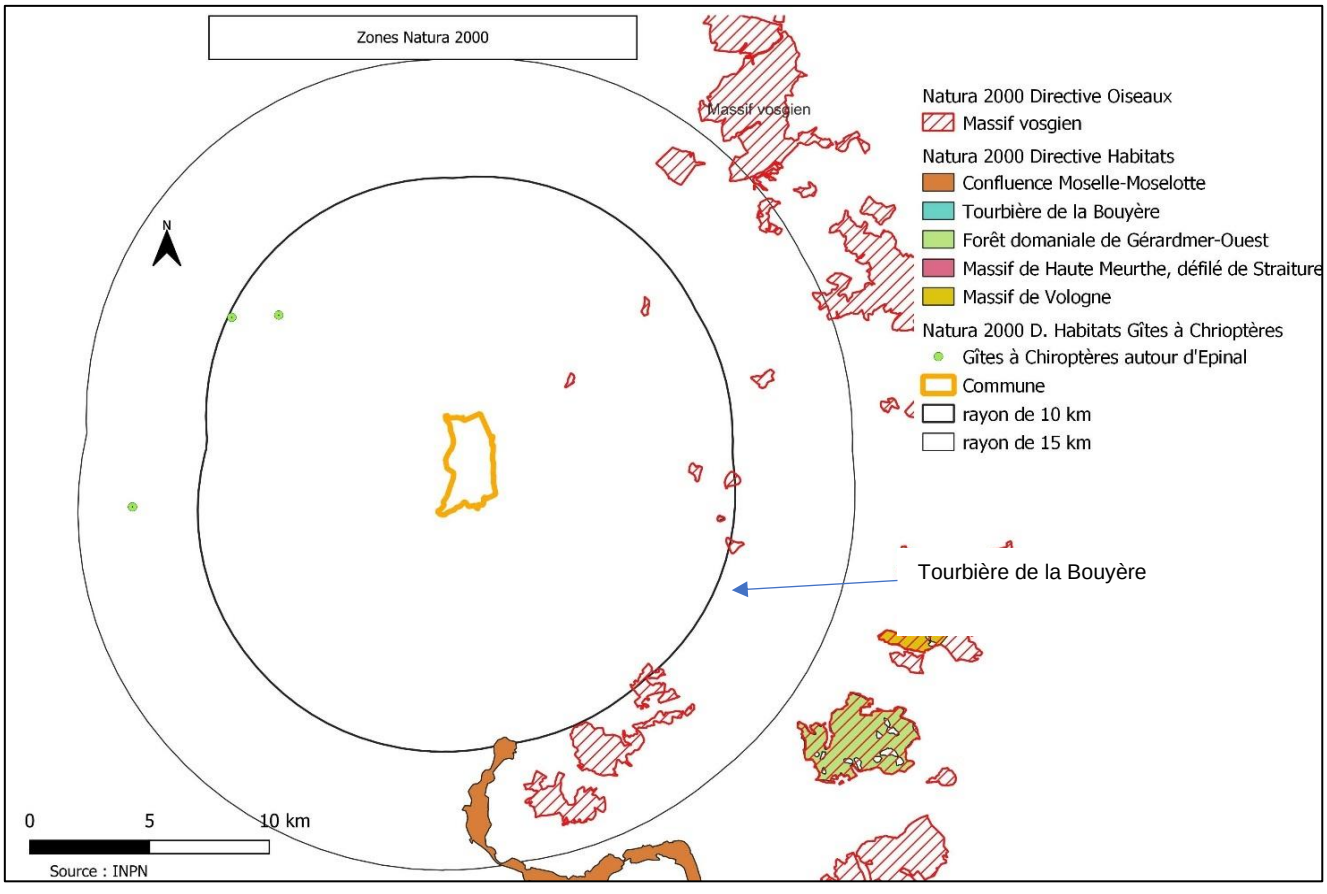
Avec la mise en œuvre de plantations complémentaires, l'opération d'aménagement foncier participe eu renforcement des structures arborées au sein de l'espace agricole et à l'amélioration des continuités écologiques.

➔ Par conséquent, l'opération d'aménagement foncier est compatible avec le Plan Paysage de la Vallée de la Vologne.

8. INCIDENCES SUR LE RESEAU NATURA 2000

- Principe

Une incidence est identifiée si le projet étudié a un effet néfaste sur au moins un habitat ou une espèce ayant conduit à la définition des sites Natura 2000 concernés. Pour les espèces, l'incidence est avérée si la population affectée par le projet est celle concernée par les objectifs de conservation des sites Natura 2000 en question. Ainsi, pour la majorité des espèces, celles-ci ayant une capacité de déplacement limité, la distance entre le projet et le site Natura 2000 est le premier critère à prendre en compte pour l'évaluation des incidences.



La commune de Charmois-devant-Bruyères n'est directement concernée par aucune zone Natura 2000.

Dans un rayon de 15 km autour de la zone d'étude, différentes zones Natura 2000 sont présentes :

- FR4112003 « Massif Vosgien » (Directive Oiseaux) à 3,7 km au Nord-Est de Charmois,
- FR4100245 « Gîtes à chauves-souris autour d'Épinal » (Directive Habitats) à 8 km au Nord-Ouest,
- FR4100211 « Tourbière de la Bouyère » (Directive Habitats) à 9 km à l'Est,
- FR4100228 « Confluence Moselle Moselotte » (Directive Habitats) à 9,7 km au Sud.

La commune de Charmois-devant-Bruyères ne se trouve pas sur le même bassin versant que la zone Natura 2000 FR4100228 « Confluence Moselle Moselotte » ; l'aménagement foncier de Charmois ne peut donc pas porter atteinte aux habitats de cette zone Natura 2000.
Il en est de même pour la zone Natura 2000 « Tourbière de la Bouyère ».

Le territoire de Charmois-devant-Bruyères ne présente pas de gîtes à Chauve-souris identifiés mais la commune est susceptible d'être fréquentée par des chiroptères provenant des gîtes de la zone Natura 2000 FR4100245 « Gîtes à chauves-souris autour d'Épinal ». Les espèces concernées sont le Petit rhinolophe, le Grand rhinolophe, le Vespertilion à oreilles échancrées, le Vespertilion de Bechstein, le Grand murin et la Barbastelle d'Europe.

L'opération d'aménagement foncier menée sur Charmois n'affectera pas les milieux naturels en place, ne portera pas atteinte au réseau bocager. Elle renforcera même ce dernier par l'intermédiaire de nouvelles plantations (haies, arbres isolés et arbres fruitiers) favorables à la fréquentation du territoire par les chiroptères.

Concernant la zone Natura 2000 FR4112003 « Massif Vosgien », les oiseaux ayant conduit au classement de la zone sont les suivants :

Espèce	Milieu associé
Grand Tétras (*Tetrao urogallus*)	Forestier
Gélinotte des bois (*Bonasa bonasia*)	Forestier
Pic noir (*Dryocopus martius*)	Forestier
Pic cendré (*Picus canus*)	Forestier
Chouette de Tengmalm (*Aegolius funereus*)	Forestier
Chevêchette d'Europe (*Glaucidium passerinum*)	Forestier
Grand-duc d'Europe (*Bubo bubo*)	Rocheux
Faucon pèlerin (*Falco peregrinus*)	Rocheux
Pie-grièche écorcheur (*Lanius collurio*)	Semi-ouvert

Les massifs forestiers ayant été exclus de l'opération d'aménagement foncier, la seule espèce pouvant être affectée par l'aménagement foncier est la Pie grièche écorcheur, dont la présence est tributaire d'un réseau bocager préservé.

Le réseau bocager de Charmois-devant-Bruyères n'est pas menacé de disparition par l'aménagement foncier. A contrario, la procédure renforce ce dernier au travers de plantations complémentaires permettant d'augmenter la diversité d'habitats naturels propices à la présence de la Pie-grièche écorcheur sur le territoire.

➔ L'opération d'aménagement foncier présente une incidence positive sur la fréquentation du territoire de Charmois-devant-Bruyères par les oiseaux et chiroptères ayant conduit au classement des sites en zone Natura 2000.

VOLET 8 – ANALYSE DES METHODES UTILISEES

Dans le cadre d'un aménagement foncier, la difficulté essentielle de l'analyse des impacts du projet vis à vis du milieu naturel provient :

- D'une part du grand nombre d'acteurs en cause : il s'agit de l'ensemble des propriétaires et des exploitants, mais également des communes, sociétés de chasse, de pêche, ...
Il est relativement aisé d'évaluer les impacts des projets communaux ou d'administrations diverses car ceux-ci sont généralement clairement identifiés.
Par contre, il est autrement plus délicat de prédire le devenir d'un élément naturel remarquable présent au sein d'une parcelle lors de sa prise de possession par son nouveau propriétaire.
En effet, si une haie après aménagement foncier se retrouve en limite parcellaire, on peut supposer qu'elle sera conservée puisqu'elle n'entrave pas l'exploitation agricole. Par contre, si cette même haie se retrouve au centre du nouveau parcellaire, son devenir ne peut être connu qu'en interrogeant son propriétaire.
Une telle démarche est inadaptée pour deux raisons. Elle est trop lourde à mettre en place du fait du nombre important de propriétaires et la fiabilité des données peut facilement être remise en cause (d'autant plus que les projets peuvent évoluer au fil des années).

- D'autre part, de l'absence de grandeur physique et de l'évolution dans le temps du projet.
Cette problématique a déjà partiellement été évoquée précédemment. En effet, dans le cadre d'un projet routier par exemple, les impacts sont clairement identifiés et figés dans le temps. Les impacts de la route n'évolueront pas (hormis l'évolution du trafic qu'il est possible d'extrapoler de façon fiable).
Les impacts d'un nouveau parcellaire après aménagement foncier sont plus difficilement quantifiables d'autant plus qu'ils peuvent être évolutifs. Ainsi, un propriétaire peut souhaiter conserver une haie possédant une importante fonction écologique durant quelques années et la couper ensuite. Dans ce cas, la préservation de l'environnement ne peut être effective qu'après une prise de conscience généralisée des propriétaires fonciers et des exploitants agricoles, indépendamment du nouveau parcellaire.

Mis à part les deux points évoqués précédemment et qui sont spécifiques aux aménagements fonciers, des méthodes "classiques" ont été employées pour évaluer les impacts du projet.

Des remarques sont toutefois nécessaires sur les deux aspects suivants :

- *Impact sur le milieu naturel*

L'impact sur la flore et la faune est fonction :

- de la qualité du milieu, c'est à dire son originalité, sa rareté et sa diversité structurelle,

- du rôle écologique, agronomique et paysager du milieu,

- des potentialités de l'environnement direct sur le site (capacité d'accueil sur le plan de l'habitat et de la nourriture notamment).

Notre démarche naturaliste est basée sur des investigations de terrain. Cette façon de procéder induit des limites à la méthode d'évaluation des impacts.

Saison d'observation
Une étude en dehors de la saison de végétation ne permet pas de réaliser un relevé floristique exhaustif et par conséquent de noter la présence d'espèces protégées.
L'approche naturaliste supplée en partie cette lacune puisqu'il est possible d'extrapoler la présence d'espèces intéressantes par une analyse de la qualité du milieu naturel.

Problème de durée
Une étude sur une partie seulement du cycle biologique des espèces animales et végétales peut comporter quelquefois des oublis. En effet, certaines espèces sont migratrices alors que d'autres exploitent des milieux différents selon la saison.
L'appel à une bibliographie la plus complète possible ainsi qu'aux associations locales (chasseurs et naturalistes entre autres) s'avère alors nécessaire.

➢ *Impact sur le paysage*

Le paysage fait l'objet de différences d'appréciation. Ces dernières peuvent avoir des origines diverses : géographique, sociologique, éducative, culturelle...
La nouvelle loi sur le paysage renforce cette idée de "paysage - patrimoine".

Les difficultés liées à l'évaluation de la valeur paysagère et de l'impact sont donc de ne pas négliger l'aspect « sensible » tout en appuyant l'analyse du paysage sur des critères objectifs.

VOLET 9 – DIFFICULTES RENCONTREES

Néant.

ANNEXE

Arrêté n°2024-115 relatif aux prescriptions environnementales concernant l'aménagement foncier agricole forestier et environnemental (AFAFE) de la commune de Charmois-devant-Bruyères et extensions

Fiches espèces invasives

PRÉFÈTE
DES VOSGES
Liberté
Égalité
Fraternité

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES
SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT ET DES RISQUES

Arrêté n° 2024-115 02 MAI 2024
relatif aux prescriptions environnementales concernant l'Aménagement foncier agricole forestier et environnemental (AFAFE) de la commune de CHARMOIS-DEVANT-BRUYERES et extensions

LA PRÉFÈTE DES VOSGES
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

VU le titre II du livre I du code rural et de la pêche maritime (parties législative et réglementaire) ;

VU le code de l'environnement, parties législative et réglementaire et notamment ses articles L.163-1 relatif à la compensation des atteintes à la biodiversité, L.210-1 et L.211-1 relatifs aux milieux aquatiques, L.214-1 à L.214-6 relatifs aux installations, activités et travaux soumis à autorisation ou déclaration, L.350 et suivants relatifs au paysage, L.361-1 relatif aux itinéraires de randonnée, L.411-1 relatif à la préservation du patrimoine biologique ;

VU le code du patrimoine et notamment ses articles L.510-1 et suivants concernant l'archéologie préventive, L.531-14 relatif aux découvertes fortuites, L.544-3 et L.544-4 relatifs aux sanctions encourues ;

VU le code de la santé publique ;

VU le décret du 5 octobre 2022 nommant Mme Valérie MICHEL-MOREAUX, préfète des Vosges ;

VU les arrêtés ministériels des 13 février 2002 et 28 novembre 2007 fixant les prescriptions générales applicables aux installations, ouvrages, travaux, activités, remblais relevant des rubriques 3.1.2.0, 3.1.3.0 et 3.2.2.0 de la nomenclature annexée à l'article R.214-1 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur le territoire national et les modalités de leur protection ;

VU le schéma directeur d'aménagement de gestion des eaux du bassin Rhin-Meuse, approuvé par arrêté du 18 mars 2022 de la préfète de la région Grand Est, coordonnatrice du bassin Rhin-Meuse ;

Préfecture des Vosges
Tél : 03 29 69 88 88
www.vosges.gouv.fr
1, Place Foch – 88 026 Épinal Cedex
Accueil du public : du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00

VU la délibération du Conseil départemental des Vosges du 25 octobre 2022 constituant la commission communale d'aménagement foncier de CHARMOIS-DEVANT-BRUYERES ;

VU la délibération de la commission communale d'aménagement foncier de CHARMOIS-DEVANT-BRUYERES du 7 décembre 2022 considérant qu'un aménagement foncier du territoire communal s'avère indispensable pour améliorer les conditions d'exploitation des propriétés agricoles d'une part, et assurer également l'aménagement global de la commune d'autre part ;

VU la délibération de la commission communale d'aménagement foncier de CHARMOIS-DEVANT-BRUYERES du 7 décembre 2022 demandant au président du Conseil départemental d'engager les études d'aménagement foncier ;

VU l'étude d'aménagement prévue à l'article L.121-1 du code rural, diligentée par le président du Conseil départemental des Vosges et réalisée conformément aux dispositions de l'article R.121-20 du même code, en ce qui concerne les recommandations pour la détermination et la conduite des opérations d'aménagement foncier quant à la prévention des risques naturels relatifs notamment à l'érosion des sols, quant à l'équilibre de la gestion des eaux, à la préservation des espaces naturels remarquables ou sensibles, des paysages et des habitats des espèces protégées ainsi qu'à la protection du patrimoine local ;

VU la demande du Conseil départemental des Vosges concernant l'établissement des prescriptions environnementales à respecter par la commission communale d'aménagement foncier dans le cadre des opérations d'aménagement foncier agricole forestier et environnemental (AFAFE) de CHARMOIS-DEVANT-BRUYERES et extensions ;

VU la décision de la commission communale d'aménagement foncier de CHARMOIS-DEVANT-BRUYERES en date du 14 novembre 2023 de donner un avis favorable sur le périmètre d'aménagement foncier et sur les propositions de prescriptions environnementales ;

VU l'avis favorable émis par l'Agence régionale de santé (ARS) de Lorraine, délégation territoriale des Vosges du 7 mars 2023 ;

Considérant qu'à travers les opérations d'aménagement foncier, la mise en valeur et la protection de l'espace agricole et forestier prennent en compte ses fonctions économique, environnementale et sociale et doivent, notamment, contribuer à la prévention des risques naturels, assurer la mise en valeur et la protection du patrimoine rural et des paysages et préserver les ressources en eau, la biodiversité sauvage et domestique et les continuités écologiques entre les milieux naturels ;

Considérant la sensibilité environnementale particulière de ce territoire, caractérisé par sa richesse en termes de biodiversité ;

Considérant les enjeux spécifiques liés à la protection de certains oiseaux nicheurs et de leurs habitats ;

Sur proposition du Directeur départemental des territoires des Vosges,

ARRETE

Article 1 – Périmètre.

Les prescriptions ci-dessous s'appliquent au territoire inclus dans le périmètre d'aménagement foncier agricole forestier et environnemental proposé sur la commune de Charmois-devant-Bruyères ainsi que ses extensions sur les communes de La Baffe, Cheniménil et Le Roulier, telles que définies sur le plan annexé (annexe n° 1).

Les parcelles qui sont définies comme forestières au cadastre sont expressément exclues du périmètre de l'aménagement foncier et du champ d'application du présent arrêté.

Article 2 – Prescriptions générales.

Les prescriptions que la commission communale d'aménagement foncier devra respecter en application de l'article R.121-22 du code rural sont fixées aux articles suivants du présent arrêté.

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent à la définition du nouveau plan parcellaire et à la définition du programme des travaux connexes et mesures environnementales, dans le périmètre défini à l'article 1.

L'annexe graphique du présent arrêté pourra faire l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire ou modificatif, pour tenir compte, notamment, de l'identification, en cours de réalisation à la date de parution du présent arrêté, d'habitats à préserver en application de l'arrêté ministériel du 29 octobre 2009, et non-inscrits dans l'annexe n° 1.

Article 3 – Prescriptions relatives à la préservation des cours d'eau et milieux aquatiques.

Tout projet ayant un impact sur le milieu aquatique doit être soumis au service en charge de l'application de la loi sur l'eau reprise dans le code de l'environnement, en particulier lorsqu'il s'agit d'interventions dans le lit mineur, de travaux de curage ou de dérivation de cours d'eau.

3.1. Cours d'eau et écoulements

Bien que l'étude d'aménagement intègre une cartographie des cours d'eau, celle-ci ne permet pas de préserver pleinement l'environnement. En effet, conformément aux recommandations du « porter-à-connaissance », il est essentiel d'inclure une cartographie exhaustive de tous les écoulements sur l'ensemble du périmètre étudié, avec une distinction claire entre les fossés et les cours d'eau. Afin de satisfaire à la prise en compte des enjeux environnementaux, l'approbation des travaux connexes ne pourra se faire qu'à condition que l'étude d'impact intègre ce complément cartographique sur les écoulements.

L'étude d'aménagement recense un ruisseau principal, le Ruisseau d'Argent, et différents affluents de ce dernier. Le ruisseau d'Argent, ses affluents et sous affluents, sont classés en liste 1 et 2 au titre de l'article L. 214-17 du code de l'environnement. Ces cours d'eau sont des réservoirs biologiques au titre du SDAGE Rhin Meuse et figurent tous en première catégorie piscicole.

Les travaux, quelle que soit leur nature, ont un impact fort sur le milieu aquatique et hydraulique. Ils devront donc être le plus limité possible. Dans tous les cas, l'impact du projet sur l'environnement devra être étudié et des mesures correctives ou compensatoires devront être définies.

Tous projets de travaux et intervention concernant le lit mineur, le lit majeur, la remédiation des dégradations causées par le piétinement du bétail, ainsi que la réalisation d'ouvrages de franchissement, seront soumis à un examen préalable du bureau police de l'eau de la DDT avant tout début d'exécution.

Interventions dans le lit mineur du cours d'eau

Les interventions dans le lit mineur des cours d'eau seront limitées à un entretien régulier visant à maintenir le cours d'eau dans son profil d'équilibre, de permettre l'écoulement naturel des eaux et de contribuer à son bon état écologique ou, le cas échéant, à son bon potentiel écologique. Cela inclut le retrait des embâcles, débris et atterrissements flottants ou non, ainsi que l'élagage ou le recépage de la végétation des rives. Ces interventions devront respecter les prescriptions techniques listées dans l'annexe n° 2.

De manière générale, les interventions manuelles dans le lit mineur des cours d'eau devront être privilégiées. Les interventions mécaniques sur les cours d'eau de 1ère catégorie piscicole ne seront autorisées qu'entre le 1er avril et le 31 octobre.

Interventions dans le lit majeur du cours d'eau

Au titre de la prévention des inondations, tout aménagement susceptible de provoquer des écoulements ou d'en aggraver les conséquences est à proscrire ou devra faire l'objet de mesures compensatoires sur l'ensemble du périmètre d'aménagement foncier.

Les travaux devront respecter les prescriptions techniques listées dans l'annexe n° 2.

Ouvrages de franchissement de cours d'eau

Dans le cadre de la modification du réseau de voirie, il sera impératif de rétablir les écoulements naturels par la création d'ouvrages de franchissement adaptés, afin de ne pas faire obstacle à l'écoulement des eaux en crue et de ne pas constituer un obstacle à la continuité écologique (reconstitution de lit).

Les travaux devront respecter les prescriptions techniques listées dans l'annexe n° 2.

Écoulements non identifiés

Aucun aménagement ne sera autorisé sur les écoulements qui n'auront pas été identifiés dans l'étude d'aménagement, sans qu'un « porter-à-connaissance » n'ait été réalisé par le pétitionnaire à l'attention du préfet, conformément à l'article R.181-46 du code de l'environnement. Ce « porter-à-connaissance » devra fournir tous les éléments d'appréciation nécessaires avant réalisation de tout aménagement.

3.2. Zones humides

Zones de refuges, habitats ou lieux de reproduction pour de nombreuses espèces végétales comme animales, les zones humides constituent un enjeu environnemental majeur et jouent aussi un rôle hydrologique important (régulation des débits, zone « tampon », ou épuratrice). En effet, en période pluvieuse, elles retiennent l'eau dans le sol, la libérant progressivement en période d'étiage, contribuant ainsi à atténuer l'intensité des crues en aval en répartissant ce phénomène dans le temps.

Pour rappel, le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Rhin-Meuse préconise de préserver les zones humides remarquables et ordinaires, présentes au sein du bassin hydrographique Rhin-Meuse.

L'étude d'aménagement conclut à la nécessité de conserver l'ensemble des zones humides réglementaires sur le territoire communal de Charmois-devant-Bruyères.

En cas d'identification, au cours de l'élaboration du nouveau parcellaire ou du programme des travaux connexes et des mesures environnementales, d'une zone humide non répertoriée par l'étude d'aménagement, le pétitionnaire devra se conformer aux prescriptions spécifiques suivantes :

– avertir sans délai le service de la police de l'eau de la DDT et l'office français de la biodiversité (OFB) ;

– effectuer des sondages pédologiques complémentaires au niveau des zones identifiées comme étant potentiellement humides.

Le projet de redistribution parcellaire et de travaux connexes devra respecter les prescriptions suivantes :

– les opérations ou travaux visant, directement ou indirectement, à l'assèchement d'une zone humide ou potentiellement humide (dérivation, drainage, remblaiement...) sont interdits ;

– sur toutes les zones humides ou potentiellement humides, les dépôts et remblais excédentaires temporaires ou définitifs liés aux travaux connexes sont interdits ;

– au cas où la nouvelle distribution parcellaire ou des travaux connexes seraient susceptibles d'affecter les différentes zones humides, leurs caractéristiques et leur fonctionnement hydraulique et écologique, l'impact sur ces milieux sera évalué et des mesures correctives envisagées afin de maintenir leurs fonctionnalités ;

– afin de réduire les risques d'altération, les zones humides et potentiellement humides seront gérées en prairies de fauche ; le futur plan parcellaire devra favoriser, autant que possible, la réalisation d'échanges de parcelles comprenant des zones humides, en respectant les systèmes d'exploitation et en garantissant l'équité dans la redistribution.

– L'exploitation des parcelles en prairie ou pâturage doit être maintenue sur ces zones humides.

3.3. Drainage et fossés.

Le drainage des parcelles dans le cadre des travaux connexes est autorisé en dehors des zones humides.

Les drainages qui seront réalisés devront impérativement respecter les prescriptions figurant en annexe n° 2.

Le programme des travaux connexes désignera les fossés existants à maintenir et les travaux d'entretien à réaliser. L'entretien ou la modification d'un fossé ne doit, en aucun cas, conduire à l'assèchement d'une zone humide ni à la dégradation de ses fonctions écologiques.

La création de nouveaux fossés devra être limitée, justifiée et devra respecter les prescriptions figurant en annexe n° 2.

3.4. Collecte et rejets des eaux pluviales.

En cas de création de voiries dans le cadre de travaux connexes à l'aménagement foncier entraînant une collecte des eaux pluviales des bassins versants amont et des eaux de voirie, l'incidence de ces travaux sur la qualité et la quantité des eaux devra être étudiée.

Des mesures correctives devront être mises en place si nécessaire, notamment pour ne pas aggraver les crues aux points déjà sensibles : infiltration lorsque le sol le permet (l'inaptitude des sols à l'infiltration est à justifier par mesures in situ), stockage (noues à privilégier par rapport à

des bassins de rétention), filtration. Il conviendra d'éviter les concentrations d'écoulements dans les secteurs sensibles à l'érosion et de réduire les vitesses d'écoulement.

La qualité des rejets d'eaux pluviales devra permettre de respecter les objectifs de qualité des cours d'eau ou des masses d'eau du bassin versant.

Le service de la police de l'eau se réserve la possibilité de demander un contrôle de la qualité des eaux du milieu récepteur en amont et en aval des points de rejet.

Article 4 – Prescriptions relatives à la préservation des habitats et espèces.

Le périmètre d'étude est concerné par la Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) de type II « Forêts d'Epinal et de Tannières ». Cette ZNIEFF répertorie un certain nombre d'espèces animales et végétales, dont une partie est protégée.

Les parcelles classées en ZNIEFF devront être préservées de toute modification d'occupation du sol.

Le projet de plan parcellaire devra autant que possible favoriser la réalisation d'échanges de parcelles supportant les mêmes pratiques agricoles pour les espaces à plus forte sensibilité écologique, notamment les prairies de fauche.

Le projet de plan parcellaire et le programme des travaux connexes ne devront porter aucun préjudice aux habitats, ni aux espèces protégées et patrimoniales. L'étude d'impact devra justifier de l'application de la doctrine « éviter – réduire – compenser » et détailler les mesures mises en place à cet effet.

4.1. Espèces protégées.

Il est rappelé qu'en vertu de l'article L.411-1 du code de l'environnement, la destruction, l'enlèvement, la capture d'espèces faunistiques et floristiques protégées sont interdits.

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 29 octobre 2009 devront être respectées. Notamment la présence confirmée d'espèces protégées telles que le milan royal (Milvus milvus), la pie-grièche écorcheur (Lanius collurio), le pic noir (Dryocopus martius)..., avec une nidification avérée dans le périmètre de l'aménagement foncier de Charmois-devant-Bruyères, impose une préservation rigoureuse de ces espèces ainsi que de leurs habitats.

4.2. Préservation de la biodiversité.

Un grand nombre d'espèces protégées sont présentes sur le territoire communal, comme le montre les données de la Ligue pour la protection des oiseaux (LPO), celui de l'Inventaire national du patrimoine naturel (INPN) et les relevés de terrain du bureau d'étude. Cette richesse nécessite une vigilance renforcée vis-à-vis de la biodiversité.

En application de l'arrêté ministériel du 29 octobre 2009, les habitats (haies, bosquets, buissons...) feront l'objet d'une prise en compte particulière.

Au-delà des espèces menacées, la préservation des services écosystémiques est un enjeu majeur.

La biodiversité offre des biens irremplaçables et indispensables à notre quotidien et nous rendent aussi de nombreux services (pollinisation, fertilité des sols, amélioration cadre de vie...).

Le projet d'aménagement foncier veillera à ne pas aggraver, voire à diminuer, l'impact sur la biodiversité, à travers la mise en œuvre de dispositions telles que : préservation des habitats, évitement des effets « barrière » entre populations, maintien des prairies de fauche...

Article 5 – Préservation des bois, vergers, haies et ripisylves.

Les prescriptions qui suivent s'ajoutent aux éventuelles mesures de protection existantes dans le cadre de la conditionnalité des aides de la PAC (politique agricoles commune), selon les règles en vigueur. L'évolution de la PAC pourra conduire à une actualisation de ces règles. Le plan joint en annexe 1 du présent arrêté localise les éléments protégés au titre de la BCAE8 (Bonnes conditions agricoles et environnementales).

5.1. Les haies et bosquets

Compte tenu de leur intérêt majeur dans le territoire de Charmois-devant-Bruyères, l'arrachage des haies ou des bosquets, identifiés ou non dans l'étude d'aménagement est strictement interdit.

Il est également interdit de supprimer ou d'altérer les haies basses et buissons.

Tout nouveau linéaire de haies devra faire l'objet de la garantie de reprise ci-dessous.

La garantie de reprise des végétaux commencera à la date d'un constat de plantation effectué par le Conseil départemental des Vosges et durera 2 ans à compter de cette date. Au terme de l'année de garantie de reprise, le Conseil départemental ou la commission communale établira la réception définitive des plantations. Les végétaux défectueux notés morts ou en mauvais état sanitaire seront remplacés au cours de la saison de plantation suivante et selon les mêmes caractéristiques que la plantation initiale. Un nouveau délai de garantie de 2 ans sera appliqué pour les arbres remplacés.

L'étude d'aménagement préalable a recensé seulement 19 haies sur le territoire communal de Charmois-devant-Bruyères. Il serait donc pertinent de renforcer certains secteurs par de nouvelles plantations arborées. Ces nouvelles haies pourraient améliorer la connexion entre le massif forestier du Nord-Ouest et le vallon du ruisseau de l'étang Didon et avoir une fonction de corridor écologique.

Arrêté réglementant les dates d'entretien des haies :
Par arrêté préfectoral n° 329/2021/DDT du 14 décembre 2021, modifié par l'arrêté n° 139/2023/DDT du 25 mai 2023, réglementant les dates d'entretien des haies afin de protéger les oiseaux pendant la période de nidification, il est interdit à quiconque d'effectuer des travaux (destruction, entretien, taille...) sur les haies pendant une période allant du 16 mars au 15 août, période sensible de reproduction de l'avifaune.

5.2. Les arbres remarquables et vergers

Les arbres isolés sont des refuges importants pour la faune. Par ailleurs, ils représentent souvent un point de repère et ont une valeur paysagère indéniable. Ils appartiennent au patrimoine local.

Bien que l'étude préalable d'aménagement foncier ait recensée les arbres isolés, elle n'a pas identifié, parmi ceux-ci, les arbres remarquables. De ce fait, l'étude d'impact identifiera les arbres remarquables (vieux, creux, morts, têtards), le long des chemins ou au sein des pâturages (arbres fruitiers ou autres).

Compte tenu de leur intérêt paysager, écologique et de leur rareté, les arbres isolés seront intégralement conservés dans le cadre du programme des travaux.

Au pourtour immédiat des secteurs bâtis, le petit parcellaire de vergers, jardins et pré-vergers devra être préservé, dans la mesure où il prolonge naturellement le bâti et assure une transition entre zone urbaine et zone agricole.

Au sein des secteurs à vocation de cultures ou de prés de fauche, le programme des travaux prévoira la création d'emprises linéaires, entre les îlots de propriétés ou le long des dessertes,

qui seront attribuées à la commune ou à l'association foncière, pour l'implantation de nouveaux alignements en compensation des suppressions inévitables après l'opération foncière.

5.3. Ripisylve.

La ripisylve joue un rôle non négligeable sur la stabilité des berges. Par ailleurs, elle constitue un habitat pour la faune et elle créée de l'ombrage, permettant de lutter contre le réchauffement thermique et le développement d'algues.

L'intégralité de la ripisylve existante sera conservée.

Elle sera restaurée, ou recrée, là où elle est trop clairsemée ou vieillissante en ménageant des anses clôturées pour l'abreuvement des troupeaux par exemple ou en clôturant le long des berges pour faciliter la reprise naturelle ou la replantation.

5.4. Prairies.

Les prairies jouent un rôle important pour la biodiversité et la richesse du paysage communal.

Selon le registre parcellaire graphique de 2021, environ 211 ha du territoire de Charmois-devant-Bruyères sont exploités, avec 170 ha de prairies permanentes et 61 ha de prairies temporaires. Les prairies représentent donc 74 % de l'utilisation du sol.

Le projet devra garantir le maintien du pourcentage de surface totale en herbe existant dans le périmètre de l'AFAFE.

Article 6 – Enjeux agricoles et forestiers

6.1. Enjeux agricoles

L'aménagement foncier projeté doit permettre de regrouper les parcelles agricoles autour des exploitations assurant ainsi un système plus autonome avec une réduction des nuisances issues des déplacements des engins agricoles et des animaux, et une desserte plus adaptée de chaque parcelle conduisant à une meilleure gestion du temps de travail des exploitants.

Le projet doit respecter les systèmes d'exploitation et assurer une redistribution équitable qui favorise la préservation de l'environnement par les pratiques agricoles. L'aménagement foncier veillera à prendre en compte les systèmes d'exploitation présents dans la commune (bio, surface en herbe...) et à ne pas négliger les exploitations « non professionnelles », qui peuvent jouer un rôle économique et de développement du territoire très important (emploi, préservation de l'espace agricole...).

La proportion des surfaces herbagères (74 %) par rapport aux terres cultivées sera maintenue.

6.2. Enjeux forestiers.

Le périmètre de l'aménagement foncier exclut la quasi-totalité de la surface forestière.

La réglementation sur les défrichements reste toutefois applicable pour les parcelles qui seraient concernées par un éventuel défrichement.

En dehors des cas d'exemption et d'exception prévus par le code forestier (L.341-2 et L.342-1), ces défrichements peuvent être soumis à une autorisation préalable en application des articles L.341-1 à L.341-10 du code forestier.

Article 7 - Enjeux sanitaires

7.1. Eau potable

Comme mentionné dans le rapport d'étude, le territoire communal de Charmois-devant-Bruyères est concerné par un périmètre de protection éloigné (PPE) du captage d'eau destinée à la consommation humaine. Ce périmètre est attribué à l'arrêté n° 2651/2018.

La définition du plan parcellaire et du programme des travaux connexes devra respecter l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2018 déclarant d'utilité publique l'établissement du périmètre de protection du forage.

Il conviendra notamment de veiller au respect des prescriptions de l'arrêté (demande de désignation d'un hydrogéologue agréé...) si des projets d'aménagement sont prévus dans ce périmètre de protection.

La redistribution des terres devra tenir compte des obligations liées à la présence du captage.

Le règlement sanitaire départemental des Vosges devra être respecté.

7.2. Lutte contre l'ambroisie.

L'ambroisie, espèce invasive particulièrement allergisante, a déjà été observée dans le département des Vosges.

Bien que le rapport d'étude ne fait pas état de l'existence de cette espèce invasive, il conviendra toutefois de respecter l'arrêté préfectoral n°2018-2071 relatif à la lutte contre l'ambroisie *(Cf. site internet de l'ARS Grand Est :* https://www.grand-est.ars.sante.fr/lambroisie*)*. Il précise notamment que la destruction de l'ambroisie doit être réalisée par l'exploitant agricole jusqu'en limites de parcelle agricole (y compris talus, fossés, chemins...). L'exploitant doit mettre en œuvre, à cette fin, les moyens nécessaires parmi les suivants : arrachage, fauche, broyage, travail du sol, désherbage chimique dans les conditions de l'article 3, ou toute autre méthode adaptée.

Article 8 – Lutte contre les risques naturels et l'érosion

Les travaux connexes seront définis de manière à ne pas aggraver les risques liés aux ruissellements.

Afin de limiter les ruissellements et l'érosion des terres, les limites de parcelles du nouveau plan parcellaire s'appuieront sur les éléments fixes du paysage, et notamment les haies à conserver, figurant sur l'annexe cartographique du présent arrêté.

Le découpage parcellaire devra être réalisé de manière à favoriser un labour perpendiculaire à la pente : la longueur des parcelles devra être parallèle aux courbes de niveau et la largeur parallèle à la pente.

Sur les zones les plus pentues, l'attribution des terres se fera dans le but de maintenir ou de reconstituer un milieu prairial.

Tout projet d'ouvrage en vue de prévenir les inondations relevant de la rubrique 3.2.6.0 de la nomenclature annexée à l'article R.214-1 du code de l'environnement est exclu du champ de la présente procédure et devra faire l'objet d'une demande d'autorisation spécifique.

Article 9 – Préservation des éléments du patrimoine.

9.1. Architecture et paysage.

Il n'existe aucune servitude liée au code du patrimoine sur les monuments historiques (articles L.621-31, L.621-32, L.621-33) et au code de l'environnement (articles L.341-1 à L.342-1) concernant la commune de Charmois-devant-Bruyères. Néanmoins, le patrimoine non protégé remarquable et identitaire (fontaines, lavoirs, calvaires...) devra faire l'objet d'une attention particulière quant à sa préservation et sa mise en valeur dans le cadre du projet.

Le territoire communal est abondamment arboré. Un grand nombre de végétaux, d'arbres isolés, des haies, de jardins et de vergers, qu'il faudra absolument conserver dans l'AFAFE, couvrent un grand nombre de parcelles.

La définition du plan parcellaire et du programme des travaux connexes est l'occasion de concevoir un nouveau paysage pour le territoire communal. Ce nouveau paysage, issu du nouveau découpage et des travaux devra respecter les éléments de relief (topographie). Le pétitionnaire pourra s'appuyer sur le guide « Paysage et aménagement foncier agricole et forestier », téléchargeable avec le lien suivant :

https://agriculture.gouv.fr/sites/default/files/documents/pdf/Paysage_et_amenagement_foncier_agricole_et_forestierr.pdf

Par ailleurs, il est fortement recommandé, dans le cadre de l'élaboration des mesures de préservation et de compensation (mesures environnementales), de présenter le projet de plantations nouvelles dans un plan d'ensemble qui montre la physionomie du nouveau paysage.

Le paysage est un héritage. Il est bien souvent issu de siècles d'évolution, de changements. L'AFAFE de Charmois-devant-Bruyères doit permettre que la question du paysage ne se résume pas à la simple préservation de quelques haies et arbres isolés mais propose également, au-delà de cette conservation d'un patrimoine, de construire le patrimoine de demain. Il est donc nécessaire d'inciter à la plantation massive de haies et d'arbres, dans une structure adaptée aux nouveaux modes d'exploitation agricoles et dans le cadre d'un projet affirmé et dessiné.

La qualité du tracé des chemins, leur dimensionnement, la mise en œuvre de fossés, la construction d'ouvrages liés à la gestion de l'écoulement de l'eau, devront aussi, s'inscrire dans un projet et un vocabulaire commun.

Le paysagiste-conseil de l'État auprès de la DDT, se tient à la disposition de la commission communale pour émettre un avis et formuler des conseils sur ce plan d'ensemble.

Pour la plantation des haies et arbres, il sera fait uniquement appel à des essences locales.

9.2. Archéologie préventive.

En application de l'article L.531-14 du code du patrimoine, réglementant en particulier les découvertes fortuites, toute découverte de quelque ordre qu'elle soit (vestige, structure, objet, monnaie...) doit être signalée immédiatement à la DRAC (service régional de l'archéologie, site de Metz), soit directement, soit par l'intermédiaire de la mairie ou de la préfecture. Les vestiges découverts ne doivent en aucun cas être détruits avant examen par un agent de l'État et tout contrevenant est passible des peines prévues aux articles 322-3-1 du code pénal.

Les travaux qui affectent le sous-sol sont susceptibles de donner lieu à la perception d'une redevance conformément aux articles L.524-1 et L.524-16 du code du patrimoine et de l'article L.332-6 du code de l'urbanisme.

9.3. Randonnée.

Le rétablissement et la continuité des chemins et itinéraires de promenade et de randonnée seront assurés.

Article 10 – Dispositions générales et finales.

10.1. Travaux connexes et étude d'impact.

Afin de prendre en compte la sensibilité écologique des travaux connexes à l'aménagement foncier agricole forestier et environnemental, les modalités particulières de leur réalisation et de leur suivi seront précisées et justifiées par l'étude d'impact. Cette dernière exposera les impacts sur l'environnement et les modalités d'application de la doctrine « éviter – réduire – compenser ».

L'étude d'impact justifiera notamment le respect par le projet d'aménagement (nouveau plan parcellaire et programme des travaux connexes) des prescriptions du présent arrêté.

10.2. Autorisations.

Le présent arrêté ne dispense pas la commission d'aménagement foncier d'obtenir les autorisations requises par les autres législations, notamment en application des articles L.121-21 et R.121-29 du code rural.

Ces autorisations devront être sollicitées auprès des autorités compétentes (DRAC, ARS, DREAL, DDT) avant que la commission communale ne statue définitivement sur l'examen des réclamations formulées lors de l'enquête prévue à l'article R.123-9 du code rural.

La clôture des opérations sera subordonnée à l'accord préalable des autorités compétentes précitées.

10.3. Prescriptions complémentaires.

Conformément à la réglementation et notamment l'article L.122-1 du code de l'environnement, la réalisation des travaux sera soumise à autorisation environnementale.

10.4. Mesures de publicité.

Le présent arrêté est transmis au président du Conseil départemental des Vosges, au maire de chacune des communes concernées par le projet d'aménagement foncier et au président de la Commission communale d'aménagement foncier de Charmois-devant-Bruyères et extensions.

Le présent arrêté sera affiché pendant quinze jours au moins dans les mairies de Charmois-devant-Bruyères, La Baffe, Cheniménil et Le Roulier.

Il sera publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

10.5. Délais et voies de recours.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans les deux mois à compter de sa notification ou de sa publication *pour les tiers.*

Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet des Vosges, ou d'un recours hiérarchique auprès du ministre de la Transition écologique, dans un délai de deux mois à compter de sa notification pour le titulaire de l'autorisation ou de sa publication

pour les tiers. La décision de rejet, expresse ou tacite – née du silence de l'autorité administrative à l'issue du délai de deux mois à compter de la réception du recours gracieux ou hiérarchique – peut faire l'objet, avec la décision contestée, d'un recours contentieux dans les conditions indiquées ci-dessus.

10.6. Exécution.

Le directeur départemental des territoires des Vosges, le président du Conseil départemental des Vosges, le président de la Commission communale d'aménagement foncier de Charmois-devant-Bruyères et extensions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Épinal, le 02 MAI 2024

La préfète

Par délégation, le Sous-Préfet,
Secrétaire Général

David PERCHERON

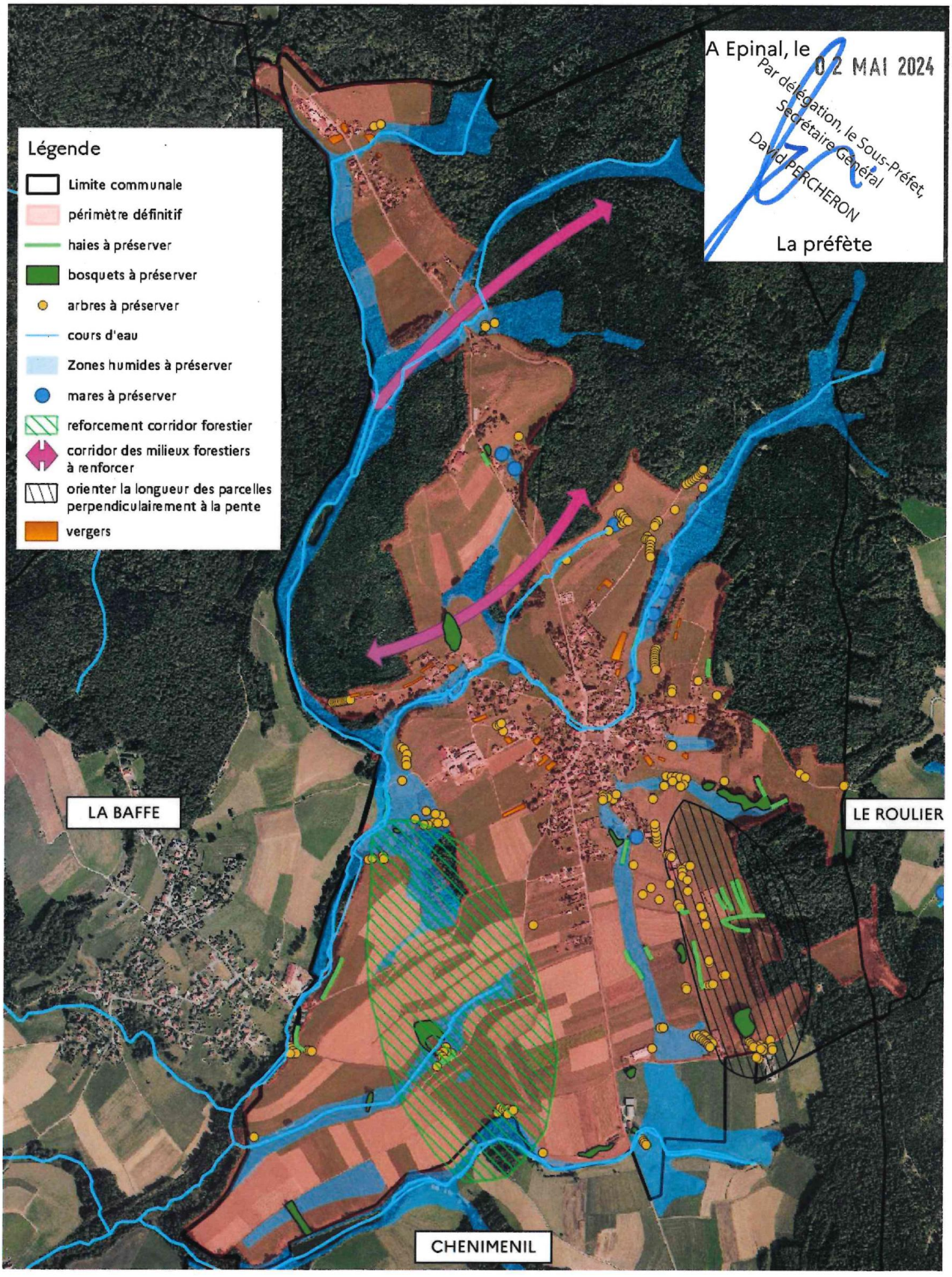
ANNEXE n° 1 : plan présentant notamment :

- le périmètre d'aménagement de l'AFAFE, avec les recommandations formulées dans l'EPAF

Préfecture des Vosges
Tél : 03 29 69 88 88
www.vosges.gouv.fr
1, Place Foch – 88 026 Épinal Cedex
Accueil du public : du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00

ANNEXE n° 2 : prescriptions techniques

Prescriptions environnementales concernant l'Aménagement Foncier Agricole Forestier et Environnemental de la commune de CHARMOIS-DEVANT-BRUYERES et extensions - Annexe 1



Annexe n° 2 à l'arrêté préfectoral n° 2024-115, relatif aux prescriptions environnementales concernant l'Aménagement foncier agricole forestier et environnemental (AFAFE)

Commune de Charmois-devant-Bruyères
(avec extensions sur les communes de La Baffe, Cheniménil et Le Roulier)

Prescriptions techniques

Interventions dans le lit mineur du cours d'eau

Ne seront en principe pas autorisés, sauf autorisation au titre de la police de l'eau :

- ✔ les travaux de curage de cours d'eau ;
- ✔ la dérivation de cours d'eau (sauf après accord de l'administration dans le cadre d'une renaturation du cours d'eau, par exemple pour la recréation de méandres).

Sont autorisés, dans les conditions suivantes, et sans intervention mécanique dans le lit mineur :

- ✔ ***gestion de la ripisylve :***
  - les produits d'élagage et d'éclaircissement de la ripisylve, de même que les embâcles et toute végétation arbustive devront être évacués du site et éliminés, et ne devront en aucun cas nuire au bon écoulement des eaux.
  - l'entretien de la ripisylve devra permettre de conserver des zones d'ombre pour le cours d'eau sans que celui-ci ne soit totalement fermé.
  - le choix de la végétation à abattre se fera selon les recommandations suivantes :
    - conserver les souches, les buissons et le maximum de végétation en place ;
    - éliminer les essences non adaptées aux berges de cours d'eau (résineux, peupliers...) ;
    - couper les arbres qui poussent dans le lit du cours d'eau ;
    - couper les arbres morts et dépérissant qui risquent de tomber dans le cours d'eau (certains arbres morts peuvent être conservés selon la problématique).

- ✔ ***gestion des embâcles :***
  - les embâcles qui méritent d'être traités sont :
    - les embâcles formant des bouchons qui augmentent le niveau des eaux, donc les risques d'inondations (pour les habitations) ;
    - les embâcles qui dévient le courant, provoquant ainsi des érosions importantes ;
    - les embâcles qui risquent de provoquer des bouchons par accumulation de débris.

- ✔ ***protection de berge par techniques végétales :***
  - un moyen de limiter l'accès du bétail au cours d'eau devra être recherché et mis en place (clôture, point d'abreuvement privilégié dans le cours d'eau, pompe de prairies, passage à gué...).

Interventions dans le lit majeur du cours d'eau

Les prescriptions suivantes sont à appliquer :

- ✔ le maintien des couvertures végétales permanentes, arbustives ou herbagères, sur les secteurs présentant des risques d'érosion et de ruissellement ;
- ✔ la conservation ou l'amélioration de l'orientation du parcellaire sur les versants de façon à ce que la plus grande longueur de parcelle et le sens de labour soient perpendiculaires à la pente ;
- ✔ la conservation des espaces boisés, boisements linéaires, haies et plantations d'alignements, ainsi que les talus et murets présentant un intérêt sur le plan hydraulique ;
- ✔ les drainages qui seront réalisés devront respecter les prescriptions de l'article 3.7 du présent arrêté ;
- ✔ les installations et ouvrages en lit majeur devront respecter les prescriptions de l'arrêté ministériel du 13 février 2002 fixant les prescriptions générales applicables aux installations, ouvrages ou remblais relevant de la rubrique 3.2.2.0 (2°) de la nomenclature annexée à l'article R.214-1 du code de l'environnement ;
- ✔ les remblais sont, quant à eux, interdits.

Ouvrages de franchissement de cours d'eau

Ces ouvrages devront respecter les prescriptions des arrêtés ministériels du 28 novembre 2007 et du 13 février 2002 fixant les prescriptions générales applicables aux installations, ouvrages, travaux ou activités relevant respectivement de la rubrique 3.1.2.0 (2°), 3.1.3.0 (2°) et 3.1.5.0 (2°) de la nomenclature annexée à l'article R.214-1 du code de l'environnement. Ils devront être dimensionnés aux conditions hydrauliques de la plus forte crue historique connue ou à celles de la crue centennale si celle-ci est supérieure.

La création d'accès par mise en place d'ouvrage sur les cours d'eau devra respecter les prescriptions suivantes :

- ✔ la mise en place de pont sera privilégiée à d'autres types d'ouvrages afin de limiter les interventions sur le lit mineur du cours d'eau et sur les cours d'eau pour lesquels la roche mère se trouve à proximité du fond du lit ;
- ✔ les buses seront de section rectangulaire (cadres), uniquement ;
- ✔ la section hydraulique de l'ouvrage ne sera pas inférieure à celle du cours d'eau à plein bord. Le dimensionnement de l'ouvrage n'occasionnera pas de modification de l'écoulement des eaux ;
- ✔ le tirant d'air du pont ou de la buse sera suffisant pour permettre l'évacuation des flottants sans générer d'embâcles lors des crues : au minimum de 30 cm au-dessus du niveau de l'eau au débit moyen ;

- ✔ le radier intérieur de la structure (fil d'eau) sera enterré au minimum de 30 cm (en tout point) sous le lit naturel aval afin de garantir la continuité du cours d'eau dans l'ouvrage ;

- ✔ les ouvrages devront être entretenus régulièrement et les embâcles enlevés et évacués en dehors de la zone inondable ;

- ✔ l'ouvrage sera calé de niveau, en prenant le point aval comme référence, afin d'éviter l'apparition d'une chute d'eau à sa sortie ;

- ✔ le lit du cours d'eau sera reconstitué dans l'ouvrage, soit avec les matériaux du lit initial, soit à l'aide de matériaux alluvionnaires de granulométrie 0/80 mm, pour permettre la migration des poissons. Un lit mineur d'étiage non linéaire (sinueux) identique en dimensions (largeur, profondeur) au lit mineur d'étiage naturel sera reconstitué dans l'ouvrage ;

- ✔ des blocs de granulométrie 150/200 mm seront disposés de façon éparse sur le fond du lit reconstitué afin de diversifier les écoulements ;

- ✔ un seuil de stabilisation du profil en long sera réalisé à quelques mètres en aval de l'ouvrage. Le seuil sera composé de blocs de granulométrie 300/400 mm disposés dans une bêche. La crête du seuil ne dépassera pas du fond du lit du cours d'eau ;

- ✔ dans le cas d'un pont, les piédroits seront réalisés dans la berge, en prenant le haut de berge comme référence. Les semelles seront réalisées à 0,5 m minimum sous le fond du lit du cours d'eau. Au-dessus des semelles le lit sera recréé à l'aide de matériaux identiques en granulométrie et en nature à ceux constituant le lit naturel. La ligne d'eau et les fonds avant et après travaux doivent être aux mêmes niveaux.

Travaux de drainage

Dans le cas de réalisation de travaux de drainage, si ceux-ci sont autorisés par l'arrêté préfectoral ou une autorisation spécifique au titre de la loi sur l'eau, les équipements devront aboutir dans un ouvrage régulateur, créé à cet effet en amont du rejet dans le milieu récepteur.

En aucun cas, le tuyau de drainage ne pourra aboutir directement dans un cours d'eau. Les installations et ouvrages devront respecter les prescriptions de l'arrêté ministériel du 13 février 2002 fixant les prescriptions générales applicables aux installations, ouvrages ou remblais relevant de la rubrique 3.2.2.0. (2°) de la nomenclature annexée au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement.

Fossés

Pour chaque projet de travaux qui concernerait un fossé non identifié dans l'étude d'aménagement, le pétitionnaire devra établir un porter à connaissance conformément à l'article R 214-18 du code de l'environnement.

L'orientation, le calibrage (caractéristiques) et la fonction (transport, stockage) des fossés (nouveaux ou existants) devront être justifiés par des calculs hydrauliques.

En cas de création de fossé, il conviendra de ne pas les surdimensionner, de les implanter depuis l'amont de la parcelle, de leur donner un profil en travers suffisamment doux pour éviter leur comblement par des effondrements de berges. Il conviendra également de les

enherber et les entretenir régulièrement. Il est recommandé durant la phase travaux, de rapporter des végétaux provenant des fossés comblés dans les fossés ouverts, afin de faciliter et d'accélérer le processus de revégétalisation. Afin de prendre en compte la sensibilité écologique de ces travaux, les modalités particulières de leur réalisation et de leur suivi seront précisées par l'étude d'impact.

En cas de curage de fossé, celui-ci se limitera à l'enlèvement des vases et sédiments, qui seront déposés sur le bord et régalés, afin de permettre une recolonisation rapide par les espèces. Ce curage pourra être l'occasion d'adoucir la pente de certaines berges, afin de favoriser l'installation d'espèces intéressantes (végétaux, amphibiens). Ces curages devront être réalisés en dehors de la période de reproduction des amphibiens, donc ils peuvent être réalisés en fin d'été et en automne, entre le 1er août et le 15 décembre.

Afin de stabiliser les berges des fossés éventuellement créés, celles-ci devront être ensemencées. Le cas échéant, elles devront être bouturées avec des essences adaptées.



Fiche **n°3**

Nom scientifique *Ambrosia artemisiifolia L.*

Nom commun

Ambroisie à feuilles d'armoise

DESCRIPTION

Type	**Plante herbacée.**
Hauteur	**Jusqu'à 1 m.**
Tige	**Velue, devenant rougeâtre à la floraison.**
Feuilles	**Vertes sur les deux faces, très découpées, de forme triangulaire à ovale.**
Fleurs	**Regroupées en épi dressé.**
Fruits	**Petits, avec 5 à 6 épines vers le sommet.**

Période d'observation
Intervention optimale

jan. | fév. | mars | avril | **mai** | **juin** | **juil.** | **août** | sept. | oct. | nov. | déc.

Habitats colonisés

Surtout les sites perturbés (voies ferrés, bords de routes, terrains vagues, zones de chantier, cultures, etc.). Grèves et friches herbacées des grandes vallées.



Modes de reproduction/ dispersion

Lors des crues
Accumulation dans le sol

Facteurs favorables à son expansion

Sol nu. Transport accidentel de graines par les engins ou dans les terres infestées.

IMPORTANT

Le port de gants, masque et combinaison est nécessaire pour éviter tout contact avec le pollen et les fleurs.

Attention à ne pas confondre avec l'Armoise commune (Artemisia vulgaris) avec des feuilles moins découpées et blanchâtres sur la face inférieure.



Plante
CC By-SA P. Bonnet (Telsbotanica)



Tige fleurie
CC By-SA H. Tinguy (Telsbotanica)



Détail de la tige
CC By-SA L. Roubaudi (Telsbotanica)



Feuille
CC By-SA V. Jouhet (Telsbotanica)



Fleurs
CC By-SA M. Portas (Telsbotanica)

Ambroisie à feuilles d'armoise

IMPACTS

Environnementaux

Concurrence avec les espèces locales surtout sur des sols nus.

Sanitaire

Le pollen provoque de graves problèmes de santé publique (gênes respiratoires, rhinites, asthmes, conjonctivite, etc.), mais aussi des irritations par contact des fleurs avec la peau.

Socio-économique

- **Diminution des rendements et de la qualité des récoltes agricoles.**
- **Coûts de gestion non négligeables le long des dépendances routières et ferroviaires.**

MESURES DE GESTION

QUAND ?

Sur les jeunes foyers (≤ 50 m²)
Éliminer la plante et éviter son installation

Arrachage manuel des plantules/jeunes plantes 1 à 2 fois par an. — De mars à juillet avant la floraison

Sur les foyers bien installés (>50 m²)
Affaiblir la plante et limiter sa dispersion

Fauches répétées de 2 à 6 cm de hauteur dans une végétation peu dense ; de 10 cm de hauteur dans une végétation dense. — Avant la floraison (mi juillet puis fin août)

Éviter la propagation de la plante

Évacuation sécurisée de tous les résidus vers un centre agréé (compostage / méthanisation à privilégier si possible). À partir de septembre (production de graines) mise en déchetterie fortement recommandée pour éviter la propagation.

Surveillance de la zone (contrôle en septembre car des repousses avec fleurs peuvent réapparaître) et renouvellement des opérations si retour de l'espèce.

Des arrêtés préfectoraux obligeant l'arrachage se multiplient dans toute la France. www.ambroisie.info

Améliorer les conditions du milieu
Limiter les zones mises à nu en procédant à un couvert du sol (semis d'espèces locales) pour concurrencer l'ambroisie.

À NE PAS FAIRE

Ne pas utiliser de terres infestées dans d'autres sites. Utiliser des produits chimiques n'est pas toujours très efficace et a des effets négatifs sur la santé et l'environnement.



Nom commun

Balsamine géante

DESCRIPTION

Type	**Plante herbacée.**
Hauteur	**Jusqu'à 2 m.**
Tige	**Rougeâtre, creuse, à larges nœuds renflés.**
Feuilles	**Opposées ou groupées par 3, de forme ovale et finement dentées en scie.**
Fleurs	**Roses à rouges regroupées en grappes, odorantes, avec 5 pétales inégaux.**
Fruits	**Longues capsules, éclatant à maturité.**

Période d'observation
Intervention optimale

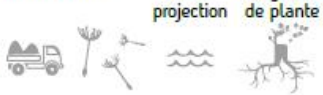
jan. | fév. | mars | avril | mai | juin | juil. | août | sept. | oct. | nov. | déc.

Habitats colonisés

Le long des cours d'eau, berges, fossés, talus, bois humides. Milieux plus ouverts et parfois sur les accotements des structures artificielles.



Modes de reproduction/ dispersion



Facteurs favorables à son expansion

Transport de résidus et de terres contenant des graines ou déplacement des engins. Perturbation des milieux : berges et sols remaniés et retournés, etc.

IMPORTANT

Il existe deux autres Balsamines exotiques :
- Balsamine de Balfour (Impatiens balfourii) : feuilles alternes, fleurs de couleur rose pâle et blanche.
- Balsamine à petites fleurs (Impatiens parviflora) : fleurs jaune pâle plus petites.


Plante
CC By-SA B. Bul (Telabotanica)


Tige
CC By-SA B. Bul (Telabotanica)


Feuille
CC By-SA T. Pernot (Telabotanica)


Germination
CC By-SA B. Suze (Telabotanica)


Fleur/Fruits
CC By-SA B. Machetto (Telabotanica)

Fiche n°9 Balsamine géante Accueil

IMPACTS

Environnementaux
Espèce très compétitrice formant des populations denses qui ont des effets négatifs sur les éco-systèmes : concurrence avec les espèces locales, captation de la lumière, augmentation de l'érosion des berges, détournement des insectes pollinisateurs.

Sanitaire
Pas de risque sur la santé.

Socio-économique
- **Dans les zones alluviales, obstacle à l'écoulement des eaux lors des crues.**
- **Gêne l'accessibilité des berges.**
- **Érosion des berges.**

MESURES DE GESTION

QUAND ?

Sur les jeunes foyers (≤100 m²)
Éliminer la plante et éviter son installation

- Arrachage manuel de la plante dans sa totalité, pour des petites populations ou si beaucoup d'espèces locales sont présentes en mélange, notamment dans des zones où les enjeux sont importants.

Dès le début du printemps (avant la floraison)

Sur les foyers bien installés (>100 m²)
Affaiblir la plante et limiter sa dispersion

- Fauches répétées pour de grandes populations ou si peu d'espèces locales sont présentes en mélange. Coupe en dessous du premier nœud de la tige.
- Risque de bouturage des fragments de la plante.
- Pâturage régulier possible en complément de la gestion mécanique.

1ère fauche mai-juin (avant floraison) et 2ème juillet-août (pendant la floraison)

Éviter la propagation de la plante

- Évacuation sécurisée de tous les résidus vers un centre agréé (compostage / méthanisation à privilégier si possible). C'est une partie intégrante de la lutte contre la Balsamine.
- Surveillance de la zone et renouvèlement des opérations sur plusieurs années pour éviter les repousses et réduire la banque de graines du sol.

Intervenir en bordure de cours d'eau de l'amont vers l'aval, car la plante se dissémine facilement

Améliorer les conditions du milieu
Planter des espèces locales (Saules, Aulnes, etc.) après les opérations de gestion ou en fin de saison pour gêner et limiter la recolonisation.

À NE PAS FAIRE
Ne pas planter l'espèce, ne pas utiliser d'épareuse ou de débroussailleuse et ne pas composter. Utiliser des produits chimiques n'est pas toujours très efficace et a des effets négatifs sur la santé et l'environnement.



Guide de sensibilisation et de gestion des Espèces Végétales Exotiques Envahissantes

Fiche **n°11**

Nom scientifique : *Reynoutria japonica* Houtt.
R. sachalinensis (F.Schmidt) Nakai

Renouées asiatiques et leurs hybrides

Nom commun : Renouées asiatiques et leurs hybrides

DESCRIPTION

Type	**Plante herbacée.**
Hauteur	**Jusqu'à 4 m.**
Tige	**Robuste, creuse, striée et souvent tachetée de rouge. Flétrie durant l'hiver mais restant visible.**
Feuilles	**Ovales à triangulaires, avec une base droite à arrondie. Nervures avec ou sans poils selon l'espèce.**
Fleurs	**Blanc verdâtre regroupées en grappes.**
Fruits	**Blancs, entourés de membranes, avec 1 graine.**

Période d'observation
Intervention optimale

jan. fév. mars **avril** **mai** **juin** **juil.** août sept. oct. nov. déc.

Habitats colonisés : **Rives de cours d'eau, bordure de lisière forestière, forêts alluviales et milieux perturbés (bords de routes, talus, zones de chantiers, etc.).**



Modes de reproduction/ dispersion : rare — Fragments de plante

Facteurs favorables à son expansion : **Sol nu. Transport de résidus et de terres contenant des fragments ou déplacement des engins.**

IMPORTANT

Des précautions importantes sont à prendre pour ne pas disséminer la plante : les fragments peuvent redonner naissance à un nouvel individu.
Un hybride entre les 2 espèces existe : la renouée de Bohême (Reynoutria x bohemica).



Plante
CC By-SA H. Goeau (Telabotanica)



Tige
CC By-SAT. Pernot (Telabotanica)



Renouée de Sakhaline — Renouée du Japon

Feuilles
CC By-SAH. Goeau (Telabotanica)



Fleurs
CC By-SA J. De Vos (Telabotanica)



Fruits
CC By-SAM. Portas (Telabotanica)

Fiche **n°11** Renouées asiatiques et leurs hybrides — Accueil

IMPACTS

Environnementaux

- **Espèce très compétitrice, et à croissance rapide capable de former des peuplements denses qui ont un effet négatif sur les écosystèmes (réduction de la biodiversité, perturbation de la régénération des forêts alluviales, diminution des herbivores et des prédateurs).**
- **Menaces pour certaines espèces à valeur patrimoniale.**
- **Favorise l'érosion des berges et le lessivage des sols.**

Sanitaire

Pas de risque sur la santé.

Socio-économique

- **Gêne l'accessibilité et la circulation des usagers, dégradations des ouvrages.**
- **Elimination aux abords des routes coûteuses pour les collectivités.**

MESURES DE GESTION

QUAND ?

L'éradication totale de l'espèce est illusoire, et seul un maintien est envisageable.

Sur les jeunes foyers (≤ 10 m²)
Éliminer la plante et éviter son installation

- Arrachage manuel répété en enlevant toutes les racines des jeunes pousses.

Dès le début du printemps (avril à octobre)

Sur les foyers bien installés (>10 m²)
Affaiblir la plante et limiter sa dispersion

- Fauchage répété (tous les 15 jours ou 6 à 8 fois/an) en-dessous du 1er nœud.
- Décaissement des terres sur une largeur et une profondeur de 50 cm au-delà de la zone colonisée par les rhizomes, puis tamisage et/ou concassage des fragments. Couverture du sol avec une géomembrane pour empêcher le développement.

De mai à octobre

Éviter la propagation de la plante

- Évacuation sécurisée de tous les résidus vers un centre agréé (compostage/ méthanisation à privilégier si possible). C'est une partie intégrante de la lutte contre les Renouées.
  Nettoyage des engins et du matériel après usage.
- Surveillance de la zone et renouvèlement des opérations sur plusieurs années pour éliminer les nouvelles repousses.

Les méthodes de gestion sont souvent plus efficaces quand elles sont utilisées simultanément

Améliorer les conditions du milieu
Planter des espèces locales après les opérations de gestion pour limiter la recolonisation.
Reconstituer les peuplements forestiers et les ripisylves pour favoriser la renaturation du milieu.

À NE PAS FAIRE

Ne pas planter l'espèce. Ne pas utiliser d'épareuse ou de débroussailleuse. Ne pas composter. Utiliser des produits chimiques n'est pas toujours très efficace et a des effets négatifs sur la santé et l'environnement.